

# Rapport d'activité 2004-2008

## CESDIP

Centre de Recherches Sociologiques sur le Droit et les Institutions Pénales

Immeuble Edison - 43, boulevard Vauban - F-78280 GUYANCOURT

☎ : 33.(0)1.34.52.17.00 - 📠 : 33.(0)1.34.52.17.17

🌐 : <http://www.cesdip.org>



# SOMMAIRE

## PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU CESDIP

<b>I - HISTOIRE ET PLACE ACTUELLE DU LABORATOIRE DANS LE CHAMP SCIENTIFIQUE ET INSTITUTIONNEL.....</b>	<b>7</b>
1°) <i>Le SEPC et la sociologie de la réaction sociale (1968-1983).....</i>	7
2°) <i>La place du CESDIP dans les développements des recherches des années 1980 et 1990.....</i>	8
3°) <i>L'évolution institutionnelle et scientifique du CESDIP dans les années 2000.....</i>	9
<b>II - COMPOSITION DE L'ÉQUIPE.....</b>	<b>14</b>
<b>III - LE CENTRE DE DOCUMENTATION.....</b>	<b>18</b>
<b>IV - SITUATION FINANCIÈRE.....</b>	<b>20</b>
1°) <i>Budget général, dotations annuelles et dépenses générales.....</i>	21
2°) <i>Contrats de recherches.....</i>	22

## LES GRANDS THÈMES DE RECHERCHE

<b>I - L'ANALYSE STATISTIQUE DES DÉLINQUANCES : GRANDES ENQUÊTES DU LABORATOIRE ET ANALYSE DES DONNÉES INSTITUTIONNELLES.....</b>	<b>25</b>
1°) <i>Les enquêtes sur la victimation et le sentiment d'insécurité.....</i>	26
2°) <i>Les travaux d'analyse des statistiques institutionnelles.....</i>	27
<b>II - SOCIOLOGIE ET HISTOIRE DES COMPORTEMENTS DÉVIANTS.....</b>	<b>29</b>
1°) <i>Déviances et délinquances juvéniles.....</i>	29
2°) <i>Déviances et violences en milieu scolaire.....</i>	32
3°) <i>Les homicides.....</i>	33
4°) <i>Les délinquances économiques et financières.....</i>	33
5°) <i>Les émeutes de novembre 2005.....</i>	34
<b>III - SOCIOLOGIE ET HISTOIRE DES INSTITUTIONS PÉNALES ET DES PROFESSIONNELS DE LA SÉCURITÉ : 1. LA POLICE.....</b>	<b>36</b>
1°) <i>Histoire de la police.....</i>	36
2°) <i>Sociologie de la police.....</i>	39

<b>IV - SOCIOLOGIE ET HISTOIRE DES INSTITUTIONS PÉNALES ET DES PROFESSIONNELS</b>	
<b>DE LA SÉCURITÉ : 2. LA JUSTICE</b> .....	43
1°) <i>Recherches quantitatives</i> .....	43
2°) <i>Recherches qualitatives</i> .....	45
<b>V - LA PRODUCTION DES NORMES PÉNALES ET LES POLITIQUES PUBLIQUES</b>	
<b>DANS LE DOMAINE</b> .....	47
<b>VI – MESURES ET SANCTIONS PÉNALES</b> .....	51
<b>VII - HISTOIRE DE LA SOCIOLOGIE DU CRIME ET THÉORIES SOCIOLOGIQUES</b>	
<b>DE LA DÉVIANCE</b> .....	56

## LA PRODUCTION ET L'ANIMATION SCIENTIFIQUES

<b>I - LES PUBLICATIONS (2004-2008)</b> .....	59
<b>II - LES STRUCTURES DE LA COLLABORATION INTERNATIONALE</b> .....	60
1°) <i>Le Groupement Européen de Recherches sur les Normativités (GERN)</i> .....	60
2°) <i>Le projet CrimPrev</i> .....	64
3°) <i>Le Laboratoire Européen Associé (LEA)</i> .....	65
<b>III - QUELQUES GRANDS CONTRATS DE RECHERCHES</b> .....	67
1°) <i>CRIMINSEC</i> .....	67
2°) <i>L'évolution des infractions à caractère violent commises par les mineurs et de leur traitement pénal (1991-2005)</i> .....	68
3°) <i>Recherche action autour de la lutte contre l'absentéisme et le décrochage scolaire et pour le renforcement de l'assiduité des élèves</i> .....	69
<b>IV - BILAN DES BOURSES MARIE CURIE</b> .....	70

## LE PROJET SCIENTIFIQUE POUR LE PROCHAIN QUADRIENNAT

<b>I - UNE ARCHITECTURE GLOBALE INCHANGÉE</b> .....	73
<b>II – LE RENFORCEMENT DES PRINCIPAUX AXES DE RECHERCHES ET LA RECONSTITUTION</b>	
<b>D'UN PÔLE DE RECHERCHES SUR LES QUESTIONS PÉNITENTIAIRES</b> .....	75
<b>III - LA CRÉATION ET LE PILOTAGE D'UN MASTER EUROPÉEN DANS LE DOMAINE</b> .....	76
<b>IV - LA PLACE DU CESDIP DANS UNE ÉVOLUTION INSTITUTIONNELLE GÉNÉRALE</b>	
<b>INCERTAINE</b> .....	77

## ANNEXES

<b>I - LE PROGRAMME DES SÉMINAIRES DE RECHERCHE DU CESDIP</b>	
<b>(SEPTEMBRE 2004-JUIN 2008)</b> .....	81
<b>II - LES PROGRAMMES DES PRINCIPAUX COLLOQUES SCIENTIFIQUES ORGANISÉS</b>	
<b>PAR LE CESDIP</b> .....	84
<b>III - ENSEIGNEMENTS</b> .....	102
1°) <i>Université de Versailles-Saint-Quentin</i> .....	102
2°) <i>Formation des professionnels</i> .....	103
<b>IV - LISTE DES PUBLICATIONS DU CESDIP</b> .....	104
1°) <i>Périodiques</i> .....	104
A) <i>Questions Pénales</i> .....	104
B) <i>Penal Issues</i> .....	106
2°) <i>Rapports de recherches de la Collection « Études &amp; Données Pénales »</i> .....	107
<b>V - REVUES SCIENTIFIQUES INDÉPENDANTES SOUTENUES PAR LE CESDIP</b> .....	108
1°) <i>Déviance et Société</i> .....	108
2°) <i>Crime, Histoire et Sociétés / Crime, History and Societies</i> .....	109
3°) <i>Revue d'Histoire des Sciences Humaines</i> .....	110
4°) <i>Champ Pénal / Penal Field</i> .....	110
<b>VI - FICHES INDIVIDUELLES D'ACTIVITÉS DES CHERCHEURS</b> .....	111



# PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU CESDIP

## I - Histoire et place actuelle du laboratoire dans le champ scientifique et institutionnel

Le CESDIP est à la fois un laboratoire de recherches du CNRS, un service d'études du ministère de la Justice et, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, un laboratoire de l'Université de Versailles-Saint-Quentin. Il est né officiellement en 1983 mais a en réalité une histoire plus ancienne que l'on rappellera brièvement. Ensuite, l'on situera l'évolution du CESDIP dans l'ensemble de la recherche sociologique et socio-criminologique française des années 1990-2000. Enfin, l'on présentera l'activité actuelle et les chercheurs du laboratoire.

### *1<sup>o</sup> Le SEPC et la sociologie de la réaction sociale (1968-1983)*

Après des balbutiements à l'époque de Durkheim et de Tarde, la sociologie du crime renaît en France après la Seconde Guerre mondiale à l'initiative d'un des derniers durkheimiens, Henri Lévy-Bruhl, et de son élève André Davidovitch. Ce dernier a posé dans les années 1950-1960 les premières bases d'une sociologie de la justice pénale. Mais ce secteur de la recherche en sciences sociales demeure marginal. À partir du milieu des années 1960, la recherche criminologique française connaît au contraire un essor institutionnel en liaison avec une politique volontariste au sein du ministère de la Justice et avec le soutien financier de la Direction Générale à la Recherche Scientifique et Technique. Après le Centre de Recherches sur la Délinquance Juvenile de Vaucresson, le ministère de la Justice crée le Service d'Études Pénales et Criminologiques (SEPC) à la fin de l'année 1968, à l'initiative de Philippe Robert. Outre sa mission d'études et de recherches, le SEPC se voit confier la gestion du *Compte Général de l'Administration de la Justice* (la statistique judiciaire). Il se place par ailleurs rapidement sous la cotutelle du CNRS et se positionner de façon originale dans le champ « criminologique »

français. Il établit également de solides liens au plan européen et nord-américain (Canada francophone) au travers d'un réseau qui débouchera sur la création en 1977 de la revue *Déviance et Société*<sup>1</sup>.

Certains des domaines de recherches du SEPC sont liés aux besoins directs de la justice (établissement de séries statistiques longues, observation de la délinquance apparente des étrangers, de la place des stupéfiants). Les autres relèvent d'une analyse du fonctionnement de l'institution (étude des coûts du crime, étude du traitement pénal de la criminalité d'affaire, construction de la catégorie de viols collectifs) et de son image dans la société (étude des représentations sociales de la justice).

En 1973, Philippe Robert publie dans *L'Année Sociologique* un texte présentant le programme de recherche de son centre. Il annonce la crise de la « criminologie du passage à l'acte », c'est-à-dire des théories étiologiques basées sur des recherches bio-psychologiques construites à partir d'échantillons non représentatifs de la criminalité (telle la population carcérale). Ensuite, Robert introduit la théorie de l'étiquetage en indiquant que le processus qui voit l'individu passer de la délinquance occasionnelle à la délinquance régulière « découle d'une stigmatisation de la réaction sociale intervenant quand l'audience classifie comme déviant celui qui s'est contenté en premier lieu de poser un acte déviant ». La criminologie peut donc de ce point de vue devenir une « science des mécanismes sociaux de rejet ». L'analyse du système pénal en sera l'élément central. Robert s'efforce alors de fonder un programme de recherche en ce sens, à partir de deux questions : comment la société crée-t-elle les normes et comment les sanctionne-t-elle ? Les chercheurs du SEPC vont ainsi progressivement développer des recherches sur les mécanismes de renvoi vers la justice et sur la genèse des normes pénales, établissant sur ce dernier thème des liens avec les historiens.

## ***2°) La place du CESDIP dans les développements des recherches des années 1980 et 1990***

En 1983, le CESDIP remplace le SEPC<sup>2</sup>. Il sera dirigé à nouveau par Philippe Robert pendant dix ans, puis par Claude Faugeron (1992-1993) et surtout René Lévy (1993-2003). Durant cette période, le contexte évolue beaucoup.

Sur le plan institutionnel, la sociologie de la délinquance et de la justice pénale se développe progressivement dans d'autres lieux. Par ailleurs, l'État encourage de nouveau et finance le développement de la recherche dans des domaines particuliers : la police (création de l'Institut des Hautes Études de la Sécurité Intérieure en 1991), les drogues (création de l'Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies en 1993), la délinquance juvénile et sa prévention (dans le cadre de la

---

<sup>1</sup> Cette revue demeure l'une des trois revues scientifiques indépendantes soutenues par le CESDIP (*cf. infra* Annexes).

<sup>2</sup> Art. 5, Décret n°83-926 du 20 octobre 1983 relatif à l'organisation de la recherche au ministère de la justice, modifié par le Décret n°93-335 du 12 mars 1993.

Délégation Interministérielle à la Ville), la sécurité routière (dans le cadre de la Délégation Interministérielle à la Sécurité Routière) et la justice (avec la Mission de Recherche « Droit et Justice »).

Sur le plan intellectuel, la principale nouveauté des années 1990 est sans doute le développement des enquêtes de victimation et des enquêtes sur le sentiment d'insécurité. Les premières sont inaugurées au CESDIP au milieu des années 1980 mais elles ne prennent leur essor que dans la décennie suivante. Si, au départ, il s'agissait surtout d'étudier le comportement des victimes et notamment leur comportement de plainte, ces enquêtes vont progressivement apparaître comme un nouvel instrument pour mesurer la délinquance. Celles sur le sentiment d'insécurité sont développées d'abord à la fin des années 1980 notamment par deux politologues de Grenoble, Hugues Lagrange et Sebastian Roché, puis par un sociologue de Lille, Dominique Duprez. Elles sont ensuite reprises également au CESDIP à partir de la seconde moitié des années 1990. L'autre nouveauté des années 1990 n'en est en fait pas une : c'est le redémarrage des recherches sur la délinquance juvénile (après le déclin du centre de Vaucresson à la fin des années 1980). Il faut insister ici aussi sur le poids du contexte remplaçant la question de la délinquance juvénile et des « banlieues » au centre de l'agenda politico-médiatique. Il en est résulté une forte demande institutionnelle, notamment à travers la catégorie policière de « violences urbaines ». Enfin, on doit signaler que la seconde partie des années 1990 voit aussi l'émergence d'un nouveau thème se rattachant à la délinquance juvénile et fortement lié à la commande politique : celui des « violences à l'école ». Le CESDIP n'a pas beaucoup investi les recherches sur ces thèmes dans les années 1990, il y viendra cependant à la fin de la décennie. Enfin, on doit noter que certains domaines pourtant prometteurs de la recherche ne se sont jamais beaucoup développés. C'est d'abord l'étude des délinquances des classes supérieures (dites « en col blanc »). Corruption, blanchiment, délinquance d'affaire, fraude fiscale, atteintes au droit du travail, au droit de l'environnement, etc. Le champ est très large mais bien peu de chercheurs l'ont défriché dans la durée (à l'exception notable de Pierre Lascoumes, ancien chercheur du CESDIP, et de Thierry Godefroy qui y travaille toujours). C'est ensuite la recherche sur les processus de décision de justice (*sentencing*) qui demeure sous-développée en France, malgré les efforts de Bruno Aubusson de Cavarlay au CESDIP.

### ***3°) L'évolution institutionnelle et scientifique du CESDIP dans les années 2000***

Le CESDIP est dirigé par Laurent Mucchielli depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Sur le plan institutionnel, une évolution importante a eu lieu. Le laboratoire s'est engagé dans le partenariat avec l'université locale : l'Université de Versailles-Saint-Quentin (UVSQ). En effet, en 1995, le ministère de la Justice (qui fournit au laboratoire son local et l'essentiel de ses crédits de

fonctionnement) décidait de délocaliser le CESDIP du centre de Paris vers Guyancourt (commune faisant partie de la Ville Nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines), à quelques encablures du site Vauban de cette nouvelle université, où est notamment implantée la faculté des lettres et de sciences humaines. Après quelques années de transition, le lien avec l'UVSQ s'est d'abord établi par le biais des enseignements. Le rapprochement a été initié à partir de 1999-2000 par Laurent Mucchielli, en direction de nos collègues sociologues du Laboratoire « Printemps » (dirigé à l'époque par Claude Dubar). Laurent Mucchielli, puis Philippe Robert, ont enseigné dans le DEA, à l'époque commun aux sociologues et aux politistes. Puis Laurent Mucchielli a enseigné dans le DESS Développement Social Urbain initié par Catherine Delcroix, et y a fait intervenir cinq membres du CESDIP (*cf.* Annexes la présentation des enseignements). Ces enseignements ont été maintenus lors du passage au système LMD. Après la séparation des sociologues et des politistes, plusieurs chercheurs du CESDIP ont également enseigné dans le nouveau Master en science politique dirigé par Xavier Crettiez (*cf.* Annexes). Dans le même temps, Philippe Robert, puis Laurent Mucchielli et René Lévy, inscrivait plusieurs thèses en sociologie à l'UVSQ<sup>3</sup>, parfois en codirection avec nos partenaires directs à l'université<sup>4</sup>.

De 2004 à 2006, Laurent Mucchielli a mené une première négociation avec la présidence de l'UVSQ, qui a abouti à la demande de rattachement et donc d'élargissement de l'UMR, validée par les deux autres tutelles (CNRS et ministère de la Justice), qui a pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2006 pour une durée de 4 ans<sup>5</sup>. Depuis cette date, une seconde négociation s'est ouverte pour définir les modalités d'intégration concrètes, d'abord matérielles (en particulier le raccordement au réseau informatique), ensuite administratives et bientôt scientifiques et pédagogiques. La principale demande du laboratoire à l'UVSQ pour le quadriennat à venir est en effet l'affectation d'un poste d'enseignant-chercheur titulaire – un professeur de sociologie – en liaison avec un projet pédagogique important qui sera présenté dans la partie « Projet » du présent rapport.

Sur le plan des relations avec les deux autres tutelles, il n'y a pas de réelle nouveauté mais une confirmation essentielle : le renouvellement, en 2008, de la Convention cadre entre le ministère de la Justice et le CNRS, qui sera suivi du renouvellement des conventions particulières du CESDIP ainsi que du GERN. Pour le reste, du côté du CNRS, la réputation d'excellence du CESDIP a été confirmée par l'affectation de nouveaux chercheurs et ITA (*cf. infra* la description de l'équipe). Et du côté du ministère de la Justice, malgré un problème rencontré avec un agent administratif, les relations ont été très nourries, du fait des partenariats noués, parfois de longue date, au sein de différentes directions du

---

<sup>3</sup> Dont deux ont été soutenues sous la direction de Philippe Robert : celle de Patricia Bénec'h-Le Roux en 2006, sur l'avocat dans le procès pénal des mineurs, et celle de Marwan Mohammed en 2007, sur les bandes de jeunes. Signalons par ailleurs deux autres thèses de doctorants membres du CESDIP mais soutenues dans d'autres universités : celle de Véronique Levan (dirigée par Sophie Body-Gendrot et soutenue à l'Université Paris IV) et celle de Fabien Gaveau (dirigée par Jean-Marc Berlière et soutenue à l'Université de Bourgogne).

<sup>4</sup> Deux enseignants-chercheurs de l'UVSQ constituent, de par leurs spécialités, des partenaires privilégiés pour nous : Xavier Crettiez (professeur de science politique) et Philip Milburn (professeur de sociologie).

<sup>5</sup> Prolongeant automatiquement de deux ans le mandat de Laurent Mucchielli à la direction du CESDIP.

ministère. Ainsi, Bruno Aubusson de Cavarlay est membre de la Commission archives du ministère ainsi que de la Commission de suivi de la détention provisoire, sous l'égide de la Direction des Affaires Criminelles et des Grâces. Les liens sont anciens avec Annie Kensey à la Direction de l'Administration Pénitentiaire et se sont encore renforcés après le passage qu'y a effectué Christian Mouhanna avant d'être recruté au CNRS et affecté au CESDIP. Enfin, une collaboration étroite a été nouée par Laurent Mucchielli avec la Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (DPJJ), en la personne de Luc-Henry Choquet, responsable des études. Ce partenariat a permis la réalisation de plusieurs recherches collectives, a généré plusieurs demandes d'expertises et a trouvé une manifestation symbolique dans la tenue dans l'amphithéâtre du ministère de la Justice, le 20 juin 2008, d'une journée d'études « Interlabo » du GERN (*cf.* ci-après), organisée par Laurent Mucchielli au CESDIP, sur le thème de l'évolution de la délinquance juvénile, en comparant les dispositifs et résultats de deux recherches de grande ampleur en France et en Belgique <sup>6</sup>.

Sur le plan international, le CESDIP n'a cessé de renforcer ses positions. Il accueille toujours dans ses locaux le Groupe Européen de Recherches sur les Normativités (GERN, fondé par Philippe Robert et dirigé désormais par René Lévy), un GDR-E qui fédère aujourd'hui une quarantaine de centres de recherches dans 12 pays de l'Union Européenne. Sa présentation détaillée figure *infra*. En 2006-2009, le GERN a piloté une vaste Action de coordination dans le cadre du 6<sup>e</sup> programme de recherches de l'Union Européenne (2006-2008). Ce programme baptisé « CrimPrev » est également détaillé *infra*. Le CESDIP est également le point d'appui d'un Laboratoire Européen Associé (LEA) franco-allemand (avec le Max-Planck Institut de Freiburg-im-Breisgau et une autre laboratoire du CNRS : le CLERSÉ à Lille), de nouveau présenté *infra*. Enfin, le laboratoire renforce actuellement ses coopérations internationales notamment avec le Brésil, l'Inde et les États-Unis :

- Les relations de coopération que le CESDIP entretient avec des centres de recherche brésiliens remontent à 1990. D'abord limitées au Núcleo de Estudos da Violência (NEV) de l'Université de São Paulo (USP), elles se sont progressivement intensifiées et étendues à d'autres partenaires <sup>7</sup>. Ce partenariat, qui s'est par la suite formalisé par l'adhésion de ces différents centres au GERN, prend des formes variées : participations réciproques à des rencontres scientifiques, séjours de boursiers et de chercheurs invités brésiliens, missions scientifiques ou d'expertise de chercheurs du CESDIP (en particulier René Lévy et Renée Zauberman) auprès de différents organismes brésiliens, participation à des comités scientifiques de programmes et des comités éditoriaux de revues <sup>8</sup>. Ces échanges ne sont pas limités aux principaux partenaires du CESDIP, car la Fondation de la Maison des Sciences de

---

<sup>6</sup> La liste des colloques et journées d'études organisés par le CESDIP figure en annexe du présent rapport.

<sup>7</sup> Núcleo Fluminense de Estudos e Pesquisas (NUFEP), de l'Université Fédérale Fluminense (UFF, Niteroi, Rio de Janeiro), Núcleo de Estudos da Cidadania, Conflito e Violência Urbana UFRJ de Universidade Federal do Rio de Janeiro.

<sup>8</sup> En particulier, dans la période sous examen, dans le cadre du contrat d'assistance technique EU-Brésil dont le GERN est partie prenante (*cf.* la fiche GERNE).

l'Homme lui apporte son appui dans le cadre. Il est envisagé d'étayer ces coopérations dans les années à venir, en faisant appel notamment au programme Capes-Cofecub.

- Pour l'Inde, le CESDIP a noué depuis 2002 une coopération avec le Centre for Public Affairs (Noida, UP) et le Professeur Ajay Mehra. Cette coopération a donné lieu à plusieurs séjours de ce dernier au CESDIP<sup>9</sup>, avec le soutien de la FMSH et du GERN (auquel le CPA a adhéré en 2007). Elle a également conduit à l'organisation conjointe de deux colloques : « *Civil Society, State and the Police in India and France* » qui s'est tenu à New Delhi les 9-11 février 2004<sup>10</sup>, auquel six chercheurs du CESDIP ont pris part (Jean-Marc Berlière, Sophie Body-Gendrot, Fabien Jobard, Christian Mouhanna, Renée Zauberman et René Lévy) ; et « *Crime, Migration and Ethnicity* » qui s'est tenu à Paris (Maison des Sciences de l'Homme) les 8-10 juin 2006<sup>11</sup>. Cette coopération devrait avoir un prolongement en 2010, avec l'organisation en Inde d'un nouveau colloque sur le thème « *Social Violence and Police Culture : Cross-National Experiences* », pour lequel la recherche de financement est en cours.

- Aux États-Unis ou au Royaume-Uni, Sophie Body-Gendrot participe aux séminaires « *Urban Age* » à la London School of Economics, elle y est expert pour le thème « sécurité et espace public ». Les séminaires ont eu lieu à New York (février 2005), Shanghai (juillet 2005), Londres (novembre 2006), Mexico (février 2006), Johannesburg (juillet 2006) et Berlin (novembre 2006) ; les prochains se tiendront à São Paulo (décembre 2008) et Istanbul (septembre 2009). Elle est membre de comités éditoriaux de plusieurs revues britanniques (*Policing, Youth Justice, City, Ethnic and Racial Studies*). Aux États-Unis, elle fait partie du conseil d'administration et du conseil scientifique de l'Eisenhower Foundation à Washington DC<sup>12</sup>, ainsi que du comité international de consultation de la French American Foundation<sup>13</sup>. Elle travaille avec des chercheurs de Columbia University et de New York University, collabore à des ouvrages collectifs, publiés aux États-Unis (Legitimacy and the Criminal Justice System) ou au Royaume-Uni (Comparative Youth Justice ; Racist Victimization). Par ailleurs, Laurent Mucchielli a été l'invité en octobre 2007 de l'Ambassade de France aux États-Unis, pour une tournée de conférences qui lui a permis de nouer des liens avec plusieurs universitaires américains, en particulier David Garland à la Law School de New York et Bernard Harcourt à l'Université de Chicago. Le premier lien aura des retombées françaises en 2009 puisque Laurent Mucchielli invitera David Garland au Congrès de l'Association Française de Sociologie. Le second en a déjà eu puisque, grâce à l'entremise de Bernard Harcourt, Laurent Mucchielli a organisé le 8 avril 2008 un colloque au Centre de Paris de l'Université de Chicago (cf. la liste des colloques en annexe), autour de l'ouvrage *La frénésie sécuritaire*, ouvrage qui doit par ailleurs être traduit en Anglais dans une revue (*Carceral Notebooks*)

---

<sup>9</sup> Le dernier en mai-juin 2008.

<sup>10</sup> Avec le soutien du ministère des Affaires étrangères, de la FMSH, de l'India International Center et du Indian Council for Social Science Research. Un ouvrage issu de ce colloque sera publié : MEHRA A.K., LÉVY R., (ed.), 2009, *Civil Society, State and the Police : Perspectives from India and France*, Delhi, Pearson Education (à paraître).

<sup>11</sup> Avec le soutien de la FMSH, de la British Academy et du GERN.

<sup>12</sup> Issue de la Commission présidentielle sur la violence de 1969, cette fondation a pour fonction de mettre en œuvre des politiques de prévention dans les quartiers américains très défavorisés).

<sup>13</sup> Destinée à encourager les échanges intellectuels entre les deux pays.

dirigée par Bernard Harcourt. De son côté, Emmanuel Didier a été invité six mois en 2008 par le Fishbein Center for the History of Science de l'Université de Chicago. Cet échange a été soutenu par un financement de la DREI du CNRS dans le cadre des projets France-États-Unis. Emmanuel Didier y a enseigné pendant dix semaines un cours destiné aux « *upper-graduates* » et « *graduate students* » intitulé « *Democracy and Statistics during the Great Depression* ». Ensuite, il a donné deux conférences invitées, puis a organisé un *workshop* sur le savoir d'État produit pendant le New Deal qui a réuni des intervenants, en plus de l'Université de Chicago, de l'Université du Wisconsin à Madison, de Notre-Dame en Indiana et de Michigan State et dont la publication des actes est en discussion. Enfin, il a écrit une présentation en Anglais de son livre, à paraître aux Éditions La Découverte et a ainsi rencontré Robert Devens, éditeur en histoire à Chicago University Press, avec qui des discussions encourageantes sont engagées pour la traduction de l'ouvrage.

Notons enfin que le CESDIP a accueilli de nombreux chercheurs étrangers durant la période évaluée, parmi lesquels : Ben Gould (Université d'Oxford, Royaume-Uni), Juan Felix Marteau (Université de Buenos Aires, Argentine), Anabel Rodriguez (Université de Barcelone, Espagne), Suzanne Krassmann (Université de Hambourg, Allemagne), Ajay Mehra (Université de New Dehli, Inde), Raffaella Sette (Université de Bologne, Italie) et Bernard Harcourt (Université de Chicago, États-Unis).

Sur le plan des recherches, l'on notera d'abord l'accroissement du nombre des contrats de recherches, en liaison avec les services d'études et de recherches des différents ministères (de la Justice, de l'Intérieur, de la Défense – pour la Gendarmerie –, de la Ville, de l'Éducation nationale), avec des collectivités territoriales et désormais aussi avec l'Agence Nationale pour la Recherche (ANR). Certaines de ces opérations sont détaillées *infra* en raison de leur envergure.

Ensuite, en termes de contenu ou d'axes de recherches, la période est marquée par plusieurs évolutions collectives notables. On en retiendra ici trois principales, sans ordre particulier :

- La première est la montée en puissance des grandes enquêtes sur la victimation et le sentiment d'insécurité. Initiées au CESDIP dès le milieu des années 1980 sur un plan national, ces enquêtes ont d'abord été perfectionnées et routinisées au plan local (plan régional en partenariat avec l'IAURIF et plan municipal en partenariat avec le Forum Français pour la Sécurité Urbaine). Ensuite, le CESDIP a participé au montage d'une enquête annuelle nationale par l'INSEE et il en réalise actuellement une exploitation et une sérialisation systématique. L'équipe de recherches qui réalise ces opérations est composée d'Emmanuel Didier, Philippe Robert, Renée Zauberman, Sophie Névanen et Lisa Miceli.

- La deuxième évolution collective est le fort accroissement des recherches sur la police, en sociologie et en histoire. En sociologie, les travaux antérieurs de René Lévy (sur la police judiciaire) et de Renée Zauberman (sur la gendarmerie) ont reçu le renfort de Fabien Jobard, Geneviève Pruvost, Christian Mouhanna, Jean-Hugues Matelly et, plus ponctuellement, Sophie Body-Gendrot et

Laurent Mucchielli. En histoire, l'équipe formée par Jean-Marc Berlière et ses doctorants (Emmanuel Blanchard, Gaby Castaing, Fabien Gaveau, Franck Liaigre et Laurent López) explore intensivement des archives de la police judiciaire et de la gendarmerie ; son apport au CESDIP est réel et important.

- La troisième évolution est le renouveau des recherches sur les déviances juvéniles. Outre les recherches de Laurent Mucchielli et Véronique Le Goaziou sur les délinquances juvéniles et leur traitement judiciaire, trois chercheurs travaillant à partir de monographies de quartiers ou de villes sont venues alimenter la problématique des déviances de jeunes de quartiers populaires : Éric Marlière, Marwan Mohammed et Laurent Médéa (à La Réunion). En outre, les recherches sur les déviances en milieu scolaire poursuivies par Cécile Carra et Maryse Esterle-Hedibel ont reçu le renfort récent d'Étienne Douat, également désormais maître de conférences en IUFM. Enfin, la survenance des émeutes de novembre 2005 a occasionné plusieurs recherches coordonnées par Laurent Mucchielli (avec Véronique Le Goaziou, Éric Marlière et Marwan Mohammed pour le CESDIP), puis par Fabien Jobard (dans le cadre d'un programme franco-anglais soutenu par l'ANR, où l'on retrouve aussi Marwan Mohammed ainsi que Christian Mouhanna).

## II - Composition de l'équipe

Sur le plan des effectifs, depuis 2004, le CESDIP a connu une forte croissance puisqu'il est passé de 37 à 53 membres. Cette croissance concerne tous les types de statuts : les agents administratifs, les chercheurs CNRS, les universitaires, les chercheurs associés, les post-doctorants, les doctorants et les chercheurs contractuels. Elle témoigne du fort dynamisme du laboratoire et de la bonne réputation dont il jouit tant dans la communauté scientifique qu'auprès des institutions.

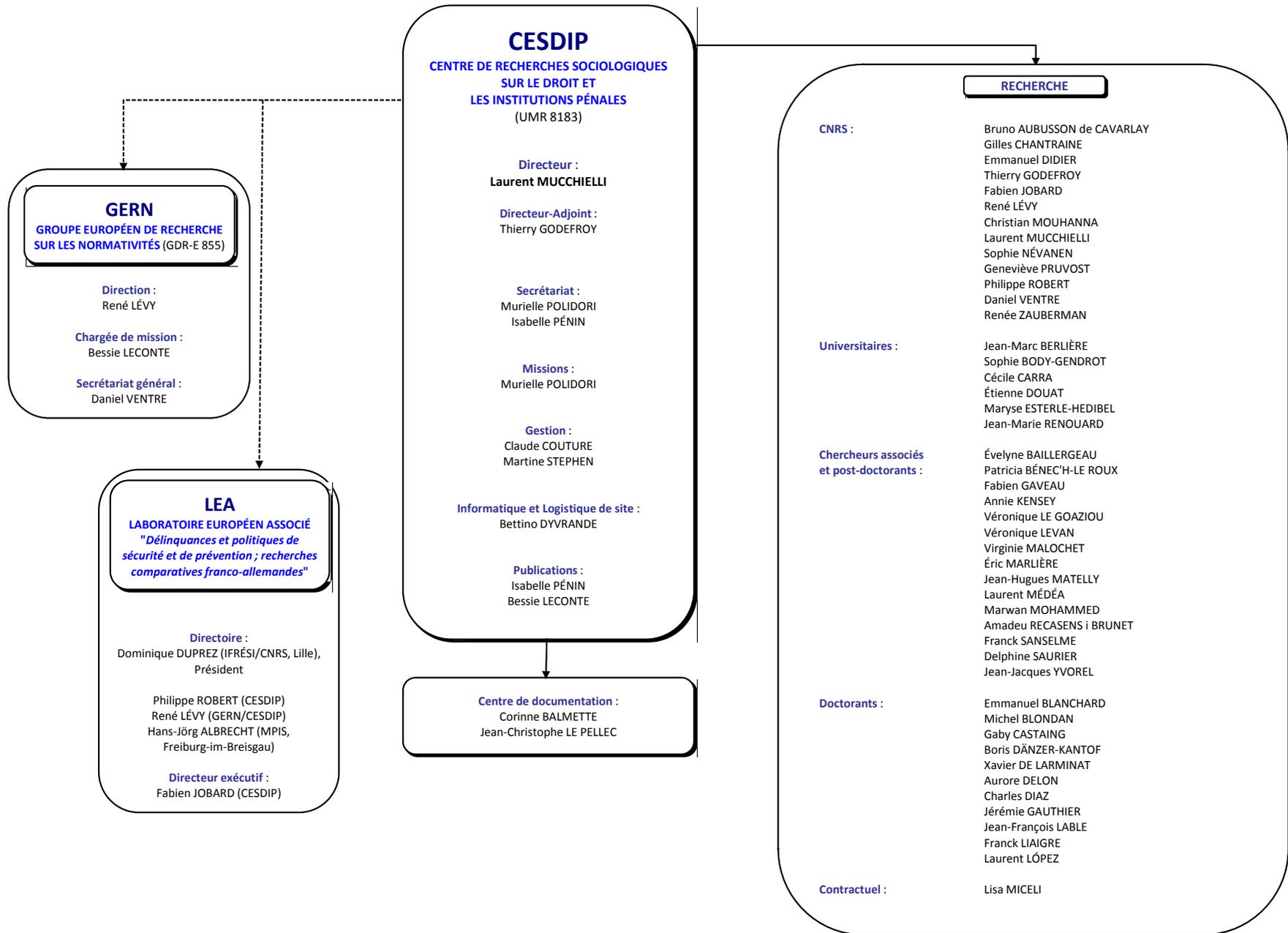
**Tableau 1 : Évolution de la répartition du personnel de l'unité par catégorie statutaire**

	Janvier 2004	Septembre 2008
Chercheurs CNRS	8	9
Enseignants-chercheurs	5	6
ITA CNRS	5	8
Fonctionnaires Justice	3	2
Post-doctorants	0	6
Doctorants	11	11
Chercheurs associés	4	9
Contractuels en CDD	1	2
<b>Total</b>	<b>37</b>	<b>53</b>

Au delà des statuts, des corps et des grades, l'équipe actuelle se compose de deux sous-ensembles. Le premier est celui que forme l'équipe de direction, présente au quotidien et qui "fait tourner" le laboratoire. Le CESDIP peut aujourd'hui s'appuyer sur une équipe composée de 8 personnes (dont 5 agents CNRS, 2 agents Justice <sup>14</sup> et 1 agent contractuel à temps partiel), qui assurent le secrétariat, la gestion, la maintenance générale (y compris informatique), la préparation et le suivi des publications ainsi que, par ailleurs, la documentation (*cf. infra*). À cela s'ajoute un 9<sup>e</sup> agent (CNRS), affecté exclusivement au GERN pour le suivi et l'organisation des programmes européens. Le deuxième sous-ensemble est composé par l'ensemble des personnels qui concourent à la production scientifique, qu'ils soient chercheurs et ingénieurs CNRS titulaires (13 personnes), universitaires (6 personnes), doctorants (11 personnes), post-doctorants (6 personnes), chercheurs associés (9 personnes) ou encore chercheurs contractuels en CDD (1 personne).

---

<sup>14</sup> Le laboratoire bénéficiait traditionnellement de 3 agents mis à disposition par le ministère de la Justice. Mais après le départ en retraite d'une attachée d'administration centrale en 2005, son poste n'a jamais été remplacé malgré des demandes réitérées auprès du service du personnel de la DAGE. La même année, mais indépendamment de ce départ à la retraite, ce service a proposé l'affectation d'une personne de niveau agent technique, qui demandait à se rapprocher de son domicile, en raison d'un grave handicap physique. Malgré un accueil très favorable à cette proposition, un profilage de poste adéquat et très valorisant par le directeur du CESDIP, ainsi qu'une formation supplémentaire dispensée par le CNRS, cet agent a rapidement fait défection, s'est montré incapable de tenir son poste et a finalement été mis en congé de longue maladie en mai 2007. Le laboratoire est donc fondé à considérer qu'il peut continuer à demander au ministère de la Justice un poste supplémentaire.





### III - Le centre de documentation

Le centre de ressources documentaires du CESDIP gère une bibliothèque multilingue de 16 200 documents environ. Outre le fonds d'ouvrages et les collections de revues, la richesse scientifique est due aussi à une très abondante littérature grise, à de nombreuses thèses et rapports de recherche.

Un portail documentaire en intranet participe à la valorisation des actions du laboratoire et vient renforcer la réputation du fonds documentaire d'être parmi les plus importants détenus par des centres francophones spécialisés en matière de sociologie du crime.

Le fonds, aussi bien « papier » que désormais numérique, ne cesse de s'enrichir et est devenu un véritable centre de ressources documentaires, un outil de recherche performant qui remplit un véritable accompagnement de la recherche et qui ne cesse d'élargir sa notoriété et la fréquence de sa consultation <sup>15</sup>.

Le fonds documentaire du CESDIP, dont une grande partie en langues étrangères est étroitement lié aux besoins des chercheurs, il comporte de très nombreux documents à peu près introuvables ailleurs, qu'il s'agisse de littérature grise, de données statistiques, de périodiques ou d'ouvrages étrangers très spécialisés.

Le service assure la liaison avec les centres de recherche (une quarantaine, dans 11 pays européens) ou chercheurs membres du Groupe Européen de Recherche sur les Normativités (GERN) et ceux du LEA franco-allemand, dont le CESDIP est le point d'appui. Ces centres lui adressent leurs travaux et font appel aux ressources documentaires du CESDIP en cas de besoin. Le centre, bien qu'il soit prioritairement à usage interne, est donc toutefois accessible aux chercheurs et doctorants français et étrangers qui en font régulièrement la demande.

Enfin, la documentaliste, madame Corinne Balmette, participe aux travaux de deux réseaux de professionnels de l'IST (Information scientifique et technique). Au ministère de la Justice, elle est membre associé du REDEJ (réseau documentaire des écoles de la justice). Au CNRS, elle est membre du réseau national thématique ISORE (Information scientifique des sciences sociales en réseau) et membre de son bureau depuis sa création en 2004 et membre des groupes de travail sur le Sociopole et les outils bibliométriques (ces projets sont soutenus par la TGE ADONIS) et le projet de collaboration Isore-Francis.

---

<sup>15</sup> L'accroissement annuel moyen du fonds est d'environ 350 ouvrages en bibliothèque et 1 400 notices dans le catalogue informatisé.

## **Le centre de documentation en chiffres :**

- ♦ La bibliothèque comprend :
  - 6 023 rapports de recherche,
  - 335 thèses,
  - 1 261 actes de congrès,
  - 8 520 monographies,
  - 78 abonnements à des périodiques qui font l'objet d'un dépouillement dans la base documentaire.
  
- ♦ S'y ajoutent des ressources numériques :
  - une bibliothèque virtuelle,
  - 488 documents numérisés (dont 251 rapports, articles et thèses d'une part et 135 publications du laboratoire d'autre part, des dossiers),
  - une base de données bibliographiques (*Criminal Justice Abstracts*),
  - des accès à des bases de données et des revues spécialisées, des archives scientifiques, des sources statistiques...
  
- ♦ Ainsi que deux catalogues informatisés :
  - le catalogue du fonds documentaire (26 553 notices),
  - le catalogue des collections de périodiques.

### *Réalisations au cours du quadriennal*

Au cours du quadriennal passé, une activité importante de gestion du fonds a été réalisée, avec le désherbage en bibliothèque et aux archives, l'inventaire et le dépôt d'archives scientifiques à Gif-sur-Yvette pour le CESDIP et le GERN, l'inventaire général du fonds, la rétroconversion de la bibliothèque de Philippe Robert (1 100 documents intégrés à la base et dans le fonds), la création d'un catalogue informatisé et d'un état des collections pour les périodiques du CESDIP et la fusion de la bibliothèque du GERN dans le fonds du CESDIP, la réalisation de dossiers documentaires thématiques sur des sujets d'actualité.

Ensuite, une opération essentielle a été la conception et la réalisation d'un portail documentaire en Intranet avec la mise en place de nouveaux outils : installation du module web du logiciel Genisis, installation du logiciel libre PMB, l'achat de l'éditeur de pages HTML Namo Web.

Enfin, a été réalisée une mise à niveau générale du contenu avec : l'harmonisation des notices du catalogue de la bibliothèque, la numérisation des dossiers thématiques, la numérisation des publications

des chercheurs parues en 2007 et 2008 et la création de liens hypertextes entre les notices du catalogue, la bibliothèque virtuelle et les publications des chercheurs.

## IV - Situation financière

La situation financière du CESDIP présente quelques spécificités liées au caractère tripartite de ses tutelles administratives. Le CNRS, qui fournit la quasi totalité des postes permanents, accorde une dotation annuelle modeste au regard du budget de fonctionnement du laboratoire. Le ministère de la Justice approvisionne en revanche l'essentiel de ce budget et il paie par ailleurs le loyer des 350 m<sup>2</sup> occupés par le laboratoire dans l'Immeuble Edison, au 43 boulevard Vauban à Guyancourt. Enfin, l'UVSQ n'accorde qu'une dotation annuelle presque dérisoire qui résulte d'une situation provisoire qui doit absolument évoluer lors du prochain contrat quadriennal, sous peine de mettre en question le partenariat noué depuis 2006 <sup>16</sup>.

Une spécificité importante au plan comptable provient du fait que, si les dotations CNRS et UVSQ sont normalement versées en tout début d'année civile, celle du ministère de la Justice est rarement notifiée avant la fin de l'été, voire la fin du mois de septembre <sup>17</sup>. S'agissant encore une fois de l'essentiel du budget de fonctionnement, ce retard chroniquement problématique oblige à une gestion décalée des finances du laboratoire (*de facto*, l'année budgétaire va d'un été au suivant) et à un très important report de crédits en fin d'année civile, ce qui pose des problèmes croissants avec les services financiers de la délégation régionale du CNRS qui gèrent l'ensemble des crédits du laboratoire. De surcroît, la notification des crédits Justice intervient de plus en plus souvent en plusieurs fois, une partie (d'ampleur variable selon les années) des crédits faisant l'objet de « gels » en début d'exercice et n'étant parfois « dégelés » que six mois après le début de l'année suivante. L'un des objectifs du prochain quadriennal devra donc être, de nouveau, de tenter de régulariser cette situation.

L'évolution globale des finances du laboratoire est très bonne. Après une diminution des crédits Justice (dont la répartition entre trois unités CNRS est cependant faite par la direction SHS du CNRS) en 2004 et 2005, que le directeur du CESDIP a fortement contestée, un rattrapage et une reprise d'évolution normale a été entamée dès 2006, puis a même nettement progressé. La dotation CNRS a également augmenté, en liaison avec l'augmentation des effectifs de l'unité. Ceci n'a pas empêché la poursuite d'une politique financière visant globalement à contrôler l'augmentation des dépenses de fonctionnement (augmentation globalement inévitable compte tenu de la forte croissance des effectifs)

---

<sup>16</sup> Au terme d'une sorte de cercle vicieux, le CESDIP n'ayant pour le moment aucun enseignant-chercheur titulaire de l'UVSQ, celle-ci ne l'approvisionne quasiment pas en crédits de fonctionnement. La promesse faite d'affecter un enseignant titulaire doit faire évoluer cette situation.

<sup>17</sup> C'est encore le cas en 2008, la notification, bien qu'annoncée, n'ayant pas eu lieu au moment où sont écrites ces lignes. La mise en place réelle des crédits ne surviendra donc pas avant le milieu voire la fin du mois d'octobre.

au profit des opérations scientifiques (missions, vacations et stages rémunérés, traductions) et de la modernisation des équipements technologiques (serveur, ordinateurs, logiciels...).

### ***1°) Budget général, dotations annuelles et dépenses générales***

Un problème de personnel, survenu au début de l'été 2008, a empêché la réalisation d'une présentation détaillée du budget 2008<sup>18</sup>. La présentation n'est donc qu'indicative pour l'année en cours.

**Tableau 2 : Évolution des crédits budgétaires**

<b>Crédits</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>
Dotation CNRS (soutien de base)	8 000	11 000	15 000	15 600	22 500
Soutien installation chercheurs CNRS	3 000	-	3 000	3 000	-
Subvention Justice	109 238	116 510*	131 068	132 955	27 745**
Dotation UVSQ (soutien de base)	-	-	4 000	4 000	4 000
BQR UVSQ	-	-	0	2 500	2 500
Recettes et reports divers	<i>Information non disponible</i>	<i>Information non disponible</i>	8 842	10 000 <i>(estimation)</i>	-
<b>Total</b>	<b>120 238</b>	<b>127 510</b>	<b>161 910</b>	<b>168 055</b>	<b>56 745***</b> <i>(provisoire)</i>

\* 15 925 euros qui avaient fait l'objet d'un « gel » ont été versés au titre de l'année 2005 après la clôture de l'année et réellement dépensables en 2006.

\*\* Il s'agit des crédits versés fin mai 2008 au titre du dernier dégel 2007. La notification des crédits 2008 n'avait pas encore eu lieu au 30 septembre 2008... Elle devrait être d'environ 130 000 euros.

\*\*\* L'estimation est de +/- **185 000** euros.

---

<sup>18</sup> Martine Stephen est en arrêt maladie prolongé depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2008. Une nouvelle gestionnaire, Claude Couture, a été affectée au 1<sup>er</sup> septembre 2008, mais elle n'avait pas de formation en gestion. Cette formation est en cours et l'agent ne sera pleinement opérationnel que dans le courant du mois d'octobre.

**Tableau 3 : Évolution des dépenses**

Dépenses	2004	2005	2006	2007	2008*
Fonctionnement général	27 819	19 399	27 140	35 644	35 000
Imprimerie, informatique et bureautique	50 273	40 128	32 269	38 829	40 000
<i>Sous-total Fonctionnement</i>	<i>78 092</i>	<i>59 527</i>	<i>59 409</i>	<i>74 473</i>	<i>75 000</i>
Documentation	17 543	8 087	13 344	26 578**	20 000
Missions scientifiques	23 341	10 314	15 378	20 498	30 000
Vacations	9 043	11 044	10 603	-	20 000
Stages rémunérés	7 291	3 750	4 200	3 750	5 000
Traductions	7 581	1 928	4 165	3 657	10 000
Colloques et séminaires	-	6 832	2 473	5 338	5 000
<i>Sous-total Recherche</i>	<i>64 799</i>	<i>41 955</i>	<i>50 163</i>	<i>59 821</i>	<i>90 000</i>
<b>Total</b>	<b>142 891</b>	<b>101 482</b>	<b>109 572</b>	<b>130 545</b>	<b>165 000</b>

\* Prévisions globales établies au 1<sup>er</sup> septembre 2008.

\*\* Dont 1 482 euros de rappels d'abonnements 2006.

## **2°) Contrats de recherches**

Une partie croissante de l'activité du laboratoire s'effectue dans le cadre de contrats de recherches. À cela plusieurs raisons, en particulier les sollicitations croissantes de la part de structures publiques (Justice, Intérieur, Education nationale, Santé, Ville) pour des évaluations et expertises diverses, ainsi que la nécessité de rémunérer le travail des chercheurs non titulaires (les post-doctorants et certains chercheurs associés).

Voici la liste des principaux contrats de recherches réalisés depuis 2004 et qui sont gérés par le CNRS, pour un montant total de 486 500 euros TTC :

### **1°) Objet : *Collecte de récits de vie de policiers***

Années : 2002-2005

Responsables : Jean-Marc Berlière et René Lévy

Commanditaire : IHÉSI (devenu ensuite INHES)

Budget : 25 000 euros

### **2°) Objet : *Violence des jeunes dans les lieux de fête***

Année : 2004

Responsable : Laurent Mucchielli

Commanditaire : Programme Daphné (UE)

Budget : 15 000 euros

3°) **Objet : *Gendarmerie et délinquance***

Années : 2004-2005

Responsable : Laurent Mucchielli

Commanditaire : Centre de Prospective de la Gendarmerie Nationale

Budget : 40 000 €uros

4°) **Objet : *Incarcération des mineurs***

Années : 2006-2007

Responsable : Gilles Chantraine

Commanditaire : ministère de la Justice (DPJJ)

Budget : 40 000 €uros

5°) **Objet : *IPDAP***

Année : 2006

Responsable : Fabien Jobard

Commanditaire : ministère de la Justice (DPJJ)

Budget : 2 500 €uros

6°) **Objet : *Rurbanisation, modernité et insécurité***

Années : 2007-2008

Responsable : Jean-Marie Renouard

Commanditaire : Institut National des Hautes Études de Sécurité (INHES)

Budget : 35 000 €uros

7°) **Objet : *Émeutes françaises et anglaises***

Années : 2006-2008

Responsable : Fabien Jobard

Commanditaire : Agence Nationale de la Recherche (ANR)

Budget : 17 500 €uros

8°) **Objet : *Violence des mineurs et traitement pénal***

Années : 2007-2008

Responsable : Laurent Mucchielli

Commanditaire : ministère de la Justice (DPJJ), ACSE, Mission de Recherche « Droit et Justice »

Budget : 65 000 €uros

9°) **Objet : *Violences à Paris***

Année : 2007

Responsable : Laurent Mucchielli

Commanditaire : Mairie de Paris

Budget : 6 500 €uros

10°) **Objet : *Prévention de l'absentéisme et du décrochage scolaire***

Année : 2008

Responsable : Maryse Esterle-Hedibel

Commanditaire : ministère de l'Éducation Nationale (Rectorat de Paris)

Budget : 50 000 €uros

11°) **Objet : *Évolution de la délinquance et du sentiment d'insécurité***

Années : 2007-2010

Responsable : Renée Zauberman

Commanditaire : Agence Nationale de la Recherche (ANR)

Budget : 190 000 €uros

# LES GRANDS THÈMES DE RECHERCHE

Les recherches menées par les membres du CESDIP se situent presque exclusivement dans un domaine de spécialité : les questions de déviances, de sécurité et de justice pénale. Cette spécialisation est la force du laboratoire, ce qui fait de lui le plus ancien et plus important centre de recherches français sur ces questions. Au sein de cette spécialisation, la force du laboratoire provient cependant aussi d'une triple ouverture : dans les méthodes (aussi bien quantitatives que qualitatives), dans les disciplines (au nombre de trois : sociologie, science politique et histoire<sup>19</sup>) et dans les aires géographiques couvertes (de nombreuses recherches ont en effet une forte dimension comparative européenne voire internationale).

Au sein de cet ensemble, les chercheurs ne sont pas organisés en équipes de recherches définies comme telles sur le plan administratif, et ne souhaitent pas l'être. Dans la pratique, l'un des sous-ensembles constitue une sorte d'équipe *de facto* (le petit groupe travaillant sur les enquêtes de victimation) et beaucoup d'autres peuvent travailler comme une équipe, dans le cadre d'un projet (un contrat de recherche, un colloque, un livre collectif ou un numéro spécial de revue...). Mais, à l'exception près que l'on vient de signaler, ces fonctionnements en équipe demeurent occasionnels. La présentation qui suit distingue donc des domaines de spécialité et d'accumulation de savoirs, non des équipes proprement dites. L'on peut en distinguer sept.

## **I - L'analyse statistique des délinquances : grandes enquêtes du laboratoire et analyse des données institutionnelles**

On distinguera ici les travaux de l'équipe de recherches sur la victimation et le sentiment d'insécurité, d'une série de travaux plus dispersés mais relevant tous de l'analyse quantitative des données institutionnelles sur la délinquance.

---

<sup>19</sup> La Démographie est associée à la Sociologie dans le classement disciplinaire du CNU.

## ***1°) Les enquêtes sur la victimation et le sentiment d'insécurité***

Ce thème est donc l'objet du fonctionnement d'une équipe de recherches de cinq personnes dirigée par Philippe Robert (DRE) et Renée Zauberman (CR1), avec Emmanuel Didier (CR2), Sophie Névanen (IE) et Lisa Miceli (IE contractuel).

*Historique.* Le CESDIP a introduit en France, au début des années 1980, l'état international des savoirs sur la victimation jusqu'ici largement méconnu. Dans le même temps, il a proposé, lors d'une conférence au Conseil de l'Europe, une conception des enquêtes qui ne serait pas uniquement axée sur la seule préoccupation du comptage. Il a ainsi réalisé au milieu des années 1980 la première enquête nationale (dont le protocole a été construit après réalisation d'une recherche qualitative par entretiens rétrospectifs). Il a ensuite réalisé, à la fin des années 1980, à la demande de la Délégation Interministérielle à la Ville (DIV) les premières enquêtes locales de victimation (Épinay, Toulouse), suivies une décennie après d'une enquête à Amiens (commanditée par le PIRVilles et la Fondation MAIF), enfin en 2005 cinq enquêtes locales (Lyon, Saint-Denis, Aulnay-sous-Bois, Aubervilliers, Gonesse) à la demande du Forum français pour la sécurité urbaine (FFSU). En 2001, le CESDIP a également mis au point, dirigé et analysé pour l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France (IAURIF) la première enquête régionale. Il a ensuite analysé les résultats d'une réplique réalisée par l'IAURIF en 2003. Par ailleurs, le CESDIP a mené à bien en 1999 une comparaison entre l'enquête nationale CESDIP du milieu des années 1980 et la première enquête EPCVM/INSEE du milieu des années 1990. En 2004, il a publié un premier début de sérialisation des enquêtes nationales.

**Points forts.** Outre la conception générale de ces enquêtes, au triple plan national, régional et municipal, l'équipe de recherches du CESDIP a également contribué très fortement au développement scientifique par :

- la mise au point et l'utilisation régulière d'une méthode de comparaison entre les résultats d'enquêtes de victimation et les statistiques policières ;
- la mise au point d'une méthode d'analyse typologique des résultats d'enquêtes de victimation qui a donné lieu à une série de publications en France et à l'étranger <sup>20</sup> ;
- l'utilisation des données des enquêtes pour analyser différents aspects de la scène pénale, notamment le renvoi et les relations entre un professionnel, le policier, et un profane, la victime.

Concernant enfin les enquêtes sur le sentiment d'insécurité, au cours des années 1980, le CESDIP a largement contribué à introduire en France l'état international des savoirs qui y était alors largement méconnu. Après avoir opéré une synthèse critique des différentes tentatives d'investissement du champ en France depuis la fin des années 1970 et en utilisant principalement une série d'enquêtes

---

<sup>20</sup> L'un des coresponsables est membre du comité éditorial de l'*International Review of Victimology*.

sur trois décennies, le CESDIP a analysé, en 1997, la différence entre préoccupation et peur. En 2004, il a analysé l'évolution des inscriptions sociales de la préoccupation sécuritaire après le milieu des années 1990.

L'ensemble de ces recherches, loin de faiblir en intensité, se trouve au contraire renforcé aujourd'hui par deux grands projets. Tout d'abord, dans le cadre de l'action de coordination CrimPrev (*cf. infra*), les deux responsables codirigent un programme sur le bilan de l'état des savoirs et des usages en Europe (2006-2009) sur :

- les enquêtes sur la victimation et le sentiment d'insécurité,
- les enquêtes de délinquance auto-reportée,
- l'évaluation des politiques de prévention et de sécurité,
- la comparaison entre données d'enquêtes en population générale et statistiques institutionnelles de la délinquance.

Chacun de ces quatre séminaires – qui mobilisent les meilleurs spécialistes européens – doit donner lieu à la publication d'une brochure bilingue et d'actes intégraux en deux éditions (française et anglaise). Ensuite, un financement triennal (2007-2010) de l'Agence nationale de la recherche (ANR) sur appel d'offres blanc permet actuellement à l'équipe de recherches d'entreprendre une analyse secondaire de toutes les enquêtes disponibles en France (enquête CESDIP, enquêtes EPCVM et CVS de l'INSEE, Baromètre santé, ESPAD, ESCAPAD, enquêtes régionales et locales sur la victimation et l'insécurité) avec le triple objectif :

- de procéder à une mise en série définitive,
- d'analyser l'évolution ainsi reconstituée,
- de construire des typologies territorialisées de victimation et d'insécurité.

Enfin, ces travaux donnent logiquement lieu à une série d'enseignements, d'interventions et d'expertise (comme en dernier lieu un audit sur les enquêtes catalanes de victimation).

## ***2°) Les travaux d'analyse des statistiques institutionnelles***

L'analyse secondaire des statistiques institutionnelles (statistiques de police et de gendarmerie, statistiques judiciaires) est un des points forts de l'activité de recherche du laboratoire depuis l'origine. Au début des années 1970, le SEPC avait ainsi eu en charge la publication du célèbre *Compte Général de l'Administration de la Justice Criminelle* : la statistique judiciaire. À partir du milieu des années 1980, et de façon croissante, les statistiques policières se sont progressivement imposées dans le débat public et dans les politiques publiques comme un outil statistique plus idoine. Il ne s'agit pourtant pas d'un outil de mesure proprement dite de la délinquance. Cet ensemble de données continue de faire l'objet de

tout ou partie du programme de recherches de plusieurs membres du CESDIP. Bien que se rattachant en partie à ce chapitre, les recherches de Bruno Aubusson de Cavarlay (DR2) seront présentées dans le volet « Justice » de ce rapport. Nous indiquons ici les autres.

Laurent Mucchielli (DR2) est progressivement venu, à partir de la fin des années 1990, nourrir ce champ de recherches à partir de trois chantiers.

Un inventaire détaillé et une analyse critique de l'interprétation des statistiques de police. Plusieurs opérations de recherches ont été réalisées au cours de la période. D'abord, en collaboration avec Delphine Saurier (chercheuse associée), l'on a procédé à la collecte, la sérialisation et l'analyse documentée des statistiques propres à la gendarmerie, sur la période 1988-2004. Ensuite, plusieurs articles ont été consacrés à l'analyse et au commentaire de l'évolution générale de la délinquance enregistrée du milieu des années 1990 au milieu des années 2000. Une recherche a été également réalisée avec le soutien de Sophie Névanen (IE) sur la question spécifique de la délinquance des étrangers et de son évolution au regard de l'analyse des statistiques policières et judiciaires. Enfin, un travail spécifique a été consacré à l'évaluation statistique du "nouveau management de la sécurité" mis en œuvre de 2002 à 2007 au ministère de l'Intérieur, sur base de la totalité des informations disponibles dans la statistique policière (constatation, élucidation, mise en cause, garde à vue).

Dans le cadre d'un programme de recherches sur les homicides en France, des années 1970 à nos jours, le chercheur a procédé à la collecte et à l'analyse comparative des trois sources institutionnelles disponibles : la statistique policière, la statistique judiciaire et la statistique sanitaire. L'objectif est ici la mesure globale du phénomène, l'analyse de sa répartition géographique en France métropolitaine ainsi que l'analyse des informations disponibles sur les auteurs et les victimes. La recherche doit s'achever en 2010.

Enfin, dans le cadre d'un programme de recherches sur la délinquance juvénile et son traitement pénal, le chercheur procède à la collecte, la sérialisation et l'analyse documentée des statistiques policières et judiciaires disponibles, depuis les mises en cause policières jusqu'aux prononcé des sanctions judiciaires. La recherche doit s'achever en 2009.

Marie-Danièle Barré a pris sa retraite en janvier 2008. Durant la période sous examen, elle a d'abord poursuivi ses recherches portant sur l'analyse des statistiques disponibles concernant le contentieux des stupéfiants. Ensuite, elle a réalisé d'une part un travail spécifique avec Marie-Lys Pottier <sup>21</sup> ; d'autre part le travail avec Bruno Aubusson de Cavarlay sur le contentieux administratif (*cf. infra* dans le chapitre « Justice »).

---

<sup>21</sup> Ingénieur de recherches partie à la retraite en 2005.

Enfin, Fabien Jobard (CR1) travaille depuis plusieurs années sur un contentieux spécifique : les Infractions (outrages, rébellions, violences) à personnes dépositaires de l'autorité publique (IPDAP), l'un des ensembles délictuels qui ont le plus fortement augmenté depuis le début des années 1990 et qui constituent aujourd'hui une matière polémique fréquente. La recherche a consisté en la collecte d'un échantillon de 25 % de l'ensemble des IPDAP jugées de 1965 à 2005 dans un TGI de grande banlieue parisienne (environ 2 500 affaires) et l'analyse des évolutions de ces jugements (nature des faits, âge des auteurs, peines prononcées, intérêts civils demandés et accordés, corrélations avec d'autres faits pénaux ou sociaux). Avec l'aide statistique de Sophie Névanen (IE), la recherche a ensuite porté plus particulièrement sur la question de la discrimination des peines prononcées, afin de déterminer dans quelle mesure l'écart constaté des peines prononcées (x2) selon que le prévenu relève d'un groupe « maghrébin » ou « noir » (d'après noms et lieux de naissance) est imputable à une discrimination ou résulte d'un simple effet de structure.

## **II - Sociologie et histoire des comportements déviants**

Les territoires de la déviance sont nombreux et en perpétuel mouvement. Nous retiendrons, à titre essentiel, cinq domaines dans lesquels les chercheurs du CESDIP apportent une contribution importante à l'avancement des connaissances.

### ***1°) Déviances et délinquances juvéniles***

Les déviances et délinquances juvéniles sont revenues en force sur la scène publique en France, au début des années 1990, après l'apparition des émeutes à partir des années 1990-1991 et avec le retour de la problématique (très ancienne) de la délinquance juvénile. La recherche scientifique, en particulier en sciences sociales, a été logiquement de plus en plus sollicitée et la production scientifique s'est fortement accrue en quinze ans. Le CESDIP y prend sa part.

Ce thème de la délinquance juvénile a fait l'objet de premiers travaux au CESDIP à la fin des années 1990, statistiques avec la participation de Bruno Aubusson de Cavarlay aux travaux de la commission Lazerges-Balduyck en 1997-1998, plus qualitatifs avec ceux de Laurent Mucchielli et un premier ouvrage publié en 2001 sur ce débat, avec un certain écho. Dans la continuité, ce dernier a organisé en 2002-2004 un séminaire de recherches destiné à accueillir et structurer les travaux d'une

série de doctorants qui travaillaient sur ce sujet, notamment à partir de monographies de quartiers en difficulté. Deux d'entre eux ont ensuite rejoint le CESDIP<sup>22</sup>.

Marwan Mohammed s'est inscrit en thèse avec Philippe Robert, thèse qu'il a soutenue à l'UVSQ en juin 2007 sur *La place des familles dans la formation des bandes de jeunes*. Le chercheur y a notamment décrit en détail les trajectoires de jeunes aux pratiques déviantes et délinquantes, en conceptualisant les relations qui se constituent entre les différents « pôles normatifs » que sont la famille, l'école et les pairs du quartier. Ce travail se poursuit depuis 2008 dans le cadre d'une bourse de post-doctorat de la Région Île-de-France, sur les sorties de délinquance. Fort de son ancrage dans un quartier populaire de la région parisienne, le chercheur réutilise la méthode des entretiens/récits de vie auprès d'une soixantaine de jeunes âgés de 20 à 35 ans ayant fait un passage plus ou moins long dans la délinquance auparavant. Par ailleurs, Marwan Mohammed et Laurent Mucchielli ont organisé en partenariat avec le CNFE-PJJ un colloque international consacré à l'histoire, la sociologie et la comparaison internationale sur le thème des bandes de jeunes (*cf.* la présentation des colloques dans les annexes du présent rapport) dont les actes ont été publiés fin 2007.

Juste après avoir soutenu sa thèse sur la diversité des trajectoires et l'homogénéité relative des représentations sociales chez les jeunes des quartiers populaires, Éric Marlière a également pris contact avec Laurent Mucchielli, participé au séminaire et finalement rejoint l'équipe comme chercheur associé. Au cours de la période, il a poursuivi ses observations et entretiens avec des jeunes habitants des quartiers populaires, développant notamment l'analyse de leurs relations avec les institutions (police, école, travail social, municipalité) ainsi que celle de leurs représentations sociales et du sentiment d'injustice qui les structure, thème sur lequel il a publié un nouvel ouvrage en 2008. En 2006, il a également réalisé une recherche sur « la violence des jeunes dans les espaces de fête ». Ce travail fait état d'une recherche entreprise dans le cadre d'un programme de recherche européen comprenant l'Espagne, l'Italie, la France, la Belgique et le Portugal. Le but de la recherche était d'analyser la présence nocturne de jeunes dans les centres villes, dont les agissements posent un certain nombre de problèmes en termes de « nuisances », de heurts ou de violences. Chargé du terrain français, le chercheur a choisi le quartier Bastille à Paris et la zone périurbaine de Cergy-Pontoise connues pour leurs espaces de fêtes respectifs. La méthodologie utilisée a été l'enquête de terrain autour de l'observation (parfois participante lors d'entrées en discothèque) et la mise en place d'un questionnaire auprès des différents acteurs que sont les jeunes, la police, les patrons de discothèques, les « videurs » et les riverains. IL ressort de l'enquête que les principaux motifs des problèmes sont : les relations des garçons avec les filles, l'abus d'alcool, la concurrence virile autour de l'honneur, l'impossibilité d'accès aux établissements festifs pour certains jeunes et le défoulement lié aux frustrations sociales. Ces

---

<sup>22</sup> Un troisième, Nasser Demiaty, avait commencé une thèse sous la direction de Laurent Mucchielli, sur les animateurs-jeunesse et les politiques municipales de prévention dans les quartiers populaires ; thèse arrêtée toutefois en 2007, faute de temps pour poursuivre des recherches en même temps qu'un travail salarié à temps plein.

violences ou « nuisances » sont toutefois fortement canalisées par la réactivité de la police, l'omniprésence des videurs mais également une autorégulation des individus ou bien parfois des groupes (sauf dans le cas de certains « jeunes des cités » que les heurts avec toute autorité tendent plutôt à solidariser) dans la mesure où un perturbateur risque de se voir fermer l'accès aux établissements et/ou sera réprimandé par son propre groupe.

En 2006, Laurent Mucchielli a proposé au service d'études de la DPJJ la réalisation d'une étude sur l'évolution des infractions à caractère violent (violences physiques, sexuelles et verbales, inclus les vols avec violence et les IPDAP) commises par des mineurs et de leur traitement pénal, du début des années 1990 au milieu des années 2000, à partir du dépouillement d'échantillon de dossiers judiciaires archivés aussi bien au parquet que chez les juges des enfants et à la cour d'assises des mineurs. L'enjeu est de bâtir une analyse sociologique de la (fameuse) « violence des jeunes » à partir du recueil systématique de toutes les informations relatives aux auteurs, aux victimes, aux faits et à leurs contextes et circonstances, enfin à l'ensemble de la procédure institutionnelle depuis la saisine des services de police jusqu'au prononcé éventuel de mesures et sanctions. Par ailleurs, en réalisant le même travail au début des années 1990 puis au milieu des années 2000, on cherche à déterminer ce qui a pu changer, tant dans les comportements que dans leur qualification, leur poursuite et leur sanction. On se situe en effet en amont et en aval d'une phase particulièrement intense d'incrimination visant les mineurs et modifiant les pratiques des acteurs du système pénal ainsi que des mécanismes de renvois vers le système pénal. L'étude, localisée au tribunal de Versailles, a été réalisée en 2007-2008 (*cf.* la présentation *supra* dans les contrats de recherches). Elle a été conduite sous la direction de Laurent Mucchielli pour la partie statistique, et de Véronique Le Goaziou (chercheuse contractuelle devenue chercheuse associée au CESDIP en 2008) pour la partie qualitative. Marwan Mohammed et Éric Marlière ont également participé au travail de dépouillement de dossiers. Sophie Névanen (IE) a enfin soutenu l'équipe en aidant à constituer la base de données et en réalisant de nombreux traitements statistiques. Achevée fin 2008, cette recherche devrait cependant connaître une suite, la DPJJ souhaitant reprendre la méthode et étendre les investigations à plusieurs autres départements français. Laurent Mucchielli et Véronique Le Goaziou seraient étroitement associés au pilotage scientifique de l'ensemble de l'opération et Véronique Le Goaziou conduirait également la recherche sur au moins l'une des nouvelles juridictions. Cette recherche a déjà fait l'objet de valorisations <sup>23</sup>.

---

<sup>23</sup> Notamment deux sessions de formation permanente à l'École Nationale de la Magistrature (ENM).

## ***2°) Déviances et violences en milieu scolaire***

Cécile Carra (maître de conférences à l'IUFM du Nord-Pas-de-Calais, Université d'Artois) travaille depuis plusieurs années sur les violences en milieu scolaire, autre thème qui a émergé progressivement dans les années 1990. Elle contribue d'abord à l'extension des connaissances sur cette question en prenant pour terrain l'école élémentaire, terrain très peu étudié jusqu'à présent (les recherches s'étant concentrées sur le collège et le lycée). Ensuite, elle contribue à un développement scientifique général de ce champ de recherches en montrant comment conjuguer approche quantitative et qualitative, enquête de victimation, enquête de violence auto-déclarée et monographie d'écoles. Ses recherches visent ainsi à construire une réflexion sur la notion de violence dans l'articulation des apports de la sociologie de la déviance et de la sociologie de l'éducation.

Ces recherches donnent lieu à de nombreuses publications et participent désormais de programmes européens. Cécile Carra est en effet responsable de la partie du rapport portant sur la violence à l'école en France (thème 11) du projet européen : *Strategies for supporting schools and teachers in order to foster social inclusion* (EAC/10/2007) et co-responsable (avec Maryse Esterle-Hedibel) de l'organisation et de l'animation du séminaire européen « *Déviances et violences à l'école* » qui se tiendra à Paris en janvier 2009, dans le cadre du programme CrimPrev (*cf. infra*), dans le but de dresser un état des lieux général de ces questions à l'échelle européenne.

Après avoir travaillé sur les bandes de jeunes dans les années 1990, Maryse Esterle-Hedibel (maître de conférences à l'IUFM du Nord-Pas-de-Calais, Université d'Artois) travaille désormais sur les interactions entre élèves, parents/familles, agents scolaires, travailleurs sociaux afin d'analyser les processus d'arrêts de scolarité et de mettre en évidence les relations entre les décisions institutionnelles et les trajectoires des élèves. Ces processus multifactoriels rendent compte de la catégorisation d'élève « absentéiste » ou en voie de déscolarisation comme acteurs de déviances devant être redressés en vue d'une adéquation aux normes scolaires, considérés par les agents scolaires comme prémices des normes sociales. Ces recherches la conduisent également à étudier la tendance forte à la pénalisation des conduites juvéniles en milieu scolaire et à l'intervention accrue de la police et de la justice dans la vie des établissements scolaires. Cette problématique, initiée par les recherches portant sur les processus d'arrêts de scolarité et l'étude des dispositifs relais autour de trois collèges sur la ville de Roubaix (2000-2004), se poursuit en 2007-2009 dans le cadre d'une recherche action financée par le Rectorat de Paris, autour de l'absentéisme et du décrochage scolaire dans une dizaine de lycées et collèges parisiens, recherche réalisée en collaboration avec Étienne Douat (maître de conférences à l'IUFM de Poitou-Charentes, Université de Poitiers) qui a rejoint le CESDIP en 2007 pour ce programme de recherches.

### ***3°) Les homicides***

Il s'agit ici du programme de recherches personnel de Laurent Mucchielli qui a commencé en 1999. Une première série de recherches a consisté dans le dépouillement de dix ans d'activité d'une cours d'assises (en 1999 et 2000) et une analyse des profils socio-démographiques des auteurs et des victimes, ainsi que les premiers jalons de l'analyse de leurs relations. Le tout a été en partie publié en 2002-2004. Une seconde phase du programme de recherches, en 2005, a consisté dans l'étude des cas d'homicides non jugés car non élucidés. La recherche a consisté ici dans l'analyse de dossiers d'affaires non élucidées et une série d'entretiens semi-directifs avec des enquêteurs de police judiciaire, analyse et entretiens réalisés lors de séjours dans une Brigade criminelle (Police) et d'une Section de recherches (Gendarmerie), du ressort du même département que le tribunal où s'était déroulée la première phase. La publication a eu lieu en 2006. Enfin, en 2008, un travail statistique d'ensemble (déjà signalé *supra*) a été réalisé à partir d'une exploitation intensive des trois séries de sources institutionnelles disponibles (statistiques policières, judiciaires et sanitaires), permettant notamment une mesure de l'évolution du phénomène depuis les années 1970, ainsi qu'une analyse de l'évolution de la répartition géographique. Reste à réaliser la construction d'une typologie fine des homicides. Le programme de recherches s'achèvera en 2010.

### ***4°) Les délinquances économiques et financières***

L'importance des questions relatives aux délinquances économiques et financières est régulièrement rappelée par l'émergence d'affaires sur la scène médiatique. Les dernières années en ont encore témoigné abondamment même si nombre des ces affaires remontent à la décennie précédente. Le contrôle pénal de la vie économique a également fait l'objet en 2008 d'un rapport demandé par Madame la ministre de la Justice (rapport Coulon) sur la dépénalisation de la vie des affaires soulignant les enjeux de ces questions pour l'institution pénale. Elles restent cependant, à la différence des pays anglo-saxons, très peu étudiées en France sous l'angle de la sociologie.

Le CESDIP a fait le choix de traiter ces questions sous l'angle des rapports entre l'économie et le système pénal, qui ont été abordés par Thierry Godefroy sous plusieurs angles. Au cours de la période sous examen, il a travaillé, en collaboration avec des collègues européens ou d'autres unités de recherche françaises, sur diverses formes des pratiques économiques irrégulières, qu'il s'agisse des

économies dites informelles, des flux financiers illégaux, des délinquances économiques, de la corruption ou du crime organisé :

- Concernant le crime organisé, le chercheur a travaillé en tant que membre du Comité de spécialistes du Conseil de l'Europe sur le « Crime organisé » (2000-2003) et a fait plusieurs interventions au « Groupe de haut niveau » de l'Union Européenne (décembre 2004) dans le cadre du travail piloté par Cyrille Fijnaut (Université de Tilburg) et Letizia Paoli (Max-Planck Institute for Foreign and International Criminal Law) sur le Crime Organisé en Europe.

- Concernant la régulation internationale des flux financiers illégaux, le problème des « places *offshore* » et la mobilisation internationale, Thierry Godefroy a travaillé en collaboration avec Pierre Lascoumes (Sciences-Po-CEVIPOF) et Jean Cartier-Bresson (UVSQ). Cette action a reçu le soutien de la Mission de recherche « Droit et Justice » dans le cadre du programme européen « Grotius ».

- Concernant le contrôle de l'argent sale par les institutions financières (banques, assurances...), Thierry Godefroy a contribué à l'analyse de l'émergence d'une spécialisation professionnelle dans le domaine du blanchiment par ses travaux réalisés en collaboration avec Gilles Favarel-Garrigues (Sciences-Po-CERI) et Pierre Lascoumes. Cette action a reçu le soutien de la Mission de Recherche « Droit et Justice » et de l'INHES (Institut National des Hautes Études de la Sécurité).

- Enfin, concernant la fraude fiscale, Thierry Godefroy a été co-rapporteur avec Emmanuel Macron (Inspection des finances) au Conseil des Prélèvements Obligatoires sur la fraude fiscale des personnes physiques et morales.

### ***5°) Les émeutes de novembre 2005***

La survenance des émeutes de novembre 2005 a occasionné deux opérations de recherches collectives au CESDIP. La première, coordonnée par Laurent Mucchielli (avec Véronique Le Goaziou, Nasser Demiati, Éric Marlière et Marwan Mohammed pour le CESDIP, ainsi que Abderrahim Aït-Omar (étudiant de Master 2 à l'UVSQ sous la direction de Laurent Mucchielli) et enfin deux enseignants-chercheurs extérieurs au laboratoire), a consisté en une tentative d'analyse presque « à chaud » des événements. Réalisée entre novembre 2005 et janvier 2006, elle a reposé sur trois méthodologies :

- le recueil et l'analyse des quelques 4 500 dépêches diffusées par l'AFP sur ces émeutes, de la fin du mois d'octobre au début du mois de décembre, dans le but d'une part de ramasser le maximum d'informations sur les faits, d'autre part d'analyser les commentaires et analyses (notamment politiques) de ces émeutes ;

- une série d'entretiens avec des habitants émeutiers, des habitants non émeutiers et des professionnels de terrain dans cinq quartiers émeutiers (4 en région parisienne, 1 en province), quartiers sur lesquels les membres de l'équipe travaillent déjà *avant* les émeutes (d'où la possibilité de revenir rapidement y réaliser de nouveaux entretiens) ;

- une synthèse et quelques traitements secondaires de données de cadrage sur les « zones urbaines sensibles » (données INSEE, rapports de l'Observatoire National des ZUS).

Publié en avril 2006 et réédité (avec actualisation et augmentation) l'année suivante, le livre collectif issu de cette recherche propose une analyse des processus de ghettoïsation à l'œuvre dans ces quartiers pauvres ainsi qu'une interprétation principale des émeutes comme formes élémentaires de la protestation politique. L'ensemble a été complété en 2007 par le travail de recherche réalisé par Aurore Delon (étudiante en Master 2 à l'UVSQ sous la direction de Laurent Mucchielli) sur le traitement judiciaire des mineurs émeutiers de 2005, à partir du dépouillement des affaires jugées au tribunal de Bobigny.

L'ensemble de ces recherches collectives a pris fin en 2007.

Une seconde opération collective a été initiée par Fabien Jobard et a débuté en 2006 avec le soutien financier de l'ANR. Peu après les émeutes, Dave Waddington (Sheffield Hallam University) et Mike King (Birmingham University) ont proposé à Fabien Jobard la mise en place d'une série de trois séminaires rassemblant certaines des meilleures recherches empiriques sur ces domaines (les trois chercheurs s'étaient rencontrés à l'occasion de travaux sur le maintien de l'ordre). Deux équipes ont donc été réunies, qui rassemblent, côté français, Fabien Jobard, Hugues Lagrange (OSC, DR CNRS), Christian Mouhanna (CR CESDIP), Marwan Mohammed (post-doc CESDIP), Christine Fauvelle-Aymard (MdC Paris I), Camille Hamidi (MdC ENS Lyon), Michel Kokoreff (MdC Paris V), Renaud Epstein (doctorant ISP Cachan) et côté anglais, Dave Waddington, Marcus King, Paul Bagguley et Yasmine Hussain (University of Leeds), Janet Pierce et Jenny Bujra (University of Bradford), Virinder Salra (University of Manchester), Paul Thomas (doctorant, University of Leeds). Deux universitaires « étrangers » prennent également part aux travaux : Tim Lukas (Max-Planck Institut Freiburg) et Edward van de Torre (Universiteit Leiden). L'une des dimensions de ces séminaires fut également d'inviter des professionnels (police, logement social, action sociale).

Les opérations de valorisation de cette série de séminaires sont assurées par les moyens alloués dans le cadre du programme. Elles consistent principalement en un ouvrage dirigé par les trois directeurs du programme et qui réunira l'ensemble des contributions universitaires aux séminaires. Le contrat a été signé début 2008 avec la maison Willan, principal éditeur de criminologie en Grande-Bretagne, la remise des textes est prévue en octobre 2008 (sept textes français ont été traduits ou sont en cours de traduction).

Un site Internet d'information sur le programme a également été mis sur pied : <http://academic.shu.ac.uk/aces/franco-british-riots>. Il permet également la publicité en flux continu des initiatives des membres du programme relatives à la sociologie des phénomènes émeutiers.

L'opération sera close au 30 septembre 2008.

### **III - Sociologie et histoire des institutions pénales et des professionnels de la sécurité : 1. La police**

#### ***1°) Histoire de la police***

Le CESDIP a commencé à développer des liens avec les historiens dès les années 1980, à l'initiative de Ph. Robert puis surtout René Lévy. En 1997, ce dernier créait la revue *Crime, Histoire et Société / Crime, History and Society*, dont il demeure le directeur. À bien des égards, nous considérons qu'histoire et sociologie ne font qu'un. C'est pourquoi le CESDIP a accueilli très favorablement la demande de rattachement de Jean-Marc Berlière (professeur à l'université de Bourgogne), en 2004, rattachement qui a entraîné un développement important des recherches sur l'histoire de la police.

Les périodes de crises, de décomposition ou de recomposition politiques mettent à nu les mécanismes et les rouages des pouvoirs et constituent des champs privilégiés d'investigation pour qui veut interroger police/état/sociétés dans leurs relations et interactions. Un programme de recherche sur une autre histoire de l'État et de la société considérés à travers le prisme de la police, de la justice, de la répression, du crime, de la norme et de la déviance, de l'ordre et du désordre, a donc conduit Jean-Marc Berlière à travailler depuis plus de quinze ans sur les périodes de l'Occupation, de la Libération, de l'épuration, du rétablissement de la légalité républicaine, et le passage de la IV<sup>e</sup> à la V<sup>e</sup> République avec la guerre d'Algérie. Ces recherches se sont concrétisées par de nombreuses publications dont plusieurs ouvrages individuels et collectifs sur les métiers de police, sur la justice militaire en période de guerre, sur le témoin et le chercheur, par la participation à divers colloques nationaux et internationaux (Tilburg, Berlin, Florence, New Delhi, Louvain), par une politique de diffusion de la connaissance (articles dans des revues de vulgarisation telles que *l'Histoire* et *Historia* et surtout l'écriture de documentaires pour la télévision (France 5, TV5, Toute l'Histoire, TF1) sur l'histoire de la police et du crime, par des interventions permanentes pour la collecte, la sauvegarde et l'ouverture des archives policières et notamment des archives orales, par une implication continue dans un projet (initié en vain depuis 1993 mais qui a enfin vu le jour en 2005 grâce à un accord entre le préfet de police et le Mémorial de la Shoah) de sensibilisation des jeunes policiers à la période 1940-1944, à la shoah et au

rôle joué par la police parisienne dans les rafles et les persécutions raciales<sup>24</sup>, et enfin par un enseignement de l'histoire des institutions policières dans le Master professionnel « métiers de la sécurité » de Clermont-Ferrand, à l'École des officiers de police de Cannes-écluse et à l'École des officiers de gendarmerie de Melun.

Après avoir longtemps constitué un véritable trou noir historiographique, la (ou plutôt) les polices constituent ainsi aujourd'hui un des chantiers les plus actifs et les plus prometteurs de la recherche comme l'ont montré le colloque de Caen (avril 2007) co-organisé par le CESDIP<sup>25</sup> et consacré aux « métiers de police en France et en Europe du XVIII<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle », un programme blanc de l'ANR (CIRSAP) consacré à la circulation des modèles policiers (XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles) et un certain nombre d'ouvrages et de publications dans des revues de premier plan (*Déviance et Société, Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, Genèses, Vingtième Siècle...*).

Jean-Marc Berlière est la cheville ouvrière de ce développement, il anime en effet toute une équipe composée de doctorants et post-doctorants, qui investiguent sur la longue durée (de la Révolution Française à la période « contemporaine ») et dans des domaines à peu près totalement vierges pour lesquels leurs recherches apportent beaucoup. C'est le cas de la police rurale et des gardes champêtres étudiés et mis au jour pour la première fois par Fabien Gaveau dans sa thèse qu'il va désormais étendre au XX<sup>e</sup> siècle et jusqu'à la période du gouvernement de Vichy dont la mystique et l'idéologie, on le sait, accordent une part essentielle à la terre. C'est également le cas de la Surveillance du Territoire, branche totalement méconnue de l'institution policière dont Gaby Castaing explore et met au jour les racines et les contradictions (des années 1930 à l'Occupation). Également de la répression menée par la police tant à l'égard des Francs-tireurs et partisans français (thèse de Franck Liaigre), des jeunes communistes (thèse de Boris Danzer-Kantof), qu'à celui du BOA — Bureau des opérations aériennes en charge des parachutages en France occupée (thèse de Michel Blondan), ou encore de la politique suivie par la préfecture de police à l'égard des « citoyens français diminués » que constituait la population algérienne et qu'étudie Emmanuel Blanchard (thèse soutenue en octobre 2008) dans une perspective longue (de la Libération à l'indépendance de l'Algérie) qui apporte beaucoup à ce sujet largement médiatisé depuis le procès Papon. Si on ajoute à ces thèses déjà soutenues ou sur le point de l'être les recherches portant sur le début du XX<sup>e</sup> siècle menées par Charles Diaz qui a réalisé un travail de bénédictin sur la surveillance policière mise en œuvre autour de Jean Jaurès depuis son entrée en politique jusqu'à son assassinat et par Laurent López<sup>26</sup> qui s'attache à étudier les rapports police-gendarmerie (en termes de concurrence ou de complémentarité) pour la période qui précède la Première guerre mondiale, on mesure l'importance des chantiers menés par ces chercheurs, leur diversité tant chronologique que thématique et par là-même, la place croissante de l'histoire au CESDIP

---

<sup>24</sup> Pour la 4<sup>e</sup> année consécutive, ce sont 1 500 gardiens sortant des écoles de formation qui viendront participer à cette journée de « sensibilisation » entre septembre 2008 et juin 2009.

<sup>25</sup> Cf. le programme en annexe.

<sup>26</sup> Dont la thèse est codirigée par Jean-Marc Berlière et Jean-Noël Luc (professeur à l'Université Paris IV).

(et, du même coup, du CESDIP pour la recherche historique en ce domaine). Ajoutons enfin que ces recherches historiques ne portent pas uniquement sur l'histoire de l'institution et de la société policière puisque, par le biais de la répression et de ses archives désormais accessibles, ce sont aussi l'histoire de la criminalité, l'histoire de la Résistance et l'histoire du parti communiste qui sont éclairées sous des jours parfois inattendus et renouvelés.

Par ailleurs, l'histoire de la police contemporaine ne passe pas seulement par l'exploitation des archives papier. Comme pour d'autres grandes institutions, elle passe également par la constitution et l'exploitation d'archives orales. C'est ainsi que, sous la direction de Jean-Marc Berlière et de René Lévy, une équipe de chercheurs<sup>27</sup> a été chargée par l'Institut des Hautes Études de la Sécurité Intérieure (IHÉSI) de relancer le programme de constitution d'archives orales sur la Police Nationale initié par l'IHÉSI entre 1991 et 1996. Au delà de l'opportunité de recueillir la mémoire de personnes ayant traversé toutes les évolutions de l'institution policière depuis 1941, le recueil de récits de vie biographique apparaît absolument nécessaire afin d'améliorer la connaissance du fonctionnement des organisations policières. Dans la lignée de la grille d'entretien élaborée en 1991, une partie importante de ce travail doit être envisagée comme devant contribuer à une sociologie historique du travail policier. En effet trop souvent, le chercheur désireux de travailler sur une période ou une organisation précise est confronté à des sources lacunaires qui donnent une image tronquée de l'institution policière. Les outils de travail (main-courante, répertoires analytiques, procès-verbaux...) qui permettraient d'approcher au plus près le travail et les catégories de l'entendement policier sont peu ou mal conservés. De plus, une grande partie du travail policier n'est pas formalisée et ne donne pas lieu à des rapports écrits sinon *a posteriori* et de manière partielle. C'est donc des indices de l'autonomie du travail policier de terrain, et des routines ritualisées constitutives d'une identité professionnelle non réductibles aux textes officiels organisant ce travail qu'il importe d'essayer de recueillir. C'est ainsi par une meilleure connaissance biographique des hommes qui ont fait la police sur le terrain que pourra être améliorée celle d'une institution tout entière, trop méconnue, malgré la qualité de certains travaux universitaires, du fait de la difficulté de la saisir dans la réalité et la complexité de son fonctionnement quotidien et de ses évolutions passées.

L'opération, qui a fait l'objet d'un contrat entre le CESDIP et l'IHÉSI, avait trois objectifs :

1°) procéder à la collecte de 32 nouveaux entretiens avec des policiers ayant été en fonction entre la Deuxième Guerre mondiale et les années 1970-1980,

2°) procéder au sauvetage des entretiens recueillis au cours de la précédente campagne, à leur inventaire et à leur numérisation,

---

<sup>27</sup> Composée de Renée Zauberman (CR1 CNRS), Emmanuel Blanchard (CR2 CNRS), Frank Liaigre (CR2 CNRS), Gaby Castaing (doctorante), Serge Defois (doctorant), Charles Diaz (Contrôleur général de la Police nationale) et Ophélie Ratiniér.

3°) élaborer un dispositif de conservation pérenne en liaison avec une institution spécialisée, en vue de mettre l'ensemble des entretiens à la disposition du public.

Dans cette perspective, sur proposition des responsables de la recherche, l'IHÉSI a procédé à un dépôt de l'ensemble des documents à la Bibliothèque Nationale de France. Leur traitement en vue d'une mise à disposition du public est en cours. Cette opération a fait l'objet, les 31 mai-1<sup>er</sup> juin 2007 à la BNF et avec son concours, de journées d'étude sur les archives orales, les actes de ce colloque sont en préparation.

## ***2°) Sociologie de la police***

C'est de nouveau René Lévy qui a longtemps animé ce champ de recherches au CESDIP, notamment par la biais du séminaire qu'il co-organisait depuis 1986 avec le regretté Dominique Monjardet<sup>28</sup>. S'y ajoutaient alors uniquement, au CESDIP, les recherches sur la gendarmerie réalisées par Renée Zauberman. Durant la période sous examen, ce champ de recherches s'est considérablement développé, avec l'arrivée de nouveaux chercheurs et de nouvelles thématiques.

Fabien Jobard (CR 1) a poursuivi ses recherches sur police et politique en France, à partir de méthodes qualitatives (en sus des recherches quantitatives exposées *supra*). Il a d'abord continué à suivre des acteurs engagés dans une mobilisation locale contre les violences policières à Dammarie-lès-Lys, notamment au cours des campagnes municipales de 2007 à Melun et Dammarie-lès-Lys, où ces acteurs ont joué (ou tenté de jouer) un rôle de conversion des ressources militantes en ressources électorales et/ou de patronage politique. Il a ensuite participé à 200-250 heures de patrouilles policières (généralement dans les unités en civil type BAC) dans la grande périphérie parisienne. Enfin, à partir de l'été 2007, il a approfondi des travaux menés il y a dix ans sur le maintien de l'ordre, afin d'examiner les mutations induites par les mobilisations lycéennes dans la doctrine et l'équipement des forces, ainsi que les interactions dans le cours de l'action entre policiers, services d'ordre et casseurs (entretiens semi-directifs avec militants de services d'ordre, avec hiérarchie DOPC-PP et CRS et observation participante avec SO-CGT, observation avec forces police 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> district Paris). Enfin, avec René Lévy, le chercheur a initié une recherche sur l'un des adages les plus indiscutables du débat public (et sociologique) : le fait que la police contrôle « au faciès ». Indiscutable, ce constat n'a pourtant jamais été étayé empiriquement (hors témoignages individuels ou reportages ponctuels). En Grande-Bretagne ou aux États-Unis, des recherches ont été conduites qui consistent à suivre des policiers, à leur insu, en

---

<sup>28</sup> Dominique Monjardet (1943-2006) peut être considéré comme le principal artisan du développement la sociologie de la police en France.

relevant les personnes contrôlées et en comparant cet « échantillon » aux statistiques locales. Les deux chercheurs ont, avec un partenaire américain, mené cette enquête en 2007-2008, en prenant soin de relever les caractéristiques générales de la population présente sur les lieux de contrôle, afin de pouvoir comparer la population contrôlée à la population pertinente et relever ainsi l'éventuelle discrimination, et son ampleur. L'équipe franco-américaine se rencontre en octobre 2008 pour finaliser les grandes lignes du rapport final et des publications seront soumises courant 2009.

Geneviève Pruvost (CR 2) a réalisé une thèse sur la féminisation de la police qui est la première en France. Ses recherches ont permis d'ouvrir une réflexion sur les fondements anthropologiques et historiques de la différence des sexes : l'un des fondements de la division sexuelle du travail est en effet de réserver aux seuls hommes le maniement des armes et d'interdire aux femmes l'accès aux métiers d'ordre qui font usage de la force. Dès lors, l'entrée des femmes dans l'institution policière constitue une rupture anthropologique qui met fin au monopole masculin de la force publique. La féminisation « par le haut », c'est-à-dire par la hiérarchie médiane et supérieure, et non par le bas, de la profession, transgresse un autre interdit : depuis 1935, les femmes sont proportionnellement plus admises dans les métiers de commandement que dans les métiers d'exécution. Partant du principe d'une interrelation entre les genres et s'appuyant sur des récits de carrière, menés avec des policiers des deux sexes, ainsi que sur une analyse quantitative portant plus généralement sur les conditions de travail des policiers des deux sexes, ces recherches font avancer dans la connaissance de la profession de policier, avec l'analyse comparée de la fabrique familiale de la vocation, de la conciliation entre famille et profession, et des arrangements avec le conjoint. Le résultat marquant de cette analyse de la gestion de la carrière est la symétrie des motivations initiales (les femmes n'entrent pas dans la police pour exercer un métier social, mais pour l'aventure), les convergences entre carrières masculines et féminines. En adoptant les codes virils en vigueur, les femmes policiers tentent en effet d'échapper aux stéréotypes de fragilité et d'indisponibilité. L'intégration des femmes passe par l'imitation des hommes et le déni des discriminations dont elles sont victimes. Apparaît alors en pleine lumière le caractère central de la virilité dans la profession, autrement dit de la force physique, de l'endurance et la bravoure, à la fois dans l'échelle de prestige de métiers policiers et dans l'exercice concret du métier.

Après la valorisation de cette thèse, G. Pruvost s'est lancée dans l'exploitation des données de l'enquête sociodémographique qu'elle a dirigée dans le cadre du programme de recherche de l'Institut National des Hautes Études de Sécurité (INHES) sur un effectif représentatif de la variété de la population policière (N=5221), notamment en croisant l'âge, le sexe, l'origine sociale, le grade et l'ancienneté avec le point de vue politique sur la profession, la gestion de la carrière et la satisfaction professionnelle.

Christian Mouhanna (CR1) a réalisé depuis une quinzaine d'années des recherches sur la police et la gendarmerie dans un cadre méthodologique et problématique qui vient compléter de façon très heureuse l'édifice collectif : la confrontation des politiques publiques de sécurité et des pratiques de terrain, suivant les concepts développées essentiellement par la sociologie des organisations (Crozier, Friedberg), et la sociologie du travail policier (Monjardet). Il s'agit de relever concrètement, *in vivo*, à travers le regard des acteurs concernés, ainsi qu'en observant leurs pratiques, les effets des politiques menées et du management des organisations policières. Les acteurs concernés ne sont pas seulement les professionnels de la police ou de la gendarmerie, mais également les partenaires publics ou privés amenés à travailler avec eux, et, dans la mesure du possible, les publics visés par ces politiques. Ce type d'approche nécessite de longs travaux de terrain.

Cette préoccupation a débouché sur deux grands axes de recherches, eux-mêmes complémentaires. Tout d'abord, le chercheur a prolongé ses recherches sur la police de proximité et plus généralement, de l'impact du travail policier sur les habitants des villes et des campagnes. Cela s'est notamment traduit par un rapport, élaboré avec Dominique Monjardet, comparant la police de proximité à Paris et Montréal. Une recherche, arrêtée en raison des difficultés rencontrées à l'INHES, avait été entamée sur les relations police-population-élus dans les quartiers sensibles suite aux émeutes de 2005. La réflexion sur ces thèmes s'est également poursuivie lors de séminaires organisés avec différents intervenants sur les politiques publiques de sécurité locales, séminaires qui ont donné lieu à la publication d'un ouvrage collectif sous sa direction. Le second axe de recherche concerne le management des services de police et l'élaboration des politiques nationales de sécurité. Durant la période concernée, ce thème a été exploré tant à travers la participation du chercheur aux travaux de l'INHES, que dans une recherche sur la production des statistiques policières. L'objectif est de comprendre comment la gestion par les chiffres modifie les pratiques et l'organisation, mais aussi comment elle constitue un mode de construction du savoir des gestionnaires et du personnel politique. Cette sociologie des politiques de sécurité a suscité de nombreux échanges avec des collègues étrangers, et en particulier européens, avec des interrogations sur le rôle du savoir scientifique dans la gestion de ces politiques.

Jérémy Gauthier poursuit depuis 2006 une thèse intitulée *Les discriminations produites par la police de sécurité publique en France et en Allemagne*, sous la direction de René Lévy et Hans-Jörg Albrecht (Max-Planck Institut für ausländisches und internationales Strafrecht). Faiblesse du corpus sur le pouvoir discrétionnaire des policiers d'un côté, faible volume des travaux sociologiques sur l'« ethnicité » d'un autre côté : la France et l'Allemagne entretiennent une relation ambiguë avec la « question ethnique » et, dans les deux pays, la problématique « ethnique » reste par de nombreux aspects illégitime. De fait, on manque de données qualitatives et quantitatives, ainsi que d'instruments conceptuels. Toutefois, les données disponibles nous permettent de poser l'hypothèse que le critère « ethnique » joue un rôle au

sein du système pénal et lors de la sélection de la clientèle policière. Peut-on délimiter un espace des discriminations policières ? Peut-on mettre en évidence l'incidence du critère ethnique dans la sélection de la clientèle policière ? Quelle est la nature des discriminations opérées dans la sélection des personnes mises en cause par la police ? Pour apporter des réponses à ces questions, la méthodologie mobilisée est essentiellement qualitative mais également quantitative. Le chercheur utilise d'une part des données ethnographiques recueillies lors d'enquêtes de terrain dans des commissariats de police en banlieue sud de Paris et dans deux quartiers populaires de Berlin ; il effectue d'autre part une analyse quantitative des discriminations policières à l'aide de données statistiques policières.

C'est enfin Jean-Hugues Matelly (chercheur associé) qui a souhaité rejoindre l'équipe du CESDIP et y inscrire ses travaux sur l'analyse du fonctionnement des institutions policières, police nationale et surtout Gendarmerie Nationale (institution à laquelle il appartient par ailleurs) dans le contexte du « nouveau management public » et d'ambition d'efficacité statistique. Après une thèse qui a notamment exploré l'activité de police judiciaire en gendarmerie, le chercheur s'est associé à Christian Mouhanna pour travailler sur les données du ministère de l'Intérieur et des directions policières sur toute la période de 1995 à 2006, analyser leurs variations, révéler les erreurs statistiques, en analyser les raisons d'être et faire quelques propositions en vue d'améliorer la fiabilité des outils et la pertinence de l'évaluation des politiques publiques de sécurité.

À côté de ces travaux continus de chercheurs spécialisés en sociologie de la police, plusieurs autres membres de l'équipe ont fait des incursions occasionnelles dans ce champ de recherches, pour y apporter des contributions néanmoins parfois substantielles.

C'est le cas d'abord d'un travail réalisé pour le compte du Centre de Prospective de la Gendarmerie Nationale, à l'initiative et sous la direction de Laurent Mucchielli, par une équipe de chercheurs composée de Géraldine Bouchard (post-doctorante à l'Université Bordeaux II), Véronique Le Goaziou (chercheuse associée au CESDIP), Laurent Mucchielli, Paul Mignon (alors doctorant au CESDIP), Jean-Marie Renouard (maître de conférences à l'Université Bordeaux II) et Delphine Saurier (chercheuse associée au CESDIP). La délinquance s'est-elle véritablement transformée au cours des quinze dernières années, dans les territoires sous responsabilité de la Gendarmerie Nationale ? Telle était la question posée à une équipe de chercheurs. Au terme de leur enquête, après une analyse minutieuse de l'évolution statistique nationale sur la période 1987-2004 et quatre études de terrain réalisées sur quatre départements dans des territoires très différents (du périurbain récent au rural traditionnel), les chercheurs ont répondu par la négative et déplacé la question. À quelques évolutions technologiques près, les évolutions les plus profondes ne tiennent pas à la nature de la délinquance ni au profil des délinquants, mais aux modes de peuplement des territoires, aux modes de vie des habitants, aux relations qu'ils entretiennent entre eux et avec les gendarmes ainsi qu'au droit pénal et aux politiques de sécurité. Dès lors,

la recherche a ouvert de nouveaux horizons de réflexion pour l'institution : sur son adaptation aux territoires, sur ses relations avec la population, sur son besoin de partenariats non limités au champ de la sécurité et sur l'évolution du métier de gendarme.

Ensuite, nous pouvons signaler deux enquêtes de terrain qui sont venues ponctuellement nourrir également ce champ de recherches. Celle de Franck Sanselme (chercheur associé au CESDIP) a consisté en l'observation des appels de nuit reçus par un commissariat de police d'une ville moyenne de province, elle a notamment nourri la réflexion sur les rapports entre police et population. Celle de Laurent Mucchielli, menée dans une section de recherches de la gendarmerie, visait à comprendre les raisons de la non élucidation de certaines affaires d'homicides et a nourri également la réflexion sur les compétences professionnelles de ces gendarmes spécialisés.

## **IV - Sociologie et histoire des institutions pénales et des professionnels de la sécurité : 2. La justice**

### ***1°) Recherches quantitatives***

Bruno Aubusson de Cavarlay (DR2) étudie le système pénal depuis de nombreuses années pour comprendre, selon une démarche quantitative, les logiques institutionnelles et les phénomènes d'anticipation ou de rétroaction entre les différents niveaux des « filières pénales ». Cette approche suppose de mettre en relation ce qui peut être observé pour chaque agence pénale (incluant les services de police judiciaire) et, lorsque ceci est possible, les variations de traitement entre les divers types de contentieux (nature d'infraction). À côté de travaux ponctuels concernant le niveau policier (évolution de long terme des affaires enregistrées dans les statistiques officielles) et le prononcé des peines, ses recherches ont concerné depuis 2004 plus particulièrement trois aspects.

*La place de la détention provisoire.* Mobilisant des statistiques publiées ou non publiées, la recherche a consisté ici en la construction d'indicateurs de recours et de durée, la mise en relation avec les éléments de procédure pénale, la confrontation avec les témoignages des acteurs de terrain. Alors que les évaluations les plus courantes de la pratique en la matière se réfèrent à des données pénitentiaires (indiquant actuellement une diminution de la proportion de détenus non jugés), les résultats montrent sur le long terme la persistance du recours à la détention provisoire et l'allongement des durées de détention, facteurs qui ne sont contrecarrés que par la baisse du nombre des affaires soumises à l'instruction. Les résultats nationaux doivent encore faire l'objet d'analyses géographiques plus fines. Ces opérations se poursuivront jusqu'en 2011 en mobilisant plus encore, à condition que l'accès en soit facilité, les données recueillies dans le cadre de la production statistique courante (analyse seconde des

données issues du casier judiciaire). Ce programme alimente actuellement directement la Commission de suivi de la détention provisoire instituée par la loi du 15 juin 2000, dont le chercheur est membre au titre de représentant d'un organisme de recherches judiciaires.

Les travaux du chercheur sur *l'orientation des affaires pénales* ont pris une dimension comparative pendant ces dernières années. Il représente la France dans un projet européen « *The Public Prosecution Service - Key Player in a Just and Effective Criminal Justice System* », coordonné par Jörg-Martin Jehle à la Georg-August-Universität Göttingen. L'entreprise repose sur la construction et l'utilisation d'un questionnaire détaillant les diverses fonctions de l'autorité de poursuite judiciaire dans dix pays européens et dans le recueil puis l'analyse de données statistiques. Cette comparaison montre que les grandes lignes du développement des modes de poursuite (mise en œuvre d'une sélection importante des cas, recherche d'alternatives aux poursuites, adoption de modes de traitement simplifiés) se retrouvent dans la plupart des exemples étudiés, mais se traduisent de façon très variable selon les caractéristiques juridiques et judiciaires des systèmes pénaux. L'opération s'achève fin 2008.

*L'analyse de la statistique pénale dans la longue durée* : histoire de la production statistique, sérialisation de long terme, critique méthodologique. La recherche consiste ici en l'analyse approfondie des conditions de production de la statistique pénale (champ statistique, typologies, unités de compte, construction de cadres conceptuels d'analyse) qui permet, sur le long terme, de suivre l'évolution des contentieux et de leurs modalités de traitement. Elle a donné lieu à plusieurs publications sur le contentieux des violences contre les personnes ou contre les biens. Alors que les travaux historiques classiques ne reposent que sur des séries concernant les affaires jugées, la mobilisation conjointe des données concernant les abandons de poursuite conduit à réviser ce qui a pu être affirmé sur la baisse tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle et de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle des infractions violentes contre les personnes. Face à une demande plutôt croissante dans ce domaine, la justice pénale a trouvé très tôt des modes de limitation de la réponse apportée, que ce soit au travers du classement par opportunité ou par la correctionnalisation des affaires les plus graves. Ce qui rend difficilement tenable la position consistant à faire de ces séries statistiques une mesure fiable des comportements eux-mêmes. Le travail sur les séries de long terme se poursuivra jusqu'en 2013 avec la reprise de la construction d'une base de données (baptisée « Base Davido ») informatisée documentée et consultable. Les données collectées dans le *Compte Général de la Justice* pour la période 1931-1978 devront alors être complétées pour la période ultérieure à partir de sources d'accès beaucoup plus délicat (disparition des publications détaillées, fortes ruptures des conditions de production statistique).

L'expérience acquise par Bruno Aubusson de Cavarlay l'a conduit à faire partie du petit groupe d'experts qui pilote le recueil de statistiques européennes *European Sourcebook of Crime and Criminal Justice Statistics*. Mis en place initialement dans le cadre du Conseil de L'Europe ce recueil se poursuit au travers d'un programme financé par la Commission Européenne. Le groupe de pilotage conçoit le

questionnaire, suit la collecte de données par le biais de correspondants nationaux, évalue la qualité des données recueillies avant de les éditer sous forme commentée. Le groupe organise également des sessions régulières d'échanges scientifiques dans le cadre de la European Society of Criminology (ESC). Cette participation se poursuivra jusqu'en 2010, avec la mise en route de la cinquième enquête.

C'est également en raison de l'expérience acquise dans l'utilisation des statistiques judiciaires que le chercheur a été sollicité par la Mission de Recherche « Droit et Justice » pour faire un travail comparable dans le domaine de la justice administrative. La recherche a été réalisée avec Marie-Danièle Barré. Elle a consisté à partir de l'exploitation d'un extrait de base de gestion des tribunaux administratifs pour mener une analyse chronologique et géographique des divers contentieux traités par les tribunaux administratifs. Ce travail, outre la mise en perspective des données recueillies sur six ans, a permis la construction d'indicateurs différentiels d'évolution et de dispersion de la demande adressée aux juridictions. Des relations ont été recherchées, sur la base des variations géographiques, entre la demande enregistrée par les tribunaux administratifs et leur environnement socio-économique. Cette recherche s'est achevée en 2008.

## ***2°) Recherches qualitatives***

Patricia Bénec'h-Le Roux (post-doctorante) a d'abord soutenu en 2004 (et publié en 2008) une thèse intitulée, *Sociologie des rôles de l'avocat sur la scène pénale des mineurs*. Il y a peu encore, l'avocat jouait un rôle secondaire dans les tribunaux pour enfants. D'un côté, la défense des mineurs, pratique dévalorisée et peu rentable, ne l'intéressait pas. De l'autre côté, un modèle de justice éducative organisait le droit de l'enfance délinquante. Dans ce modèle, le juge des enfants occupait une position dominante, il avait essentiellement une mission de protection du jeune coupable et, dans les cas de délit grave ou de crime, une mission de répression. Aussi, la prestation de l'avocat ne pouvait-elle être qu'accessoire, l'intérêt de l'enfant étant d'abord entre les mains du juge, secondé par les acteurs socio-éducatifs. Ce constat doit être bien plus nuancé aujourd'hui. Depuis le début des années 1990, l'avocat effectue une relative montée en puissance sur la scène pénale des mineurs. Ainsi, comment interpréter la création et l'essor de groupes d'avocats défendant les mineurs, alors que la profession réservait en quelque sorte la défense pénale des mineurs à ses stagiaires ? Comment comprendre l'intérêt de ces avocats pour une pratique si longtemps négligée ? Qu'apportent-ils de neuf ou de spécifique ? Quels rôles jouent-ils lors des audiences ? Quelle est la nature de leur mandat ? À partir d'une analyse interactionniste de sociologie des professions et de sociologie de la justice des mineurs, le chercheur a montré comment, à la faveur d'évolutions contextuelles, certains avocats se sont aménagés une place dans les tribunaux pour enfants et ont gagné un monopole d'exercice, en se regroupant en association et en suivant une

formation spécialisée. Mais il ne suffit pas de valoriser sa compétence auprès du client (le mineur) et des autres professionnels (juges des enfants, procureurs, éducateurs), il faut aussi apporter quelque chose à l'organisation dans laquelle on travaille. On citera leur rôle habituel de négociation de l'ordre cérémoniel d'une audience pénale et d'apaisement des conflits et, plus inédit, leur investissement dans la gestion même de la défense des mineurs. Enfin, la recherche a montré comment la défense de leur position a favorisé une régulation des pouvoirs professionnels, renvoyant ainsi « chacun à sa place ». Dans cette recherche, le recueil des données a consisté à observer le travail de l'avocat dans des audiences pénales de mineur et à mener une cinquantaine d'entretiens avec des avocats et des juges pour enfants, dans trois tribunaux différents.

Ensuite, en 2006-2007, Patricia Bénec'h-Le Roux a été l'une des chevilles ouvrières d'une recherche collective intitulée « *Le métier de procureur de la République : de la compétence professionnelle à l'identité collective ?* »<sup>29</sup>. À partir d'une approche interactionniste de sociologie des professions et de sociologie judiciaire, la recherche menée s'est intéressée aux pratiques et aux compétences développées par le procureur qui sont au cœur des définitions identitaires de sa fonction. Elle comportait quatre dimensions : une étude statistique des profils de carrière des procureurs, une approche clinique de leurs pratiques professionnelles, une comparaison des spécificités des procureurs dans cinq pays européens (Allemagne, Belgique, Espagne, Italie et Pays-Bas) et enfin une approche de sociologie des professions s'appuyant sur une trentaine d'entretiens avec des procureurs de la République. La recherche a montré que l'extension des domaines d'action des procureurs a élargi les compétences requises pour exercer ce métier. Leur culture professionnelle judiciaire se voit aujourd'hui matinée de cultures gestionnaire, policière, administrative et politique, au sens premier du terme d'intervention dans la gestion de la cité. Leurs choix d'investir plus ou moins certains de ces domaines d'action révèlent leurs représentations du métier et de la justice et participent d'une redéfinition de leur identité professionnelle. Par un effet de miroir, cette dernière se voit d'ailleurs mise en valeur par leur proximité nouvelle avec des acteurs et des mondes qu'ils ne côtoyaient pas d'aussi près dans leur travail il y a 30 ans (enquêteurs de police judiciaire, préfets, élus, associations). En leur apportant d'autres logiques professionnelles qui contribuent au renouvellement de leur métier, ces relations extérieures ont empiété sur un champ d'action qui leur est propre : la pratique juridictionnelle. Par là, leur identité professionnelle s'est vue questionnée. Cependant, la recomposition de l'environnement des procureurs, la réduction par des contraintes hiérarchiques et gestionnaires des marges de manœuvre acquises, le contexte actuel de tension entre pouvoir judiciaire et pouvoir exécutif, semblent avoir réveillé une identité collective qui semblait sommeiller, trop accaparés qu'ils étaient par l'entreprise de modernisation du parquet et de la justice. À travers les mutations de leur métier, au delà de leur seule fonction institutionnelle, les

---

<sup>29</sup> Il s'agissait d'une réponse à un appel d'offre lancé par la Mission de Recherche « Droit et Justice » sur les évolutions du métier de procureur de la République. Pluridisciplinaire, elle a associé des sociologues et des magistrats et réuni trois laboratoires : le CESDIP, le Laboratoire « Printemps » (Université de Versailles-Saint-Quentin) et le Centre de recherche des pratiques judiciaires de l'École Nationale de la Magistrature.

procureurs voient leur compétence prendre une dimension professionnelle dans le sens où elle s'appuie sur des normes et des valeurs collectives propres à leur profession : une éthique d'indépendance et de professionnalité régulant leur travail au sein de la juridiction comme à l'extérieur.

En sus de ses recherches sur la police et dans une démarche méthodologique et problématique similaire, Christian Mouhanna explore également la sociologie des pratiques judiciaires. Au delà des transformations du droit et des politiques, il s'agit de comprendre comment les pratiques des magistrats sont affectées par les modifications du système de gestion des tribunaux, et comment ceci se répercute sur les décisions judiciaires. Un tel objectif nécessite de longues périodes d'observation et d'entretiens sur le terrain, afin de comprendre les stratégies des acteurs locaux. Ces questions ont été abordées sous différents angles. Le premier concerne une réforme d'envergure, qui modifie profondément les équilibres internes aux juridictions, puisque la réforme introduisant la composition pénale<sup>30</sup> place le parquet en position de décideur majeur dans un processus de sanction. Le deuxième s'intéresse à une autre transformation, encore plus conséquente dans les juridictions : l'accélération du traitement des procédures via la généralisation du « traitement en temps réel »<sup>31</sup>. Désormais, et en rupture par rapport au passé, l'appareil judiciaire privilégie les indicateurs de productivité au cas par cas, remettant en cause les fondements de la justice. L'individualisation des décisions, l'analyse approfondie des situations est remise en cause au profit de réponses beaucoup plus standardisées. Une troisième recherche s'est attachée à la justice des mineurs, afin de savoir si celle-ci s'était engagée dans une évolution semblable. Il ressort de ce travail que les juges des enfants, de par la position qu'ils occupent, restent attachés à des modes de fonctionnement plus individualisés. Sans renier la sanction, ils cherchent à inscrire celle-ci dans une démarche éducative, tout en cherchant à évaluer l'impact de leurs décisions. Cette démarche fait logiquement de la justice des mineurs un cas particulier au sein de la justice pénale ou civile, ce qui contribue à expliquer d'ailleurs que celle-ci soit aujourd'hui fortement remise en cause par les dirigeants politiques.

## **V - La production des normes pénales et les politiques publiques dans le domaine**

Si l'étude des transgressions et des sanctions apportées par les institutions pénales occupe la part principale du programme collectif de recherches du CESDIP, un troisième volet n'a jamais été perdu de vue : celui des incriminations. Les normes pénales transgressées par les uns et sanctionnées par les autres

---

<sup>30</sup> Avant la CRPC (Comparution sur Reconnaissance Préalable de Culpabilité) ou « plaider coupable ».

<sup>31</sup> Recherche réalisée en association avec Benoit Bastard (CNRS, Centre de Sociologie des Organisations).

ne cessent en elles-mêmes d'évoluer. La période contemporaine illustre ce processus jusqu'à la caricature dans la mesure où les politiques de sécurité changent la loi pénale chaque année (voire plusieurs fois par année). Ce qu'a souligné notamment un collectif de dix auteurs dirigé par Laurent Mucchielli (associant deux autres chercheurs du CESDIP : Bruno Aubusson de Cavarlay et Christian Mouhanna, ainsi que plusieurs autres collègues sociologues, politistes et juristes), auteurs au premier semestre 2008 d'un livre et d'un colloque sur le thème de la « frénésie sécuritaire », visant à dresser notamment un bilan critique de l'accumulation des réformes pénales depuis le début des années 2000 <sup>32</sup>. Et ces évolutions s'articulent sur un contexte de débat politique et médiatique récurrent sur l'« insécurité » et de banalisation d'une certaine « demande sociale » en la matière.

Ce dernier point peut être illustré par un travail de Jean-Marie Renouard. Dans une recherche récente, intitulée « Rurbanisation, modernité et insécurité », portant sur quatre petites communes situées dans l'aire urbaine de grosses villes, le chercheur a montré qu'en dépit de leur vigoureuse croissance démographique et de la mobilité de leurs habitants, la délinquance est faible. Cependant, les conflits familiaux et de voisinage, les dégradations du mobilier urbain et des équipements, nouveautés dans ces communes, y rompent la tranquillité que sont venus chercher les nouveaux résidents, expatriés des villes, et à laquelle étaient habitués les autochtones de souche. Ces infractions qui témoignent du déclin de la forte interconnaissance d'autrefois et du contrôle social de proximité, peuvent fonder le sentiment d'insécurité.

Sophie Body-Gendrot (professeur à l'Université Paris IV) poursuit un ensemble de recherches portant principalement sur l'évaluation des politiques publiques (politiques de sécurité et de prévention, politiques de la ville, politique de lutte contre les discriminations), dans une approche comparative entre la France, les États-Unis et désormais aussi le Royaume-Uni. Deux recherches récentes ont illustré le développement de ce programme.

La première a porté sur la sensibilisation aux discriminations dans la police. Suite à une recherche menée dans le cadre du Groupe d'études et de luttes contre les discriminations, dont elle était membre du conseil scientifique, la chercheuse a poursuivi l'enquête sur la police et les discriminations raciales en Grande Bretagne et aux États-Unis. La recherche en Grande-Bretagne était menée à l'instigation du Centre Dialogues à l'Université de New York et devait porter sur le thème de la sécurité dans le cadre des relations entre Musulmans et non-Musulmans. Londres ayant été soumis à des attaques terroristes en 2005, la chercheuse a mené des entretiens notamment auprès des chefs de police de district à Londres et elle s'est intéressée à la coproduction de la sécurité par le truchement d'« adultes musulmans référents ». Les expériences menées aux États-Unis et en Grande-Bretagne révèlent que si la réforme de la police sensibilisée aux discriminations s'avère délicate dans un contexte de lutte contre le terrorisme,

---

<sup>32</sup> Le colloque s'est tenu au Centre de Paris de l'Université de Chicago, dans le cadre de la collaboration établie avec le professeur Bernard Harcourt qui séjournait en France durant l'année universitaire 2008-2009.

elle n'est pas impossible et elle ne peut que faciliter le travail policier dans les quartiers cibles par le biais des adultes-relais.

Une seconde recherche, portant sur les politiques publiques françaises en direction des quartiers populaires a été réalisée en collaboration avec Catherine Wihtol de Wenden (directeur de recherches au CNRS-CERI). Il s'agissait de retracer l'évolution des politiques de la ville, axées au départ sur la prévention locale et les désordres des quartiers puis ayant basculé vers des politiques plus sécuritaires alors que croissait le sentiment d'insécurité. Au cours des années 1990, la politique de prévention locale a mal été redynamisée pour plusieurs raisons. D'une part, un manque évident de communication sur cette politique dérogatoire ne rendait pas compte des efforts de l'État que les habitants eux-mêmes ne percevaient pas. D'autre part, police et justice étant plutôt tenues à distance dans les partenariats. Aussi des politiques plus sécuritaires se sont mises en place, notamment à partir de 1997 avec le lancement des contrats locaux de sécurité. Après l'élection présidentielle de 2002 amenant un changement de gouvernement et à la suite des émeutes de 2005, une reprise en main par la police et la justice a été opérée et les quartiers sensibles mis sous surveillance étroite. La recherche qui s'insère dans un ensemble de travaux comparatifs met l'accent sur les caractéristiques françaises. Ces politiques en direction des quartiers populaires sont conçues au sommet de l'État, lequel poursuit ses propres buts. Le ministère de l'Intérieur est au fondement des politiques de sécurité. L'accent est mis sur les territoires et non, comme dans les pays de Common Law, sur la redynamisation des habitants. Ni l'implication des habitants dans les problèmes de sécurité qui les concernent, ni les apports du secteur privé n'interviennent dans cette gouvernance régaliennne à la française et les contrôles démocratiques mutuels ne sont pas pris en compte dans les schémas élaborés. Enfin, ces politiques restent une affaire d'experts dont la position est souvent fragile dans les organigrammes de la fonction publique territoriale.

Plusieurs autres recherches du CESDIP sont venues ponctuellement alimenter tel ou tel sous domaine de ce champ des incriminations et des politiques publiques.

Avant son départ en retraite <sup>33</sup>, Marie-Danièle Barré (IE) a réalisé une synthèse finale sur la question de la répression pénale de l'usage de drogues, en produisant une analyse de l'évolution des textes officiels (lois, circulaires...) sur la question, une sérialisation des indicateurs statistiques policiers et judiciaires disponibles sur les quinze dernières années ainsi qu'une présentation articulée des contributions propres qu'elle a apportées à la compréhension de ces mécanismes policiers et judiciaires de comptage et de traitement pénal. Ce travail a fait l'objet d'une double publication dans la collection et la revue du CESDIP. Le flambeau qu'elle tenait attend d'être repris.

À la faveur d'une proposition éditoriale, René Lévy a été amené à réaliser, en 2006-2007, une recherche relative à l'utilisation et aux effets des mesures de grâce collective et des lois d'amnistie. Elle a

---

<sup>33</sup> A la fin de l'année 2007.

permis de réaliser une synthèse de l'ensemble des données empiriques disponibles. Compte tenu de l'abandon de ce type d'instrument au cours du présent septennat, il n'est pas envisagé de poursuivre cette opération.

Patricia Bénec'h-Le Roux et Marie-Danièle Barré ont réalisé une recherche intitulée « *Approche sociologique des acteurs de première ligne, travaillant dans le cadre de la politique de réduction des risques liés à la toxicomanie. Etude d'un espace professionnel déviant* ». Cette recherche s'inscrivait dans le cadre d'une réponse à l'appel d'offres « Les dynamiques professionnelles dans le champ de la santé », lancé par la MIRE/DRESS en 2001. L'espace professionnel étudié est celui créé par la mise en œuvre de la politique de réduction des risques à l'égard des usagers de drogues marginalisés. La méthode utilisée est essentiellement qualitative. Le travail observé a pour spécificité de se faire hors des murs institutionnels, auprès d'une clientèle stigmatisée, dans un contexte de subjectivation des normes pénale et sanitaire. Dans cet espace professionnel déviant, des acteurs hétérogènes se regroupent autour de pratiques, représentations et valeurs de travail, communes. Ces acteurs présentent des identités professionnelles parfois incertaines, parfois affirmées et souvent multiples et complexes, reposant sur des apprentissages du travail de réduction des risques très diversifiés. Si cette pluralité d'identités est pour les uns le signe d'une richesse, la possession de ressources professionnelles diversifiées et propices à la mobilité, on peut se demander si pour d'autres, elle n'est pas, en l'absence d'une élaboration suffisante des savoir-faire acquis, le signe d'une difficulté à se construire professionnellement. Enfin si le législateur semble vouloir conforter la licence légale accordée aux acteurs d'exercer leur travail, le contenu de leur mandat reste très ambigu. Cette imprécision donne des marges de manœuvre aux acteurs pour continuer d'innover et de négocier avec les normes sanitaire et pénale.

Enfin, à mi-chemin entre la sociologie de la police et l'étude des incriminations, René Lévy poursuit des recherches sur les compétences et pouvoirs de police, dans une approche de sociologie législative. Ce programme vise à étudier l'évolution dans le temps de la procédure pénale "policière", c'est à dire des textes qui régissent les compétences et les pouvoirs des policiers et les multiples influences qui s'exercent sur les instances chargées d'élaborer ces textes juridiques, à travers l'examen d'un certain nombre de questions controversées. Au plan méthodologique, la démarche combine dépouillements d'archives, analyse documentaire (presse, documents parlementaires...) et, le cas échéant, entretiens avec les principaux acteurs (pour les textes ou projets les plus récents). La principale source est constituée par les archives de la sous-direction de la législation criminelle du ministère de la Justice (si la possibilité lui en est offerte, le chercheur examinera également les archives des autres administrations concernées, en particulier celles du ministère de l'Intérieur). Cette opération consiste en une série de monographies. La première partie a consisté dans l'étude de la légalisation de certaines formes d'infiltration policières. Les suivantes s'intéresseront, d'une part, à l'évolution de la législation du contrôle d'identité et, de l'autre, à celle des écoutes téléphoniques. Il s'agit d'une opération de longue haleine.

Enfin, Daniel Ventre (IE), mène des recherches sur le thème de la *guerre de l'information*, qu'il a définie comme étant l'utilisation agressive/défensive des composantes de l'espace informationnel (information, systèmes d'information), pour atteindre/protéger les intérêts souverains d'un État en temps de paix, de crise ou de conflit (attaques par réseaux d'ordinateurs, cyber-conflits, hacktivisme, cyber-terrorisme...). Il a publié en 2007 le premier ouvrage dédié en France à la question, proposant une large étude comparative internationale qui a mis en valeur les spécificités des doctrines résolument agressives américaine, russe, chinoise, indienne, japonaise et singapourienne en matière de sécurité et de défense de l'espace informationnel, mettant en jeu à la fois acteurs civils et militaires.

Le travail de recherche est construit autour de deux axes. Le premier consiste à analyser l'évolution des politiques, doctrines et théories en matière de sécurité et défense de l'espace informationnel. Les recherches portent essentiellement sur l'analyse des spécificités de l'approche asiatique (Chine/Taiwan, Japon, Singapour, Malaisie...) Une étude est notamment en cours en collaboration avec le Département de Sciences Politiques de la National University of Singapore (NUS), portant sur la politique de sécurisation du cyberspace – et son éventuelle utilisation agressive –, au travers de l'analyse de l'information disponible dans les sources ouvertes (presse, publications militaires). Le second axe consiste à analyser les opérations agressives menées dans l'espace informationnel, identifier les acteurs impliqués, leurs modalités d'action. Ce travail repose essentiellement sur le monitoring (*approche technique*) des attaques menées via internet. Il a pour principal objectif, outre l'identification et la description des acteurs impliqués (agresseurs et victimes), de leurs comportements et des logiques ou stratégies sous-jacentes, de leurs relations, de répondre à deux questions essentielles: qu'est-ce qui permet de distinguer une cyber-agression « opération de guerre de l'information », d'une cyber-agression « acte de délinquance » (discriminer acte de guerre et cybercriminalité) ? Quel statut juridique pour les opérations de guerre de l'information ?

L'enjeu est l'adaptation de la réaction à l'agression (*dimension à la fois technique, juridique et politique*) et l'identification du centre de gravité de l'espace informationnel pris comme espace de conflit.

Les approches empiriques reposent sur l'analyse des atteintes aux bases de données à caractère personnel ainsi que l'analyse des vagues de cyber-attaques en période de crise et de conflit.

## **VI – Mesures et sanctions pénales**

Durant la période sous examen, Gilles Chantraine (CR1) a été le principal spécialiste de la question carcérale au CESDIP. Ses recherches se sont développées autour de trois principaux thèmes.

Le premier est celui des usages sociaux du droit en détention. La sociologie contemporaine de la prison reste globalement sceptique quant à l'impact réel du développement des droits des détenus sur le

fonctionnement des institutions carcérales. D'un côté, la consolidation relative des droits des détenus serait incapable de contrer la primauté sécuritaire de l'institution : des privilèges sont transformés en droits formels, mais les exceptions justifiées par la nécessité sécuritaire les retransforment en privilèges. D'un autre côté, cette consolidation ne permettrait pas d'en finir avec la vocation disciplinaire de l'institution, mais constituerait au contraire une source inattendue de sa revitalisation. Si cette critique double permet de saisir la force de l'inertie de l'institution, elle n'offre cependant pas de focale pertinente pour observer les usages concrets du droit en détention. Ouvrant, de manière exploratoire, une sociologie du *cause lawyering* en matière carcérale, le chercheur a voulu décrire la manière dont différentes ressources juridiques sont mobilisées pour affûter la lutte contre l'arbitraire carcéral et renforcer simultanément sa légitimité sociale. Dans ce cadre, l'« innovation pénale », soit, ici, une prison qui respecterait l'ensemble des droits de l'homme, constitue moins le produit d'une transformation singulière qu'un *devenir*, une aspiration contre l'intolérable à partir de laquelle peuvent s'ordonner les luttes concrètes. Le constat empirique de l'effet d'entraînement réciproque de différents registres d'action (subjectivation, recours administratif, dénonciation médiatique) outille parallèlement une discussion d'ordre proprement théorique. Celle-ci consiste à démontrer que l'étanchéité mutuelle des concepts de *police* et de *politique* tels que forgés, en philosophie, par Jacques Rancière ne permet pas de saisir la dynamique complexe des luttes démocratiques contemporaines. Cette recherche exploratoire se base sur l'analyse documentaire des recours juridiques portés par des détenus ou des associations militantes, et sur des entretiens avec les membres actifs de ces mêmes associations.

Le second thème est l'intervention psychologique et plus généralement l'ensemble des pratiques thérapeutiques en prison, dans une approche comparative France-Canada. En France, l'ensemble des soins sont pris en charge, en prison, par des médecins et des équipes soignantes de l'hôpital et des secteurs de psychiatrie et non par des agents de l'administration pénitentiaire. Cette intrusion de l'hôpital en prison date de 1986 pour les soins psychiatriques et de 1994 pour les soins somatiques. Ils sont normalement régis par la déontologie du soin et l'exigence du secret médical. Le statut des professionnels soignants doit garantir l'autonomie de leur travail par rapport à l'institution pénitentiaire. Au Canada, au contraire, les « programmes thérapeutiques » sont assurés par des agents des services correctionnels, aux trajectoires et aux statuts professionnels qui diffèrent très largement de la situation française. La relation qui les lie à l'ordre pénitentiaire n'est pas caractérisée par l'autonomie, mais au contraire par l'imbrication intime du dispositif thérapeutique et du dispositif sécuritaire. C'est sur la base de cette différence fondamentale que le chercheur a questionné l'émergence d'une « prison post-disciplinaire », concept qui permet de saisir les transformations sociales des prisons contemporaines, tout en permettant de distinguer les particularités de chaque système pénitentiaire national.

En troisième lieu, le chercheur a mené une étude qualitative qui restitue et analyse 20 trajectoires sociales de jeunes incarcérés dans des quartiers mineurs en France, au sein de deux maisons d'arrêt et un centre pénitentiaire en 2007-2008. La détention est ici analysée comme un lieu de passage, un point

vers lequel convergent des destins individuels. L'enquête a reposé sur une méthodologie originale, qui a consisté à réaliser une série d'entretiens biographiques en détention, puis à retrouver les jeunes interviewés quelques mois après leur sortie de prison. Ce dispositif a permis, au moins partiellement, de combler le manque crucial du point de vue des savoirs sur la prison. Ce manque peut être résumé par deux questions. Concrètement, comment se déroulent les sorties de prison ? Comment le rapport à l'enfermement évolue-t-il au fil du temps, pendant et après la détention ? Mue par ces interrogations, la collecte des données a permis de déplacer le regard, depuis une interrogation criminologique sur le « passage à l'acte » et une interrogation pénologique sur le « sens de la peine » vers l'analyse des rapports biographiques à la prison. Il s'agissait donc de saisir comment les contraintes et les marges de manœuvre des acteurs, de part et d'autre des murs de la prison, sont à la fois déconnectées et connectées entre elles. Déconnectées, parce que la prison est une structure spécifique dont l'impact social et psychique reste irrémédiablement ouvert. Connectées, parce que les formes d'adaptation à la prison dépendent aussi des capacités d'action, des supports sociaux, des lignes scolaires et familiales, des inscriptions territoriales et de rapports antérieurs à la délinquance. Au final, un constat général émerge : pour nombre de détenus, le passage par la prison ne prend sens qu'au sein d'une trajectoire d'enfermement. Par trajectoire d'enfermement, on veut signifier non pas seulement la trajectoire du détenu en détention, ni seulement les enfermements institutionnels (CER, CEF) qui, éventuellement, précèdent ou succèdent à la détention mais, plus largement et plus fondamentalement, la manière dont ces trajectoires sont narrées par les principaux intéressés comme des destins auxquels il était impossible d'échapper. Enfermement territorial, enfermement biographique (pauvreté, déscolarisation), les récits se structurent autour de l'incapacité à changer de vie. Souvent, seule la « professionnalisation délinquante » prend la forme narrative d'une reprise en main de son existence.

Depuis 2001, René Lévy (DR2) a entrepris un nouveau programme de recherche, portant sur l'introduction des technologies de surveillance dans la justice pénale, et plus particulièrement de la progressive généralisation de l'emploi, à toutes les phases du processus pénal, du placement sous surveillance électronique. Ce dispositif, qui se présente sous la forme d'un appareil ressemblant à une grosse montre-bracelet, se fixe au bras ou à la cheville du sujet et permet de vérifier, selon le type d'appareil employé, s'il respecte bien les horaires d'assignation à résidence auxquels il a été astreint par décision judiciaire (placement sous surveillance électronique « fixe »), ou bien s'il se conforme aux restrictions de la liberté d'aller et venir dont il fait l'objet (placement sous surveillance électronique « mobile »). Ce programme a connu un développement tout à fait inattendu, tenant à la fois à la rareté des données fiables disponibles et au développement rapide de ces dispositifs au plan européen. Ce chantier se poursuivra dans les prochaines années. Le chercheur envisage, en particulier, de reprendre la cohorte de condamnés étudiés au cours de l'enquête menée en 2000-2002 en vue d'étudier la récidive.

Cette opération se fera en coopération avec Annie Kensey (direction de l'Administration pénitentiaire au ministère de la Justice).

Les travaux de Bruno Aubusson de Cavarlay (DR2) sur la détention provisoire s'inscrivent dans une analyse de long terme des données statistiques pénales en général et pénitentiaires en particulier. L'examen des séries sur le long terme permet de faire la part de tendances de fond, en particulier quant aux types d'infractions justifiant le recours à l'emprisonnement et quant aux durées de détention. La situation de la France est aussi mise en perspective par des comparaisons européennes. À côté des données statistiques courantes, le chercheur étudie actuellement le cas des détentions provisoires dites injustifiées (non suivies d'une condamnation) en mobilisant une base de données reposant sur les décisions individuelles d'indemnisation. L'étude est menée conjointement avec le Pôle Études et Évaluation (PEE) de la direction des affaires criminelles et des grâces. Au delà des déterminants du montant de la réparation accordée, la recherche analysera en détail les configurations, en termes d'infractions poursuivies, de voie de procédure et de délais de traitement, des cas conduisant à l'absence de condamnation après placement sous mandat de dépôt.

Xavier de Larminat (doctorant) réalise une thèse de science politique sous la direction de René Lévy, sur les sanctions alternatives à l'incarcération et les aménagements de peine ferme. Ce travail consiste dans l'observation de la prise en charge des personnes condamnées lors de la mise à exécution des différentes mesures en milieu ouvert, au sein des Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP). Il s'agit des services départementaux de l'administration pénitentiaire au sein desquels des travailleurs sociaux suivent les condamnés dans l'exécution de leur peine avec pour mission de favoriser la réinsertion et la prévention de la récidive. La dernière évaluation scientifique importante de ces services date de 1999. Or, ces services ont connu à cette date une restructuration importante visant à leur donner une plus grande autonomie, et cette réforme a eu des effets importants sur la pratique professionnelle des travailleurs sociaux. Une observation directe quotidienne pendant plusieurs mois au sein du SPIP des Yvelines et celui d'Eure-et-Loir a permis de dégager le fait que le métier de Conseiller d'Insertion et de Probation se situe aujourd'hui au croisement entre l'univers traditionnel du travail social et les métiers de la sécurité, auxquels ils sont directement rattachés en tant qu'agent de l'administration pénitentiaire. Des entretiens individuels réalisés avec une quarantaine de travailleurs sociaux font ressortir un certain malaise qui découle de cette difficulté à se positionner au sein de la profession, entre contrôle des obligations et accompagnement social. Par ailleurs, l'accroissement du nombre de personnes prises en charge par ces services découlant des politiques volontaristes en matière d'aménagement de peine qui existent actuellement rend aujourd'hui plus sensibles les tensions et contradictions au cœur de ce métier, malgré une augmentation sensible des effectifs depuis 2003. Ce panorama qualitatif est complété par un volet statistique relatif à la situation des condamnés pris en

charge par ces services durant l'année 2006. Les premiers résultats mettent notamment en lumière la relative précarité sociale des condamnés et apportent un éclairage sur le type de mesures prononcées (sursis avec mise à l'épreuve, travail d'intérêt général, bracelet électronique...) et leur déroulement (délai d'exécution, durée, taux de révocation...). Cette thèse permettra ainsi de porter le regard sur ce qui se passe après la décision pénale en prenant les travailleurs sociaux comme pivot des interactions à l'œuvre avec les juges d'un côté et les personnes condamnées de l'autre. Alors que la prison demeure un objet privilégié des études scientifiques, ce travail permettra de compléter le regard sur l'exécution des peines en apportant un éclairage sur ces mesures de milieu ouvert dont le contenu réel reste mal connu alors qu'elles concernent environ deux fois plus de personnes que la détention.

Delphine Saurier (chercheuse associée) réalise une recherche orientée vers la modélisation et l'évaluation d'un nouveau dispositif pénal : le stage de citoyenneté. Prévu par la loi Perben 2 (2004), il constitue soit une alternative aux poursuites, soit une peine. Il peut être mis en place en milieu ouvert (TGI, SPIP), comme en milieu fermé. Dans le cadre d'une collaboration avec l'Association Dialogue citoyen, la DIV (Délégation Interministérielle à la Ville), le tribunal de grande instance de Bobigny, le FIPD (Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance), l'on cherche à élaborer et modéliser ce dispositif pénal selon la démarche de l'intervention sociologique (Touraine) et en utilisant des outils de la psychologie. Le stage concerne 7 départements (Paris, la Seine-Saint-Denis, les Hauts-de-Seine, les Yvelines, le Loiret, l'Eure-et-Loir et le Nord) et le milieu ouvert (les Services de Probation et d'Insertion Pénitentiaire) comme le milieu fermé (les maisons d'arrêt). Il s'agit, sur une durée de 4 jours, d'inciter les stagiaires à s'interroger sur les raisons de leur condamnation, les institutions et leur propre histoire de vie, en les conduisant, d'un principe d'identification au principe de l'altérité, vers une démarche citoyenne. C'est aussi l'occasion pour le chercheur d'analyser la place des logiques de personnification, d'identification et d'exemplarité dans l'intégration – ou le rejet – des normes sociales.

Jean-François Lable (doctorant) réalise une thèse sur le thème de la sortie de prison. Malgré les volontés publiques affichées, les moyens de la réinsertion sociale des délinquants restent limités. Il s'agit, après avoir dressé un bilan de la situation nationale sur la question des conditions de l'accueil des sortants de prison, des dispositifs sociaux et des problématiques qui caractérisent ce public, de rechercher les facteurs de réussite ou d'échec des parcours de réinsertion et d'évaluer cet objectif affiché de réinsertion. La méthode retenue est celle de l'enquête directe auprès de personnes ayant connu un temps d'incarcération et qui ont pu ou non se réinsérer par la suite. Au cours d'entretiens semi-directifs visant à recueillir et reconstituer des « récits de vie », les personnes sont interrogées en détail sur la période de leur retour la vie libre. L'échantillon de personnes est principalement constitué grâce aux acteurs, le plus souvent associatifs, qui travaillent auprès de ce public. Les premiers constats révèlent que peu de moyens existent pour les sortants de prison et que, bien souvent, dans le meilleur

des cas l'individu « sort de prison tel qu'il était à l'entrée ». Il apparaît que les « ressources » propres des personnes sortant de prison sont les meilleures garanties de réinsertion sociale, que les effets désocialisant de l'incarcération rendent plus difficiles la réinsertion sociale et que l'emprisonnement ne vient en définitive que marquer encore davantage les difficultés d'intégration sociale de la partie la plus fragile de la société.

Enfin, Jean-Marie Renouard continue également à explorer ce domaine de recherches. Abordée à la marge un livre publié en 2007, qui décrit la généalogie des relations entre la plus grosse centrale de France (Saint-Martin-de-Ré) et son environnement marqué principalement par le tourisme, la question des aménagements de peine fait actuellement l'objet d'une recherche commandée par la Direction de l'administration pénitentiaire (DAP). Le chercheur tentera de répondre à la question suivante : pourquoi, malgré la volonté du législateur, peu d'aménagements de peine sont-ils octroyés ? Il envisage plusieurs hypothèses fondées sur l'idée générale que les sanctions prononcées par les tribunaux et décisions prises aux premiers échelons du système pénal influent lourdement sur les octrois d'aménagement de peine en aval.

## **VII - Histoire de la sociologie du crime et théories sociologiques de la déviance**

L'histoire des sciences et l'épistémologie constituent enfin l'un des axes de recherches du CESDIP, recherches centrées naturellement sur la sociologie de la déviance, la sociologie du crime et la criminologie. Le promoteur principal est Laurent Mucchielli (DR2), fondateur et codirecteur de la *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, revue publiée grâce au soutien du CESDIP. Après avoir travaillé sur la période 1870-1940 pendant une dizaine d'années, le chercheur s'est déplacé vers les lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Combinant analyse des textes, exploration des archives et entretiens avec des personnes l'ayant bien connu, il a notamment réalisé une étude des travaux d'André Davidovitch (1912-1986) et de sa place dans l'histoire de la sociologie du crime et de la justice pénale en France, dans les années 1950-1970<sup>34</sup>. Par ailleurs, une commande de la revue canadienne *Criminologie* a donné au chercheur l'occasion de dresser un bilan des connaissances et de mettre en perspective toute l'histoire de la criminologie et de la sociologie de la déviance et France, des années 1880 à nos jours.

Philippe Robert (DR émérite) consacre également une petite partie de ses activités à des travaux épistémologiques et parfois historiques (comme l'évolution des thèmes de recherches dans la revue *Déviance et Société*) ou rétrospectifs (comme son regard sur le développement des recherches sur les

---

<sup>34</sup> Ce travail a été réalisé en collaboration avec Jean-Christophe Marcel (maître de conférences à l'Université Paris IV).

déviances juvéniles depuis les années 1960). Il a notamment publié un travail de synthèse théorique important proposant un bilan des théories sociologiques du crime.

Jean-Marie Renouard (Maître de conférences à l'Université Bordeaux II) consacre également une partie de son activité à une réflexion sur les théories sociologiques de la déviance et prépare aussi un ouvrage sur le sujet. Une recherche empirique sur la complexité du fonctionnement du système de circulation routière, prolongée par une réflexion sur le rapport particulier aux normes qu'il induit l'amène en effet à comprendre les transgressions comme l'effet du manque d'intérêt pour l'acteur de respecter les normes, par opposition aux problématiques des sociologies traditionnelles saisissant les transgressions comme l'effet de dysfonctionnements divers.

Emmanuel Didier (CR2) explore une socio-histoire des statistiques, domaine qui connaît aujourd'hui un essor considérable, qui prend pour objet les nombreuses controverses politiques associées à des débats statistiques : récemment, outre les débats traditionnels sur les « chiffres de la délinquance », on a pu observer la controverse autour du taux de chômage de l'INSEE, les débats sur les statistiques ethniques, le débat sur le pouvoir d'achat ou encore les difficultés autour des indicateurs d'objectifs chiffrés (particulièrement dans le cadre de la LOLF)... Ces controverses ne sont pas simplement techniques mais liées à des prises de positions politiques. Elles posent donc des problèmes théoriques importants et nouveaux parce que la sociologie de la connaissance y entre en contact avec la sociologie du pouvoir. Dans ce domaine, le chercheur a d'abord étudié l'invention des sondages aléatoires par l'administration américaine pendant le New Deal (une technique qui est aujourd'hui au cœur des enquêtes de victimation), puis l'histoire et les usages des données de victimation en France (passés de la lutte contre l'exclusion au management de la police). Dans le cadre de ses travaux, le chercheur a été invité à deux reprises pour six mois par des collègues étrangers (Institut Max-Planck pour l'Histoire des Sciences de Berlin et l'Université de Chicago) et un ouvrage est à paraître en 2009.

Enfin, les recherches de Bruno Aubusson de Cavarlay (DR2) sur les statistiques de long terme s'accompagnent de travaux sur l'histoire de la production statistique avec, en particulier, un examen précis du poids des contraintes techniques et de l'influence des cadres de formalisation quantitative en interaction avec les sujets de préoccupation des contemporains (efficacité de la justice, récidive, description des populations traitées par exemple).



# LA PRODUCTION ET L'ANIMATION SCIENTIFIQUES

## I - Les publications (2004-2008)

La valorisation des recherches est une activité centrale dans la production scientifique. Le CESDIP y attache beaucoup d'importance. Il édite du reste son propre bulletin de recherches, *Questions Pénales*, visant à valoriser auprès d'un large public (plus de 4 500 abonnés électroniques) les résultats de recherches, ainsi que sa propre collection de rapports de recherches. La liste des titres publiés de 2004 à 2008 dans cette revue et dans cette collection est donnée en annexe du présent rapport.

Quant aux autres publications, qui témoignent du degré de présence des chercheurs du CESDIP dans l'ensemble du champ scientifique, elles sont résumées du point de vue quantitatif dans le tableau 4 que nous allons rapidement commenter.

**Tableau 4 : Les publications des membres du CESDIP de 2004 à 2008**

Articles dans revues scientifiques à comité de lecture	Direction de livres ou de numéros spéciaux de revues scientifiques	Livres individuels	Chapitres de livres collectifs	Articles dans revues sans comité de lecture	Rapports de recherches et expertises diverses publiées	<b>Total</b>
102	25	30	188	155	42	<b>542</b>

Viennent en premier lieu les articles publiés dans des revues scientifiques à comité de lecture, au nombre de 102 sur la période. Du côté francophone, il s'agit d'abord de revues généralistes en sciences sociales (sociologie, démographie, science politique, histoire, sciences de l'éducation, ethnologie) telles que : *Revue Française de Sociologie*, *Population*, *Sociologie du Travail*, *Sociétés Contemporaines*, *L'Année Sociologique*, *Revue Française de Science Politique*, *Politix*, *Genèses*, *Vingtième Siècle*. *Revue d'Histoire*, *Ethnologie Française*, *Revue Française de Pédagogie*, *Lien Social et Politiques*... Il s'agit ensuite de revues spécialisées dans nos domaines telles que : *Déviance et Société*, *Criminologie*, *Crime*, *Histoire et Sociétés/Crime*, *History and Societies*, *Champ*

*Pénal/ Penal Field, Revue Internationale de Criminologie, Archives de Politique Criminelle, Les Cahiers de la Sécurité Intérieure* <sup>35</sup>...

Nous publions également régulièrement dans des revues internationales principalement mais non exclusivement anglophones, notamment : *British Journal of Criminology, European Journal on Crime, Criminal Law and Criminal Justice, European Journal on Criminology and Research, Berliner Journal für Soziologie, Revista Catalana de Seguretat Publica*...

Viennent ensuite les 25 directions de livres collectifs et de numéros spéciaux de revues, qui témoignent de la capacité d'animation de la recherche des chercheurs du CESDIP. Puis leurs 30 livres individuels dont 5 ont été traduits dans d'autres pays.

Viennent enfin les innombrables chapitres de livres collectifs et articles publiés dans des revues sans comité de lecture, dont la liste serait trop longue à reproduire<sup>36</sup>.

Les rapports de recherche et d'expertise complètent cet ensemble, la plupart ayant donné lieu à une ou plusieurs publications dans les rubriques précédentes.

## **II - Les structures de la collaboration internationale**

### ***1°) Le Groupement Européen de Recherches sur les Normativités (GERN)***

Le GERN est un GDR-E du CNRS associé au ministère de la Justice. Il consiste en une entreprise de structuration d'un domaine de l'Espace Européen de la Recherche, celui sur les normes, déviances, délinquance, insécurité. Les activités scientifiques des quelques 40 centres de recherche de 11 pays européens (Belgique, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Slovénie, Suisse, ainsi qu'en Amérique du Nord, Amérique du Sud, Inde) participant au groupement sont structurées autour de séminaires, de journées d'études dites « Interlabos », de colloques, de publications, ainsi que de contrats européens <sup>37</sup>.

Le GERN est dirigé par René Lévy, assisté d'un secrétaire général (Daniel Ventre) et d'une chargée de mission (Bessie Leconte).

Sur la période 2006-2009, le projet d'Action de coordination CrimPrev financé par la Commission européenne a absorbé l'essentiel des énergies du réseau (*cf.* sa présentation ci-après).

---

<sup>35</sup> Cette revue peut être considérée comme une revue à comité de lecture seulement jusqu'en 2006. À partir de 2007, sa « reprise en main » par le ministère de l'Intérieur a conduit au départ de la plupart des chercheurs et la nouvelle série de la revue, pour intéressante qu'elle soit, n'a plus rien à voir avec une revue scientifique.

<sup>36</sup> La revue du CESDIP, *Questions Pénales*, est bien entendu rangée dans cette catégorie pour éviter toute forme d'auto-évaluation. Pourtant, en pratique, nous y réalisons un travail de critique des articles particulièrement méticuleux et souvent plus important que celui d'une partie des revues théoriquement pourvues de comités d'évaluation.

<sup>37</sup> 9 nouvelles adhésions (3 individuelles et 7 de centres) ont été enregistrées de janvier 2006 à février 2008.

En outre, le GERN est engagé dans une série d'autres contrats européens :

- Mise au point d'un projet de réseau de formation et de recherche dans le cadre des actions Marie Curie (7<sup>e</sup> PCRD), déposé dans le cadre de l'appel d'offres 2008.

- Projet européen POLIMG (« *Prevention of and Fight Against Crime* »), coordonné par le ministère de la Défense – Gendarmerie Nationale, financé par le Commission européenne, Direction Générale Justice, Liberté et Sécurité, dans le cadre du programme ISEC (appel d'offre JLS/2007/ISEC).

- Contrat avec l'Union européenne pour réaliser une opération d'assistance technique auprès du Secrétariat d'État fédéral aux droits de l'homme du Brésil (*Technical Assistance For The Project « Institutional Support To The State Secretariat of Human Rights »* BRA/B7-3100/IB/98/364).

Son programme comporte également une série de séminaires et de colloques, en particulier un séminaire co-organisé avec la Fondation de la Maison des Sciences de l'Homme consacré aux « Justices militaires en Europe de l'Ancien régime à nos jours », et un autre portant sur « Prison, pénalité, modernité », co-organisé avec plusieurs partenaires européens.

Durant le prochain quadriennal, la dynamique de croissance du réseau ne saurait fléchir. En effet, le projet européen CrimPrev, vitrine du GERN, motive de nouvelles demandes d'adhésion à notre GDRE. La phase d'achèvement du projet CrimPrev impliquera encore davantage les membres du GERN et son équipe de direction, du fait de l'accumulation sur la dernière période d'un nombre important de *Deliverables* et de manifestations internationales. D'autre part, le projet CrimPrev ne saurait être perçu comme une fin en soi et la dynamique qu'il a pu créer au sein de notre communauté scientifique européenne – et bien au delà puisque contribuent désormais régulièrement des équipes issues des autres continents – doit donner naissance à de nouveaux projets et de nouvelles modalités de collaboration scientifique internationale : soumission d'un projet Marie Curie en septembre 2008, projet POLIMG/ISEC en cours de finalisation de montage, appels à projets JLS, projets 7<sup>e</sup> PCRD, programmes bilatéraux...

Le GERN a fait la preuve de sa pertinence et de son efficacité dans la coordination de la recherche au niveau international et dans sa contribution à la construction de l'espace européen de la recherche. Cette dynamique sera entretenue au sein du GERN qui devra toutefois adopter une nouvelle forme juridique pour survivre à son statut actuel de GDRE qui est arrivé au terme de ses possibilités de renouvellement. Un statut de GIS semble pertinent, au regard des activités du réseau, de sa composition et de ses ambitions. *L'engagement réaffirmé et le soutien financier récurrent des institutions de tutelle que sont du côté français le CNRS et le ministère de la Justice seront le gage de la conservation de la maîtrise par la France du seul réseau de recherche qui ait fait ses preuves dans ce domaine de recherche au niveau européen.*

♦ **Séminaires du GERN :**

- *Les justices militaires en Europe de l'Ancien Régime à nos jours* (responsable : René Lévy) ; publications en préparation.

- *Prison, pénalité, modernité* (responsables : Gilles Chantraine, Antoinette Chauvenet, Dan Kaminski, Philippe Mary et Daniel Fink) ; publications prévues.

♦ **Interlabos du GERN :**

- 13 janvier 2006 : *The Transformation of the Penal Chain through the Interaction with Corporations* (responsables : Paul Ponsaers et Elisabeth Enhus, Universiteit Gent, Belgique).

- 17 mars 2006 : *Les déplacements des frontières de la Justice* (responsable : Yves Cartuyvels, FUSL, Bruxelles, Belgique).

- 23 juin 2006 : *Crime and Security* (responsable : Benjamin J. Goold, Oxford University, Centre for Criminology, Royaume-Uni).

- 13 octobre 2006 : *Colloque de Liège. 60<sup>e</sup> anniversaire de l'École Liégeoise de Criminologie Jean Constant en hommage au Professeur Georges Kellens* (responsable : André Lemaître, Liège, Belgique) ; ce colloque a tenu lieu d'Interlabo du GERN.

- 26 janvier 2007 : *Les mutations des appareils policiers* (responsable : François Dieu, IEP de Toulouse, Centre d'Études et de Recherches sur la Police).

- 23 mars 2007 : *Experience and Expression in the Fear of Crime* (responsables : Emily Gray, Stephen Farrall et Jonathan Jackson, University of Keele et London School of Economics, Royaume-Uni).

- 22 juin 2007 : *Éléments de sentencing* (responsable : André Kuhn, Université de Lausanne. Institut de Criminologie et de Droit Pénal, Suisse).

- 12 octobre 2007 : *Représentations du crime et Gendarmerie Nationale au XIX<sup>e</sup> siècle* (responsable : Dominique Kalifa, Université Paris IV).

- 3-4 décembre 2007 : *Rationalité pénale moderne et travail marginalisé du sexe* (responsable : Alvaro F. Pires, Université d'Ottawa, Canada).

- 14 mars 2008 : *Consommation de substances psychoactives et dommages associés* (responsable : Laurence Simmat-Durand, CESAMES, Paris).

- 20 juin 2008 : *Nouvelles recherches sur l'évolution de la délinquance des mineurs et de son traitement pénal en France* (responsable : Laurent Mucchielli, CESDIP, Guyancourt).

- 5 septembre 2008 : *Victimes et procès pénal - rôles, attentes et émotions* (responsable : Noëlle Languin, CETEL, Genève).

♦ **Colloques du GERN :**

- Mai 2006 : Colloque « *La violence et le judiciaire du Moyen-Âge à nos jours : discours, perceptions, pratiques* », organisé par l'HIRES de Nantes.

- 8 et 10 juin 2006 : Colloque « *Crime, Ethnicity, Migrations* », co-organisé avec l'IAHCCJ, le soutien de la British Academy et de la Maison des Sciences de l'Homme.

- Septembre 2006 : Colloque international « *Policing in Central and Eastern Europe – Past, Present and Futures* », organisé par la Faculty of Criminal Justice and Security, University of Maribor, Slovénie.

- 7-9 mars 2007 : Colloque international « *Être policier : les métiers de police(s) en Europe XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles* », organisé par le CRHQ (Université de Caen), le Pôle "Villes et Sciences Sociales" de la MRSH (Université de Caen), le CESDIP, le GERN, le Centre d'Histoire du XIX<sup>e</sup> siècle (Universités Paris I-Paris IV), l'IRHIS (Université de Lille III), avec le soutien de l'International Association for the History of Crime and Criminal Justice (IAHCCJ).

- 24-26 Septembre 2008 : Colloque international « *Social Control in Contemporary Europe. Practice and Research* », organisé par la Faculty of Criminal Justice and Security, University of Maribor, Slovénie.

♦ **Publications du GERN :**

Publications d'ouvrages (série aux Éditions l'Harmattan ; autres éditeurs), la forte interpénétration entre le réseau GERN et les groupes qui animent les revues internationales *Déviance et Société* (Éditions Médecine et Hygiène, Genève, Suisse) et *Crime, Histoire et Sociétés/Crime, History and Societies* (Éditions Droz, Genève, Suisse), publication de lettres électroniques (*GERN Flash*, *Bulletin du GERN*), ainsi que le site Internet du groupement (<http://www.gern-cnrs.com>) et du projet CrimPrev (<http://www.crimprev.eu>) constituent les outils de valorisation et dissémination des travaux menés au sein du GERN.

- MUCCHIELLI L., LÉVY R., ZAUBERMAN R., (dir.), 2007, *Crime et insécurité, un demi-siècle de bouleversements. Mélanges pour et avec Philippe Robert*, Paris, l'Harmattan.

- BAILLEAU F., CARTUYVELS Y., 2007, *La justice des mineurs en Europe*, Paris, l'Harmattan.

- SPIERENBURG P.C., BODY-GENDROT S., (eds.), 2007, *Violence in Europe : Historical and Contemporary Perspectives*, New York, Publisher: Springer.

- SHAPLAND J., (ed.), 2008, *Justice, Community and Civil Society. A Contested Terrain*, London, Willan Publisher (une version française est parue en 2008 aux Éditions l'Harmattan : *Justice, communauté et société civile. Etudes comparatives sur un terrain disputé*).

## 2°) Le projet CrimPrev

Dans le cadre du 6<sup>e</sup> PCRD le GERN pilote une action de coordination intitulée « *Assessing Deviance, Crime and Prevention in Europe* » (CrimPrev). Ce projet européen d'une durée de 36 mois (juillet 2006-juin 2009) implique un consortium comprenant pour moitié des équipes membres du GERN et des partenaires extérieurs pour l'autre moitié. Le GERN conserve cependant une activité distincte de CrimPrev (*cf. supra*), notamment à l'intention de ses autres membres.

Le projet CrimPrev a été soumis dans le cadre du 6<sup>e</sup> PCRD: *FP6, Specific programme « Integrating and Strengthening the European Research Area », Priority 7 « Citizens and Governance in a Knowledge-Based Society »*. *Work Programm 2004-2006, §6.2.3. Crime and Criminalisation.*

Le coordinateur scientifique du projet est René Lévy, directeur de recherche CNRS, directeur du GERN. La Coordination/Gestion du projet est sous responsabilité du CNRS. Le budget qui a été alloué par la Commission européenne au projet est de 1,1 M€.

Le GERN est ainsi la structure support de ce projet européen.

Le projet regroupe 31 institutions partenaires, dont près de la moitié sont membres du GERN.

Sont membres de ce consortium 4 unités CNRS :

- le CESDIP – Centre de Recherches Sociologiques sur le Droit et les Institutions Pénales,
- le GRASS – Groupe d'Analyse du Social et de la Sociabilité,
- l'OSC – Observatoire Sociologique du Changement,
- le CLERSÉ – Centre Lillois d'Études et de Recherches Sociologiques et Économiques.

Le projet a officiellement démarré le 1<sup>er</sup> juillet 2006 et s'achèvera le 30 juin 2009.

Au terme des deux premières années du projet, les actions ont été réalisées selon le calendrier contractuel, et donné lieu à une vingtaine de publications désormais accessibles en ligne sur le site Internet du projet : <http://www.crimprev.eu> (sous la forme de documents de synthèses reprenant l'essentiel des contenus des diverses manifestations organisées dans les *workpackages* thématiques).

Le projet fonctionne bien et sa mission de dissémination des résultats est mise en œuvre grâce aux publications réalisées, à leur mise en ligne sur le site dédié au projet, publications qui sont systématiquement proposées en deux langues : français et anglais. Les divers *workshops*, séminaires et conférences se sont ouverts à des contributeurs et participants non membres du projet ainsi qu'à des pays non membres de l'Union Européenne, notamment des pays de l'Europe centrale, selon les souhaits de la Commission européenne, et d'autres continents.

Le cadre qu'offre le projet CrimPrev à ses membres permet notamment l'acquisition de compétences en matière de participation à des projets internationaux financés par la Commission européenne.

### Liste des publications CrimPrev :

- *Les enquêtes sur la victimation et l'insécurité en Europe / Surveys on Victimization and Insecurity in Europe* (Renée Zauberman, Brochure, WP7).
- *Les atteintes aux biens : une synthèse / Property Crime : an Overview* (Renée Zauberman, *CrimPrev Info*, 1, WP2).
- *Facteurs de la criminalisation – une approche européenne comparative / Factors of Criminalisation : a European Comparative Approach* (Sonja Snacken, *CrimPrev Info*, 2, WP3).
- *Grandes tendances dans l'évolution à long terme de la violence / Major Trends in the Long-Term Evolution of Violence* (Laurent Mucchielli et Pieter C. Spierenburg, *CrimPrev Info*, 3, WP2).
- *Crime Rates in Europe and Macro-Social Context and Social Policies : a Preliminary Appraisal* (Hugues Lagrange, *CrimPrev Info*, 4, WP6).
- *Les enquêtes de victimation et l'insécurité en Europe / Surveys on Victimization and Insecurity in Europe* (Philippe Robert, Renée Zauberman, Amadeu Recasens i Brunet et Anabel Rodriguez Basanta, *CrimPrev Info*, 5, WP7).
- *La criminalisation des mineurs et ses évolutions : le jeu des sanctions* (Francis Bailleau, *CrimPrev Info*, 6, WP3).
- *L'usage et la détention de stupéfiants, entre criminalisation et décriminalisation* (Maria Luisa Cesoni, *CrimPrev Info*, 7, WP3).
- *La (dé)criminalisation des étrangers en Europe* (François Sicot, *CrimPrev Info*, 8, WP3).
- *An Overview of Self-Reported Delinquency Surveys in Europe* (Marcelo F. Aebi, *CrimPrev Info*, 9, WP7).
- *L'usage et la détention de stupéfiants, entre criminalisation et décriminalisation. La place d'une perspective « droits de l'homme »* (Marie-Sophie Devresse, *CrimPrev Info*, 10, WP3).

### **3°) Le Laboratoire Européen Associé (LEA)**

Le Laboratoire Européen Associé « *Délinquances, politiques de sécurité et de prévention ; recherches comparatives franco-allemandes* » est le produit d'une convention signée le 2 avril 1998 entre la Max-Planck Gesellschaft (MPG) et le CNRS. Il s'agissait alors du premier LEA en sciences humaines et sociales. Il associe le CESDIP, le CLERSÉ (UMR-CNRS) et le département de criminologie de l'institut Max-Planck Institut für ausländisches und vergleichendes Strafrecht (MPG), unité associée à l'Université de Freiburg-im-Breisgau (dirigé par le Professeur Hans-Jörg Albrecht).

Animé par Fabien Jobard, le LEA entend traiter des déviances et des politiques publiques qui leur sont associées par le biais des sciences sociales et, autant que possible, comparée. C'est un enjeu considérable que de rassembler sur ces matières d'autres savoirs que les connaissances juridiques qui, en Allemagne plus encore qu'en France, dominant ce champ.

Le LEA a été renouvelé pour un dernier quadriennat (2006-2010) par les deux institutions. Il est doté d'un budget annuel d'environ 14 000 € pour la partie française. Le LEA a pour vocation première le soutien aux recherches. Il finance donc en priorité les missions de recherche des chercheurs statutaires ou non-statutaires et finance, de manière secondaire, les opérations de valorisation.

Durant la période sous évaluation, le LEA a conduit des activités de recherche comparée sur :

- les technologies et la preuve pénale,
- police et minorités,
- coopération policière internationale,
- pouvoirs de sanction du parquet,
- politiques pénitentiaires,
- travail carcéral.

Il a accompagné les recherches doctorales de Grégory Salle (IEP de Paris), lequel a soutenu sa thèse en 2006 et fut nommé CR au CNRS l'année suivante (affectation CLERSÉ). Le LEA a également financé, sur crédits de la partie allemande, les post-docs de Claire Saas (interrompu car nommée maître de conférences à Nantes) et de Damien Cassan. Le financement majeur (crédits allemands) du LEA a été la bourse doctorale (2006-2010) de Jérémie Gauthier (ethnographie comparée polices parisienne et berlinoise, co-tutelle UVSQ et Université de Freiburg-im-Breisgau, Allemagne), qui devrait soutenir sa thèse dans le courant de l'année 2009.

Le LEA a organisé en 2004 un grand colloque à mi-parcours, au CAES du CNRS à Fréjus, qui avait pour ambition de valoriser la recherche franco-allemande sur ces thématiques. L'opération de valorisation majeure fut le numéro spécial 2005 de la revue internationale *Déviance et Société* (Berne, Suisse), dirigé par Fabien Jobard (CESDIP) et Axel Groenemeyer (Université de Bielefeld, Allemagne).

Des exercices précédents (engagés depuis 1998), le LEA a notamment permis la soutenance de 4 thèses de doctorat (Azilis Maguer en 2002, publiée en 2004 ; Susanne Müller en 2005, publiée en 2005 ; Evelyn Shea en 2005, publiée en 2007 ; Stefanie Tränkle en 2005).

Dans les deux ans qui viennent, le LEA accompagnera principalement les recherches doctorales de Jérémie Gauthier (Bourse LEA-MPG) et de Gwenaëlle Mainsant (Bourse Centre Marc Bloch), ainsi que les recherches post-doctorales de Grégory Salle. Il terminera un cycle de séminaires de sociologie comparée sur ses thématiques, composé de trois séances d'importance inégale :

- juin 2006 : séminaire comparé sur Police et minorités (publication de 4 articles soumise au *Kölner Zeitschrift*, principale revue allemande de sociologie),
- décembre 2007 : séminaire sur l'ethnographie des déviations,
- novembre 2008 : journées d'étude organisées au Centre Marc Bloch sur l'ethnographie de l'État au prisme de ses déviations (80 réponses à l'appel à communications, comité scientifique formé de

Gauthier, Mainsant et une post-doc CMB) – opération conjointe LEA, CMB, Université franco-allemande, Université Humboldt (Berlin).

Le LEA s'achèvera en mars 2010, avec le financement de la valorisation de cette dernière opération.

### III - Quelques grands contrats de recherches

Dans le chapitre budgétaire, nous avons donné une liste des principaux contrats de recherches réalisés ou en cours durant la période sous examen, qui amène à souligner la variété des partenaires institutionnels qui ont mobilisé les chercheurs du laboratoire : la direction de l'Administration Pénitentiaire (ministère de la Justice), la direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (ministère de la Justice), la direction des Affaires Criminelles et des Grâces (ministère de la Justice), l'Institut des Hautes Études de la Sécurité Intérieure (ministère de l'Intérieur), le Centre de Prospective de la Gendarmerie Nationale (ministère de la Défense), le Rectorat de Paris (ministère de l'Éducation nationale), la Région Île-de-France, ainsi que d'autres collectivités territoriales. À cela s'ajoute les initiatives propres des chercheurs, en particulier les projets soumis à l'Agence Nationale pour la Recherche (ANR). Nous présentons ci-dessous les plus importants contrats réalisés ou en cours durant la période.

#### **1<sup>o</sup>) CRIMINSEC**

CRIMINSEC consiste en une analyse seconde de l'ensemble des enquêtes sur la victimation et l'insécurité disponibles en France à tous les paliers : national, régional ou local. Il s'agit donc d'un *corpus* très important d'une vingtaine d'enquêtes. Sa réunion puis son traitement nécessitent des contacts approfondis notamment avec l'INSEE, l'Institut National de Prévention et d'Éducation pour la Santé (INPES) et l'Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies (OFDT). Le programme comprend trois parties :

- La mise en série des données à fins de reconstitution de l'évolution avec une attention particulière à l'explicitation des problèmes et de postulats de sérialisation (incluant des exercices d'examen des sources, de comparaisons entre données ainsi que l'étude de mécanismes particuliers, comme le renvoi ou *reporting*).

- La recherche des explications de cette évolution, en tenant compte de variables internes aux enquêtes sous examen et éventuellement aussi de variables externes.

- La construction de typologies combinant la victimation et l'insécurité en tenant compte des localisations avec l'ambition de tester un certain nombre d'hypothèses qui ont actuellement cours dans la littérature internationale.

Il s'agit donc d'un des plus gros programmes de recherche quantitative sur la délinquance actuellement en France. Il permet de concourir au meilleur niveau des travaux européens sur ce thème ; de ce point de vue, il fait bien couple avec le pilotage par le GERN de l'action de coordination CrimPrev dans le cadre du 6<sup>e</sup> PCRD de la Commission européenne (le point de contact précis entre les deux programmes est constitué par le WP7 de CrimPrev qui est placé sous la direction de deux participants à CRIMINSEC).

Débuté à l'automne 2007, ce programme se terminera fin 2010. Le calendrier est, pour le moment, strictement tenu. Il doit produire entre 8 et 10 articles dans des revues scientifiques et probablement un ouvrage.

Y prennent part un directeur de recherches, deux chargés de recherche, deux ingénieurs d'étude.

Le programme est financé par l'ANR dans le cadre de l'appel d'offres en blanc de 2007. L'exécution de ce contrat est placée sous la responsabilité de Renée Zauberman.

## ***2°) L'évolution des infractions à caractère violent commises par les mineurs et de leur traitement pénal (1991-2005)***

La « violence des mineurs » (entendue ici *stricto sensu* : l'ensemble des infractions qualifiant des violences physiques et/ou verbales) est au cœur du débat public et représente l'un de ces « sujets sensibles » abondamment commentés mais, en réalité, peu connus. Si des travaux de recherche existent sur le plan quantitatif (à partir de données policières, d'enquêtes de victimation ou d'enquêtes de délinquance auto-déclarée) et sur le plan qualitatif (nombreux travaux de terrain), la source judiciaire demeure largement inexploitée, lors même qu'elle permet de saisir non seulement une partie importante des faits de violence, de leurs auteurs et de leurs victimes, mais aussi la façon dont ils sont perçus, catégorisés et poursuivis. Forte de ce constat, la recherche s'est proposé d'observer, dans une juridiction pour mineurs de la région parisienne, les trois séries d'éléments suivants :

- la nature de cette « violence des mineurs », les caractéristiques des auteurs et des victimes ainsi que le contexte de commission des faits sur un territoire donné ;

- le traitement judiciaire de ces faits, depuis la saisine du parquet jusqu'aux mesures et sanctions prononcées ;

- L'évolution de cette violence des mineurs et de ce traitement judiciaire sur ce territoire au cours des quinze dernières années.

L'entrée judiciaire présente l'avantage d'offrir à l'observateur la possibilité de travailler de façon systématique sur des dossiers qui permettent de s'informer aussi bien sur la biographie des mineurs concernés (sexe, âge, milieu social, nationalité, origine, lieu de résidence, situation familiale, parcours scolaire, antécédents divers et grandes étapes de la vie), sur la nature et la dynamique des comportements violents (violences intrafamiliales, violences sexuelles, bagarres entre jeunes, vols avec violence, violences envers représentants des institutions...), et sur les circonstances des passages à l'acte (relation aux victimes, contextes matériels et psychologiques...). Elle permet ensuite de suivre pas à pas les différentes étapes du processus judiciaire, depuis la saisine du parquet jusqu'au prononcé éventuel des mesures et sanctions.

La recherche est réalisée au tribunal de Versailles, sur le département des Yvelines. Ce territoire est pertinent car vaste et très contrasté en termes de géographie sociale : secteurs urbains, péri-urbains et ruraux, zones urbaines sensibles, zones fortunées, zones résidentielles de classes moyennes, ville nouvelle.

Sont dépouillés sur une période de +/- 6 mois la totalité des dossiers traités par le parquet, jugés par les magistrats de l'enfance et jugés en cour d'assises au cours de l'année 2005. La même opération est ensuite conduite sur l'année 1993 (plus ancienne année archivée localement). Ce travail sur dossiers pénaux est ensuite complété par des entretiens avec des substituts des mineurs, des magistrats du tribunal pour enfants, des juges pour enfants et des éducateurs de la PJJ (SEAT).

La recherche a débuté en janvier 2007 et se terminera en décembre 2008. Elle est cofinancée par la DPJJ, la Mission de Recherche « Droit et Justice » ainsi que l'Agence pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE). L'exécution de ce contrat est placée sous la responsabilité de Laurent Mucchielli. La cheville ouvrière en est Véronique Le Goaziou.

### ***3°) Recherche action autour de la lutte contre l'absentéisme et le décrochage scolaire et pour le renforcement de l'assiduité des élèves***

Cette recherche se déroule dans 7 lycées professionnels parisiens, 2 cités scolaires (collège et lycée) et 1 collège. Elle est issue d'un questionnaire des équipes de direction des établissements sur les absences régulières d'élèves et les abandons de formation dans certaines sections. La question de l'« absentéisme » étant une priorité du rectorat, cette recherche action a été confiée au CESDIP.

Il s'agit de :

- Analyser les causes et les processus en l'œuvre dans le décrochage scolaire,
- Constituer un « cadre de référence » commun face au processus d'absentéisme et de décrochage scolaire.

Cette recherche se déroule en 2 phases :

**1°) Analyse des processus à l'œuvre dans le décrochage scolaire :**

- État des lieux de la question par le recueil de données quantitatives (logiciels de recueil des présences/absences/retard), et de données qualitatives : repérage des divers types d'absences (perlées, saisonnières, ciblées sur certains cours...), dans les établissements scolaires, observation du contrôle et du suivi des absences et des retards.

- Étude de la perception de la question dans les différentes catégories de personnel par des observations et des entretiens avec des enseignants, des personnels de direction, éducatifs, sociaux, sanitaires, et des élèves et des parents. Les intervenants sociaux des quartiers (éducateurs, assistants sociaux, accompagnants à la scolarité) seront également rencontrés.

**2°) Constitution d'un « cadre de référence » commun face au processus d'absentéisme et de décrochage scolaire :**

Pour cela, il s'agit :

- D'aider, la communauté d'adultes à réfléchir sur leur rôle dans l'éducation et la prévention,
- De faire évoluer les pratiques professionnelles, de travailler sur le sens des conflits dans les établissements (refus de l'école ou attentes déçues de part et d'autre).

Cette recherche a commencé en octobre 2007 et se terminera en mai 2009. Le recueil des données a été quelque peu retardé par les mouvements de grève dans les établissements scolaires au printemps 2008. En septembre 2009, l'équipe est en phase de rédaction de monographies sur les établissements à partir des données recueillies. Ces rapports d'étape serviront de bases à de nouvelles rencontres dans les établissements et au démarrage de la deuxième phase de la recherche.

L'équipe de recherche est constituée de deux enseignants chercheurs assistés de deux stagiaires en Master de l'Université de Versailles-Saint-Quentin.

## **IV - Bilan des Bourses Marie Curie**

Le CESDIP a demandé et obtenu d'être reconnu comme laboratoire d'accueil pour les boursiers européens Marie Curie de 2002 à 2006, dans le cadre du 5<sup>e</sup> PCRD de l'Union européenne. Les deux

tableaux qui suivent rendent compte des activités scientifiques réalisées par les boursiers accueillis. Il est par ailleurs important de noter que le CESDIP vient de déposer un projet pour le nouveau programme Marie Curie dans le cadre du 7<sup>e</sup> PCRD (appel d'offre 2008), au sein d'un consortium constitué en partenariat avec huit autres centres de recherches universitaires en Europe : le Centre Lillois d'Études et de Recherches Sociologiques et Économiques (CLERSÉ/CNRS-Université Lille 1), l'Institute of Social Work, Adult Education and Education in early Childhood de l'Université de Dortmund (Allemagne), le Centre for Criminal Justice Studies de l'Université de Leeds (Royaume-Uni), la School of Law de l'Université de Sheffield (Royaume-Uni), le Centre for Criminological Research de l'Université de Keele (Royaume-Uni), le Criminological Research Centre de l'Université Libre de Bruxelles (Belgique), le Research Unit – Governance of Security de l'Université de Gent (Belgique) et enfin le Département de Criminologie de l'Université Erasmus de Rotterdam (Pays-Bas).

**Tableau 5 : Les boursiers Marie Curie ayant séjourné au laboratoire**

	<b>Nom des chercheurs concernés</b>	<b>Intitulé du projet</b>	<b>Date d'arrivée au laboratoire</b>	<b>Date de départ du laboratoire</b>	<b>Durée du projet</b>
1	<b>Stefanie Tränkle</b>	<i>La médiation pénale en France et en Allemagne</i>	01.12.2002	28.02.2003	3 mois
2	<b>Emmanuel Berger</b>	<i>Les origines de la statistique judiciaire durant la Révolution française</i>	01.01.2003	30.06.2003	6 mois
3	<b>Tiago Marques</b>	<i>Réseaux scientifiques internationaux et politiques criminelles en Italie, en Espagne et en France, durant l'entre-deux-guerres</i>	01.11.2002	31.01.2003	3 mois
4	<b>Martin Moucheron</b>	<i>Usage et fonction du terrorisme dans les modes de gouvernance contemporains</i>	01.01.2004	30.03.2004	3 mois
5	<b>Charlotte Harris</b>	<i>Les enquêtes criminelles en matière d'homicide en France et en Angleterre</i>	01.02.2004	31.07.2004	6 mois
6	<b>Suzanne Zöhrer</b>	<i>Les alternatives aux poursuites dans le système pénal français</i>	01.01.2004	30.06.2004	6 mois
7	<b>Nimet Güller</b>	<i>Rétention administrative et expulsion en Allemagne et en France</i>	01.09.2004	30.05.2005	9 mois
8	<b>Gaétan Cliquennois</b>	<i>L'accroissement des peines dans la justice belge et française</i>	01.06.2005	31.01.2006	8 mois

**Tableau 6 : L'activité scientifique des boursiers Marie Curie durant leurs séjours au laboratoire**

<b>Chercheurs</b>	<b>Communi- cation à des colloques</b>	<b>Participa- tion à des séminaires</b>	<b>Publications</b>			
			<i>Articles de revues scientifiques</i>	<i>Chapitres de livres collectifs</i>	<i>Actes de colloques</i>	<i>Livres</i>
Stefanie Tränkle	1	1	2			1
Emmanuel Berger			1			1
Tiago Marques						2
Martin Moucheron			2	1		
Charlotte Harris						
Suzanne Zöhrer	1	1				1
Nimet Güller		3				
Gaétan Cliquennois	5	3	3		1	

# **LE PROJET SCIENTIFIQUE**

## **POUR LE PROCHAIN QUADRIENNAT**

Pour l'essentiel, s'agissant d'un laboratoire de cette taille et de cette ancienneté, le projet scientifique durant le prochain quadriennat consiste bien évidemment à prolonger et amplifier, ce qui existe déjà : sur le plan des ancrages institutionnels <sup>38</sup>, des recherches, des partenariats étrangers, de l'animation scientifique, de la diffusion des résultats et de la visibilité de l'équipe. De surcroît, la plupart des programmes de recherches des chercheurs et des équipes de chercheurs sont en cours, ils s'échelonnent sur plusieurs années, et cette programmation de moyenne durée est indiquée dans la partie « Bilan » de ce rapport, les dates de début et de fin d'opérations de recherches étant explicitées. Bilan et projet sont donc en réalité inséparables.

### **I - Une architecture globale inchangée**

Plutôt que de demander à chacun des chercheurs et à chacune des équipes de reprendre et répéter deux fois le détail de ses divers projets, l'on a préféré annexer aussi les fiches individuelles à cette partie prospective et nous nous permettons d'y renvoyer les lecteurs, en précisant – c'est l'essentiel – que ces projets ne modifieront pas l'organisation générale du programme collectif de recherches dont on rappelle ici les sept axes :

1°) L'analyse statistique des délinquances : grandes enquêtes du laboratoire et analyse des données institutionnelles ;

2°) La sociologie et l'histoire des comportements déviants ;

3°) La sociologie et l'histoire des institutions pénales et des professionnels de la sécurité : les polices ;

4°) La sociologie et l'histoire des institutions pénales et des professionnels de la sécurité : la justice ;

---

<sup>38</sup> La situation est un peu différente pour le GERN, dans la mesure où ce GDRE du CNRS a atteint la durée maximale autorisée pour cette forme juridique particulière. Compte tenu de sa place et de son rôle dans la construction de l'Europe des sciences, les discussions sont en cours avec les tutelles pour définir un nouveau cadre juridique, par exemple un Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS), qui permettra la poursuite du développement des activités scientifiques du réseau.

- 5°) La production des normes pénales et les politiques publiques dans le domaine ;
- 6°) Les mesures et sanctions pénales ;
- 7°) L'histoire de la sociologie du crime et les théories sociologiques de la déviance.

Soulignons que le CESDIP s'est affirmé au cours du dernier quadriennat comme un laboratoire particulièrement attractif pour les jeunes chercheurs, puisque nous avons attiré vers nous trois jeunes recrues au concours CNRS (Emmanuel Didier, Geneviève Pruvost et Christian Mouhanna <sup>39</sup>). Ces chercheurs nous permettent de consolider notre pyramide démographique pour l'avenir et de renouveler quelques approches de nos domaines traditionnels de recherche <sup>40</sup>.

Indiquons également que le laboratoire accorde une place importante à la *poursuite du développement de son centre de documentation*, le plus important actuellement disponible en France dans le domaine. Concernant le portail documentaire, il s'agira de passer de l'Intranet à un Extranet pour partie et à l'Internet pour la base, d'optimiser le service rendu aux chercheurs en créant une passerelle entre la base documentaire et le logiciel Endnote utilisé par les chercheurs pour gérer leurs bibliographies, de créer un espace dédié aux chercheurs pour des *working papers*, de mettre en place des fils RSS et de poursuivre la numérisation des publications des chercheurs pour les années antérieures. Nous projetons également une vaste entreprise de numérisation des productions du SEPC (l'ancêtre du CESDIP, cf. l'historique du laboratoire dans le tome 1 consacré au bilan) depuis 1969 et poser ainsi des jalons pour une histoire de la discipline <sup>41</sup>.

L'on va à présent développer plus longuement deux projets collectifs, conçus et préparés en 2007-2008, mais dont la finalisation et la mise en œuvre relèveront du prochain quadriennat. Le premier est relatif aux axes de recherches, le second à l'enseignement. On terminera enfin par une interrogation sur l'évolution de l'environnement institutionnel général du laboratoire, interrogation que nous soumettons à nos différentes tutelles.

---

<sup>39</sup> L'on pourrait en ajouter un quatrième, Gilles Chantraine, qui a toutefois souhaité en 2008 retrouver une affectation à Lille (CLERSÉ, CNRS) où il réside depuis toujours avec sa famille, tout en poursuivant plusieurs coopérations intellectuelles et institutionnelles avec le CESDIP.

<sup>40</sup> Ainsi, Geneviève Pruvost renouvelle la sociologie de la police par une approche en termes de genre et de rapports de sexe au sein de l'institution et dans le rapport à la violence légitime. C'est aussi le cas de Christian Mouhanna qui, dans une approche de sociologie des organisations, complète plus qu'utilément les travaux sur les organisations policières et judiciaires en évaluant notamment les impacts de leurs « nouveaux managements ». Quant à Emmanuel Didier, il renouvèle à sa façon nos travaux sur les statistiques pénales en offrant une approche comparée avec les Etats-Unis et surtout en ouvrant la perspective comparative vers divers domaines de la production statistique de l'Etat.

<sup>41</sup> On envisage ici de demander une aide financière à l'UVSQ et au service d'aide à la recherche de la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines (CASQY).

## II – Le renforcement des principaux axes de recherches et la reconstitution d’un pôle de recherches sur les questions pénitentiaires

La plupart des grands axes de recherches du laboratoire sont bien constitués et dans une dynamique de croissance qui se poursuivra durant le prochain quadriennal. On notera ainsi la poursuite du développement du pôle de recherches sur les polices (police nationale, gendarmerie nationale, polices municipales), qui fait aujourd’hui du CESDIP le plus important centre de recherches français non seulement sur les délinquances et les institutions pénales en général, mais aussi sur l’institution policière en particulier<sup>42</sup>. On soulignera également que la réussite de l’intégration d’une équipe d’historiens, de même que le soutien régulier à la candidature d’historiens pour le concours de recrutement des chargés de recherches, ***amènent aujourd’hui le laboratoire à demander au CNRS son rattachement à la section 33 du Comité national, en plus de ceux aux sections 36 et 40.*** Ceci va du reste dans le sens de l’interdisciplinarité prônée par le CNRS.

Un axe de notre programme collectif de recherches se trouve cependant un peu affaibli, celui relatif aux questions pénitentiaires. Le départ de Pierre V. Tournier en 2004 (pour le Centre d’Histoire Sociale du XX<sup>e</sup> siècle de l’Université Paris I), puis celui de Gilles Chantraine en 2008 (pour raisons de rapprochement familial et pour rattachement dans un laboratoire lillois – le CLERSÉ – qui est un partenaire habituel du CESDIP), amènent actuellement le laboratoire à tenter de reconstruire un axe de recherches autour de la question de l’exécution des peines et, en particulier, des questions pénitentiaires. Laurent Mucchielli et Christian Mouhanna pilotent ce projet qui devrait voir le jour en 2008-2009 au travers d’un nouveau partenariat institutionnel et d’une nouvelle équipe de recherches.

Le partenariat institutionnel concerne prioritairement la direction de l’Administration Pénitentiaire au ministère de la Justice (plus particulièrement la sous-direction des Personnes placées sous main de justice et son bureau des Études, de la prospective et des méthodes), secondairement le service d’Études et de recherches (le Centre Interdisciplinaire de Recherche Appliquée au champ Pénitentiaire – CIRAP) de l’École Nationale de l’Administration Pénitentiaire à Agen. Il doit se construire progressivement et une étape importante sera la mise sur pieds et la tenue d’une ou deux journées d’études, au premier semestre 2009, à Paris, réunissant les chercheurs et animateurs de ces trois organisations. Symbole et élément important de ce partenariat, Annie Kensey, membre du bureau

---

<sup>42</sup> En effet, à compter de septembre 2008, ce pôle de recherches historiques et sociologiques sur la police est encore renforcé par l’intégration d’une nouvelle chercheuse associée (Virginie Malochet, spécialiste des polices municipales) et d’un nouveau doctorant (Arif Chauhdary, sur le thème « *Police Performance Measurement of the French and the Pakistani Police* », dirigé par René Lévy (ou Christian Mouhanna) et Philip Milburn, professeur de sociologie à l’UVSQ).

des Études, de la prospective et des méthodes à la DAP, docteur en démographie et spécialiste des questions de statistique pénitentiaire et de récidive, est redevenue chercheuse associée au CESDIP en juillet 2008 <sup>43</sup>.

Au CESDIP, l'équipe de recherches qui constituera ce nouveau pôle « Prison » sera composée de cinq chercheurs titulaires (Laurent Mucchielli, Christian Mouhanna, René Lévy, Bruno Aubusson de Cavarlay et Jean-Marie Renouard) et de trois doctorants : Xavier de Larminat qui travaille sur la peine de Travail d'Intérêt Général et Jean-François Lable qui travaille sur la sortie de prison (voir *infra* dans la partie bilan), ainsi qu'Aurore Delon, qui doit commencer en octobre 2008 <sup>44</sup>.

### III - La création et le pilotage d'un Master européen dans le domaine

Du côté des enseignements, le cœur du projet est la suivant. Dans le contexte institutionnel actuel, il apparaît crucial pour un laboratoire spécialisé comme le CESDIP, *leader* au plan national et adossé à l'un des plus importants réseaux scientifiques européens, de pouvoir également s'appuyer sur une filière universitaire d'excellence en matière de formation et de recherche. Le développement du partenariat avec l'UVSQ en matière d'enseignement n'a pas permis jusqu'à présent d'aller plus loin que la reconduction annuelle de deux cours magistraux dans le Master Recherche 2<sup>e</sup> année en sociologie et 4 séminaires spécialisés dans le Master Recherche 1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> années en science politique <sup>45</sup>. Et seules 2 thèses ont été engagées ces dernières années sous la direction de membres habilités du CESDIP à la suite de ces enseignements de ces Master. La faiblesse des effectifs étudiants dans les Master Recherche ne permet pas d'envisager la constitution d'un nouveau Master dans cette université, du moins si le recrutement des étudiants n'est pas élargi à la France entière. Mais compte tenu de son réseau et après plusieurs contacts pris officiellement avec, dans un premier temps, certains partenaires francophones du réseau européen<sup>46</sup>, il apparaît que le projet le plus ambitieux et le plus intéressant serait la création d'un Master européen sur les questions de déviances, de sécurité et de justice pénale. Un tel Master serait piloté par le CESDIP et basé à l'UVSQ mais organiserait deux des quatre semestres d'enseignements dans deux autres universités européennes.

---

<sup>43</sup> Elle l'avait été déjà au tournant des années 1990 et 2000, lorsqu'elle préparait sa thèse.

<sup>44</sup> La thèse de Xavier de Larminat est dirigée par René Lévy, celle de Jean-François Lable par Laurent Mucchielli et celle d'Aurore Delon sera dirigée par Laurent Mucchielli et Xavier Crettiez (professeur de science politique à l'UVSQ).

<sup>45</sup> Master baptisé « *Régulation des conflits dans l'espace public* » et dirigé par le Professeur Xavier Crettiez.

<sup>46</sup> Un accord de principe est d'ores et déjà acquis avec l'équipe du Professeur Philippe Mary à l'Université Libre de Bruxelles, le département de droit pénal et de criminologie de l'Université de Lausanne s'est également déclaré intéressé (par la voix des Professeurs Marcelo Aebi et André Kuhn). Les contacts sont en cours dans d'autres pays, en particulier l'Italie, pour les Universités de Turin (Professeur Franco Prina) et de Padoue (Professeur Giuseppe Mosconi).

Un mot sur le projet pédagogique. Au cours de la 1<sup>ère</sup> année, on insistera beaucoup sur la formation de base, à la fois empirique, théorique et méthodologique :

- les théories sociologiques du crime,
- les grandes tendances d'évolution des délinquances,
- les politiques de sécurité et de prévention en Europe,
- le système pénal (les polices, la justice, l'exécution des peines),
- la méthodologie de la recherche, quantitative et qualitative.

Au cours de la 2<sup>e</sup> année, les cours seront plus spécialisés (par exemple sur les violences politiques, sur la délinquance juvénile, sur la délinquance économique et financière, sur la victimologie, sur le *sentencing*, sur la prison...) et moins nombreux, au profit d'un mémoire de recherche qui sera l'essentiel.

La réflexion est donc en cours (sur les partenaires, sur le caractère uniquement francophone ou bien bilingue des enseignements) mais le projet est très important pour l'avenir et doit aboutir dans les années à venir. La raison principale pour laquelle il n'a pas pu être réalisé ou du moins préparé officiellement dès à présent et pour la rentrée de l'année universitaire 2009-2010, tient à l'absence d'enseignant-chercheur titulaire de l'UVSQ et affecté au CESDIP, capable non seulement d'assurer une partie des enseignements sur site mais aussi et surtout d'assumer la direction pédagogique ainsi que le montage administratif du dossier. Cette situation – dont chacun s'accorde sur le caractère dommageable et que la Présidence de l'UVSQ s'est engagée officiellement en 2008 à faire évoluer rapidement – constitue aujourd'hui le principal obstacle à la mise sur pieds concrète de ce projet et à son lancement effectif. C'est la raison pour laquelle, *le CESDIP inscrit ici sa demande d'affectation d'un poste de professeur de sociologie spécialisé dans ses domaines de compétences, aux fins de mise en œuvre du projet de Master.*

## **IV - La place du CESDIP dans une évolution institutionnelle générale incertaine**

Comme on l'a vu dans la partie « Bilan » de ce rapport, le CESDIP se trouve dans une phase de croissance et de développement qui attire vers lui de nombreux autres chercheurs français et étrangers. Son dynamisme scientifique ne fait aucun doute. Sa notoriété est croissante au plan européen et international. Toutefois, plusieurs évolutions institutionnelles actuelles nous paraissent des facteurs d'incertitude pour l'avenir.

D'abord, dans ses relations avec ses tutelles, le CESDIP s'interroge naturellement sur son avenir dans le cadre de l'évolution actuelle du CNRS. Un Institut des Sciences Humaines et Sociales est appelé

à voir le jour début 2009. En l'état actuel d'avancement du projet, il exercera sa tutelle sur un périmètre de laboratoires dits « stratégiques ». Nous sommes convaincus que, quel que soit l'agencement institutionnel retenu, le CESDIP est et restera un laboratoire stratégique en sciences sociales. En effet, fort aujourd'hui d'une cinquantaine de personnels, il est non seulement le seul laboratoire français entièrement spécialisé sur le domaine de la sociologie pénale, mais il occupe également une place de premier plan dans ce champ à l'échelle européenne, fort de son appui sur un GDR-E (GERN) qui a démontré sa capacité à organiser en 2006-2009 une vaste action de coordination et qui n'a pas eu d'équivalent français en sciences sociales dans l'ensemble du 6<sup>e</sup> PCRD<sup>T</sup> de l'Union Européenne<sup>47</sup>. Appuyé sur l'équipement mi-lourd unique en France que constitue son centre de documentation spécialisé, le CESDIP rassemble en grande majorité des chercheurs et ingénieurs CNRS, au sein d'une structure où s'accumule depuis 40 ans un savoir crucial pour l'action des pouvoirs publics sur des sujets de plus en plus inscrits aux premiers rangs de leurs agendas.

Ensuite, d'un point de vue global de politique scientifique, nous constatons depuis l'année 2007 la résurgence dans diverses sphères d'une idée (en réalité ancienne) de création d'un établissement public sous tutelle ministérielle ou interministérielle qui aurait pour vocation de regrouper tous les moyens matériels et humains de la recherche française sur les questions de délinquance et de sécurité intérieure, quelles que soient les disciplines concernées (sciences sociales, droit, psychologie...). Et, derrière ce projet de centralisation, se profile aussi parfois celle de la constitution d'une discipline scientifique – la criminologie – qui n'a jamais existé en France, pour des raisons historiques et institutionnelles connues<sup>48</sup>. Notre analyse se fonde sur deux constats. Le premier est que ces projets prétendent souvent s'inspirer d'expériences étrangères qui sont purement mythiques. Le développement des recherches au sein d'organismes gouvernementaux voire de certains ministères (des institutions comme le Home Office au Royaume-Uni et le WODC aux Pays-Bas) n'a jamais été conçu comme devant absorber les nombreux centres de recherches universitaires implantés dans ces pays, et pour cause. Comme le montrent au contraire les expériences étrangères, confier à l'administration le soin d'organiser toute la recherche constitue un modèle dépassé. Si donc des ministères peuvent soutenir fortement la recherche dans leur domaine de compétence, comme le ministère de la Justice le fait depuis quarante ans avec le CESDIP, et l'orienter de manière générale par le biais de Groupements d'Intérêt Public (GIP) dotés de crédits contractuels<sup>49</sup>, il demeure que *c'est au sein des Universités et des EPST que doit s'effectuer la production de connaissance, dans des conditions d'indépendance et de pluralisme que seules ces structures peuvent offrir à la recherche.*

---

<sup>47</sup> C'est le projet CrimPrev, décrit aux pages 64-65 du « Bilan ».

<sup>48</sup> Cf. MUCCHIELLI L., 2004, L'impossible constitution d'une discipline criminologique en France. Cadres institutionnels, enjeux normatifs et développements de la recherche des années 1880 à nos jours, *Criminologie*, 37, 1, 13-42.

<sup>49</sup> Comme c'est le cas, au ministère de la justice, du GIP « Droit et justice », qui finance de nombreuses recherches réalisées par divers laboratoires et équipes universitaires dans toute la France, dont beaucoup font l'objet de publications importantes dans une collection ouverte aux Presses Universitaires de France. Rappelons du reste à cet égard que le CESDIP a également collaboré à plusieurs reprises avec la Mission de recherches durant le quadriennal écoulé, comme indiqué notamment aux pages 45 et 69 du « Bilan ».

Au demeurant, l'idée d'un regroupement de tous les moyens de recherche dans une sorte de « méga-institution » ne correspond pas aux conditions contemporaines de fonctionnement de la recherche scientifique. La tendance est au contraire à la constitution de réseaux servant de viviers à la constitution de consortiums européens et/ou internationaux non permanents. Du reste, les pays où la recherche sur le crime et les questions pénales est la plus dynamique sont précisément ceux où l'on trouve le plus grand nombre d'universités et d'équipes investies dans ce domaine, comme au Royaume-Uni ou aux États-Unis. Si une réflexion doit être conduite en la matière, elle devrait plutôt s'interroger sur les raisons de l'atonie persistante de l'Université dans un domaine si présent dans le débat public.

Le second constat est que ces projets entretiennent une confusion fort préjudiciable entre les fonctions de recherche et d'expertise. Il est clair que cette fonction d'expertise au profit des pouvoirs publics (qui regroupe notamment les questions de mesure de la délinquance et d'évaluation des politiques publiques) fonctionne mal actuellement : les politiques publiques de prévention et de sécurité échappent en France à toute réelle évaluation et l'Observatoire National de la Délinquance (OND) demeure encore souvent – faute d'autonomie institutionnelle réelle et de personnel scientifique qualifié – un porte-voix du discours policier sur la mesure du crime. Pour être efficace, cette fonction d'expertise doit nécessairement échapper à la fois à la lourdeur d'un institut centralisateur, aux luttes de pouvoir corporatistes entre ministères et aux ambitions personnelles de telle ou telle personnalité. Tout organisme serait placé sous la tutelle directe de plusieurs ministères, tomberait en réalité dans la main du plus puissant d'entre eux, et du plus intéressé à préserver son quasi-monopole de production des données sur le crime : le ministère de l'Intérieur. Il existe du reste un précédent qui devrait faire réfléchir : c'est le détournement à son profit, par ce dernier, du projet d'institut indépendant esquissé par le rapport Caresche-Pandraud en 2001, et devenu l'INHES-OND. Le risque est grand que cette structure déjà existante tente, d'une façon ou d'une autre, de récupérer à son profit tous les moyens scientifiques dans le champ. On aboutirait ainsi à placer sous le contrôle du ministère de l'Intérieur les ressources que les autres ministères, ainsi que les EPST et les Universités, accordent à l'étude de ce champ. Une telle perspective ne pourrait que nuire gravement au développement de la production indépendante de connaissances scientifiques, et ce quelle que soit la couleur politique du gouvernement du moment.

L'expertise et l'évaluation des politiques publiques demandent, dans ce champ comme dans les autres, une extériorité qu'il est indispensable de préserver. Faute de quoi, l'on peut déjà prévoir que les meilleurs chercheurs, attachés à leur indépendance (condition *sine qua non* de la véritable recherche), se détourneront de ce champ d'études pour s'en aller ailleurs.

C'est parce que les conditions d'autonomie et d'indépendance ont été réunies qu'un laboratoire comme le CESDIP peut connaître le développement scientifique qui est le sien et bâtir de fructueux partenariats français, européens et internationaux avec d'autres centres de recherches. Plus que jamais,

la défense de cette indépendance et de cette pluralité de la recherche scientifique publique nous semble cruciale pour l'avenir.

# ANNEXES

## I - Le programme des séminaires de recherche du CESDIP (septembre 2004-juin 2008)

### 2004 :

- 7 septembre 2004 : **Clotilde Champeyrache** (Université Paris 1) : *Les entreprises « légales-mafieuses »*.
- 22 octobre 2004 : **Ian Loader** (University of Keele, Royaume-Uni) : *Civilizing Security*.
- 9 novembre 2004 (matin) : **Pascal Rémillieux** (Éditions Dalloz) : *La loi Perben 2, le traitement pré-sentenciel, évolution et enjeux*.
- 9 novembre 2004 (après-midi) : **Frédéric Diaz** (CESDIP) et **Catherine Rossi** (CICC, Université de Montréal, Canada) : *Les enjeux liés aux transformations de la nouvelle gouvernance de la sécurité dans le cadre d'évènements festifs : négocier, partager les compétences et transmettre savoirs et savoir-faire – Une approche comparée France/Québec*.
- 23 novembre 2004 : **Christophe Brissonneau** (Université Paris X-Nanterre) : *Le dopage dans le cyclisme professionnel, déviance ou normalité ?*.
- 7 décembre 2004 : **Gilles Chantraine** (CESDIP) : *Recherche comparée France/Canada sur les rapports sociaux en prison*.

### 2005 :

- 11 janvier 2005 : **Fabien Jobard** (CESDIP) et **Marta Zimolag** (Centre Marc Bloch, Berlin, Allemagne) : *Outrages et violences à agents de la force publique*.
- 15 février 2005 : **Nimet Güller** (Max-Planck Institut, Freiburg-im-Breisgau, Allemagne) : *La rétention administrative*.
- 8 mars 2005 : **Éric Farges** (CERIEP, Lyon) : *Sociogénèse d'une réforme et transformations de l'action publique. Réformer la médecine pénitentiaire en France de 1945 à nos jours*.
- 5 avril 2005 : **William Nuytens** (Université d'Artois) : *Les violences dans le football du dimanche*.
- 12 avril 2005 : **Benjamin Goold** (Oxford University, Royaume-Uni) : *CCTV and Policing : Public Area Surveillance and Police Practices in Britain ?*.

- 10 mai 2005 : **Didier Combeau** (Université Paris IV) : *Le débat sur la maîtrise des armes à feu aux États-Unis de 1911 à nos jours ; les cas de l'État de New York et du Texas.*

- 7 juin 2005 : **Frédéric Ocqueteau** (CERSA-Université Paris II) : *Commissaires de police en quête d'identité professionnelle.*

- 20 septembre 2005 : **Gildas Roussel** (Laboratoire « Droit et Changement Social », Université de Nantes) : *Les procès-verbaux d'interrogatoire. Rédaction et exploitation.*

- 4 octobre 2005 : **Claudio Zanutelli** (Université Fédérale de Espirito Santo, Brésil) : *L'espace de la criminalité de sang dans l'agglomération de Vitoria.*

- 15 novembre 2005 : **Laurent Gras** (ÉNAP, Agen) : *Le sport en prison.*

- 29 novembre 2005 : **Damien Cassan** (CLERSÉ, Université Lille I) : *Socialisation et apprentissage policiers, une comparaison France/Angleterre.*

## **2006 :**

- 31 janvier 2006 : **Gaétan Cliquennois** (FUSL, Bruxelles, Belgique – EHESS, Paris – CESDIP) : *La place du risque de décision en établissements pénitentiaires français.*

- 28 février 2006 : **Bruno Aubusson de Cavarlay, Marie-Danièle Barré** (CESDIP) et **Marta Zimolag** (Centre Marc Bloch, Berlin, Allemagne) : *Analyse statistique de la demande enregistrée par les tribunaux administratifs (1999-2004).*

- 7 mars 2006 : **Léonore Le Caisne** (CEMS-EHESS, Paris) : *La décision d'incarcération des mineurs.*

- 16 mai 2006 : **Alexis Tremoulinas** (OSC/FNSP, Paris) : *La construction locale d'un ordre social : l'exemple du football informel d'esplanade.*

- 6 juin 2006 : **Sylvie Frigon** (Département de Criminologie, Université d'Ottawa, Canada) : *Regards croisés sur la prison : du roman à la danse comme médiums d'analyse en passant par le théâtre.*

- 13 juin 2006 : **Christian Mouhanna** (CSO, Paris) : *Police et justice face au citoyen : le repli bureaucratique.*

- 2 octobre 2006 : **Pascal Bastien** (Université du Québec à Montréal, Canada) : *Réflexions méthodologiques pour une histoire culturelle de la peine capitale.*

- 16 octobre 2006 : **Emmanuel Blanchard** (CESDIP) : *La Préfecture de police et les Algériens de Paris (1944-1962).*

- 6 novembre 2006 : **Fabien Jobard** et **Sophie Névanen** (CESDIP) : *Les déterminants des peines prononcées : problèmes de méthodologie statistique.*

- 20 novembre 2006 : **Emmanuel Didier** (CESDIP) : *En quoi consiste l'Amérique ? La représentativité statistique et l'administration aux États-Unis pendant l'entre-deux-guerres.*

- 18 décembre 2006 : **Bruno Aubusson de Cavarlay** (CESDIP) et **Fabrice Leturcq** (DACG, ministère de la Justice, Paris) : *Enquête statistique sur l'indemnisation des détentions provisoires injustifiées.*

## 2007 :

- 15 janvier 2007 : **Jean-Marc Berlière** et **Franck Liaigre** (Université de Bourgogne, Dijon – CESDIP) : *Histoire d'une histoire : l'historiographie consacrée au parti communiste sous l'Occupation. Le témoin et l'historien.*
- 5 février 2007 : **Jean-Marie Renouard** (CESDIP) : *Polarisation urbaine et insécurité.*
- 5 mars 2007 : **Laurent Mucchielli** (CESDIP) et **Aurore Delon** (Université de Versailles-Saint-Quentin – CESDIP) : *Le traitement judiciaire des mineurs émeutiers de novembre 2005.*
- 19 mars 2007 : **Marwan Mohammed** (Université de Versailles-Saint-Quentin – CESDIP) : *Relations familiales et engagements juvéniles dans les bandes.*
- 2 avril 2007 : **Coline Cardi** (Université Paris VII) : *La gestion des illégalismes féminins.*
- 23 avril 2007 : **Thierry Godefroy** (CESDIP) : *Les spécialistes de l'argent sale.*
- 21 mai 2007 : **Gilles Chantraine** (CESDIP) : *Incarcérations des mineurs et parcours de vie.*
- 4 juin 2007 : **Jean-Baptiste Suquet** (École Polytechnique, Paris) : *Fraude et relation de service : vers une nouvelle forme de contrôle des comportements sur le réseau Bus de la RATP ?.*
- 18 juin 2007 : **Patricia Bénec'h-Le Roux** (CESDIP) et **Philip Milburn** (Université de Versailles-Saint-Quentin) : *Procureur de la République : de la compétence personnelle à l'identité collective ?.*
- 10 septembre 2007 : **Charlotte Vanneste** (Département de Criminologie, INCC, Bruxelles, Belgique) : *Histoire d'une recherche visant la production et l'exploitation de données statistiques dans le secteur de la justice des mineurs.*
- 1<sup>er</sup> octobre 2007 : **Laura Aubert** (LAPSAC, Paris) : *La troisième voie : les traductions locales d'un dispositif pénal national.*
- 15 octobre 2007 : **Cécile Vigour** (ISP, Paris) : *Sociologie politique comparée des réformes. Démarche d'enquête et principaux résultats.*
- 17 décembre 2007 : **Laurent Mucchielli** (CESDIP), **Véronique Le Goaziou** (CEVIPOF) et **Sophie Névanen** (CESDIP) : *Le traitement judiciaire de la délinquance des mineurs.*

## 2008 :

- 21 janvier 2008 : **Bernard Harcourt** (Université de Chicago, États-Unis) : *Contre la prédiction : une critique des méthodes actuarielles dans le domaine pénal.*
- 18 février 2008 : **Olivier Renaudie** (CERSA-Université Paris 1) : *La Préfecture du Police.*
- 17 mars 2008 : **Sylvie Valissant-Clément** (CESDIP – Université de Versailles-Saint-Quentin) : *Auditions et interrogatoires en police judiciaire.*
- 7 avril 2008 : **Laurence Guignard** (Centre d'Histoire du XX<sup>e</sup> siècle, Université Paris 1) : *Les Assises et la question de la folie des criminels au XIX<sup>e</sup> siècle : les mécanismes de la décision judiciaire.*
- 5 mai 2008 : **Guillaume Malochet** (CNAM, Paris) : *À l'école de la détention. La socialisation professionnelle des surveillants de prison.*

- 19 mai 2008 : **Christian Mouhanna** (CESDIP) : *Une justice dans l'urgence. Le traitement en temps réel des affaires pénales.*

- 2 juin 2008 : **Angèle Christin** (ENS Paris) : *Comparutions immédiates. Enquête sur une pratique judiciaire.*

- 16 juin 2008 : **Jean-Marie Renouard** (CESDIP) : *Rurbanisation, modernité et insécurité.*

## **II - Les programmes des principaux colloques scientifiques organisés par le CESDIP**

**2004** :

Séminaire indo-français *Civil Society, State and the Police in India and France* organisé par le Center for Public Affairs, la Maison des Sciences de l'Homme et le CESDIP (René Lévy), Delhi (Inde), India International Centre, 9-11 février 2004.

Programme :

### ***General Overview***

- *The French Police and Criminal Justice System* : René Lévy (CESDIP).
- *The Indian Police and Criminal Justice System* : Arnab Kumar Hazra (Embassy of the Republic of Korea).

### ***Police and the Community***

- *The Police and the Public in France* : Renée Zauberman (CESDIP).
- *The Police, Community and Community Policing in India* : Jayatilak Guharoy (IIPA, New Delhi).

### ***The Police, The State and Society***

- *The Police, the State, and the Cities* : Sophie Body-Gendrot (Université Paris IV-Sorbonne).
- *The Police and Urban Violence in India* : J.S. Gandhi (JNU).

### ***Modernizing the Police***

- *Modernizing French National Police Forces* : Christian Mouhanna (CSO).
- *Modernizing the Indian Police* : Satish Sahney (IPS, Mumbai).

### ***Militarization of the Police***

- *The Maintenance of Order and the Issue of Militarization* : Olivier Fillieule (Université de Lausanne).
- *The Maintenance of Public Order and Militarization of Police in India* : Kamalendra Prasad (IPS, BPR&D).

### ***Police in Federal and Confederal Settings***

- *European Field of Internal Security and the Police* : Didier Bigo (CERI).
- *Central Police Organisations and Policing as State Subject* : Amit Prakash (JNU).

### ***International Dimensions of Policing***

- *The Experience of Transnational Police Cooperation* : Azilis Maguer (Max-Planck Institut für Strafrecht, Freiburg-im-Breisgau).
- *Transnational Crime and National Policing* : P.M. Nair (IPS, Institute of Social Sciences).

### ***Minorities, Migrants and the Police***

- *Policing of Illegal Migrants in France* : Anastassia Tsoukala (University Paris XI).
- *Minorities, Migrants and the Police in India* : A.S. Narang (IGNOU) et Partha S. Ghosh (OKD Institute, Guwahati).

### ***Police Reforms***

- *Regime Changes and the Police* : Jean-Marc Berlière (Université de Bourgogne-CESDIP).
- *Police Reforms in India : Debates, Discourse and Reality* : Ajay K. Mehra (Centre for Public Affairs).

**Colloque *Poursuivre et punir sans emprisonner : les alternatives à l'incarcération* co-organisé par l'École Nationale de la Magistrature, le CESDIP (René Lévy) et le Centre Interdisciplinaire de Recherches Appliquées au Champ Pénitentiaire-École Nationale d'Administration Pénitentiaire (CIRAP-ENAP), Paris, École Nationale de la Magistrature, 3-5 mai 2004.**

#### Programme :

##### ***État des lieux***

- *Les peines en France : prononcé, exécution et application* : Pierre V. Tournier (Centre d'Histoire Sociale du XX<sup>e</sup> Siècle-Université Paris I-Panthéon-Sorbonne).
- *Filières pénales et emprisonnement* : Bruno Aubusson de Cavarlay (CESDIP).

##### ***Poursuivre sans emprisonner***

- *L'évitement du procès : les alternatives aux poursuites pénales* : Jacques Faget (CERVL-IEP de Bordeaux).
- *L'évitement de la détention provisoire* : Christophe Cardet (CIRAP-ÉNAP).

##### ***Condamner sans emprisonner : le prononcé des peines sans emprisonnement ferme***

- *La situation française* : Pierrette Poncela (Université Paris X-Nanterre).
- *Quelques exemples étrangers* : Sonja Snacken (Vrije Universiteit Bruxelles).

##### ***Les aménagements de peine d'emprisonnement***

- *La situation française* : Sandrine Vrga (CIRAP-ÉNAP).
- *Quelques exemples étrangers* : Hilde Tubex (Vrije Universiteit Bruxelles).

### ***Le placement sous surveillance électronique : Quelques exemples étrangers***

- *Aux États-Unis d'Amérique* : J. Robert Lilly (Northern Kentucky University).

- *Dans le Royaume-Uni* : Mike Nellis (Université de Birmingham).

### ***La situation française***

- *Genèse, premier bilan et perspectives d'une nouvelle politique pénale et pénitentiaire* : Jean-Charles Froment (CERDAP-Université Pierre Mendès-France de Grenoble), René Lévy (CESDIP) et Philippe Pottier (CIRAP-SPIP-17).

**Colloque *Délinquances, politiques de sécurité et de prévention. Recherches comparatives Franco-allemandes*** organisé par le Laboratoire Européen Associé « *Délinquances, politiques de sécurité et de prévention : recherches comparatives franco-allemandes / Europäischer Verband über Deutsch-Französische Forschungen zu Kriminalität und Sicherheits- und Präventivpolitik* » (Fabien Jobard), Fréjus, Villa CNRS Clythia, 9-12 septembre 2004.

Le Laboratoire européen associé « Délinquances politiques de sécurité et de prévention : recherches comparatives franco-allemandes / Europäischer Verband über Deutsch-Französische Forschungen zu Kriminalität und Sicherheits- und Präventivpolitik », fondé en 1998, réunit 3 unités de recherche : le CESDIP, l'IFRÉSI (équipe CLERSÉ, CNRS/Université Lille 1) et le Max-Planck Institut für ausländisches und internationales Strafrecht (MPG, Freiburg-im-Breisgau, Allemagne). Il a pour vocation de susciter la recherche comparée franco-allemande sur les matières de délinquance, de politiques de sécurité et de prévention.

Le LEA a organisé du 9 au 12 septembre 2004 un colloque consacré à ces thématiques, dans une perspective tout aussi bien comparative (comparaison France/Allemagne) que croisée (recherches allemandes sur la France ou françaises sur l'Allemagne).

L'enjeu premier consiste à mieux comprendre la sociologie des phénomènes de déviance et leurs réponses sociales ou institutionnelles, et ce par la comparaison de deux pays que rapprochent les traditions juridiques pénales respectives. De la proximité de ces deux sociétés urbaines, industrielles et d'immigration, on peut évoquer quelques manifestations : des taux de détention aujourd'hui semblables, la confrontation, dans les mêmes années, à la délinquance juvénile (autrefois, la confrontation aux « Blousons Noirs » ou aux « *Halbstärke* »), la croissance récente de phénomènes aussi hétérogènes que la délinquance de voie publique ou la criminalité en col blanc. Liés par de mêmes phénomènes exogènes (tels que la pression terroriste) ou endogènes (les constructions policière et judiciaire européennes), ces deux pays offrent, sur cette échelle resserrée, l'opportunité d'explications sociologiques contrôlées, dans des matières aujourd'hui si âprement polémiques que sont le crime, son contrôle et sa prévention.

C'est cette même proximité de l'Allemagne et de la France qui permet de mieux mesurer l'effet, ou de mieux comprendre les causes, des « petites différences ». Citons-en quelques-unes parmi les plus spectaculaires. Le principe de légalité au delà du Rhin/de la frontière s'oppose au principe d'opportunité des poursuites en deçà : quels effets sur le repérage judiciaire des délits et des crimes, leurs classements ou leurs éventuelles poursuites, quels effets sur les pratiques judiciaires et, par ricochet, sur l'activité délictuelle ? Le cadre fédéral et, bien souvent, communal, des politiques publiques et de l'action publique en Allemagne a-t-il eu une influence, et si oui laquelle, sur les philosophies répressives et préventives de ce pays ? Dans l'ordre des facteurs macrosociologiques, quels effets exercent sur les délinquances et les déviances les différences historiques d'urbanisation (ancienne en Allemagne, plus récente en France), de confrontation à la crise économique (récente en Allemagne, plus ancienne en France) ou d'unification nationale ?

Comme on le voit, le colloque appelle à toutes les contributions visant à comprendre sociologiquement, d'un pays à l'autre, les phénomènes de déviance. Nous ne nous bornerons à une définition ni strictement juridique du terme (« déviance » dépassera la simple infraction à la loi), ni strictement judiciaire (« déviance » dépassera le simple repérage par des institutions pénales). Nos travaux visent ce qui trouble une société donnée, et ce que cette société oppose à ce trouble, qu'elle entende le prévenir ou le punir. Par vocation, le colloque accueillera les contributions de toutes disciplines, étant entendu que nous resterons centrés sur l'expression contemporaine de ces phénomènes. Dans le même ordre d'idées, nous encourageons tout aussi bien les contributions portant sur ce qui se fait (modes de construction sociale des phénomènes, sociologie législative...) que sur ce qui ne se fait pas (effets sociaux des décisions ou non-décisions, sociologie des politiques publiques).

#### Programme :

##### ***Grande criminalité***

- *Le rôle de la France et de l'Allemagne dans l'élaboration et la mise en œuvre de normes européennes de lutte contre la corruption et le blanchiment* : Peter Hägel (Humboldt Universität, Berlin).
- *L'affaire Elf/Leuna* : Esther Remberg (Université de Münster).
- *La France et l'Allemagne dans le cadre du G8. Quelle(s) approche(s) du crime organisé ?* : Amandine Scherrer (IEP de Paris).

##### ***Prison***

- *Allègements de peine et libérations conditionnelles en France et en Allemagne* : Mareike Fritsche et Frieder Dünkel (Université de Greifswald).
- *Construction d'une déviance : représentations du détenu dans la presse française et allemande* : Pascal Décarpes (Université de Greifswald et de Strasbourg).
- *Principe de légalité et exécution des peines. L'influence de la norme sur le respect des droits des détenus en France et en Allemagne* : Isabelle Mansuy.

- *Les paradoxes de la normalisation du travail pénitentiaire : étude comparée France, Allemagne, Grande-Bretagne* : Evelyn Shea (MPIS-CESDIP).
- *La prison et le changement politique : l'effet Vasseur en France et l'effet Réunification en Allemagne* : Grégory Salle (IEP de Paris).

### **Stupéfiants**

- *Les politiques publiques de lutte contre les stupéfiants en France et en Allemagne* : Dominique Duprez (CLERSÉ) et Marie-Danièle Barré (CESDIP).
- *Débats théoriques et méthodologiques sur les carrières de consommateurs de stupéfiants en France et en Allemagne* : Axel Groenemeyer (Université de Bielefeld).

### **Immigration**

- *La rétention administrative dans le Dreieckland Suisse/Allemagne/France* : Nimet Güller (MPIS).
- *Carrières criminelles des jeunes allochtones. Mécanismes d'exclusion en France et en Allemagne* : Sebastian Trautmann (Staatsanwaltschaft, Bonn).

### **Mutations du pénal**

- *La nouvelle punitivité et ses causes sociales. Déroulement, acteurs, facteurs* : Fritz Sack (Université de Hambourg).
- *Changement dans les représentations de la criminalité ? Une comparaison de la France et de l'Allemagne* : Jörg Dittmann (Université de Constance).
- *Le placement sous bracelet électronique en France et en Allemagne* : René Lévy (CESDIP) et Markus Mayer (MPIS).
- *Les pouvoirs de sanction du parquet en France et en Allemagne* : Claire Saas (MPIS-CESDIP).

### **Police**

- *Tendances à l'homogénéisation des standards juridiques de légitimation de l'action de l'Exécutif en France et en Allemagne. Effets de la jurisprudence de la CEDH* : Hartmut Aden (Université de Hanovre).
- *France et Allemagne dans la coopération policière internationale* : Azilis Maguer (MPIS-CESDIP).
- *Le double secret. Éléments pour une sociologie politique des fichiers de population en Allemagne et en France* : Dominique Linhardt (École des Mines).
- *Technique et technicisation de l'enquête de police en France, Grande-Bretagne et Allemagne* : Fabien Jobard (CESDIP) et Niklas Schulze-Icking (Bundestag).

2005 :

Colloque international *Crime et insécurité : un demi-siècle de bouleversements / Crime and Insecurity : a Half-Century of Upheaval* en l'honneur de Philippe Robert, organisé par le GERN (René Lévy), le CESDIP (Laurent Mucchielli et Renée Zauberman) et l'Université de Versailles-Saint-Quentin, Versailles, Université de Versailles-Saint-Quentin, 29 septembre-1<sup>er</sup> octobre 2005.

Au cours de la deuxième partie du XX<sup>e</sup> siècle, le crime a pris une part croissante parmi les urgences sociales, et la demande de connaissance s'est faite plus pressante. Comment expliquer cette évolution, quelles en sont les causes ? Pourquoi et comment le crime et l'insécurité sont-ils devenus aussi prégnants dans nos sociétés européennes ?

C'est pour essayer de clarifier cette question que le CESDIP et le GERN, en collaboration avec l'Université de Versailles-Saint-Quentin ont organisé du 29 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 2005 ce colloque international.

Ses objectifs ? Identifier et analyser certains de ces changements, mieux comprendre les mutations opérées tout en procédant à un retour critique sur les théories qui, au cours de cette période se sont succédées ou concurrencées pour en rendre compte.

Le colloque prend pour point de départ le début des années 1960, lorsque s'achève la période de reconstruction de l'immédiat après-guerre et où émerge la société de consommation de masse en Europe. C'est à cette période que s'amorce une mutation des sociétés européennes qui aura de profondes répercussions sur la délinquance et se produit également une véritable renaissance de la pensée sur le crime dans les sciences sociales.

Pour explorer ces changements décisifs, le colloque est structuré en six grandes problématiques :

- *la hausse de la délinquance contre les biens, conséquence de la société de consommation,*
- *précarité et violence,*
- *le sentiment d'insécurité à l'aune de la fracture sociale,*
- *le privé au secours du public pour lutter contre l'insécurité,*
- *nouvel ordre social, nouvelles formes de répression pénale,*
- *les effets des juges et des médias sur la moralisation de la vie politique et des élites.*

Programme :

- *La hausse de la délinquance contre les biens, conséquence de la société de consommation / The Rise in Property Offences as a Consequence of Today's Consumer Society* : Tim Hope (University of Keele), Francis Bailleau

(GRASS), Bruno Aubusson de Cavarlay (CESDIP) et Xavier Rousseaux (Université Catholique de Louvain).

- *Précarité et violence / The Connection between Precariousness and Violence* : Hugues Lagrange (OSC), Axel Groenemeyer (Hochschule für Sozialwesen Esslingen), Trutz von Trotha (Universität Siegen) et Pieter C. Spierenburg (Erasmus Universiteit Rotterdam).

- *Le sentiment d'insécurité à l'aune de la fracture sociale / Fear of Crime in Relation to the Social Breakdown* : Laurent Mucchielli (CESDIP), Dario Melossi (Università di Bologna), Renée Zauberman (CESDIP) et Dominique Kalifa (Université Panthéon-Sorbonne).

- *Le privé au secours du public pour lutter contre l'insécurité / Public - Private Cooperation in Fighting Crime* : Joanna Shapland (University of Sheffield), Dominique Monjardet (CERSA-Université Panthéon-Assas) et Clive Emsley (Open University).

- *Nouvel ordre social, nouvelles formes de répression pénale / New Social Order, New Forms of Penal Repression* : Pierre Landreville (Université de Montréal), Dan Kaminski (Université Catholique de Louvain), Frédéric Chauvaud (Université de Poitiers) et René Lévy (CESDIP).

- *Les effets des juges et des médias sur la moralisation de la vie politique et des élites / Judges and the Media and their Impact on the Moralization of Political Life and of the Elites* : Vincenzo Ruggiero (Middlesex University), Pierre Lascoumes (CEVIPOF-FNSP), Malcolm Anderson (Edinburgh University) et Robert Roth (Université de Genève).

**Colloque *Travailler sur la déviance. Problèmes méthodologiques et déontologiques des recherches en sciences sociales* organisé par le Réseau Thématique 3 de l'Association Française de Sociologie en partenariat avec le CESDIP (Laurent Mucchielli), Guyancourt, Université de Versailles-Saint-Quentin, 20-21 juin 2005.**

Programme :

- *Le sociologue et ses informateurs privilégiés, entre personnalisation et invisibilisation* : Michel Kokoreff (Université Paris V-CESAMES).

- *Le sociologue dans « sa cité » : avantages et inconvénients de « l'endo-ethnographie »* : Marwan Mohammed (CESDIP-Université de Versailles-Saint-Quentin).

- *De la proximité à la distanciation : un chercheur-glaneur aux « bas d'immeubles » de Toulouse* : Aly Tandian (Université de Liège-Centre d'Études de l'Ethnicité et des Migrations).

- *Entre angélisme et diabolisation : l'interprétation problématique des discours des jeunes « de cité »* : Thomas Sauvadet (Université Paris VIII-CESAMES).

- *L'observation participante dans les quartiers dits « sensibles » : histoire de genre et discours sur l'expérience de l'insécurité* : Véronique Levan (Université Paris IV-CESDIP).

- *La magie comme mode d'accès au terrain : démarche originale et construction de la place du chercheur dans un gang brésilien* : Benjamin Moignard (Université Bordeaux II-LARSEF).

- *Étudier les dealers de raves clandestines. Stratégies, problèmes et déontologie* : Lionel Pourtau (Université Paris V-CEAQ).
- *Enquêter sur les supporters ultras en tant qu'ancien « indigène »* : Nicolas Hourcade (Université Bordeaux II-École Centrale de Lyon).
- *Au delà de l'objectivation, de la distanciation, du discours moral sur les pratiques déviantes : le sociologue peut-il tout voir et surtout tout dire et tout montrer ?* : Éric Marlière (CESDIP-Université Paris XIII).
- *La revente de cannabis comme « système Tupperware » : retour sur un terrain participatif* : Mélanie Roustan (Université Paris V-CERLIS).
- *Construction des savoirs sur la justice pénale et expertise des justiciables* : Marie-Sophie Devresse (Université Lille I-CLERSÉ).
- *Le sociologue et la prison ou la « carcéralisation de la recherche »* : Gilles Chantraine (CESDIP) et Antoinette Chauvenet (CEMS).
- *Comment réaliser une anthropologie des corps enfermés ?* : Simona Iona Schumacher (Université Paris VI).
- *Problèmes méthodologiques inhérents à une recherche sociologique qualitative menée sur les politiques carcérales* : Gaétan Cliquennois (Facultés Universitaires Saint-Louis, Bruxelles).
- *L'accès au terrain et le recueil des données : de l'extérieur vers l'intérieur* : Maryse Esterle-Hedibel (IUFM Nord-Pas-de-Calais-CESDIP).
- *Interroger des mineurs mis en examen* : Florence Omari (Université de Rennes-CREAD).
- *La recherche, la politique et les dispositifs de lutte contre l'insécurité* : Manuel Boucher (IRTS de Haute-Normandie-LERS-CADIS-EHESS).
- *Quand l'expertise conteste la recherche* : Stéphanie Paulet-Puccini (Université Aix-Marseille I-LAMES).
- *Enquêter au sein d'un dispositif public et politique pour comprendre la violence scolaire* : Corine Escobar (IUFM de Reims-Université Paris V-CERLIS).

## 2006 :

**Colloque *Bandes de jeunes. Des « Blousons Noirs » à nos jours*, organisé par l'AHES-PJM, le CESDIP (Marwan Mohammed et Laurent Mucchielli), le CNFE-PJJ, le Centre d'exposition historique (DRPJJ) et avec le soutien de la Ville de Juvisy-sur-Orge, Juvisy-sur-Orge, Cinéma Agnès Varda, 8-10 juin 2006.**

Des bagarres de cours de récréation aux viols collectifs, des « violences urbaines » aux « dépouilles » dans les trains, des émeutes survenant régulièrement depuis 1990 aux « casseurs » profitant des manifestations lycéennes, le thème des bandes de jeunes ne cesse de revenir dans le débat public pour faire la Une des médias. Et la chose n'est pas nouvelle. Au tournant des années 1950 et 1960, les « Blousons Noirs » préoccupaient tous les esprits. On les disait déjà violents, machistes, sans foi ni loi, attachés à leurs territoires, hostiles aux institutions, influencés par les modes venues d'Amérique.

De leur côté, les sciences sociales n'ont cessé de travailler sur ce phénomène, depuis les recherches menées au centre de Vaucresson dans les années 1960 et 1970 jusqu'à la vogue actuelle des études sur les « jeunes de cités », en passant par de nombreux travaux sur les « barjots », les « loubards », les « zonards » et autres « cailleras ». Ce colloque a été ainsi l'occasion de faire le point des recherches historiques et sociologiques menées depuis un demi-siècle sur ces bandes de jeunes et de mieux comprendre, à la lumière de ces recherches, les phénomènes actuels, jusque dans leurs originalités réelles ou supposées : influences des usages et trafics de drogues sur les bandes, détention d'armes à feu, passage de la petite à la grande délinquance, « ethnicisation » des rapports sociaux. Enfin, derrière les constats, ce colloque sera aussi l'occasion de faire le point sur les processus psychosociaux qui favorisent la constitution des bandes autant que leur délitescence. Car la société française a par ailleurs beaucoup évolué depuis le temps des « Blousons Noirs ». L'école s'est massifiée mais non démocratisée, et elle est lieu des premières frustrations et marginalisations, voire de la première exclusion sociale. Le marché du travail n'intègre plus des pans entiers de la jeunesse et bloque ainsi le processus d'insertion sociale et d'entrée dans l'âge adulte, y compris pour ceux qui voudraient se reconvertir après un passage dans la bande et dans la délinquance. En outre, tandis que les travailleurs sociaux peinent souvent à asseoir leur légitimité et leurs savoir-faire dans ce contexte, les pratiques policières semblent renforcer les bandes plutôt que le contraire.

Tous ces questionnements nous amènent à la problématique centrale de ce colloque, à savoir l'évolution du phénomène des bandes à travers les transformations sociales qui le structurent. Pour guider la réflexion collective, tous les intervenants sollicités s'efforceront de questionner :

- *l'analyse des pratiques de ces groupes de jeunes et les rapports entretenus avec leur environnement immédiat ;*
- *l'analyse des représentations du phénomène et la résonance de cet imaginaire dans les différents contextes sociopolitiques ;*
- *la prise en charge institutionnelle, qu'elle soit sociale, policière ou judiciaire.*

Enfin, une dimension de comparaison internationale sera proposée dans la dernière partie du colloque pour nourrir nos travaux.

#### Programme :

##### ***Retour sur le phénomène « Blousons Noirs »***

- *De l'usage du « Blouson Noir ». Invention médiatique et utilisation politique du phénomène des « Blousons Noirs », 1959-1962 : Ludivine Bantigny (Université de Rouen).*
- *Les « Blousons Noirs » et l'Éducation surveillée : Élise Yvorel (Université de Poitiers).*
- *Face aux bandes de « Blousons Noirs » : la mission de l'éducateur spécialisé : Françoise Tétard (Centre d'Histoire Sociale du XX<sup>e</sup> siècle-Université Paris I).*

- *Relire Les Barjots quarante ans après : métamorphoses du mythe des bandes de jeunes* : Michel Kokoreff (CESAMES-Université Paris V-René Descartes).

### ***Évolution et actualité des bandes***

- *Le « monde des bandes » et l'arrivée des drogues* : Gérard Mauger (CSE-EHESS).

- *Des filles dans les bandes aux bandes de filles* : Stéphanie Rubi (Observatoire Européen de la Violence en Milieu Scolaire-Université Victor-Segalen Bordeaux II).

- *Face aux bandes : le rôle paradoxal des institutions d'encadrement* : Marwan Mohammed (CESDIP-Université de Versailles-Saint-Quentin).

- *Décrochages scolaires et déviations collectives* : Hugues Lagrange (OSC, Paris).

- *Analyses des représentations de la jeunesse dans le cinéma* : Sébastien Lepajolec (Université Paris I).

- *Espace public et bandes de jeunes, conflits et régulation* : Jérôme Boissonade (Université du Littoral-Institut des Mers du Nord-IPRAUS).

- *Les travailleurs sociaux face aux bandes* : Manuel Boucher (LERS-CADIS, Paris).

- *Controverses théoriques autour des bandes* : Maryse Esterle-Hedibel (CESDIP-IUFM du Nord-Pas-de-Calais).

- *Entre ghettoïsation et diabolisation : Les bandes et les jeunes « issus de l'immigration »* : Laurent Mucchielli (CESDIP).

### ***Les bandes : comparaison internationale***

- *Pauvreté, violence et gangs en Amérique du sud* : Yves Pédrizzini (Laboratoire de Sociologie Urbaine de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne, Suisse).

- *Au cœur des bandes africaines* : Danièle Poitou (CEAF-EHESS, Paris).

**Symposium *Crime, Migration, Ethnicity*, organisé par l'IAHCCJ, le GERN et la Fondation de la MSH (co-organisé par Clive Emsley (Open University), Barry Godfrey (Keele University), René Lévy (GERN) et Ajay Mehra (CPA) et avec le concours de la British Academy, du Programme Franco-Indien (MSH), du ministère des Affaires Étrangères, de l'Open University-Keele University, de la Leverhulme Trust et de l'Indian Council for Cultural Relations), Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 8-10 juin 2006.**

Programme :

### ***Ethnicity and Crime***

- *Crime, Ethnicity and Justice in Late Eighteenth-century England* : Peter King.

- *Crime, Ethnicity & Migration : Theoretical Underpinnings* : Amit Prakash.

- *Basques and Others : Migration and Crime in Guipúzcoa and Vizcaya Provinces, Northern Spain, 1876-1936* : John Walton.

- *Migration, Crime and Civic Life* : Ajay Mehra.

### ***Migration and Policing***

- *Public Opinion, Immigration and the Police in England and France, 1919-1939* : Paul Lawrence.

- *Migration, Security and the State Responses in South Asia* : Mahendra Lama.

- *Migration, Integration, Adaptation of the Adivasis of Assam and the Myth of Acceptance* : Gita Gudihal.

- « *Il faut immobiliser la société* ». *La figure criminelle et ses modes de gestion dans l'Inde coloniale et post-coloniale* : Arnaud Sauli et Alexandre Soucaille.

- *Community, Colonials and the Law : Policing and the Emergence of Multi-Ethnic Britain* : Jim Whitfield.

- *Ethnicisation ou politisation des pratiques policières ? L'exemple de la police des Algériens à Paris (1944-1954)* : Emmanuel Blanchard.

- *Socialisation des adolescents et délinquance : les enfants issus des familles africaines noires* : Hugues Lagrange.

- *D'un peuple, l'autre. Démocratie, crime et migration* : Fabienne Brion.

- *Racism, Miscegenation, and the Murder of Zahid Mubarek* : David Gadd.

- *Counter-Terrorism, Immigration and Asylum in the UK since September 2001* : Jef Huysens.

- *Exit, Voice and Loyalty: Emigration and Social Crisis in 19th century South-West Germany* : Susanne Karstedt.

- *Politics of Competing Ethnicity and Violence : Experience of Indias North East* : Partha Ghosh.

**Séminaire franco-allemand *Police et discriminations ethniques en France et en Allemagne / Ethnische Diskriminierungen durch die Polizei in Frankreich und Deutschland* organisé par le Laboratoire Européen Associé « *Délinquances, politiques de sécurité et de prévention : recherches comparatives franco-allemandes / Kriminalität und Sicherheits- bzw. Präventionspolitik Deutsch-französische komparative Forschung* » (Jérémie Gauthier), Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 27 juin 2006.**

Dans les deux pays, le champ de la sécurité intérieure est travaillé par le problème des discriminations ethniques, notamment à travers la gestion policière des quartiers de relégation en France, et la *Ausländerkriminalität* en Allemagne. Les études disponibles, issues de la recherche en sciences sociales et du travail des ONG, tendent à montrer que les personnes issues de l'immigration non-européenne ont une trajectoire pénale particulière et forment une population-clientèle de la police de sécurité publique. Les personnes stigmatisées par la couleur de leur peau, en particulier les Maghrébins et les Noirs Africains et les Roms en France, les Maghrébins, les Noirs Africains, les Turcs, les Kurdes, les Sinti et Roma en Allemagne, encourrent un risque plus élevé d'être suspectés, contrôlés,

fouillés, gardés à vue, puis déférés. Les individus issus de minorités stigmatisées seraient surexposés au soupçon policier, ils seraient plus souvent l'objet de contrôles répétés, de violences illégitimes et d'emprisonnement ferme. On suppose donc que le critère ethnique entre en compte dans la sélection discrétionnaire par la police de sa clientèle. Mais, dans les deux pays, contrairement au Royaume-Uni et aux États-Unis, la question des discriminations ethniques du fait de la police reste sous-investie par la recherche, et ce au moment où l'Union Européenne incite les deux pays à se doter d'outils aptes à les combattre : le protocole 12 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2005, interdit explicitement les discriminations du fait d'autorités publiques.

Le LEA rassemble ici des recherches, parfois en cours, qui à tous égards défrichent ces problématiques centrales en poursuivant un triple objectif : légitimer la problématique police/discriminations, collecter et rassembler des données empiriques, affirmer la pertinence d'une comparaison franco-allemande.

#### Programme :

##### **Introduction**

- *Les discriminations ethniques et la police dans la criminologie et la sociologie allemande (Ethnische Diskriminierungen durch die Polizei in der deutschen Kriminologie und Soziologie)* : Hans-Jörg Albrecht (Max-Planck Institut, Freiburg-im-Breisgau, Allemagne).

- *Police, minorités et l'idéal républicain français (Polizei, Minderheiten und das französisch republikanische Ideal)* : René Lévy (CESDIP).

##### **Évaluer les discriminations ethniques dans le travail policier**

- *Approche ethnographique des discriminations policières en Allemagne (Ethno-graphischer Aspekt der Diskriminierungsfaktoren in der Polizeiarbeit)* : Rafael Behr (ISIP-Hamburg).

- *Discriminations ethniques et police à travers les données pénales en France (Ethnische Diskriminierungen durch die Polizei in Frankreich im Spiegel von Strafdaten)* : Fabien Jobard (CESDIP).

- *Les étrangers et étrangères face aux contrôles policiers en Allemagne (Verdachtsunabhängige Kontrollen der MigrantInnen in Deutschland)* : Martin Herrnkind (Polizeischule Wilhelm Krützfeld).

##### **Les discriminations ethniques au sein des polices Françaises et Allemandes**

- *Du genre et de l'origine ethnique dans le recrutement des policiers en France (Die Bedeutung des Geschlechts und der ethnischen Herkunft bei der Rekrutierung der französischen Polizisten)* : Dominique Duprez (CLERSÉ-Université Lille 1).

- *L'intégration des migrants dans la police allemande (Die Situation und die Möglichkeiten der Integration von Migranten in die Deutsche Polizei)* : Daniela Hunold (ISIP-Hamburg).

- *Discriminations ethniques et rapport au public : une comparaison interprofessionnelle policiers/infirmières (Ethnische Diskriminierungen und die Öffentlichkeit : ein Vergleich zwischen KrankenpflegerInnen und PolizistInnen)* :

Marc Lorient (Université Paris I) et Valérie Boussard (Laboratoire Printemps-Université de Versailles-Saint-Quentin).

**2007 :**

**Colloque international *Être policier : les métiers de police(s) en Europe XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles* organisé par l'Université de Caen (CRHQ), le Pôle « Villes et Sciences Sociales » de la Maison de la Recherche en Sciences Humaines de Caen, le CESDIP (Jean-Marc Berlière), le GERN, le Centre d'Histoire du XIX<sup>e</sup> siècle et l'Université de Lille III (IRHIS) et avec le soutien de l'IAHCCJ, Caen, Maison de la Recherche en Sciences Humaines, 7-9 mars 2007.**

Ce colloque international et pluridisciplinaire s'inscrit dans un chantier des sciences humaines marqué par un profond renouvellement depuis quelques années. L'un de ses objectifs est de contribuer à l'élaboration d'une réflexion collective et ouverte, sur les formes de la professionnalisation qu'ont connues les diverses forces investies de pouvoirs de police au cours d'une période fondatrice de notre modernité, allant du Siècle des Lumières au Vingtième siècle.

**Programme :**

***Polices : institutions, corps, services***

- *Policing Istanbul in the 18th Century* : Farida Zarinebaf (Northwestern University (Illinois), États-Unis).
- *L'institution de la police dans les villes grecques au cours des années 1920* : Dimitri Bacharas (EHESS, Fondation Hellénique, Paris).
- *Être policier en Roumanie au XIX<sup>e</sup> siècle* : Dana Cadeschi (Université de Laval (Québec), Canada).
- *Les policiers municipaux français. Les ambivalences d'une profession* : Virginie Malochet (Université Victor Segalen-Bordeaux II).
- *Faire la police avant le policier. Genève au XVIII<sup>e</sup> siècle* : Marco Cicchini (Université de Genève, Suisse).
- *Les fonctions policières des forces militaires à Milan au XVIII<sup>e</sup> siècle* : Livio Antonielli (Université de Milan, Italie).
- *La garde de Paris et la prévôté de l'Île au XVIII<sup>e</sup> siècle : deux institutions, un même métier ?* : Pascal Brouillet (Service Historique de la Défense, Paris).

### ***Itinéraires***

- *Les capitouls chargés de la police à Toulouse (1690-1790)* : Jean-Luc Laffont (Université de Perpignan).
- *L'alcade de barrio à Madrid : de la création de la charge à la professionnalisation des agents (XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles)* : Brigitte Marin (Université d'Aix-Marseille, MMSH).
- *Les gardiens de la paix de Casque d'or (début XX<sup>e</sup> siècle)* : Christian Chevandier (Université Paris I).
- *Voluntary resignations of Constables from English Police Forces, 1900-1939* : Joanne Klein (Boise State University, États-Unis).
- *La place de l'Outre-Mer dans la socialisation et les trajectoires professionnelles des policiers parisiens (1944-1962)* : Emmanuel Blanchard (CESDIP).
- *From Civil War Prevention to the Citizen's police. Social and cultural History of West German Police from 1950s to the 1970s* : Klaus Weinbauer (Université de Bielefeld, Allemagne).

### ***Les voies de la professionnalisation : Savoirs et compétences***

- *Savoir policier et savoir économique en Allemagne, 1750-1850* : Guillaume Garner (Mission Historique Française, Göttingen, Allemagne).
- *Individual Initiative : Competing Inspectors and the Policing of the Demimonde in Eighteenth-Century Paris* : Nina Kushner (Clark University, États-Unis).
- *Savoirs et savoir-faire dans la police ottomane au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles* : Noémi Lévy (EHESS-Université Aix-Marseille I).
- *Légitimité de l'action policière et contact avec la population à la fin du XX<sup>e</sup> siècle* : Marc Loriol (Université Paris I).
- *De la spécialisation policière à Lyon au XVIII<sup>e</sup> siècle* : Stéphane Nivet (Université Lyon III-LARHRA).
- *Le commissaire de police en « manager de service ». Investissement de rôles et repositionnements identitaires au tournant du nouveau siècle* : Frédéric Ocqueteau (Université Paris II).

### ***Les voies de la professionnalisation : Part de bien s'adapter***

- *La police dans les villes industrielles du Nord de la France au XIX<sup>e</sup> siècle* : Aurélien Caulier (Université Lille III).
- *Walking the City Beat : the Day-t-Day Tasks and Rigours of Urban Policing, Antwerp 1890-1914* : Margo de Koster (Uriage Universiteit Brussel, Bruxelles, Belgique).
- *Polices, violences urbaines et politique de la ville dans les années 1980-1990* : Thibault Tellier (Université Lille III).
- *Être gendarme : spécificité gendarmique et changement social à la fin du XX<sup>e</sup> siècle* : François Dieu (IEP de Toulouse).

### ***Anthropologie du policier : le corps***

- *Le gendarme travesti. Identité, légitimité et activité de la gendarmerie dans la France de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle* : Aurélien Lignereux (Université Paris IV).

- *Les femmes dans les services actifs de la police régionale d'État de Lyon, 1937-1945* : Audrey Ambraïse (Université Lyon II).

- *A Uniform Gender ? Policewomen and the Uniform* : Christina Scholten (Swedish National Institute of Working Life, Malmö, Suède).

- *Quand le statut est avant tout stature : les fondements anthropométriques de la police nationale* : Geneviève Pruvost (Université d'Évry-Val d'Essonne).

### ***Anthropologie du policier : Le temps et l'espace***

- *Être sergent de ville à Paris entre 1854 et 1880 : le bricolage d'une identité* : Quentin Deluermoz (Université Paris I).

- *Professionnalisation et dépaysement des gendarmes français au XIX<sup>e</sup> siècle* : Arnaud-Dominique Houtte (Université Paris IV).

- *De la gendarmerie à la police mobile : circulation d'une épithète au sein de l'appareil policier français, 1875-1914* : Laurent López (Université Paris IV).

- *Living not Merely in the Present : Time and the New Police in Britain* : Chris Williams (Open University, London, Royaume-Uni).

### ***Être policier en temps de crise***

- *Être policier à Paris sous le Directoire* : Vincent Denis (Université Paris I).

- *Prussian Schutzpolizei in the Weimar Republic* : Peter Lessmann-Faust (IBZ Schloß Gimborn, Allemagne).

- *Policing and Internal Security in Northern Ireland, 1920-1939* : Mark Theodorson (University of London, Royaume-Uni).

- *From Enthusiasts of « Totalitarian State » to Enthusiasts of « Quiet Vivere » : Police Personnel in Fascist Italy* : Jonathan Dunnage (University of Swansea, Royaume-Uni).

- *A Political expert, Social Engineer, Political Soldier ? Modes and Images of Policing in the Third Reich* : Thomas Roth (Université de Cologne, Allemagne).

- *Secret Policing in the Communist State. Stasi Officers in East Germany, 1950-1989. Recruitment, Social Background, Self Image, Public Representations* : Jens Gieseke (Research Department, Federal Commissioner for the Stasi-Records, Berlin, Allemagne).

Journées d'études *L'historien, le sociologue et les récits de vie, archives orales : usages et problèmes* organisées par la Bibliothèque Nationale de France (BNF) et le CESDIP (René Lévy et Jean-Marc Berlière), Paris, Bibliothèque Nationale de France, 31 mai-1<sup>er</sup> juin 2007.

Le recueil de témoignages oraux, source essentielle de l'enquête de terrain du sociologue, est également largement utilisé par l'historien du contemporain. Les reconstructions, déformations, accommodations, élisions, amnésies, erreurs... qui le caractérisent posent des problèmes différents et spécifiques selon les usages que l'on en fait. À l'occasion du dépôt à la BNF de récits de vie, recueillis depuis 1993, auprès de policiers dont les carrières se sont déroulées pour l'essentiel dans le deuxième tiers du XX<sup>e</sup> siècle, il est intéressant de croiser les regards de sociologues et d'historiens sur cette technique, ses usages, ses apports, ses défauts et notamment de soumettre le témoignage à la critique que permet aujourd'hui le recul et surtout l'ouverture des archives.

Programme :

***Collecte, traitement et communication des archives orales/récits de vie : problèmes méthodologiques et techniques***

- *L'historique et la réalisation de l'enquête IHÉSI-INHES-CESDIP sur les récits de vie policiers* : René Lévy (CESDIP).

- *Le fonds INHES des vies de policiers à la BNF, conservation et accessibilité* : Antoine Provansal (BNF).

- *L'organisation documentaire des collections de témoignages oraux de l'Association pour l'histoire des chemins de fer en France (AHICF)* : Sabine Loupien (AHICF).

- *L'historien, le sociologue et l'entretien, des points de vue différents ?* : Florence Descamps (École Pratique des Hautes Études) et Daniel Bertaux (Centre d'Étude des Mouvements Sociaux).

***Les usages***

- *Richesses et limites du témoignage oral des hauts fonctionnaires des finances de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle* : Nathalie Carré de Malberg (Université Paris X-Nanterre-IDHE).

- *Quand les hommes de presse font des confidences* : Patrick Eveno (Université Paris I-Panthéon-Sorbonne).

- *Enquêter sur les enquêteurs ; l'archiviste, l'historien et les « services »* : Sébastien Laurent (Université Bordeaux III-CEMMC).

- *Les témoignages de résistants communistes : les ressorts de la fabrication d'un mythe* : Franck Liaigre (Université de Bourgogne-CESDIP).

- *Un exemple d'usage parahistorique du témoignage oral : le journaliste Christian Bernadac et les déportés* : Bertrand Hamelin (Université de Caen) et Thomas Fontaine (Université Paris I-Sorbonne).

### ***Les récits de vie de policiers en France et ailleurs***

- *Policiers sous l'Occupation : témoignages et archives* : Jean-Marc Berlière (Université de Bourgogne-CESDIP).

- *Les gardiens de la paix parisiens sous la IV<sup>e</sup> République : des policiers de proximité ?* : Emmanuel Blanchard (Université de Bourgogne-CESDIP).

- *La « culture flic » ? Les récits de vies des policiers Anglais comparés à leurs écrits (« Cop Culture » ? The Oral and Written Life-Stories of English Police Officers)* : Paul Lawrence (Open University-IAHCCJ, Royaume-Uni).

- *Mémoires policières d'après guerre dans les deux Allemagnes* : Herbert Reinke (Université de Wuppertal-IAHCCJ, Allemagne).

- *Récits de vie de femmes policiers* : Geneviève Pruvost (CESDIP).

**Séminaire *Recherches empiriques allemandes en sociologie des déviances. Rencontre sociologique franco-allemande / Deutsche Empirische Forschung in Deviansociologie. Deutsch-französisches Soziologie Seminar* organisé par le Laboratoire Européen Associé « *Délinquances, politiques de sécurité et de prévention : recherches comparatives franco-allemandes / Kriminalität und Sicherheits- bzw. Präventionspolitik Deutsch-französische komparative Forschung*» (Grégory Salle et Jérémie Gauthier), Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 19 décembre 2007.**

Dans le cadre du LEA « *Délinquances, politiques de sécurité et de prévention : recherches comparatives franco-allemandes / Kriminalität und Sicherheits- bzw. Präventionspolitik Deutsch-französische komparative Forschung* », nous avons organisé un séminaire à Paris sur le thème de la recherche empirique en sociologie des normes et des déviances. Les chercheurs allemands invités travaillent dans ce domaine avec des méthodes qualitatives : entretiens, observation (participante), approche ethnographique ou herméneutique. L'objectif est de discuter de leurs travaux avec des collègues français, ainsi que de contribuer à établir un état des lieux de la recherche allemande en sciences sociales.

#### Programme :

- *Männlichkeit und Gewalt. Empirische Einsichten und theoretische Reflexionen über Gewalt zwischen Männern im Gefängnis (Masculinité et violence. Aperçus empiriques et réflexions théoriques sur la violence entre hommes en prison)* : Mechthild Bereswill (Kriminologisches Forschungsinstitut Niedersachsen, Universität Hannover, Allemagne).

- *Dealer und Schmuggler. Wider den Mythos einer ethischen Beliebigkeit (Le dealer et le contrebandier. Contre le mythe de l'arbitraire éthique)* : Bettina Paul (Institut für Kriminologische Sozialforschung, Universität Hamburg, Allemagne).

- *Die individuelle Rechtfertigung von Gewaltanwendung durch Polizeibeamte (La justification individuelle de l'usage de la force par les agents de police)* : Astrid Klukkert (Lehrstuhl für Kriminologie, Ruhr-Universität Bochum, Allemagne).

## **2008** :

**Journée d'études *La frénésie sécuritaire : retour à l'ordre et nouveau contrôle social* organisée par le Centre de Paris de l'Université de Chicago et le CESDIP (Laurent Mucchielli), Paris, Centre de Paris de l'Université de Chicago, 8 avril 2008.**

La journée a été animée par Bernard Harcourt, professeur à l'Université de Chicago.

### Programme :

- *Contextes et enjeux de la frénésie sécuritaire* : Laurent Mucchielli (CESDIP).
- *Cinq ans de frénésie pénale* : Jean Danet (Université de Nantes).
- *Un populisme pénal contre la protection des mineurs* : Christine Lazerges (Université Paris I).
- *La justice sous pression* : Philip Milburn (Université de Versailles-Saint-Quentin).
- *La nouvelle inflation carcérale* : Bruno Aubusson de Cavarlay (CESDIP).
- *Politique d'immigration : un laboratoire de la frénésie sécuritaire* : Serge Slama (Université d'Évry-Val-d'Essonne).
- *Police : de la proximité au maintien de l'ordre généralisé ?* : Christian Mouhanna (CESDIP).
- *La guerre à l'intérieur : la militarisation du contrôle des quartiers populaires* : Mathieu Rigouste (Université Paris VIII-Saint-Denis).
- *La vidéosurveillance, un mirage technologique et politique* : Eric Heilmann (Université Louis Pasteur de Strasbourg).
- *La biométrie : usages policiers et fantasmes technologiques* : Pierre Piazza (Université de Cergy-Pontoise).

**Journée d'études-Interlabo GERN *L'évolution de la délinquance juvénile et de son traitement judiciaire* organisé par le CESDIP (Laurent Mucchielli), Paris, ministère de la Justice-Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, 20 juin 2008.**

Programme :

- *Données de cadrage national sur l'évolution de la délinquance juvénile et de son traitement pénal* : Laurent Mucchielli (CESDIP).

- *Recherche sur les mineurs auteurs d'infractions à caractère violent (1993-2005)* : Véronique Le Goaziou (CEVIPOF).

- *Comparaison des programmes de recherche français et belge sur l'évolution de la délinquance des mineurs* : Jenneke Christiaens (Université Libre de Bruxelles-Universiteit Gent, Belgique), Dominique De Fraene (Université Libre de Bruxelles, Belgique), Carla Nagels (Université Libre de Bruxelles, Belgique), Sarah Van Praet (Université Libre de Bruxelles, Belgique) et Anneke Van der Steene (Universiteit Gent, Belgique).

### **III - Enseignements**

De par sa situation de seul centre de recherches intégralement spécialisé dans le domaine des déviances et des institutions pénales, le CESDIP compte parmi ses membres (parfois depuis toujours) des enseignants-chercheurs relevant d'autres universités ou établissements assimilés (notamment des IUFM) et qui y dispensent de nombreux enseignements thématiques dans le domaine. On n'en donnera pas ici tout le détail. Ni celui des multiples interventions ponctuelles qui sont demandées aux uns et aux autres par nombre de nos collègues universitaires dans le cadre de différents Masters (en particulier en région parisienne), ainsi qu'à l'occasion dans des universités étrangères. On détaillera seulement les enseignements donnés à l'Université Versailles Saint-Quentin et on rappellera aussi l'intérêt porté à la formation des professionnels du domaine.

#### ***1°) Université de Versailles-Saint-Quentin***

Durant la période sous examen et dans l'attente de la mise en place du projet de Master européen détaillé *infra*, les chercheurs du CESDIP ont enseigné dans trois Master de l'UVSQ :

- *Master Professionnel « Développement social urbain » en Sociologie*. Jusqu'en 2006, Laurent Mucchielli a enseigné dans ce Master qu'avait créé Catherine Delcroix au sein de la filière Sociologie, et y a fait

intervenir cinq autres membres du CESDIP (Marie-Danièle Barré, Maryse Esterle-Hedibel, Véronique Levan, Éric Marlière, Marwan Mohammed).

- *Master Recherche en Sociologie*. Jusqu'en 2007, Laurent Mucchielli et Philippe Robert ont donné d'abord un séminaire complet puis deux enseignements ponctuels (un cours sur la sociologie de la déviance et un autre sur les méthodes) dans le Master « Recherche de la filière Sociologie ». Le séminaire a été abandonné après le recrutement à l'UVSQ d'un professeur de sociologie spécialisé également dans le domaine (Philip Milburn) et qui l'a logiquement repris. Philippe Robert continue à donner les deux cours et à diriger des mémoires.

- *Master Recherche « Régulation des conflits dans l'espace public » en Science politique*. C'est dans ce Master, dirigé par le professeur Xavier Crettiez, que le CESDIP intervient actuellement le plus. Lors de son lancement en 2006, Laurent Mucchielli y a assuré un séminaire de Master 1 (« Sociologie de la déviance ») et un autre de Master 2 (« Délinquance juvénile et politiques de prévention »). Fabien Jobard assure un séminaire de Master 1 consacré à la méthodologie de la recherche, Marwan Mohammed a repris le séminaire de Master 1 de Laurent Mucchielli sur la sociologie de la déviance et enfin Laurent Mucchielli d'une part (sur la sociologie de la délinquance et les politiques de sécurité), René Lévy et Renée Zauberman d'autre part (sur la sociologie des institutions pénales) assurent deux séminaires de Master 2.

## ***2°) Formation des professionnels***

Depuis de nombreuses années, les membres du CESDIP interviennent régulièrement dans la formation initiale et continue des professionnels, sur leurs thèmes de spécialité.

La principale collaboration s'effectue logiquement avec les écoles de formation des personnels du ministère de la Justice. Il s'agit d'abord de trois grandes écoles nationales :

- À l'École Nationale de la Magistrature (formation continue à Paris), interviennent régulièrement Laurent Mucchielli (sur les violences interpersonnelles), Laurent Mucchielli et Véronique Le Goaziou (sur la délinquance juvénile), René Lévy (sur le placement sous surveillance électronique), Philippe Robert (sur les approches contemporaines en sociologie du crime). Renée Zauberman et Bruno Aubusson de Cavarlay ont également fait des interventions ponctuelles.

- Au Centre National de Formation et d'Études de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (formation initiale à Vaucresson), Laurent Mucchielli avait bâti un partenariat diversifié (interventions dans la formation des directeurs, organisation de semaines de stage inter-écoles de formation sur la délinquance juvénile avec interventions de plusieurs autres membres du CESDIP), qui a fonctionné jusqu'en 2006 mais qui n'a pas été reconduit ensuite. Depuis, sont intervenus régulièrement Maryse Esterle-Hedibel et Marwan Mohammed.

- À l'École Nationale de l'Administration Pénitentiaire (formation initiale à Agen), interviennent régulièrement Maryse Esterle-Hedibel et désormais Marwan Mohammed.

Il s'agit ensuite d'interventions ponctuelles multiples dans les pôles territoriaux (régionaux et départementaux) de ces différentes écoles.

Enfin, les chercheurs du CESDIP interviennent dans les écoles ou centres de formation de nombreux autres professionnels, en particulier les travailleurs sociaux dans le cadre des différents Instituts Régionaux du Travail Social (sur les questions de déviances et délinquances juvéniles, pour Éric Marlière, Maryse Esterle-Hedibel, Véronique Le Goaziou, Marwan Mohammed et Laurent Mucchielli), ainsi que les gendarmes dans le cadre de l'École de formation des Officiels à Melun et le Collège Interarmées de Défense à Paris (pour Christian Mouhanna, Philippe Robert, Véronique Le Goaziou et Laurent Mucchielli) et parfois aussi des personnels de la Fonction Publique Territoriale dans des centres locaux de formation.

## IV - Liste des publications du CESDIP

### 1°) Périodiques

#### A) *Questions Pénales*

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2007, *Questions Pénales* est diffusé par voie électronique.

Si cet abonnement gratuit vous intéresse, envoyez vos coordonnées complètes à ***abonnement-qp-pi@cesdip.com***.

2004 :

- **XVII.1** : *L'enquête de police judiciaire en matière d'homicide* (Laurent Mucchielli).
- **XVII.2** : *Impossibles comparaisons statistiques internationales ? L'expérience du sourcebook européen* (Bruno Aubusson de Cavarlay).
- **XVII.3** : *À quoi sert l'avocat du mineur délinquant ?* (Patricia Bénec'h-Le Roux).
- **XVII.4** : *La déscolarisation, une nouvelle forme de déviance juvénile ?* (Maryse Esterle-Hedibel).
- **XVII.5** : *La politique de prévention auprès des usagers de drogues : des normes en tension* (Marie-Danièle Barré et Patricia Bénec'h-Le Roux).

2005 :

- **xviii.1** : *Recherche sur les viols collectifs : données judiciaires et analyse sociologique* (Laurent Mucchielli).
- **xviii.2** : *Quand les policiers vont au tribunal. Étude sur les outrages, rébellions et violences à agents* (Fabien Jobard et Marta Zimolag).
- **xviii.3** : *Une étude comparée du travail pénitentiaire, France, Allemagne, Angleterre* (Evelyn Shea).
- **xviii.4** : *Expertise psychologique, gestion des risques et rapports de pouvoir dans les pénitenciers canadiens* (Gilles Chantraine et Marion Vacheret).
- **xviii.5** : *La prévention situationnelle dans l'habitat social : lettre d'Amérique* (Véronique Levan).

2006 :

- **xix.1** : *Aspects de la violence dans les relations sociales. Les coups et blessures volontaires suivis d'ITT jugés par un tribunal correctionnel de la région parisienne en l'an 2000* (Laurent Mucchielli).
- **xix.2** : *Une particularité française : les grâces et amnisties à répétition* (René Lévy).
- **xix.3** : *La détention provisoire : mise en perspective et lacunes des sources statistiques* (Bruno Aubusson de Cavarlay).
- **xix.4** : *Violences à l'école primaire. Les expériences des enseignants et des élèves* (Cécile Carra).
- **xix.5** : *Victimations et insécurité en milieu urbain. Les enquêtes 2005* (Sophie Névanen, Emmanuel Didier, Renée Zauberman et Philippe Robert).

2007 :

- **xx.1** : *Victimations et statistiques policières en Île-de-France* (Philippe Robert, Renée Zauberman, Sophie Névanen et Emmanuel Didier).
- **xx.2** : *Entrées en prison et durées de détention. La diversité pénitentiaire en Europe* (Bruno Aubusson de Cavarlay, Marcelo F. Aebi et Natalia Stadnic).
- **xx.3** : *Le traitement judiciaire des mineurs : le cas des émeutiers déferés en novembre 2005* (Laurent Mucchielli et Aurore Delon).
- **xx.4** : *Procureur de la République : une identité professionnelle renforcée* (Patricia Bénec'h-Le Roux).

2008 :

- **xxi.1** : *Bandes de jeunes et « embrouilles de cité »* (Marwan Mohammed).
- **xxi.2** : *La répression de l'usage de produits illicites : état des lieux* (Marie-Danièle Barré).
- **xxi.3** : *Le juge des enfants dans son environnement : à la recherche des équilibres* (Benoît Bastard et Christian Mouhanna).

## B) *Penal Issues*

*Penal Issues* est l'édition anglaise de *Questions Pénales*. Jusqu'en 2008, cette publication reprenait, en une édition annuelle (au mois de mars), les numéros publiés en français de l'année précédente. Son fichier de destinataires comprend à ce jour plus de 700 destinataires répartis dans divers pays.

Dorénavant, comme sa version française, *Penal Issues* est diffusé par voie électronique 5 fois par an et téléchargeable sur notre site Internet.

### 2004 :

- *Criminal Investigations in Homicide Cases* (Laurent Mucchielli).
- *Impossible International Comparisons of Statistics ? The European Sourcebook Experience* (Bruno Aubusson de Cavarlay).
- *Of what use are Lawyers for Juvenile Offenders ?* (Patricia Bénec'h-Le Roux).
- *Leaving School, a New Form of Juvenile Deviance ?* (Maryse Esterle-Hedibel).
- *Preventive Policy for Drug Users : Strained Norms* (Marie-Danièle Barré and Patricia Bénec'h-Le Roux).

### 2005 :

- *A Research on Gang Rape Cases : Judicial Data and Sociological Analysis* (Laurent Mucchielli).
- *When the Police go to Court. A Study of Contempt, Obstruction and Assault on a Police Officer* (Fabien Jobard and Marta Zimolag).
- *A Comparative Study of Prison Labour in France, Germany and England* (Evelyn Shea).
- *Psychological Expertise, Risk Management and Power Relations in Canadian Prisons* (Gilles Chantraine and Marion Vacheret).
- *Situational Crime Prevention in Public Housing : Letter from America* (Véronique Levan).

### 2006 :

- *Some Aspects of Violence in Social Relations Deliberate Assault and Battery Entailing Incapacity to Work Tried by a Paris Area Correctionnel Court in the Year 2000* (Laurent Mucchielli).
- *A Distinctively French Custom : Recurrent Pardons and Amnesties* (René Lévy).
- *Relativity of and Gaps in Sources of Statistics on Pretrial Detention* (Bruno Aubusson de Cavarlay).
- *Violence in Primary Schools, as Experienced by Teachers and Pupils* (Cécile Carra).
- *Victimization and Insecurity in Urban Areas. The 2005 Surveys* (Sophie Névanen, Emmanuel Didier, Renée Zauberman and Philippe Robert).

2007 :

- *Victimisation and Police Statistics in the Île-de-France Region* (Philippe Robert, Renée Zauberman, Sophie Névanen and Emmanuel Didier).
- *Prison Entries and Length of Detention. The Diversity of the Correctional Systems Situation in Europe* (Bruno Aubusson de Cavarlay, Marcelo F. Aebi, Natalia Stadnic).
- *Judicial Processing of Juveniles : the Case of Rioters « Déférés » in November 2005* (Laurent Mucchielli and Aurore Delon).
- *Chief Public Prosecutor : a Strengthened Professional Identity* (Patricia Bénec'h-Le Roux).

2008 :

- *Youth Gangs and « Trouble in the (Housing) Projects »* (Marwan Mohammed)
- *Repression of Use of Illegal Substances : an Assessment* (Marie-Danièle Barré).

## ***2°) Rapports de recherches de la Collection « Études & Données Pénales »***

2004 :

- **n° 95** : *Approche sociologique des acteurs de première ligne, travaillant dans le cadre de la politique de réduction des risques liés à la toxicomanie. Étude d'un espace professionnel déviant* (Marie-Danièle Barré et Patricia Bénec'h-Le Roux).
- **n° 96** : *Preuves hybrides. L'administration de la preuve pénale sous l'influence des techniques et des technologies (France, Allemagne, Grande-Bretagne)* (Fabien Jobard et Niklas Schulze-Icking).

2005 :

- **Hors-série** : *Les enquêtes quantitatives portant sur les victimes* (Laurent Mucchielli et Delphine Saurier).
- **n° 97** : *Quand les policiers vont au tribunal. Analyse d'un échantillon de jugements rendus en matière d'infraction à personnes dépositaires de l'autorité publique dans un TGI parisien (1965-2003)* (Fabien Jobard et Marta Zimolag).
- **n° 98** : *L'élucidation des homicides : de l'enchantement technologique à l'analyse des compétences des enquêteurs. Contribution à la sociologie du travail de police judiciaire* (Laurent Mucchielli).
- **Hors-série** : *Les récits de vie de policiers à l'IHÉSI-INHES : quatorze ans de recherches* (Jean-Marc Berlière et René Lévy, avec la collaboration de Renée Zauberman, Emmanuel Blanchard, Gaby Castaing-Aron, Charles Diaz, Franck Liaigre, Serge Defois et Ophélie Ratinier).

- **Hors-série** : *Dynamique du contentieux administratif. Analyse statistique de la demande enregistrée par les tribunaux administratifs (1999-2004)* (Marie-Danièle Barré, Bruno Aubusson de Cavarlay et Marta Zimolag).

2006 :

- n° 99 : *Enquêtes locales 2005 sur la victimation et l'insécurité (Aulnay-sous-Bois)* (Emmanuel Didier, Sophie Névanen, Philippe Robert et Renée Zauberman).

- n° 100 : *Enquêtes locales 2005 sur la victimation et l'insécurité (Aubervilliers)* (Sophie Névanen, Emmanuel Didier, Philippe Robert et Renée Zauberman).

- n° 101 : *Enquêtes locales 2005 sur la victimation et l'insécurité (Gonesse)* (Emmanuel Didier, Sophie Névanen, Philippe Robert et Renée Zauberman).

- n° 102 : *Enquêtes locales 2005 sur la victimation et l'insécurité (Communauté Urbaine du Grand Lyon)* (Renée Zauberman, Sophie Névanen et Philippe Robert).

- n° 103 : *Enquêtes locales 2005 sur la victimation et l'insécurité (Saint-Denis)* (Philippe Robert, Renée Zauberman, Sophie Névanen et Emmanuel Didier).

- n° 104 : *Victimation et insécurité en Île-de-France. Deuxième enquête de l'LAURIF (2003)* (Aurélié Fouquet, Hélène Lotodé, Sophie Névanen, Philippe Robert et Renée Zauberman).

2008 :

- n° 105 : *La répression de l'usage de produits illicites : état des lieux* (Marie-Danièle Barré).

- **Hors-série** : *Dynamique du contentieux administratif. Analyse statistique de la demande enregistrée par les tribunaux administratifs (1999-2006)* (Marie-Danièle Barré et Bruno Aubusson de Cavarlay).

## **V - Revues scientifiques indépendantes soutenues par le CESDIP**

Le CESDIP soutient la publication de 4 revues scientifiques indépendantes, que l'on présente dans l'ordre chronologique de création. Ce soutien du laboratoire provient du fait que certains de ses membres participent à la direction scientifique de ces revues et que d'autres participent à son secrétariat et/ou à sa fabrication.

### **1°) *Déviante et Société***

Revue scientifique internationale de langue française, créée en 1977, trimestrielle, reconnue et soutenue par le CNRS, *Déviante et Société* est la première revue francophone de référence dans notre

champ scientifique. Le CESDIP y a joué historiquement un rôle fondateur décisif et ses membres y tiennent toujours une place importante. Philippe Robert, Renée Zauberman, Laurent Mucchielli et Fabien Jobard sont membres de son comité de rédaction. Renée Zauberman en a de surcroît assuré la présidence de 2006 à 2008. Bessie Leconte en a assuré à maintes reprises le secrétariat de rédaction et la correction des manuscrits.

*Présentation de l'éditeur* : la revue analyse, à travers les courants de recherche les plus récents, à des phénomènes de société tels que l'insécurité, les drogues, les délinquances, la prostitution, la corruption, la criminalité organisée, les peines privatives de liberté... D'une manière générale, *Déviance et Société* propose, sur la base d'une culture de coopération scientifique internationale, des textes relatifs à l'analyse des normativités, des déviances, des politiques de prévention et du processus pénal. La revue est destinée aux enseignants et aux chercheurs ainsi qu'aux magistrats, policiers, travailleurs sociaux, au corps médical et à tous ceux qui sont concernés par ces questions liées aux mutations de la société contemporaine.

La revue est publiée par les Éditions Médecine & Hygiène (Genève, Suisse). Outre sa version « papier », elle est diffusée sur le portail Internet *Cairn*.

## ***2<sup>o</sup>) Crime, Histoire et Sociétés / Crime, History and Societies***

Créée en 1997 par René Lévy, qui en est toujours le directeur éditorial, cette revue scientifique bilingue est également reconnue par le CNRS. Bruno Aubusson de Cavarlay est membre de son comité de rédaction. Bessie Leconte assure le secrétariat éditorial.

*Présentation de l'éditeur* : organe officiel de l'*International Association for the History of Crime and Criminal Justice*, fondée en 1978 – est devenue la principale revue de ce domaine neuf et significatif de recherche. Au cours des 30 dernières années, les travaux historiques sur les institutions pénales, la police, la justice, les peines et la criminalité se sont profondément transformés. Faire l'histoire du crime c'est désormais s'interroger sur la définition socialement acceptée de l'ordre et du désordre, la légitimité des structures et des moyens du maintien de l'ordre, la capacité à intégrer de nouveaux groupes sociaux ou les attentes des populations face à la justice. Cette revue a un triple objectif :

- Diffuser des articles originaux en français et en anglais,
- Être un lieu de débat critique entre les disciplines des sciences sociales,
- Présenter des instruments de recherche (bibliographies, fonds d'archives, bases de données).

La revue est publiée et diffusée par les Éditions Droz (Genève, Suisse).

### **3°) *Revue d'Histoire des Sciences Humaines***

Créée en 1999 par Laurent Mucchielli, qui l'a codirigée avec Olivier Martin (professeur à l'Université Paris V) jusqu'en 2008, cette revue scientifique bilingue est également reconnue par le CNRS. Isabelle Pénin en assure le secrétariat de rédaction et Bessie Leconte la relecture des manuscrits.

*Présentation de la revue* : La première vocation de la revue est d'offrir un lieu de dialogue et de confrontation à des recherches qui se développent de plus en plus au sein des différentes disciplines. Ainsi pourrions-nous construire progressivement une vision d'ensemble d'un domaine qui n'est aujourd'hui que très partiellement exploré. Ensuite, ses animateurs prennent acte du fait que les chercheurs sont de plus en plus nombreux à pratiquer cet exercice historique de façon professionnelle. Entendons par là que l'histoire des sciences humaines n'est pas seulement pour eux une écriture commémorative, destinée à célébrer le travail des « fondateurs », « précurseurs » et autres « pionniers » des disciplines actuelles. Il s'agit désormais de se tourner vers l'histoire non pour en reconstruire le sens à travers le filtre des interrogations, débats et combats d'aujourd'hui, mais pour tenter d'en comprendre le déroulement et l'évolution tels qu'ils se sont produits.

Après les Presses du Septentrion (Villeneuve d'Ascq), la revue est aujourd'hui publiée, diffusée et vendue en « papier » comme en ligne par Sciences Humaines Éditions (Auxerre).

### **4°) *Champ Pénal / Penal Field***

Lancée en 2004 à l'initiative de Pierre V. Tournier, alors membre du CESDIP, la revue *Champ Pénal/ Penal Field* a pour représentant légal Thierry Godefroy, et pour directeur éditorial, Gilles Chantraine. Deux autres membres du CESDIP, Geneviève Pruvost et Jean-Marie Renouard, sont de surcroît membres du comité de rédaction. Et Bessie Leconte assure la relecture des manuscrits.

*Présentation de la revue* : la revue concerne toutes les disciplines scientifiques qui concourent à la criminologie. Conçue, en particulier, comme un outil de diffusion de la littérature criminologique francophone dans le monde anglo-saxon, la revue a vocation à diffuser des textes bilingues. *Champ Pénal/ Penal Field* publication exclusivement électronique, en libre accès est publiée avec le soutien du CNRS et de la Mission de Recherche « Droit et Justice ».

La revue électronique est disponible sur le portail Internet ***revues.org***.

## VI - Fiches individuelles d'activités des chercheurs

Fiches individuelles d'activités de :

- Bruno Aubusson de Cavarlay,
- Évelyne Baillergeau,
- Marie-Danièle Barré,
- Patricia Bénec'h-Le Roux,
- Jean-Marc Berlière,
- Sophie Body-Gendrot,
- Cécile Carra,
- Emmanuel Didier,
- Étienne Douat,
- Maryse Esterle-Hedibel,
- Thierry Godefroy,
- Fabien Jobard,
- Véronique Levan,
- René Lévy,
- Éric Marlière,
- Jean-Hugues Matelly,
- Marwan Mohammed,
- Christian Mouhanna,
- Laurent Mucchielli,
- Sophie Névanen,
- Geneviève Pruvost,
- Jean-Marie Renouard,
- Philippe Robert,
- Delphine Saurier,
- Daniel Ventre,
- Renée Zauberman.



**Contractualisation vague D 2010-2013**

**Unité de recherche : dossier unique**

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>**  
**concernant les 4 dernières années**  
**à joindre à la partie « bilan » et/ou à la partie « projet »**

**Enseignant-chercheur, chercheur,**  
**ingénieur de recherche ou cadre scientifique,**  
**autres personnels ayant une activité de recherche**

*(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)*

*Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :*

- pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> <i>(label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)</i>	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> <i>(intitulé, établissement support, responsable)</i>
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>

**Nom :** AUBUSSON DE CAVARLAY  
**Prénom :** Bruno  
**Date de naissance :** 23 janvier 1948  
**Courriel :** aubusson@cesdip.com

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance :** CNRS

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :** DR2

**Ingénieur de recherche**  **HDR**  **Grade :**

**ou cadre scientifique**

**Situation particulière :**  
*(délégation, détachement, mise à disposition...)*

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :**

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou**  
**commissions spécialisées d'un organisme :**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

## **1) Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :**

*Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.*

L'ensemble de mes travaux est fondé sur une connaissance approfondie des conditions d'utilisation de données quantitatives pour étudier le système pénal, les aspects méthodologiques étant approchés comme des révélateurs de logiques institutionnelles et de phénomènes d'anticipation ou de rétroaction entre les différents niveaux de la « chaîne pénale ». L'analyse sociologique des résultats est menée avec le souci permanent d'une perspective historique suffisante et dans le respect de la diversité inhérente à la mise en œuvre des normes pénales. Les deux premières opérations sont de long cours et peuvent être orientées par la rencontre de sollicitations externes. Les deux opérations européennes sont liées à ma participation au groupe d'experts européens du *Sourcebook* pour laquelle un relais français devra être trouvé d'ici 2010. La dernière opération, externe en apparence au champ pénal mais avec une similitude de problèmes théoriques et méthodologiques, correspond à une demande de la Mission de recherche Droit et Justice.

### **1. Filières pénales et emprisonnement : la place de la détention provisoire**

Dans le prolongement d'enquêtes quantitatives sur les filières pénales, analyse systématisée des diverses sources statistiques (publiées ou non publiées) concernant la privation de liberté avant jugement. Construction d'indicateurs de recours et de durée, mise en relation avec les éléments de procédure pénale, confrontation avec les témoignages des acteurs de terrain. Ce programme alimente actuellement directement la Commission de suivi de la détention provisoire dont je suis membre au titre de représentant d'un organisme de recherches judiciaires.

Une sous partie de ce programme concerne la réparation des détentions provisoires injustifiées étudiée quantitativement à partir d'une base de données répertoriant l'ensemble des décisions de première instance. Recherche menée conjointement avec le Pôle Études et Évaluation de la direction des Affaires Criminelles et des Grâce (ministère de la Justice).

Développements envisagés sur la comparaison des diverses formes de privation de liberté (voie pénale, voie administrative, voie psychiatrique). *Opération poursuivie en 2008-2011.*

### **2. La statistique pénale dans la longue durée : histoire de la production statistique, sérialisation de long terme, critique méthodologique.**

Analyse approfondie des conditions de production de la statistique pénale (champ statistique, typologies, unités de compte, construction de cadres conceptuels d'analyse). Analyse sur long terme de l'évolution des contentieux et de leurs modalités de traitement.

2006-2009 : production d'articles méthodologiques et d'analyse de résultats sur le contentieux des violences contre les personnes ou contre les biens.

Opération poursuivie en 2010-2013 avec la reprise de la construction d'une base de données informatisée documentée et consultable. Les données collectées dans le Compte général de la Justice pour la période 1931-1978 devront être complétées pour la période ultérieure à partir de sources d'accès beaucoup plus délicat (disparition des publications détaillées, fortes ruptures des conditions de production statistique).

Collaboration suivie pour ce programme avec le Centre d'Histoire du Droit et de la Justice, Université Catholique de Louvain-la-Neuve, direction : Xavier Rousseaux.

### **3. Comparaisons statistiques européennes : European Sourcebook of Crime and Criminal Justice Statistics.**

Membre du groupe des experts coordonnant un recueil standardisé de données issues des statistiques policières, judiciaires et pénitentiaires dans les pays membres du Conseil de L'Europe.

2006 : achèvement et publication de la troisième enquête.

2007-2008 : Construction et test du questionnaire de la quatrième enquête, collecte des données et contrôle de validité, analyse des résultats.

2009 : Publication des résultats de la quatrième enquête

2009-2010 : Préparation de la cinquième enquête.

### **4. Les systèmes de poursuites pénales en Europe, approche comparative**

Participation pour la France au projet de recherche « *The Public Prosecution Service - Key Player in a Just and Effective Criminal Justice System. A Comparative Research Study across Europe* » coordonné par J.M. Jehle, Abteilung Kriminologie, Georg-August-Universität Göttingen.

Construction et utilisation d'un questionnaire détaillant les diverses fonctions de l'autorité de poursuite judiciaire dans dix pays européens. Recueil et analyse de données statistiques. *Opération achevée en 2008.*

### **5. La dynamique du contentieux administratif : exploration quantitative chrono-spatiale (opération commune avec Marie-Danièle Barré)**

Exploitation d'une base de données administratives. Analyse chronologique et géographique des divers contentieux traités par les tribunaux administratifs. Construction d'indicateurs différentiels d'évolution et de dispersion. *Opération achevée en 2008.*

## **2) Production scientifique :**

### **Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :**

*Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.*

#### **Ouvrages et revues à comité de lecture**

AUBUSSON DE CAVARLAY B., 2005, De l'âge d'or du compte général de la Justice aux incertitudes de la statistique pénale informatisée : messages des chiffres ou messages déchiffrés ?, in VESENTINI F., (dir.), *Les chiffres du crime en débat ; regards croisés sur la statistique pénale en Belgique (1830-2005)*, Bruxelles, Academia Bruyland, 171-190.

BARRÉ M.D., AUBUSSON DE CAVARLAY B., ZIMOLAG M., 2005, *Dynamique du contentieux administratif. Analyse statistique de la demande enregistrée par les tribunaux administratifs (1999-2004)*, Guyancourt, CESDIP, Collection "Études et Données Pénales" (avec le soutien de la Mission de Recherche "Droit et Justice").

AEBI M.F., AROMAA K., AUBUSSON DE CAVARLAY B., BARCLAY G., GRUSZCZYŃSKA B., VON HOFER H., HISI V., JEHLE J.M., KILLIAS M., SMIT P., TAVARÈS C., 2006, *European Sourcebook of Crime and Criminal Justice Statistics*, Den Haag, WODC (3rd edition).

AUBUSSON DE CAVARLAY B., 2006, The Prosecution Service Function within the French Criminal Justice System, in JEHLE J.M., WADE M., (eds.), *Coping with Overloaded Criminal Justice Systems, The Rise of Prosecutorial Power across Europe*, Berlin-Heidelberg, Springer, 185-206.

AUBUSSON DE CAVARLAY B., 2007, De la edad de oro de la Compte Général de la justicia a las incertidumbres de la estadística penal informatizada : Mensjes con cifras o mensajes sin cifras ?, in ARRIBAS MACHO J.M., BARBUT M., ALMAZÁN LLORENTE A., (dir.) *Estadística, Sociología y Estado*, Madrid, UNED, 299-318.

AUBUSSON DE CAVARLAY B., 2007, Des comptes rendus à la statistique criminelle : c'est l'unité qui compte (France, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles), *Histoire & Mesure*, XXII, 2, 39-73.

AUBUSSON DE CAVARLAY B., 2008, La nouvelle inflation carcérale, in MUCCHIELLI L., (dir.), *La frénésie sécuritaire : retour à l'ordre et nouveau contrôle social*, Paris, La Découverte, 52-63.

-AUBUSSON DE CAVARLAY B., 2008, Affaires traitées par la justice pénale : les cas de violence selon les catégories de la statistique criminelle (France, 1831-1932), in FOLLAIN A., LEMESLE B., NASSIET M., PIERRE E., QUINCY-LEFEBRE P., (dir.), *La violence et le judiciaire. Discours, perceptions, pratiques*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 223-240.

### **Autres publications**

AUBUSSON DE CAVARLAY B., 2005, Police de rue, justice d'urgence, *Dedans-Dehors*, 47, 18-19.

AUBUSSON DE CAVARLAY B., 2005, L'emprisonnement ferme au cœur des sanctions prononcées ; à partir des données statistiques, *Informations Sociales*, 127, 32-41.

AUBUSSON DE CAVARLAY B., 2006, La détention provisoire: mise en perspective et lacunes des sources statistiques, *Questions Pénales*, XIX, 3, 1-4.

AUBUSSON DE CAVARLAY B., 2007, Crime statistics, in CLARK D.S., (ed.), *Encyclopedia of Law and Society, American and Global Perspectives*, Thousand Oaks, Sage, 336-337.

AUBUSSON DE CAVARLAY B., 2007, *Commission de suivi de la détention provisoire, Rapport 2006*, ministère de la Justice. Rédaction du chapitre 2 « Evolution statistique du recours à la détention provisoire ».

AUBUSSON DE CAVARLAY B., AEBI M., STADNIC N., 2007, Entrées en prison et durées de détention. La diversité pénitentiaire en Europe, *Questions Pénales*, XX, 2, 1-4.

AUBUSSON DE CAVARLAY B., 2008, *Commission de suivi de la détention provisoire, Rapport 2007*, ministère de la Justice. Rédaction du chapitre 2 « Evolution statistique du recours à la détention provisoire ».

BARRÉ M.D., AUBUSSON DE CAVARLAY B., 2008, *Dynamique du contentieux administratif : analyse statistique de la demande enregistrée par les tribunaux administratifs (1999-2006)*, Guyancourt, CESDIP, Collection "Études et Données Pénales".

### **Colloques**

AUBUSSON DE CAVARLAY B., 2006, Counting minors within police and convictions statistics - Brief overview and methodological remarks, *6th Annual Conference of the European Society of Criminology*, Tübingen, 26-29 août.

AUBUSSON DE CAVARLAY B., 2006, Introduction de caractéristiques ethniques dans les enquêtes: le débat en France, *Mineurs étrangers délinquants. Poursuites judiciaires et mesures de réhabilitation, OIM – atelier international*, Paris, 23 novembre.

AUBUSSON DE CAVARLAY B., 2007, Property Crime in France (1950-2005), *CrimPrev : Assessing Deviance, Crime & Prevention in Europe, Workpackage 2 : New Challenges and Evolutions of Crime and Deviant Behaviour in Europe, Workshop : Property Crime*, Brussels, 7-8 février.

### **3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :**

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

- Membre de la Commission de suivi de la détention provisoire.
- Représentant du CESDIP à la Commission des archives du ministère de la Justice.
- Membre du Conseil Scientifique du Comité de Concertation pour les Données en Sciences Humaines et Sociales.
- Membre fondateur, ancien président et toujours actif, notamment par diverses publications, au sein de l'association Pénombre dédiée à des échanges critiques sur l'usage des nombres dans le débat public.

### **Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité**

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date : 24 juillet 2008

Signature :

### **Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009**

Date :

Signature :

## Projets de Bruno Aubusson de Cavarlay

En référence à ma fiche individuelle : mes opérations numérotées 3, 4, 5 devraient s'arrêter progressivement (en ce qui me concerne) d'ici fin 2009. Les opérations 1 et 2 se poursuivront selon les axes suivants. Il est à noter que l'accès aux fichiers statistiques de base produits par le ministère de la Justice en conditionnera le déroulement. Argument à présenter avec précaution pour ne pas voir ces projets pris en main par le Secrétariat général. Mais à relever tout de même.

### 1. Décisions pénales et populations cibles

L'étude approfondie de la détention provisoire, au travers de sources statistiques souvent fragmentaires et hétérogènes, montre les lacunes qui persistent dans la compréhension du chaînage des décisions concernant la privation ou la restriction de liberté au cours du processus pénal. Ainsi, il est manifeste que les évaluations quantitatives, pour l'essentiel basée sur des comptages par mesures ou décisions, ne cernent que très mal l'impact réel de ces décisions sur les individus et leur trajectoires pénales (et encore moins leur trajectoires sociales). À supposer que les bases de données existantes, permettant virtuellement un repérage des personnes physiques, deviennent accessibles pour la recherche (fichier anonymisé issu du casier judiciaire, fichier national des détenus, fichier de gestion du milieu ouvert), ces limitations pourraient être partiellement levées. Il serait alors possible de pouvoir étudier plus à fond comment, au delà de l'affichage des orientations officielles, se combinent dans la pratique les normes de traitement découlant de l'impératif de réponse ferme et rapide (recours persistant sinon croissant à l'emprisonnement immédiat) et les principes d'individualisation et d'aménagement de la peine qui n'ont pas disparu des objectifs de politique pénale.

S'agissant de la prise en charge des auteurs d'infractions à caractère violent, devenue centrale avec l'introduction de régimes différenciés selon leur « dangerosité », l'extension à d'autres modes de prise en charge, psychiatrique notamment, de l'analyse quantitative en général et de l'analyse longitudinale en particulier, va devenir un point crucial de la recherche en matière pénale. La possibilité de développer ces analyses sera encore plus dépendante de l'accès à des sources d'informations individuelles qui pour le moment sont encore à l'état de projet ou d'expérimentation. Une première phase de recherche exploratoire pourrait faire l'inventaire des différences d'approches dans le traitement des informations et la production de données quantitatives entre le domaine pénal et le domaine sanitaire.

### 2. La statistique pénale dans la longue durée

La sérialisation de long terme des statistiques criminelles pour la période de publication du Compte général de la Justice (1825-1830) a été menée sous la responsabilité de Bruno Aubusson de Cavarlay par une équipe dissoute avant l'achèvement du programme envisagé (« Base Davido »). Les seules publications réalisées sont imprimées. Les fichiers informatiques des données recueillies (statistiques elles-mêmes et appareil critique) n'ont pas été transformés en base de données consultable et utilisable par des tiers. La généralisation des bases accessibles sur Internet change d'ailleurs les standards techniques en la matière.

Par ailleurs, un important corpus de données judiciaires détaillant la nature des infractions traitées (condamnations inscrites au casier judiciaire depuis 1984) redonne une perspective historique contemporaine utile après le quasi vide de la période 1979-1983. Cependant, au niveau des publications statistiques du ministère de la Justice, cette source n'a pas fait l'objet de sérialisations homogènes et encore moins de raccordement avec les séries antérieures.

La reprise de la base Davido – augmentée de séries issues de la statistique policière et de la statistique pénitentiaire- implique donc d'une part un nouveau travail de collecte et de sérialisation de données maintenant normalement accessibles sous forme numérique et, d'autre part, un travail d'édition informatisée sur Internet (conception d'une base de données en ligne et d'un site web d'accès à cette base).

## Contractualisation vague D 2010-2013

Unité de recherche : dossier unique

**Fiche individuelle d'activités<sup>1</sup>**  
concernant les 4 dernières années  
à joindre à la partie « bilan » et/ou à la partie « projet »

**Enseignant-chercheur, chercheur,  
ingénieur de recherche ou cadre scientifique,  
autres personnels ayant une activité de recherche**

(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)

Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :

- pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> (label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> (intitulé, établissement support, responsable)
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>

**Nom :** BAILLERGEAU  
**Prénom :** Evelyne  
**Date de naissance :** 28 septembre 1970  
**Courriel :** evelyne.baillergeau@ssss.gouv.qc.ca ou e.baillergeau@uva.nl

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance :**

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Ingénieur de recherche  
ou cadre scientifique**  **HDR**  **Grade :**

**Situation particulière :** (délégation, détachement, mise à disposition...)

chercheuse d'établissement au CREMIS/Université de Montréal, professeure associée à l'Université de Montréal (Département de Sociologie), chercheuse affiliée à l'Université d'Amsterdam et chercheuse associée au CESDIP

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :**

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou  
commissions spécialisées d'un organisme :**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

## **1) Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :**

*Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.*

*L'implication des intervenants sociaux dans la prévention de la délinquance en milieu urbain au Canada et aux Pays-Bas.*

### **Projet de recherche pour les années à venir :**

*Les enjeux sociaux et politiques des pratiques de prévention en Europe et au Canada*

À l'heure des programmes de lutte contre l'« insécurité », quelle est la place de la prévention de la délinquance et quels sont ses impacts sociaux et politiques ? Quels sont ses enjeux normatifs et quel est son impact sur le « climat d'insécurité » mais aussi sur les publics visés par les pratiques de prévention, qu'il s'agisse de potentielles victimes ou de potentiels délinquants ? Ces pratiques se nouent à l'interface entre « l'insécurité sociale » et « l'insécurité civile ». Afin de participer à une meilleure compréhension de l'articulation de ces deux questions sociales majeures et des modalités de leur prise en charge, ce programme de recherche vise à confronter l'observation des dispositifs liés aux politiques de prévention à l'observation des pratiques de terrain liées à ces dispositifs, en particulier celles qui impliquent des intervenants sociaux. Ces travaux seront menés dans une perspective internationale en vue de mettre en regard les difficultés rencontrées dans les dispositifs français et des pratiques ayant cours dans des pays où l'insécurité sociale et l'insécurité civile se posent dans des termes comparables.

Dans le cadre de ce projet de recherche, je me propose de creuser les enjeux propres à la prévention de la délinquance à travers une analyse sociologique des pratiques d'intervention sociale dans une perspective internationale, en cherchant à confronter les analyses des dispositifs politiques qui encadrent les politiques de prévention à l'observation des pratiques liées à ces dispositifs. Je souhaite pour cela m'appuyer sur l'observation de deux champs de pratiques qui sont particulièrement riches pour cette problématique.

D'une part, il s'agira de porter une attention particulière aux pratiques d'intervention sociale dites « en milieu ouvert » et « dans les milieux de vie » : prévention spécialisée (France), travail de rue (Belgique, Pays-Bas, Québec), travail de milieu (Québec), « *detached youth work* » (Royaume-Uni), travail social communautaire (Pays-Bas, Espagne). On s'intéressera plus spécifiquement aux pratiques qui visent à atteindre des publics réputés difficiles d'accès et qui sont bien souvent en rupture face à l'offre de services publics. Dans divers pays, ce champ de pratiques qui entre sous le vocable de « *outreach* » est animé d'intenses questionnements sur le sens de l'action : aller chercher les personnes à risque au nom de la prévention de la délinquance et/ou de la maladie mais pour quoi faire ? Imposer un modèle ou comprendre leurs attentes et leurs réticences ? D'autre part, il s'agira de questionner l'émergence et l'impact de « petits boulots » qui ont émergé dans le cadre des programmes intégrés de lutte contre la pauvreté et l'exclusion dans les quartiers en crise et qui se trouvent à l'interface entre le social et la sécurité. Pour ce deuxième axe, une perspective européenne sera privilégiée.

## **2) Production scientifique : Remarque : n'étant chercheure associée au CESDIP que depuis 2008, je n'ai pas indiqué mes publications antérieures**

### **Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :**

*Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.*

#### **Articles publiés dans des revues scientifiques à comité de lecture**

BAILLEREAU E., 2008, Intervention sociale, prévention et contrôle social. La prévention sociale d'hier à aujourd'hui, *Déviance et Société*, 32, 1, 3-20.

#### **Livres**

BAILLEREAU E., DUUVENDAK J.W., VAN DER GRAAF P., VELDBOER L., 2008, *Les politiques de mixité sociale dans l'Europe du Nord (Belgique, Pays-Bas, Suède)*, Paris, Éditions du PUCA.

MORIN P., BAILLEREAU E., (dir.), 2008, *L'habitation comme vecteur de lien social*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, Collection "Problèmes Sociaux et Interventions Sociales".

#### **Chapitres d'ouvrages collectifs**

BAILLEREAU E., 2008, Proximité et intégration sociale. Les enjeux de l'intervention sociale de quartier, in JAKOB M.C., REICHMUTH J., (eds.), *Community Development : Local and Global Challenges*, Lucerne, Interact-Lucerne University of Applied Sciences and Arts, 273-279.

BAILLEREAU E., 2008, Logement social et action communautaire aux Pays-Bas : des organisateurs entre logique ascendante et logique descendante, in MORIN P., BAILLEREAU E., (dir.), *L'habitation comme vecteur de lien social*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, Collection "Problèmes Sociaux et Interventions Sociales", 267-280.

MORIN P., BAILLEREAU E., 2008, Introduction générale, in MORIN P., BAILLEREAU E., (dir.), *L'habitation comme vecteur de lien social*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, Collection "Problèmes Sociaux et Interventions Sociales", 1-14.

BAILLEREAU E., MORIN P., 2008, HLM et lien social, in MORIN P., BAILLEREAU E., (dir.), *L'habitation comme vecteur de lien social*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, Collection "Problèmes Sociaux et Interventions Sociales", 121-130.

#### **Autres formes de production (brevets, ouvrages, rapports d'expertise,...)**

**3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :**

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

**Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité**

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

**Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009**

Date :

Signature :



**Contractualisation vague D 2010-2013**

**Unité de recherche : dossier unique**

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>  
concernant les 4 dernières années  
à joindre à la partie « bilan » et/ou à la partie « projet »**

**Enseignant-chercheur, chercheur,  
ingénieur de recherche ou cadre scientifique,  
autres personnels ayant une activité de recherche**

*(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)*

*Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :*

- pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> <i>(label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)</i>	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> <i>(intitulé, établissement support, responsable)</i>
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	

**Nom :** BARRÉ  
**Prénom :** Marie-Danièle  
**Date de naissance :** 3 avril 1949  
**Courriel :** mdbarre@cesdip.com

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance :**

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Ingénieur de recherche  
ou cadre scientifique**  **HDR**  **Grade :** IE1

**Situation particulière :** départ à la retraite le 4 février 2008  
*(délégation, détachement, mise à disposition...)*

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :** **19**

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou  
commissions spécialisées d'un organisme :**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

### **1) Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :**

*Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.*

### **2) Production scientifique :**

**Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :**

*Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.*

#### **Rapports d'expertise**

BARRÉ M.D., BÉNEC'H-LE ROUX P., 2004, *Approche sociologique des acteurs de première ligne, travaillant dans le cadre de la politique de réduction des risques liés à la toxicomanie. Étude d'un espace professionnel déviant*, Paris-Guyancourt, MIRE-CESDIP, Collection "Études et Données Pénales", 95.

BARRÉ M.D., AUBUSSON DE CAVARLAY B., ZIMOLAG M., 2005, *Dynamique du contentieux administratif. Analyse statistique de la demande enregistrée par les tribunaux administratifs (1999-2004)*, Guyancourt, CESDIP, Collection "Études et Données Pénales", hors-série (avec le soutien de la Mission de Recherche "Droit et Justice").

BARRÉ M.D., 2008, *La répression de l'usage de produits illicites : état des lieux*, CESDIP, Collection "Études et Données Pénales", 105.

BARRÉ M.D., AUBUSSON DE CAVARLAY B., 2008. *Dynamique du contentieux administratif. Analyse statistique de la demande enregistrée par les tribunaux administratifs (1999-2006)*, Guyancourt, CESDIP, Collection "Études et Données Pénales", hors-série (avec le soutien de la Mission de Recherche "Droit et Justice").

#### **Articles**

BARRÉ M.D., BÉNEC'H LE ROUX P., 2004, La politique de prévention auprès des usagers de drogues : des normes en tension, *Questions Pénales*, XVII, 5, 1-4.

BARRÉ M.D., BÉNEC'H LE ROUX P., 2004, Preventive Policy for Drug Users : Strained Norms, *Penal Issues*, XIV, 5, 1-4.

BARRÉ M.D., DEVRESSE M.S., 2007, Dialogue à propos de l'ouvrage de DEVRESSE M.S., 2006, *Usagers de drogues et justice pénale. Constructions et expériences, Perspectives criminologiques*, Bruxelles, De Boeck-Larcier, *Champ Pénal*, Lectures et Confrontations *Varia* (article téléchargeable sur le site Internet : <http://champpenal.revues.org/document665.html>).

BARRÉ M.D., 2008, La répression de l'usage de produits illicites : état des lieux, *Questions Pénales*, XXI, 2, 1-4.

#### **Communications à des colloques**

- 25-27 mai 2004 : How can government officials overcome obstacles in implementing effective drug policy ?, Colloque "Trends in European Drug Policies : a Meeting between Eastern and Western European States", Berlin, Max-Planck Institute / International Harm Reduction Development.

- 22-24 septembre 2004 : La réduction des risques liés à l'usage de drogues : un espace professionnel négocié et des professionnels aux identités complexes (avec BÉNEC'H-LE ROUX P.), Colloque "Savoirs, Travail et Organisation", Guyancourt, Université de Versailles-Saint-Quentin.

- 8-12 septembre 2004 : Usages de drogues et politiques publiques en France et en Allemagne (avec DUPREZ D.), Colloque international du LEA Franco-Allemand, Fréjus, Villa CNRS.

- 2 mars 2006 : Cannabis : la loi, les usages et l'application de la loi pénale, 3<sup>e</sup> journée départementale des conduites addictives "Autour de la question du cannabis", Châlons-en-Champagne.

### **3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :**

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

#### **Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité**

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

#### **Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009**

Date :

Signature :

**Contractualisation vague D 2010-2013**

**Unité de recherche : dossier unique**

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>**  
**concernant les 4 dernières années**  
**à joindre à la partie « bilan » et/ou à la partie « projet »**

**Enseignant-chercheur, chercheur,**  
**ingénieur de recherche ou cadre scientifique,**  
**autres personnels ayant une activité de recherche**

*(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)*

*Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :*

- *pour le dossier bilan* : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- *pour le dossier projet* : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> <i>(label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)</i>	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> <i>(intitulé, établissement support, responsable)</i>
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>

**Nom :** BÉNEC'H- LE ROUX  
**Prénom :** Patricia  
**Date de naissance :** 20 février 1968  
**Courriel :** benech-leroux@cesdip.com

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance :** CNRS

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheuse associée**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Ingénieur de recherche**  **HDR**  **Grade :**  
**ou cadre scientifique**

**Situation particulière :**  
*(délégation, détachement, mise à disposition...)*

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :**  
**19 (sociologie)**

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou**  
**commissions spécialisées d'un organisme :**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

## **1) Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :**

Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.

- Avril 2005-mai 2007 : Recherche intitulée "Le métier de procureur de la République : de la compétence professionnelle à l'identité collective ?". Il s'agit d'une réponse à un appel d'offre lancé par le GIP Mission de Recherche "Droit et justice" sur les évolutions du métier de procureur de la République. Pluridisciplinaire, elle associe des sociologues et des magistrats, et réunit trois laboratoires : le CESDIP, le Laboratoire "Printemps" (Université de Versailles-Saint-Quentin) et le Centre de recherche des pratiques judiciaires de l'École Nationale de la Magistrature. À partir d'une approche interactionniste de sociologie des professions et de sociologie judiciaire, la recherche menée s'intéresse aux pratiques et aux compétences développées par le procureur qui sont au cœur des définitions identitaires de sa fonction. Elle comporte quatre dimensions associées à des cadres méthodologiques complémentaires : une étude statistique des profils de carrière des procureurs, une approche clinique de leurs pratiques professionnelles, une comparaison des spécificités des procureurs dans cinq pays européens (Allemagne, Belgique, Espagne, Italie et Pays-Bas) et enfin une approche de sociologie des professions s'appuyant sur une trentaine d'entretiens avec des procureurs de la République.

L'extension des domaines d'action des procureurs a élargi les compétences requises pour exercer ce métier. Leur culture professionnelle judiciaire se voit aujourd'hui marquée de cultures gestionnaire, policière, administrative et politique, au sens premier du terme d'intervention dans la gestion de la cité. Leurs choix d'investir plus ou moins certains de ces domaines d'action révèlent leurs représentations du métier et de la justice et participent d'une redéfinition de leur identité professionnelle. Par un effet de miroir, cette dernière se voit d'ailleurs mise en valeur par leur proximité nouvelle avec des acteurs et des mondes qu'ils ne côtoyaient pas d'aussi près dans leur travail il y a 30 ans (enquêteurs de police judiciaire, préfets, élus, associations). En leur apportant d'autres logiques professionnelles qui contribuent au renouvellement de leur métier, ces relations extérieures ont empiété sur un champ d'action qui leur est propre : la pratique juridictionnelle. Par là, leur identité professionnelle s'est vue questionnée. Cependant, la recomposition de l'environnement des procureurs, la réduction par des contraintes hiérarchiques et gestionnaires des marges de manœuvre acquises, le contexte actuel de tension entre pouvoir judiciaire et pouvoir exécutif, semblent avoir réveillé une identité collective qui semblait sommeiller, trop accaparés qu'ils étaient par l'entreprise de modernisation du parquet et de la justice. À travers les mutations de leur métier, au-delà de leur seule fonction institutionnelle, les procureurs voient leur compétence prendre une dimension professionnelle dans le sens où elle s'appuie sur des normes et des valeurs collectives propres à leur profession : une éthique d'indépendance et de professionnalité régulant leur travail au sein de la juridiction comme à l'extérieur.

## **2) Production scientifique :**

**Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :**

*Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.*

### **Ouvrage**

BÉNEC'H-LE ROUX P., 2008, *Au tribunal pour enfants. L'avocat, le juge, le procureur et l'éducateur*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, Collection "Le Sens Social".

### **Article de revue avec comité de lecture**

BÉNEC'H-LE ROUX P., 2006, Le rôle de l'avocat dans les tribunaux pour enfants, *Déviante et Société*, 30, 2, 155-177.

### **Articles de revues sans comité de lecture**

BÉNEC'H-LE ROUX P., 2007, Procureur de la République : une identité professionnelle renforcée, *Questions Pénales*, XXI, 4, 1-4.

BÉNEC'H-LE ROUX P., 2005, À quoi sert l'avocat du mineur délinquant ?, *Revue d'Action Juridique et Sociale*, 241, 18-22.

### **Rapports d'expertise**

BÉNEC'H-LE ROUX P., MILBURN Ph., SALAS D., LAMEYRE X., 2007, *Les procureurs de la République : de la compétence personnelle à l'identité collective*, Paris-Guyancourt, Mission de Recherche "Droit et justice"-CESDIP-CRPJ-Printemps (2 tomes).

BARRÉ M.D., BÉNEC'H-LE ROUX P., 2004, *Approche sociologique des acteurs de première ligne, travaillant dans le cadre de la politique de réduction des risques liés à la toxicomanie. Étude d'un espace professionnel déviant*, Paris-Guyancourt, MIRE-CESDIP, Collection "Études et Données Pénales", 95.

BÉNEC'H-LE ROUX P., 2004, *Sociologie des rôles de l'avocat sur la scène pénale des mineurs*, Thèse de doctorat en sociologie, Guyancourt, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, sous la direction de Philippe Robert. Mention très honorable avec les félicitations du jury.

### **Actes de colloques**

BÉNEC'H-LE ROUX P., 2006, La défense des mineurs délinquants, quelles évolutions ?, in BAILLEAU F., (dir.), *Évolution ou rupture ? La justice des mineurs en question*, 16<sup>e</sup> Conférence Internationale de l'Association Internationale de Recherche en Criminologie Juvenile et 9<sup>e</sup> journée de valorisation de la recherche du Centre National de Formation et d'Études de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, Paris, Cour d'appel, 8-11 mars, 243-249.

BÉNEC'H-LE ROUX P., 2005, La prévention auprès des usagers de drogues : quelles règles de travail et quelles régulations des relations professionnelles ?, in COLLECTIF, *X<sup>e</sup> Journées de sociologie du travail. Relations au travail. Relations de travail*, Rouen, Université de Rouen, I, 385-396.

### **3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :**

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

- **2006-2007** : Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche (ATER) à l'Université de Versailles-Saint-Quentin (96 h) :
  - ♦ Cours magistral et TD « Fondements de la sociologie » à 200 étudiants de Licence 1 AES et de Licence 1 Economie et gestion.
  - ♦ Cours magistral et TD « Déviance et prévention » à 35 étudiants de Master 1 Sociologie-démographie, spécialité Développement social urbain et Action publique.
- **2006** : Chargée de cours à l'Université de Versailles-Saint-Quentin (15 h) : TD d'Anthropologie à des étudiants de Licence 1.
- **2005** : Organisation du séminaire de recherches des 17 doctorants du CESDIP (18 h).

### **Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité**

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

### **Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009**

Date :

Signature :



## Contractualisation vague D 2010-2013

Unité de recherche : dossier unique

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>**  
concernant les 4 dernières années  
à joindre à la partie « bilan » et/ou à la partie « projet »

**Enseignant-chercheur, chercheur,  
ingénieur de recherche ou cadre scientifique,  
autres personnels ayant une activité de recherche**

(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)

Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :

- pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> (label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> (intitulé, établissement support, responsable)
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>

**Nom :** BERLIÈRE  
**Prénom :** Jean-Marc  
**Date de naissance :** 29 juin 1948  
**Courriel :** berliere@cesdip.com

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance :** Université de Bourgogne

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :** PR1

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Ingénieur de recherche  
ou cadre scientifique**  **HDR**  **Grade :**

**Situation particulière :**  
(délégation, détachement, mise à disposition, ...)

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :**  
**22**

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou  
commissions spécialisées d'un organisme :**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

## 1) Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :

Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.

1. Police, état, société de la III<sup>e</sup> à la V<sup>e</sup> république (1870-1968) et notamment les périodes de crises (Occupation, Libération, guerre d'Algérie, mai 1968...)
2. Résistance, mémoires, historiographie...

## 2) Production scientifique :

Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :

Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.

### Ouvrages et direction d'ouvrages

BERLIÈRE J.M., LIAIGRE F., 2004, *Le Sang des communistes Les Bataillons de la jeunesse dans la lutte armée, automne 1941*, Paris, Fayard.

BERLIÈRE J.M., LIAIGRE F., 2007, *Liquider les traîtres. La face cachée du PCF clandestin (1941-1943)*, Paris, Robert-Laffont.

BERLIÈRE J.M., 2007, Postface, in BELBÉOC'H R., *Je n'ai fait que mon devoir 1942-1944 un juste dans les rangs de la police*, Paris, Robert-Laffont.

BERLIÈRE J.M., DENYS C., KALIFA, MILLOT V., 2008, *Être policier. Métiers de police en Europe, XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

### Participations à des Ouvrages collectifs

- en France :

BERLIÈRE J.M., 2005, Un maintien de l'ordre entre naufrage des principes démocratiques et faillite de l'État, in BERSTEIN S., SIRINELLI J.F., (dir.), *Michel Debré, Premier ministre*, Paris, Presses Universitaires de France, 539-562.

BERLIÈRE J.M., 2005, 1870-1940 : la difficile construction d'une police républicaine, in COLLECTIF, *Dictionnaire historique de la police*, Paris, Robert Laffont, 351- 402.

BERLIÈRE J.M., 2005, 1940-1945 : Les années noires, in AUBOIN M., TEYSSIER A., TULARD J., (dir.) *Dictionnaire historique de la police*, Paris, Robert Laffont, 402 -437.

BERLIÈRE J.M., 2005, Andrieux (Louis), 548-550 ; Anthropométrie, 550-553 ; Bâton, 563-564 ; Belin (Jules), 568-569 ; Bertillon, 573-574 ; Bourgeois (Léon), 581 ; Brigades spéciales, 587-589 ; Camescasse, 595-597 ; Caserne de la cité, 600-601 ; Casier judiciaire, 601-602 ; David (Fernand), 635 ; Étatisation, 665-668 ; gardien de la paix, 693-696 ; Goron, 700-701 ; Hennequin, 710-712 ; Lépine, 739-740 ; Levailant Isaïe, 740-742 ; Macé Gustave, 754-755 ; Mouquin, 789-790 ; Police spéciale des chemins de fer, 825-828 ; Rossignol, 849-850 ; Rottée, 850-851 ; Sommiers judiciaires, 870-871 ; Sûreté générale (puis nationale), 874-876 ; Vélodrome d'hiver, 891-894, in AUBOIN M., TEYSSIER A., TULARD J., (dir.) *Dictionnaire historique de la police*, Paris, Robert Laffont.

BERLIÈRE J.M., LÉVY R., 2005, *Les récits de vie de policiers à l'IHÉSI-INHES : quatorze ans de recherches*, Guyancourt, CESDIP, Collection "Études et Données Pénales", hors-série (2 tomes).

BERLIÈRE J.M., 2005, À propos de Gènes. Manifestations et répressions policières dans la République française, in JEANNENEY J.N., *Concordance des Temps*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 538-559.

BERLIÈRE J.M., 2006, Policiers : la résistance policière, in MARCOT F., TOUZÉ C.L., (dir.), *Dictionnaire de la Résistance*, Paris, Laffont, 903-904.

BERLIÈRE J.M., 2007, Les Polices de l'État français : genèse et construction d'un appareil répressif, in GARNIER B., LELEU J.L., QUELLIEN J., (dir.), *La répression en France 1940-1945* (Actes du colloque, Mémorial de Caen, 8-10 décembre 2005), Caen, Publications du CRHQ, 107-127.

BERLIÈRE J.M., 2008, Célestin Hennion ou le destin peu ordinaire d'un commissaire spécial dans la III<sup>e</sup> République, in KALIFA D., KARILA-COHEN P., (dir.), *Le commissaire de police au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Presses de La Sorbonne, 173-191.

BERLIÈRE J.M., 2008, Une République d'assassins ? Clemenceau et la question du maintien de l'ordre républicain, in SAGNES J., (dir.), *La révolte du Midi viticole cent ans après - 1907-2007*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan.

BERLIÈRE J.M., 2008, L'épuration : La chasse aux « collabos », in COLLECTIF, *Dans les secrets de la police*, Paris, Éditions de l'Iconoclaste, 256-259.

À l'étranger :

BERLIÈRE J.M., 2004, The Shipwreck of a Republican Model, in FIJNAUT C., (ed.), *The Impact of WW2 on policing in North-West Europe*, Leuven, Leuven University Press, 21-41.

BERLIÈRE J.M., 2004, Vichy France Police forces and Policemen (1940-1944), in SPIERENBURG P.C., JOHNSON E.J., EMSLEY C., (ed.), *Social Control in Modern Europe, 1800-2000*, Columbus, Ohio State University Press, 300-317.

BERLIÈRE J.M., 2005, Competing Memories: Resistance, Collaboration and the Purge of the French Police after World War II, in SREBNICK A.G., LÉVY R., (ed.), *Texts and Contexts: International Essays on the History of Crime and Culture*, Burlington, Ashgate, 105-119.

BERLIÈRE J.M., 2007, The difficult construction of a "republican" police in the interwar France, in BLANEY G.H., (ed.), *Policing Interwar Europe, Continuity, Change and Crisis, 1918-40*, London, Palgrave-Macmillan, 14-30.

### Articles dans des revues scientifiques

BERLIÈRE J.M., LIAIGRE F., 2004, Barbes, Nantes, Châteaubriant : les débuts de la lute armée communiste, *Communisme*, 78-79, 131-140.

BERLIÈRE J.M., 2004, Armer les pouvoirs publics contre un "fléau social" ? La république et les nomades (1880-1914), *Histoires Tsiganes. Hommage à François de Vaux de Foletier. Colloque européen de La Rochelle, Études Tsiganes*, 18-19 (numéro spécial), 52-64.

BERLIÈRE J.M., 2005, Une victoire de la science contre le crime ? L'affaire Scheffer (octobre 1902), *Cahiers de la Sécurité Intérieure*, 56, 349-360.

BERLIÈRE J.M., 2007, L'impossible pérennité d'une police républicaine sous Vichy ?, *XX<sup>e</sup> Siècle-Revue d'Histoire*, 94, 183-198.

#### **Autres publications**

BERLIÈRE J.M., 2006, La Racaille de la Belle Époque, Vacher l'éventreur de bergers, Que font les polices ?, *Historia*, 4, 48-55.

BERLIÈRE J.M., 2006, Aux bons soins de la Mondaine, *Historia*, 7-8, 58-61.

BERLIÈRE J.M., 2007, 1907. La France a peur ! L'affaire Soleilland, *L'Histoire*, 323, 54-59.

BERLIÈRE J.M., 2008, 1902 : L'affaire Scheffer : la première identification d'un assassin à l'aide de ses empreintes digitales. Mirages et limites de la police scientifique, *Criminocorpus*, dossier n° 4 : histoire de la police (article téléchargeable sur le site Internet : [http://www.criminocorpus.cnrs.fr/article.php3?id\\_article=133](http://www.criminocorpus.cnrs.fr/article.php3?id_article=133)).

BERLIÈRE J.M., 2008, Histoire de la police (dossier complet), *Criminocorpus*, dossier n° 4 : histoire de la police (dossier téléchargeable sur le site Internet : <http://www.criminocorpus.cnrs.fr/article343.html>).

#### **Autres formes de production (brevets, ouvrages, rapports d'expertise,...)**

ANR : expertises de projets blancs (2006).

Comptes rendus d'ouvrages pour diverses revues.

#### **3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :**

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

#### **Co-Organisation de colloques :**

« *Justices militaires - XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles* » (avec R. Lévy, D. Kalifa, X. Rousseaux et C. Emsley...), Paris, Macerata, Bruxelles... (2005-2009).

« *Être policier... Les métiers de police en France et en Europe, XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles* », Université de Caen, CESDIP, CIRSAP... Caen, 7-9 mars 2007.

« *L'historien, le sociologue et les récits de vies, archives orales : usages et problèmes* », BNF, CESDIP, Paris, BNF, 31 mai-1<sup>er</sup> juin 2007.

#### **Création et direction** d'une formation professionnelle en archivistique à Dijon

Implication dans diverses **formations professionnelles** (police, sécurité, sécurité publique) à Clermont-Ferrand, Dijon, Cannes Ecluses... et rédaction du cours d'histoire pour la formation continue et la préparation des concours de la Police nationale.

Animation scientifique des **journées de sensibilisation** des promotions annuelles de gardiens de la paix (Mémorial de la Shoah).

Directions de thèses de doctorat (8 en cours).

#### **Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité**

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature

#### **Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009**

Date :

Signature :



## Contractualisation vague D 2010-2013

Unité de recherche : dossier unique

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>**  
concernant les 4 dernières années  
à joindre à la partie "bilan" et/ou à la partie "projet"

**Enseignant-chercheur, chercheur,  
ingénieur de recherche ou cadre scientifique,  
autres personnels ayant une activité de recherche**

(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)

Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :

- pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> (label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> (intitulé, établissement support, responsable)
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>

**Nom :** BODY-GENDROT  
**Prénom :** Sophie  
**Date de naissance :** 30 octobre 1942  
**Courriel :** bodygend@wanadoo.fr

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance :** Université Sorbonne-Paris IV

**Enseignant-chercheur**  HDR  Corps-grade : 1<sup>ère</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon

Bénéficiaire de la PEDR :

Membre IUF junior   
senior

**Chercheur**  HDR  Corps-grade :

**Ingénieur de recherche  
ou cadre scientifique**  HDR  Grade :

**Situation particulière :**  
(délégation, détachement, mise à disposition, ...)

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

Section du CNU :  
**Section 40**

ou

Département(s) scientifique(s) et/ou  
commissions spécialisées d'un organisme :

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

## 1) **Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :**

Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.

Études urbaines, violence, politiques de prévention et répression, minorités raciales, quartiers sensibles, sécurité dans espace public-approche interdisciplinaire et comparative (Programme Urban Age London School of Economics, GERN/CrimPrev WP4).

## 2) **Production scientifique :**

### **Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :**

Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.

### **Ouvrages scientifiques ou chapitres**

- BODY-GENDROT S., 2004, Race, a word too much ?, in SOLOMOS J., BULMER M., (dir.), *Researching Race and Racism*, Londres, Routledge, 150-161.
- BODY-GENDROT S., 2004, America needs Europe, in Curtis A., (dir.), *Patriotism, Democracy and Common Sense. Alternatives to Domination and Deception Since September 11*, Lanham (Md), Rowman and Littlefield, 131-140.
- BODY-GENDROT S., 2004, Urban danger: how do cities cope ?, in AMANDOLA G., (ed.), *Paure in Citta*, 51-78.
- BODY-GENDROT S., 2004, Police relations in England and in France – Policy and Practices, in MESKO G., DOBOVSEK B., (dir.), *Dilemmas of Contemporary Criminal Justice*, Maribor, Faculty of Criminal Justice, University of Maribor (Slovenia), 134-145.
- BODY-GENDROT S., 2005, Aux États-Unis, associer prévention et répression, in MASBOUNGI A., (dir.), *Régénérer les grands ensembles*, Paris, Éditions de La Villette, Ministère de l'Équipement, Collection "Projet Urbain", 122-126.
- BODY-GENDROT S., 2006, Les musulmans et les instruments de l'intégration : la police – approche comparative, in LEVEAU R., FINAN K., (dir.), *Musulmans de France et d'Europe*, Paris, CNRS Éditions, 131-164.
- BODY-GENDROT S., 2006, Quartiers sensibles : danger ? Une comparaison avec l'expérience américaine, in AUBRY M., (dir.), *Immigration, comprendre, construire !*, La Tour d'Aigle, Éditions de l'Aube, 83-90.
- BODY-GENDROT S., 2006, Youth Justice in France, in MUNCIE J., GOLDSTONE B., (eds.), *International Youth Justice*, London, Sage, 48-64.
- BODY-GENDROT S., 2006, Safe Neighborhoods, in DUYVENDAK J., KNIJN T., KREMER M., (eds.), *Policy, People and the new Professional*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 81-96.
- BODY-GENDROT S., 2007, Police, Youth and Violence in France, in TYLER T., (dir.), *Legitimacy and the Criminal Justice. An international perspective*, New York, Russell Sage, 241-276.
- BODY-GENDROT S., 2007, La gestion de l'insécurité, in PUMAIN D., MATTEI M.F., (dir.), *Données urbaines*, Paris, Economica, 53-62.
- BODY-GENDROT S., 2007, La peur détruira-t-elle la ville ?, in *Vivre et imaginer la ville*, Grand Lyon, ENS Lyon, 33-37.
- BODY-GENDROT S., 2008, *La peur détruira-t-elle la ville ?*, Paris, Bourin, Collection "Place de La Sorbonne".
- BODY-GENDROT S., 2008, Confronting Fear, in BURDETT R., SUDJIC D., (dir.), *The Endless City*, London, Phaidon, 352-363.
- BODY-GENDROT S., 2008, Racist Victimization in France, in WINTERDYK J.A., ANTONOPOULOS G.A., (dir.), *Racist Victimization: International Reflections and Perspectives*, Aldershot, Ashgate, 89-112.

### **Directions d'ouvrages**

- BODY-GENDROT S., WIHTOL DE WENDEN C., (dir.), 2007, *Sortir des quartiers. Pour en finir avec la tyrannie des territoires*, Paris, Autrement.
- BODY-GENDROT S., SPIERENBURG P.C., (eds.), 2008, *Violence in Europe. A historical and contemporary perspective*, New York, Springer.

### **Articles dans des revues avec comité de lecture**

- BODY-GENDROT S., 2008, *Governing with Crime* – compte-rendu de l'ouvrage et interview de l'auteur, Jonathan Simon, *La République des idées* (article téléchargeable sur le site Internet : <http://www.laviedesidees.fr>).
- BODY-GENDROT S., 2007, France Upside Down Over a Headscarf, *Sociology of Religion*, 68, 3, 289-304.
- BODY-GENDROT S., 2007, "Urban 'Riots' or Urban Violence in France?, *Policing*, 1, 4, 416-427.
- BODY-GENDROT S., 2005, Urban violence in contemporary Europe, *European Journal on Crime, Criminal law and Criminal justice*, numéro spécial, 1-3.
- BODY-GENDROT S., 2005, Deconstructing Youth Violence, *European Journal on Crime, Criminal law and Criminal justice*, numéro spécial, 4-26.
- BODY-GENDROT S., 2004, Stedelijk geweld in Frankrijk, *WODC*, 7, 30 novembre, 69-80.
- BODY-GENDROT S., 2004, 49 Regeren op basis van angst, *Facta*, 12 octobre, 6, 18-21.

### **Articles dans revues sans comité de lecture**

- BODY-GENDROT S., 2005, Le communautarisme, Rêve américain ?, *Urbanisme*, 6, 6-7.
- BODY-GENDROT S., 2006, Émeutes ? Vous avez dit émeutes ?, *Urbanisme*, 18, 6-7.
- BODY-GENDROT S., 2007, Violences, *Urbanisme*, numéro spécial sur la rénovation urbaine, 30, 72-73.
- BODY-GENDROT S., 2007, Police, *Urbanisme*, numéro spécial sur la rénovation urbaine, 30, 80-81.
- BODY-GENDROT S., 2007, La spécificité des ghettos noirs américains, *Urbanisme*, 39, 87-88.

## Communications avec actes

- "Les jeunes de culture musulmane dans les banlieues françaises", *Regards croisés franco-russes sur l'immigration et les politiques d'immigration*, CERI/FNSP, 4 décembre 2007.
- Conférence du CrimPrev sur *la peur de l'insécurité*, GERN, Esslingen, 31 mai-2 juin 2007.
- "Le multiculturalisme : terme tabou en France", Conférence *Political Science*, University of Boulder (Colorado), 24 avril 2007.
- "La peur détruira-t-elle la ville ?", Ecole Normale Supérieure Lyon, Grand Lyon et *Economie et Urbanisme*, 19 avril 2007.
- Rapporteur sur la sécurité, Conférence *Dialogues entre l'islam et l'occident, Les musulmans en Europe*, Schloss-Leopoldskron, Conférence de Salzburg, Autriche, 15-17 avril 2007.
- "La France est-elle raciste ? Dialogue avec Malek Boutih", Ville de Cergy, 17 mars 2007.
- "Immigrant victimization in France", Conférence *Immigrants et violence*, Northeastern University, Boston, 2-3 novembre 2006.
- "The major social evolutions of the times to come", conférence plénière *Plaestrategic*, Barcelona, 19-20 septembre 2006.
- "Urban outbursts in France: anything new ?", Center for the European Police, Bramshill (UK), 13-15 septembre 2006.
- "The evolution of culture and control in the U.S. : the politics of urban risk", Congrès de l'*European American studies association*, Chypre, 6-10 avril 2006.
- "France Upside Down Over a Headscarf", Harvard, Center for European Studies, conférence sur *la séparation de l'Etat et de la religion aux Etats-Unis et en France*, décembre 2005.

## Communications sans actes

- "Bilan des travaux contemporains sur la biométrie", conférence sur *la biométrie*, Paris, EHESS, 24 janvier 2008.
- "Dispelling misunderstandings relative to French urban disorders", Ecole de droit, Université de Leuven, 7 avril 2008.
- Intervenante et discutante au séminaire sur *les violences urbaines*, Université Sorbonne-Paris I, 10 avril 2008.
- "Perceptions relative to fear and insecurity", séminaire CrimPrev, Liège, 10 avril 2008.
- "May 1968 revisited : where to we stand now ?", conférence plénière, *Annual meeting Urban Affairs*, Baltimore, 25 avril 2008.
- "Comprendre la violence des quartiers", Université de Montréal, conférence sur *le renouveau*, 28 avril 2008.
- "Les macro-mutations sur nos sociétés nourrissent-elles les peurs urbaines ?", Ecole Polytechnique de Milan, Ecole des doctorants, Département de sociologie, Université Bicocca, 11-12 janvier 2007.
- "Urban violence in France : anything new ?", Ecole doctorale, Criminology, Keele University (UK), 30 janvier 2007.
- "Why French urban disorders are not riots ?", Ecole doctorale, Criminology, Oxford University (UK), 31 janvier 2007.
- "Why French urban disorders are not riots ?", Max-Planck Institut, Berlin, 23 mars 2007.
- Conférence du CrimPrev sur *la peur de l'insécurité*, GERN, Esslingen, 31 mai-2 juin 2007.
- "Is Diversity a Threat to Security ?", Keynote speech, Canadian Public Affairs, Lake Couchiching, 8-11 août 2007.
- Organisation d'une séance sur *Order, Disorder and the Urban Landscape*, Conférence RC21/International Sociology Association, Vancouver, septembre 2007.
- Organisation d'une séance sur *Order and Disorder in Cities*, European Society of Criminology, Bologne, 26-29 septembre 2007.
- "Les solutions urbaines apportées à la délinquance aux Etats-Unis", ENM, Paris, 25 septembre 2006.
- "Safety as a thick public work" opening workshop, Venise, biennale d'Architecture, 5-8 septembre 2006.
- "Violence in the city: France-USA after 9/11", Séminaire Ecole de droit, département de criminologie, Katholieke Universiteit Leuven, 29 mars 2006.
- "Issues of integration in France after Urban violence in 2005", The Brookings Institution, Center for the US and Europe, Symposium on France, 7 mars 2006.
- "Integration and second generation immigrants and immigrant youth", Georgetown University/German Marshall Fund in Europe, Paris, 3 mars 2006.
- "Violence urbaine, violences ordinaires, les dynamiques anglaises et américaines", Habitat Social pour la Ville, 2 mars 2006.
- "Réflexions comparatives sur les violences urbaines France/Etats-UNis", séminaire des anthropologues de langue française, EHESS, 15 décembre 2005.
- Conférence d'ouverture pour la création de la chaire Ville et société, INRS, Montréal, octobre 2005.
- "Violences et société", conférence en séance plénière, nouvelle promotion de l'INHES, La Plaine-Saint-Denis, octobre 2005.
- "From old threats to enigmatic risks", Congrès européen de criminologie, Cracovie, septembre 2005.
- "Deconstructing urban disorder", Communication au *XIV<sup>e</sup> congrès mondial de criminologie*, Philadelphie, août 2005.
- "New and old threats facing cities: what are the responses ?", Congrès du comité RC21, International Sociological association, Paris, juin 2005.
- "Des politiques de lutte contre la délinquance aux politiques anti-terroristes : l'Europe adopte-t-elle la démarche américaine ?", Princeton University, School of International Affairs, 23 février 2005.

## Séminaires GERN :

Séminaires GERN/Posthumus Instituut organisé avec l'historien néerlandais Pieter C. Spierenburg sur *la violence interpersonnelle 2003-2006* : synthèse du séminaire suivi d'une publication, *Violence in Europe*, Springer Publisher, New York en 2007. Contrat GERN/CNRS et Posthumus Instituut.

## Enseignements

- Enseignement à l'Université Sorbonne-Paris IV se composant de divers types de cours/séminaires dont Maitrise M2 : Initiation aux études criminologiques américaines (39 h TD).

- Enseignement au CELSA :

- . Maîtrise de communication et politiques de développement territorial . Thèmes relatifs aux violences urbaines (12 h TD).
- . Maîtrise pour les collectivités locales (formation continue) ; Thèmes comparatifs relatifs à la gestion des quartiers sensibles (9 h TD).
- . MBA ; Thèmes relatifs aux violences urbaines (6 h TD).
- . MBA-ENA, Strasbourg ; Thèmes relatifs aux violences urbaines (9 h TD).

**Séminaires ponctuels**

Ecole des Hautes Etudes en sciences sociales, Ecole Normale Supérieure, Université-Paris I, CERI/FNSP etc. : Séminaires à l'étranger à l'invitation d'écoles doctorales en criminologie et en sociologie ou d'instituts du droit (Leuven, Bicocca et Polytechnique Milan, Oxford, Londres, Keele, Berlin, Esslingen, Hamburg, Barcelone).

**Thèses inscrites sous ma direction et défendues à l'Université Sorbonne-Paris IV**

- D. Combeau : *La législation sur les armes aux Etats-Unis* (co-direction avec A. Geoffroy), octobre 2004, mention très honorable (à l'unanimité). Prix de thèse de la Société d'études nord-américaines. Actuellement principal d'un collège à Bondy.
- C. Fiori-Khayat : *Les politiques de lutte contre la récidive chez les mineurs délinquants. Approches comparées, franco-américaines*, 21 novembre 2005, mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité. Actuellement monitrice à l'Université Paris-Dauphine.
- R. Latrache : *La communauté arabe aux Etats-Unis : histoire d'immigration et enjeux de la visibilité et de l'invisibilité*, 9 décembre 2006, mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité. Classée première au recrutement 2007 de l'Université Paris XIII, département d'anglais.
- V. Levan : *La mise en place de la prévention situationnelle dans le logement social à Paris, Londres, New York*, 3 février 2007, mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité. Actuellement chercheuse associée au CESDIP.

**Collaboration régulière avec des organismes étrangers**

- Organisation des séminaires du Groupe Européen de Recherche sur les Normativités (GERN/CNRS) avec l'Institut Posthumus, Rotterdam sur *la violence interpersonnelle* (2005-2008).
- Participation aux séminaires CrimPrev (WP4) financés par la Commission européenne sur *la peur et la perception de l'insécurité* (2006-2009).
- Participation aux séminaires Urban Age, London School of Economics, expert pour le thème "*sécurité et espace public*" discuté à New York, février 2005 ; Shanghai, juillet 2005 ; Londres, novembre 2006 ; Mexico, février 2006 ; Johannesburg, juillet 2006 ; Berlin, novembre 2006 ; Sao Paulo, décembre 2008 ; Istanbul, septembre 2009.
- Participation au Colloque *Towards Responsible Leadership in a Globalized World*, BMW Foundation Initiative on Changing Behavior and Belief, Lake Tegernsee, juillet 2008.

**3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :**

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

- Membre du réseau européen Groupe Européen de Recherche sur les Normativités (GERN/CNRS).
- Expert dans le programme international *Urban Age* de la London School of Economics (depuis 2004).
- Membre du RC21, ISA. Participation aux conférences internationales.
- Distinction : Chevalier de l'Ordre des Palmes Académiques en 2006.
- Membre des comités de rédaction de :
  - *Urbanisme* (Publications architecture-Paris)
  - *City* (Routledge-Londres)
  - *Policing : A journal of Policy and Practice* (Oxford)
  - *Journal of International Migration and Integration* (Metropolis-Vancouver)
  - *Racial and Ethnic Studies* (Routledge-Londres)
  - *Youth Justice* (Londres-Russell)
  - *Journal of Criminal Justice* (UK)
  - *European Journal of Criminology* (Sage)
- Membre :
  - de la Commission nationale de déontologie sur la sécurité (CNDS) depuis 2007 :
  - du Conseil d'Administration de la Milton Eisenhower Foundation à Washington DC.
  - du comité scientifique de la French American Foundation
  - du comité scientifique de Profession Banlieue (Saint-Denis)
  - du comité 21 de l'association internationale de sociologie
  - du Consortium européen de science politique

**Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité**

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

**Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009**

Date :

Signature :

## Présentation de l'activité scientifique de Sophie Body-Gendrot pour 2009-2012

Il s'agit de poursuivre les analyses entamées lors de la période précédente :

### **Sociologie et science politique : "Ville et violence"**

La recherche porte autant sur les acteurs présumés de la violence que sur le traitement offert par les politiques publiques, selon les pays. Quel a été l'impact du 11 septembre sur les villes en termes de violence interpersonnelle ? Jusqu'alors en termes de loi et d'ordre, l'intégration européenne portait son attention sur le développement des économies informelles, sur les trafics illicites et sur le blanchiment de l'argent. Bien que de telles activités aient un impact fort sur la stabilité des structures internationales, la délinquance est fréquemment générée dans un cadre national et nourrie par des tensions internes, à la fois culturelles et historiques. La violence urbaine prend ici le sens de conduites qui, intentionnellement, menacent ou cherchent à attenter à l'intégrité des personnes et de leurs territoires tant au sens spatial que symbolique. Elle influe donc fortement sur la qualité de la vie collective. On peut s'interroger sur la pertinence des statistiques policières dans la mesure où, en dehors de leurs erreurs et de leur sélectivité, elles ignorent les véritables dimensions de la violence. L'aspect qualitatif du problème doit donc être abordé à partir d'autres sources et de manière comparative. Aussi importe-t-il de donner du sens à des constructions liées à une histoire nationale, à des valeurs et à un contexte spécifiques. C'est cette tâche que nous comptons poursuivre.

La violence est inégalement répartie dans les sociétés urbaines. On manque actuellement d'études internationales décomposant ses multiples aspects. De plus, les connaissances relatives aux différentes formes que prend la violence urbaine sont rarement échangées à travers les pays. Certains savent moins bien communiquer que d'autres sur les actions positives qu'ils ont entreprises pour les combattre. L'évolution des politiques de prévention sociale vers des politiques de sécurité urbaine et de gestion des risques tend à rapprocher la France de pays adeptes de la prévention situationnelle. On peut émettre l'hypothèse que la réaction sociale française, et plus généralement européenne, est influencée par le développement et l'importation de modèles explicatifs et de politiques réactives forgés aux Etats-Unis. Ainsi l'accent est-il mis aujourd'hui sur la responsabilisation des mineurs plus que sur leur éducation, sur le contrôle et l'éloignement des jeunes à risque plus que sur leur accompagnement en tant que jeunes en danger, sur le besoin de réparation des victimes et de sécurité de la société. Dans le même temps, les modèles de prévention sociale existants, jugés peu efficaces, sont disqualifiés. En quoi cette hypothèse correspondant à des représentations communément répandues correspond-elle aux pratiques urbaines des professionnels ? La comparaison des pratiques des autorités locales, procureurs, juges, fonctionnaires de police, éducateurs, travailleurs sociaux britanniques, américains, canadiens et français conduit à la nuancer. Membre de la Commission nationale de déontologie sur la sécurité, je suis amenée à nuancer les représentations communément véhiculées sur ce sujet.

En bref :

1. Programme **CrimPrev**, groupe de recherche IV sur les perceptions du crime et de l'insécurité, financé par la Commission européenne dans le cadre du 6<sup>e</sup> PCRD. Je prends en charge l'organisation de la conférence de 2009 à Porto sur les politiques et les réponses à ces perceptions d'insécurité dans une approche comparative.

#### **2. Quartiers sensibles. L'évolution comparative des violences urbaines**

Je continue à suivre attentivement l'évolution des désordres dans les quartiers sensibles dans une perspective de recherche comparative et pluridisciplinaire. La construction médiatique et politique de la dangerosité des "jeunes" diffère d'un pays à l'autre, de même que les politiques locales de prévention et de sécurité mises en oeuvre. L'analyse des modes d'activité de la police dans ces quartiers, souvent accusée de discrimination par ces "jeunes" se prête à des échanges constructifs entre praticiens et chercheurs.

3. **Programme Urban Age LSE** (Londres). Depuis les attaques terroristes qui ont frappé des capitales occidentales, il s'agit de cerner 1) les vulnérabilités et les ressources dont disposent les métropoles pour sécuriser territoire, populations et biens et 2) leur marge de manoeuvre par rapport à d'autres niveaux de décision. Je vais poursuivre mes études de cas à la demande du programme Urban Age (London School of Economics) et ma mission d'expertise sur la sécurité dans l'espace public. Sao Paulo est à l'étude pour 2008, Istanbul en 2009.

4. **Programme RUN (Regeneration of Urban Neighborhoods)**. La question de l'exclusion sociale et des transformations dans les quartiers de grandes villes est d'une importance majeure par rapport aux effets de la mondialisation. Un vaste projet comparatif associant seize chercheurs de neuf pays (en Europe et en Amérique du nord) vise à comprendre l'impact différencié de politiques nationales, régionales et locales, l'apport des entreprises et des citoyens dans la transformation des quartiers fragiles. En étudiant deux quartiers parisiens sensibles, l'un dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement et l'autre dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement, j'ai pour but de saisir les diverses dimensions explicatives de la transformation (ou non) de ces quartiers. Le projet sur le terrain doit se terminer en 2010 et donner lieu à plusieurs conférences d'étape et à des ouvrages singuliers et collectifs. Cette recherche se relie à celle du CrimPrev et de la LSE.

5. **Projet Dialogue (NYU)**. Les relations tendues de l'altérité et de la citoyenneté dans des espaces urbains précarisés posent la question du vivre ensemble entre cultures différenciées. Elles suscitent des questions relatives aux tensions entre religion et politique, aux compromis entre majorités et minorités, aux frontières du public/privé, à la légitimité des institutions pour des jeunes et les femmes de seconde et troisième génération de culture musulmane.



**Contractualisation vague D 2010-2013**

**Unité de recherche : dossier unique**

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>  
concernant les 4 dernières années  
à joindre à la partie « bilan » et/ou à la partie « projet »**

**Enseignant-chercheur, chercheur,  
ingénieur de recherche ou cadre scientifique,  
autres personnels ayant une activité de recherche**

*(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)*

*Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :*

- *pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008*
- *pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010*

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> <i>(label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)</i>	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> <i>(intitulé, établissement support, responsable)</i>
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>

**Nom :** CARRA  
**Prénom :** Cécile  
**Date de naissance :** 2 avril 1965  
**Courriel :** cecile.carra@lille.iufm.fr

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance :** IUFM Nord/Pas de Calais

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :** MCF

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Ingénieur de recherche  
ou cadre scientifique**  **HDR**  **Grade :**

**Situation particulière :**  
*(délégation, détachement, mise à disposition, ...)*

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :**  
**sociologie (19)**

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou  
commissions spécialisées d'un organisme :**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

## 1) **Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :**

Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.

Mon objet essentiel de recherche est celui des violences en milieu scolaire. Mes activités tentent, d'une part, d'étendre les connaissances sur cette question en prenant pour terrain l'école élémentaire, terrain très peu étudié et, d'autre part, de les approfondir en conjuguant approche quantitative et qualitative, enquête de victimation, enquête de violence auto-déclarée et monographie d'écoles. Elles constituent aussi une tentative pour construire une réflexion sur la notion de violence dans l'articulation des apports de la sociologie de la déviance et de la sociologie de l'éducation.

## 2) **Production scientifique :**

**Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :**

Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.

### **Articles dans des revues nationales ou internationales avec comité de lecture**

CARRA C., 2008, Violences à l'école élémentaire. Une expérience enfantine répandue participant à la définition du rapport aux pairs, *Année Sociologique*, 58, 2, 318-336.

CARRA C., et al., 2006, Les violences à l'école primaire vues par les élèves : une face peu connue du phénomène, *Spirale, Revue de Recherche en Éducation*, 37, 49-62 (article téléchargeable sur le site Internet : [http://arred.free.fr/spirale/article.php?id\\_article=570](http://arred.free.fr/spirale/article.php?id_article=570)).

REUTER Y., CARRA C., 2005, Analyser un mode de travail pédagogique "alternatif". L'exemple d'un groupe scolaire travaillant en pédagogie "Freinet", *Revue Française de Pédagogie*, 153, 39-53.

CARRA C., 2004, Participation citoyenne et construction de normes. Quels effets sur les violences scolaires ?, *Spirale, Revue de Recherche en Éducation*, 34, 41-53.

CARRA C., 2004, De la déscolarisation aux violences anti-scolaires, *Éducation et Francophonie*, XXXII, 1, 262-275 (Canada).

### **Autres articles**

CARRA C., 2007, Violences et régulations dans une école Freinet, *Thèmes Contemporains : La Pédagogie active « Freinet » : Nouvelles Questions, Nouvelles Recherches*, 99 : numéro spécial consacré à la recherche de l'équipe THEODILE sur l'école Freinet de Mons-en-Baroeul, 56-65 (Grèce).

CARRA C., 2007, Βιαιότητες και κανονιστικές διαδικασίες σε ένα σχολείο Freinet, *Σύγχρονα θέματα*, 99 : *Παιδαγωγική Freinet : έρευνα γύρω από ένα νεωτεριστικό σχολείο στην Γαλλία*, 56-65.

CARRA C., FAGGIANELLI D., 2007, École et violences aujourd'hui, *Les Cahiers d'Études du CUEEP*, 60-61, 127-144.

CARRA C., FAGGIANELLI D., 2005, Quand une école bouscule les normes... Étude d'une école expérimentale Freinet en réseau d'éducation prioritaire, *VEI Diversité*, 140, 85-92.

CARRA C., 2004, Construction et déconstruction de parcours délinquants, *Les Cahiers de l'Actif*, 332-333-334-335, 281-291.

### **Communications avec actes dans un congrès international ou national**

« Violences à l'école élémentaire : le rôle du climat », 4<sup>e</sup> conférence mondiale : *Violences à l'école et politiques publiques*, Lisbonne, 23-25 juin 2008.

« Les enquêtes de délinquance auto-reportée en France », *Séminaire CrimPrev : Les enquêtes de délinquance auto-reportée en Europe*, Commission Européenne, Paris, 17-18 janvier 2008.

« le rôle de l'environnement socio-éducatif sur les violences à l'école élémentaire », *Violences en milieu scolaire, en institutions éducatives, sportives et culturelles*, Université de Rennes II, 12-13 novembre 2004.

« La pédagogie Freinet peut-elle contribuer à la lutte contre les inégalités face à l'école ? », Actes du XII<sup>e</sup> Congrès mondial des associations d'éducation comparée : *Éducation et justice sociale*, La Havane, 25-29 octobre 2004.

« Vers la constitution d'une identité d'enseignant-formateur-chercheur. Le cas des formateurs associés de l'IUFM du Nord-Pas-de-Calais », Conférence plénière à l'*École d'été des IUFM du pôle Nord-Est : Être formateur d'enseignants*, Dijon, 30 juin-2 juillet 2004.

« Métier d'élève, déviances et régulations à l'école élémentaire. Le cas d'une école Freinet en réseau d'éducation prioritaire », 1<sup>er</sup> congrès de l'*Association Française de Sociologie : Normes, déviances, réactions sociales*, Villetaneuse, 24-27 février 2004.

### **Ouvrages scientifiques ou chapitres de ces ouvrages**

CARRA C., FAGGIANELLI D., 2006, *École et violences*, Paris, La Documentation Française, Collection "Problèmes Politiques et Sociaux", 923.

### **Participations dans des ouvrages collectifs**

CARRA C., 2007, Violences en milieu scolaire, in BARREAU J.M., (dir.), *Dictionnaire des inégalités scolaires*, Paris, ESF, 312-315.

CARRA C., PAGONI M., 2007, Construction des normes et violences scolaires, in REUTER Y., (dir.), *Une école Freinet. Fonctionnements et effets d'une pédagogie alternative en milieu populaire*, Paris, l'Harmattan, 31-62.

CARRA C., 2005, Le délinquant comme produit de la dialectique identité personnelle/régulations sociales. L'éclairage de l'approche biographique, in BRUNELLE C., COUSINEAU M.M., (dir.), *Trajectoires de déviance juvénile. Les éclairages de la recherche qualitative*, Québec, Presses de l'Université du Québec, Collection "Problèmes Sociaux, Interventions Sociales", 153-178.

CARRA C., 2005, Environnement socio-éducatif et violences à l'école élémentaire : essai de conceptualisation, in GAILLARD B., (dir.), *Les violences en milieu scolaire et éducatif. Connaître, prévenir, intervenir*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 215-222.

## Rapports de recherche

CARRA C., (dir.), 2008, *Environnement multimédia et rapport à la violence chez des élèves d'école primaire*, Douai-Guyancourt, IUFM du Nord-Pas-de-Calais-Université d'Artois-CESDIP (2 tomes).

CARRA C., 2008, *Les enquêtes de délinquance auto-reportée en France. Rapport en vue de la réalisation du rapport international*, Paris, Programme CrimPrev (<http://www.crimprev.eu>).

CARRA C., 2006, Univers de violence des enseignants, systèmes de régulation et pratiques professionnelles, in REUTER Y., (dir.), *Effet d'un mode de travail pédagogique "Freinet" en REP*, Douai-Villeneuve d'Ascq, IUFM du Nord-Pas-de-Calais-Université Charles de Gaulle-Lille III, 15-35 (article téléchargeable sur le site Internet : <http://www.lille.iufm.fr/spip.php?article3774>).

CARRA C., (dir.), 2006, *Violences à l'école élémentaire, approche quantitative et comparative, le cas du département du Nord*, Douai-Guyancourt, IUFM du Nord-Pas-de-Calais-CESDIP (rapport de recherche téléchargeable sur le site Internet : <http://www.lille.iufm.fr/spip.php?article3774>).

CARRA C., 2005, Déviations et régulations dans une école Freinet, in REUTER Y., (dir.), *Démarches pédagogiques et régulations dans une école Freinet*, Villeneuve d'Ascq, Université Charles de Gaulle-Lille III, 23-45.

## Coordination de revue

CARRA C, CASANOVA R., (dir.), 2006, Violences en milieu scolaire. Nouvelles Problématiques, nouvelles réponses ?, *Spirale*, 37 (revue téléchargeable sur le site Internet : [http://arred.free.fr/spirale/article.php3?id\\_article=64](http://arred.free.fr/spirale/article.php3?id_article=64)).

## 3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

## Enseignement/formation en rapport avec la problématique des déviations juvéniles

- Institut Universitaire de Formation des Maîtres du Nord-Pas-de-Calais (depuis 1999) : formation initiale et continue, principalement dans la formation des professeurs des écoles et des conseillers principaux d'éducation
- Université de Lille 3 : Licence des Sciences Humaines et Sociales, mention Sciences de l'Éducation (2005-2006)
- Université de Lille 3 : Diplôme Inter Universitaire « Adolescents difficiles : pour une approche plurielle » (2004-2005)
- Université d'Artois (UFR des STAPS) (2003-2005) : Membre du jury de soutenance de mémoires de Master 1 et 2.

## Outils pour la formation

CARRA C., ESTERLE-HEDIBEL M., 2004, *Enseigner en réseau d'éducation prioritaire. Livret du formateur*, Équipe thématique ESD (Enseigner en secteur difficile), IUFM du Nord-Pas-de-Calais (livret téléchargeable sur le site Internet : <http://centre-alain-savary.inrp.fr/CAS/formation/livret-du-formateur-en-education-prioritaire>).

CARRA C., 2004, *Enseigner en réseau d'éducation prioritaire. Outils transversaux pour la formation*, Groupe de travail thématique ESD (Enseigner en secteur difficile), IUFM du Nord-Pas-de-Calais.

## Responsabilités

- Organisatrice de journées d'étude et de formation.
- Titulaire de la commission de spécialistes, puis vice-présidente, des sections CNU 16, 17, 19 et 20 (2001-2007).
- Membre du comité de rédaction de la revue *Spirale* (depuis 2005).
- Membre élu du Conseil de gestion du centre IUFM de Douai (2006-2007).
- Membre de la Commission Académique *Anticiper, Prévenir, Agir* du rectorat de Lille (depuis 2006).
- Membre de la Sous-Commission de Validation du Professorat des Ecoles, centre IUFM de Douai (2003-2004).
- Pilote GTT ESD (groupe de travail thématique "enseigner en secteur difficile") outils transversaux (2002-2004).
- Membre de l'équipe thématique ESD (enseigner en secteur difficile) (1999-2004).
- Membre du Comité de pilotage du Diplôme Inter Universitaire « Adolescents difficiles : pour une approche plurielle », Université de Lille 3 (2003-2005).

## 4) En cours ou en projet

L'objet essentiel de mes prochaines activités restent les violences en milieu scolaire en développant une dimension nationale et une inscription européenne :

- Responsable de la partie du rapport portant sur la violence à l'école en France (thème 11) du projet européen : *Strategies for supporting schools and teachers in order to foster social inclusion* (EAC/10/2007).
- Co-responsable de l'organisation et de l'animation du séminaire européen (avec Maryse Esterle-Hedibel) : *Déviations et violences à l'école*, Paris, 8-10 janvier 2009, programme CrimPrev financé par la Commission Européenne (<http://www.crimprev.eu>).

- Élaboration d'un rapport international à partir des rapports nationaux des participants au séminaire européen qui sera soumis aux éditions de l'UNESCO.
- Direction d'un ouvrage collectif sur les approches européennes des violences en milieu scolaire
- Membre du comité de réflexion sur le projet d'enquêtes nationales de victimation en milieu scolaire dirigé par É. Debarbieux en partenariat avec le ministère de l'Éducation Nationale.
- CARRA C., CASANOVA R., (dir.), *Spirale* : numéro sur les pédagogies alternatives.
- CARRA C., *Violences à l'école élémentaire, ce que dévoilent les déclarations des enseignants et de leurs élèves* (ouvrage soumis aux Presses Universitaires de France, Collection "Éducation et Société" en juin 2008 à paraître en 2009).

**Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité**

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

**Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009**

Date :

Signature :

**Contractualisation vague D 2010-2013**

**Unité de recherche : dossier unique**

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>**  
**concernant les 4 dernières années**  
**à joindre à la partie « bilan » et/ou à la partie « projet »**

**Enseignant-chercheur, chercheur,**  
**ingénieur de recherche ou cadre scientifique,**  
**autres personnels ayant une activité de recherche**

*(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)*

*Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :*

- pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> <i>(label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)</i>	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> <i>(intitulé, établissement support, responsable)</i>
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CLERSÉ – CNRS – Nicolas Vanecloo</b>

**Nom :** CHANTRAINE  
**Prénom :** Gilles  
**Date de naissance :** 10 novembre 1975  
**Courriel :** gilleschantraine@gmail.com

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance :** CNRS

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :** CR1

**Ingénieur de recherche**  **HDR**  **Grade :**

**ou cadre scientifique**

**Situation particulière :**  
*(délégation, détachement, mise à disposition...)*

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :**

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou**  
**commissions spécialisées d'un organisme :**  
**SHS**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

## 1) Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :

Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.

Sociologie de la prison  
Sociologie des expériences carcérales individuelles  
Sociologie du gouvernement du crime et de la sécurité  
Sociologie du risque

## 2) Production scientifique :

### Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :

Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.

#### Ouvrage

CHANTRAINE G., 2004, *Par-delà les murs. Expériences et trajectoires en maison d'arrêt*, Paris, Presses Universitaires de France-Le Monde.

#### Reuves à comité de lecture

CHANTRAINE G., 2008, ТЮРЬМА: ВЗГЛЯД СОЦИОЛОГА. СМЕЩЕНИЕ ФОКУСА КРИТИЧЕСКОГО АНАЛИЗА, *Oz*, 2, 41, (article téléchargeable sur le site Internet : <http://www.strana-oz.ru/?numid=43&article=1640>).

CHANTRAINE G., KAMINSKI D., 2007, La politique des droits en prison. Police institutionnelle, militantisme juridique, luttes démocratiques, *Champ pénal/ Penal Field*, séminaire "Innovation Pénales" (article téléchargeable sur le site Internet : <http://champpenal.revues.org/document2581.html>).

CHANTRAINE G., KUHN A., MARY Ph., VACHERET M., 2007, L'État en retrait ? 30 ans d'usage de la peine (Belgique, Canada, France, Suisse), *Déviante et Société*, 31, 4, 505-526.

CHANTRAINE G., 2006, Le lien social à l'épreuve de l'incarcération : les maisons d'arrêt en France, *Politiques Sociales*, numéro spécial : « Les enfants de pères détenus », 25-34.

CHANTRAINE Gilles, 2006, A prisão pós disciplinar, *Revista IBCCRIM (Instituto Brasileiro de Ciências Criminais)*, 62.

CHANTRAINE G., CAUCHIE J.F., 2006, Risque(s) et gouvernementalité. Reconstruction théorique et illustration empirique : les usages du risque dans l'économie du châtement légal, *Socio-Logos*, 1 (article téléchargeable sur le site Internet : <http://sociologos.revues.org/document13.html>).

CHANTRAINE G., 2006, La prison post-disciplinaire, *Déviante et Société*, 30, 3, 273-288.

CAUCHIE J.F., CHANTRAINE G., 2006, Use of Risk in the Government of Crime, *Champ Penal/ Penal Field*, 2 (article téléchargeable sur le site Internet : <http://champpenal.revues.org/document467.html>).

CHANTRAINE G., 2005, Prison and Sociological Perspective. For an Off-Center Critical Analysis, *Champ penal/ Penal Field*, 1 (article téléchargeable sur le site Internet : <http://champpenal.revues.org/>).

CHANTRAINE G., 2005, L'idéal-type comme outil d'analyse des expériences carcérales individuelles, *Caiete Sociologice, Revista a Institutului Social Roman*, 3, 357-369.

CAUCHIE J.F., CHANTRAINE G., 2005, De l'usage du risque dans le gouvernement du crime. Nouveau prudentialisme et nouvelle pénologie, *Champ Penal/ Penal Field*, 2 (article téléchargeable sur le site Internet : <http://champpenal.revues.org/document78.html>).

CHANTRAINE G., 2005, L'ordre négocié en détention Paix armée et structure de domination (maison d'arrêt, France), *Criminologie*, 37, 2, 97-223.

CHANTRAINE G., 2004, Prison et regard sociologique : pour un décentrage de l'analyse critique, *Champ Penal/ Penal Field*, 1 (article téléchargeable sur le site Internet : <http://champpenal.revues.org/document39.html>).

#### Rapport de recherche

CHANTRAINE G., (dir.), 2008, *Trajectoires d'enfermement. Récits de vie au quartier mineurs*, Paris-Guyancourt, DPJJ-CESDIP.

#### Participation à des ouvrages collectifs

CHANTRAINE G., CAUCHIE J.F., 2007, Entre réalisme et constructivisme, les états épistémologiques du risque, in CARTUYVELS Y., (dir.), *Variations sur le risque*, Bruxelles, Fondations Universitaires Saint-Louis.

CHANTRAINE G., 2004, Les temps des prisons. Inertie, réformes et renforcement d'un dispositif institutionnel, in ARTIÈRES Ph., LASCUMES P., (dir.), *Gouverner, enfermer. La prison, un modèle indépassable ?*, Paris, Presses de Sciences-Po, 57-82.

CHANTRAINE G., 2004, La mécanique du temps vide. Structure sécuritaire et réactions individuelles au temps carcéral, in KAMINSKI D., KOKOREFF M., (dir.), *Sociologie pénale : système et expérience*, Paris, Erès, 257-271.

#### Coordination de numéros spéciaux et dossiers thématiques de revues

CHANTRAINE G., PATOUILLARD V., (dir.), 2007, *Vacarme*, 40.

CHANTRAINE G., (dir.), 2007, Politiques du risque, dossier de la revue *Vacarme*, 40, 13-50.

CHANTRAINE G., MARY Ph., (dir.), 2006, Prisons et mutations pénales, numéro spécial de la revue *Déviante et Société*, 3.

CHANTRAINE G., GRELET S., ZAOUÏ P., (dir.), 2006, Savoirs et pratiques de gouvernés, dossier de la revue *Vacarme*, 36, 13-42.

## Actes de colloques nationaux et internationaux

CHANTRAINE G., 2004, Société du risque et gouvernementalité. Jalons pour une reconstruction théorique, Acte du colloque *Acteur, risque et prise de risque à l'épreuve des sciences sociales* organisé par le CLERSÉ, Villeneuve d'Ascq, Université Lille I.

## Autres articles

BÉRARD J., CHANTRAINE G., 2008, Mai 68 et les prisons. Un peu avant, un peu après, un peu maintenant, *Vacarme*, 44.

BÉRARD J., CHANTRAINE G., 2008, Rétention de sûreté, *Vacarme*, 43.

BÉRARD J., CHANTRAINE G., 2008, la carcéralisation du soin psychiatrique, *Vacarme*, 42.

BÉRARD J., CHANTRAINE G., 2007, 80 000 détenus en 2017 ?, *Vacarme*, 41.

CHANTRAINE G., 2007, Prendre le risque ?, *Vacarme*, 40, 14-15.

CHANTRAINE G., 2007, Quelle autonomie en prison ?, *Sciences Humaines*, 181.

BÉRARD J., CHANTRAINE G., 2007, "Ai-je le droit d'avoir des droits ?", *Vacarme*, 40, 52-55.

BÉRARD J., CHANTRAINE G., 2007, "Do I have the Right to have Rights", *Vacarme*, 40, 52-55.

BÉRARD J., CHANTRAINE G., 2007, "Au bout d'un moment, on n'est plus qu'un délinquant", *Vacarme*, 39, 50-53.

BÉRARD J., CHANTRAINE G., 2006, "Nous, les emmurés vivants", *Vacarme*, 38, 52-56.

BÉRARD J., CHANTRAINE G., 2006, "Walled Up Alive", *Vacarme*, 38, 52-56.

CHANTRAINE G., 2006, Le désastre humain de l'enfermement carcéral, *L'Humanité*, 30 septembre.

CHANTRAINE G., 2006, Du progrès carcéral, *Vacarme*, 36, 15-20.

CHANTRAINE G., KAMINSKI D., 2005, Dialogue autour de « Au bout de nos peines », de N. Christie, *Champ Pénal/ Penal Field, Lectures et Confrontations Varia* (article téléchargeable sur le site Internet : <http://champpenal.revues.org/document415.html>).

CHANTRAINE G., VACHERET M., 2005, Psychological Expertise, Risk Management and Power Relations in Canadian Prisons, *Penal Issues*, XVIII, 4, 1-4.

CHANTRAINE G., VACHERET M., 2005, Expertise psychologique, gestion des risques et rapports de pouvoir dans les pénitenciers canadiens, *Questions Pénales*, XVIII, 4, 1-4.

CHANTRAINE G., 2005, Expériences carcérales et savoirs minoritaires. Pour un regard "d'en bas" sur la sanction pénale, *Informations Sociales*, numéro spécial : "La sanction", 127, 42-52.

CHANTRAINE G., 2005, Les leçons ambivalentes des prisons canadiennes, *La Chronique*, 222, 14-15.

CHANTRAINE G., 2004, Idéal-type et expériences carcérales individuelles, *Idées*, dossier : "La régulation sociale", 138, 20-28.

CHANTRAINE G., 2004, Dynamique carcérale et critique sociopolitique, *Cosmopolitiques, Pratiques Cosmopolitiques du Droit*, 8, 103-111.

JOBARD F., CHANTRAINE G., 2004, Trajectoires du contrôle, *Vacarme*, 29, 138-141.

CHANTRAINE G., 2004, La prison ne participe pas à la réinsertion, *Dedans-Dehors*, 42, 18-19.

CHANTRAINE G., 2004, Prison, risque, contrôle. Mutations de l'emprise carcérale, *Ecorev, Enfermement de la Misère, Misère de l'Enfermement*, 15, 9-13.

## Comptes rendu de lectures

CHANTRAINE G., 2004, "L'industrie de la punition" de Nils Christie, *Universalía* 2004, 365.

CHANTRAINE G., 2004, Compte-rendu de lecture de "Christie N., 2003, *L'industrie de la punition, prison et politique pénale en Occident*, Paris, Autrement", *Revue Française de Sociologie*, 45, 2, 396-398.

## 3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

## Organisation de colloque international

- 17-18 mars 2005 : *Prisons et mutations pénales / Prisons and Penal Transformations*, Colloque international organisé par Gilles Chantraine, Sylvie Frigon et Dominique Robert, Ottawa (Canada), Université d'Ottawa, Département de Criminologie.

## Organisation de séminaires de recherche

- 2007-2010 : co-organisateur, avec Antoinette Chauvenet (CEMS), Daniel Fink (Office National de la statistique, Suisse), Dan Kaminski (Université de Louvain-la-Neuve) et Philippe Mary (Université Libre de Bruxelles), du séminaire « *Prison, pénalité, modernité* », dans le cadre du GERN, Neuchâtel-Bruxelles-Guyancourt.

- 2007-2008 (année à venir) : co-organisation avec Geneviève Pruvost des séminaires du CESDIP.

- 2004-2005 : co-organisateur, avec Antoinette Chauvenet (CEMS) et Pierre V. Tournier (Centre d'Histoire Sociale du XX<sup>e</sup> Siècle) du séminaire « *Mesures pénales et privation de liberté* ».

## Participation à des revues scientifiques

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2004, je suis membre du comité de lecture de la revue *Questions Pénales*.

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2004, je suis membre du comité de lecture de la revue internationale et bilingue *Champ Pénal/ Penal Field*.

Depuis le 16 avril 2005, je suis directeur éditorial de la revue internationale et bilingue *Champ Pénal/Penal Field*.  
Depuis mai 2005, je suis membre du comité éditorial de la revue *Vacarme*.  
J'effectue également ponctuellement des évaluations d'articles pour les revues *Criminologie* et *Déviance et Société*.

### **Emissions radiophoniques**

CHANTRAINE G., 2006, Gouverner les prisons, *Terrains Sensibles*, émission animée par Joseph Confavreux, France Culture, 19 juillet.

CHANTRAINE G., 2006, Expériences carcérales en maison d'arrêt, *L'Instant Bleu*, émission animée par Thierry Dugeon, France Inter, 17 avril.

CHANTRAINE G., 2006, La justice actuarielle : peut-on appliquer les principes de l'assurance à la politique pénale ?, *Le Bien Commun*, émission animée par Antoine Garapon, France Culture, 1<sup>er</sup> avril.

CHANTRAINE G., 2006, Action directe et emprisonnement, *L'Instant Bleu*, émission animée par Thierry Dugeon, France Inter, 28 février.

### **Enseignements**

- Novembre 2007 : Master 2 Recherche, séminaire "*Ville, déviance et processus pénal*", animé par Dominique Duprez, cours (4 h).

- Février-mars 2007 : "*Sociologie de la prison*", Département de Criminologie de l'Université d'Ottawa (Canada) (6 h).

- Octobre-décembre-2006 : Master 2 Professionnel "*Direction et Responsabilités dans le champ social*", Université de Lille II, "*Sociologie du crime*" (12 h).

- 2005-2006 : Cours de "*sociologie du crime*", en licence de sociologie, Université de Lille I (12 h).

### **Professeur invité**

18 février-3 mars 2007 : professeur invité au Département de Criminologie de l'Université d'Ottawa (Canada).

### **Conférence de consensus**

26-30 janvier 2007 : membre du jury de la conférence de consensus « *L'expertise psychiatrique pénale* », organisée par la Fédération Française de Psychiatrie à la demande du ministère de la Santé, avec le concours de la Haute Autorité de Santé, Paris, ministère de la Santé.

### **Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité**

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

### **Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009**

Date :

Signature :

**Contractualisation vague D 2010-2013**

**Unité de recherche : dossier unique**

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>**  
**concernant les 4 dernières années**  
**à joindre à la partie « bilan » et/ou à la partie « projet »**

**Enseignant-chercheur, chercheur,**  
**ingénieur de recherche ou cadre scientifique,**  
**autres personnels ayant une activité de recherche**

*(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)*

*Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :*

- pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> <i>(label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)</i>	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> <i>(intitulé, établissement support, responsable)</i>
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>

**Nom :** DIDIER  
**Prénom :** Emmanuel  
**Date de naissance :** 21 mars 1970  
**Courriel :** didier@cesdip.com

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance :** CNRS

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :** CR2

**Ingénieur de recherche**  **HDR**  **Grade :**  
**ou cadre scientifique**

**Situation particulière :**  
*(délégation, détachement, mise à disposition, ...)*

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :** 40

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou**  
**commissions spécialisées d'un organisme :**  
**Sciences politiques**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

## 1) Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :

Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.

**Étude quantitative de la délinquance**, à travers deux programmes :

- **Enquêtes régionales/locales** : exploitation d'un instrument d'enquête de victimation/insécurité mis au point par l'équipe du CESDIP :
  - **Île-de-France** : analyse par l'équipe victimation/insécurité de la deuxième enquête régionale conduite par l'IAURIF sur échantillon de 10 000 personnes, incluant comparaison avec la première enquête.
  - **FORUM** : Contrat 051104 avec le Forum français pour la sécurité urbaine aux fins de réaliser 5 enquêtes de victimation/insécurité à Aulnay-sous-Bois, Aubervilliers, Gonesse, Saint-Denis et dans la Communauté urbaine du Grand Lyon. En deux vagues pour chacun des cinq sites (taux de victimation et d'insécurité d'abord, analyses multivariées ensuite), les données ont été analysées par l'équipe, à cheval sur les années 2005-2006 et les rapports intermédiaires puis définitifs remis au FFSU, les données restituées aux villes commanditaires au cours de nombreuses réunions municipales.
- **CRIMINSEC** : attribution d'un contrat ANR (BLAN07-3\_184143, 190 000€) sur 3 ans (fin 2007-fin 2010) ; 1 DR, 2 CR, 2 IE ; pour un programme d'analyse secondaire de toutes les enquêtes françaises victimation/insécurité (nationales, régionales, locales) dans lequel j'analyse et j'interprète les données. Deux axes de travaux :
  - CHANGEMENTS DE LA DÉLINQUANCE SUR LE LONG TERME
    - \* sérialisation des données
    - \* comparaison entre séries provenant d'enquêtes et séries institutionnelles
    - \* mise au contexte sur le long terme
  - COMBINAISON DE L'EXPOSITION AU RISQUE DÉLINQUANT ET DE L'INSÉCURITÉ
    - \* construction de typologies combinant victimation et insécurité
    - \* étude de l'inscription territoriale de la victimation et de l'insécurité

... soit l'une des plus grosses recherches quantitatives sur la délinquance actuellement en chantier en Europe. Du premier axe, les deux premières séries de travaux ont été menées à bien, complétées par une analyse systématique du renvoi des victimations à la police. Les 4 articles qui en ont été tirés sont actuellement en lecture.

Etudes de **socio-histoire de la statistique**.

La socio-histoire des statistiques est un domaine qui prend aujourd'hui un essor considérable, qui prend pour objet les nombreuses controverses politiques associées à des débats statistiques : récemment, on a pu observer la controverse autour du taux de chômage de l'INSEE ; les débats sur les statistiques ethniques ; le débat sur le pouvoir d'achat ou encore les difficultés autour des indicateurs d'objectifs chiffrés (particulièrement dans le cadre de la LOLF), etc. Ces controverses ne sont pas simplement techniques mais liées à des prises de positions politiques. Elles posent donc des problèmes théoriques importants et nouveaux parce que la sociologie de la connaissance y entre en contact avec la sociologie du pouvoir.

**L'invention des sondages aléatoires par l'administration américaine pendant le New Deal.** Attribution d'un financement par la DREI du CNRS (6 000€ sur trois ans). Ce projet a été l'occasion de nombreuses collaborations internationales, en particulier : invitation par le Max Planck Institut pour l'Histoire des Sciences de Berlin en 2006 (mars- août) ; Invitation par l'Université de Chicago en 2008 (mars – août). Il a donné lieu à la rédaction d'un ouvrage intitulé *En quoi consiste l'Amérique ? Les sondages, le New Deal et l'administration*, qui est maintenant *sous contrat* avec La Découverte – à paraître en février 2009. Actuellement à Chicago, je suis en train d'en proposer la traduction à des éditeurs américains.

**Histoire et usages des données de victimation en France.** Dans le cadre du projet CRIMINSEC et faisant un pont entre mes deux principaux thèmes de recherche, nous avons étudié l'histoire des séries de victimation en France et leurs usages, qui est passé de la lutte contre l'exclusion au management de la police. Cette étude a donné lieu à un article soumis à la revue *Genèses*.

**Organisation de conférences.**

- \* 25 juillet 2008, avec les fonds de et à l'Université de Chicago une journée d'étude intitulée « **State Knowledge during the Great Depression : Control as Usual ?** » avec huit intervenants sur les savoirs produits par l'Etat fédéral pendant le New Deal (dont les savoirs statistiques) et leurs usages et une réflexion théorique sur la validité des thèses foucaaldiennes sur le pouvoir de l'Etat dans la situation américaine.
- \* 18 janvier 2005 Journée d'étude intitulée « **Comment mesure-t-on la délinquance ?** », dans le cadre du séminaire ACI « Statistique et évaluation des politiques publiques » organisée par l'UMR Education & Politiques (INRP/Lyon2) et le Groupe de Sociologie Politique et Morale (EHESS).

## 2) Production scientifique :

**Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :**

*Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.*

**Livre**

*En quoi consiste l'Amérique ? Les sondages, le New Deal et la démocratie.* La Découverte, à paraître fev. 2009.

**Articles**

« L'apparition des sondages aléatoires et des statisticiens agricoles aux États-Unis, 1920-1940 », Mars 2008 *Courrier des statistiques* n° 123, 15-18.

« Quelles cartes pour le New Deal ? De la différence entre gouverner et discipliner » *Genèses*, 68, sept. 2007, 48-74.

« Do Statistics 'Perform' the Economy ? » in *Do Economists Make Markets? On the Performativity of Economics*, MacKenzie, D. et al. (Eds.), Princeton University Press, 2007 pp. 276-310.

"Releasing market statistics", in *Making Things Public, Atmospheres of Democracy*, Bruno Latour and Peter Weibel (Eds.), Cambridge, MIT press, 2005, pp. 638-642.

#### Articles de diffusion de résultats de résultats de recherche :

Victimisations et insécurité en milieu urbain. Les enquêtes 2005, *Questions pénales*, 2006, XIX, 5 (en collaboration avec Philippe Robert, Sophie Nevanen, Renée Zauberman)

Victimisations et statistiques policières en Île-de-France, *Questions Pénales*, 2007, XX, 1 (en collaboration avec Philippe Robert, Sophie Nevanen, Renée Zauberman)

Victimization and insecurity in urban areas. the 2005 surveys, *Penal Issues*, 2006, XVII, 19-22

Victimisation and police statistics in the Île-de-France Region, *Penal Issues*, January 2007.

#### Rapports de recherche.

Enquête locale 2005 sur la victimation et l'insécurité. Cinq rapport rendus aux communautés urbaines de Aulnay Sous Bois, Saint-Denis, Aubervilliers, Gonesse, et municipalité du Grand Lyon.

#### 3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

#### Développement d'une page web professionnelle

[www.emmanueldidier.net](http://www.emmanueldidier.net).

#### Enseignement régulier

Ecole Nationale de la Statistique et de l'Analyse de l'Information (ENSAI) de Rennes : Socio-histoire des statistiques (20 heures annuelles)

#### Enseignement ponctuel.

University of Chicago 2008: Democracy and Statistics during the New Deal (spring quarter: 20 heures)

#### Principales conférences et communications.

\* 18 mai 2006 Intervention à la journée d'études internationales « La politique des grands nombres. Autour d'Alain Desrosières », **Centre Marc Bloch, Berlin** : « Les lunettes d'Alain Desrosières : un œil réaliste et l'autre constructiviste ».

\* 15 février 2006 Intervention aux premières Journées d'Histoire de la Statistique, **INSEE- ENSAE**. « L'apparition des sondages aléatoires et des statisticiens agricoles aux États-Unis, 1920-1940 ».

\* 31 Mai -2 juin 2007 Colloque international Lay participation in the history of scientific observation, **Max Planck institut pour l'histoire des sciences Berlin**. Paper : "How People on Relief can become Statisticians? The Civil Works Administration statistical projects during the Depression in the US."

\* 10- 20 juin 2007 : Agricultural History Society Conference. **Iowa State University**, Ames, Iowa, USA. Communication : « Some effects of statistics upon agriculture. »

\* 24-30 juin 2007 **Colloque de Cerisy** : exercice de métaphysique empirique, autour des travaux de Bruno Latour. Atelier intitulé : ...statistiques (REF+ORG/HAB)...

\* 11 et 12 décembre 2007. Workshop international « Darstellungen des Zukunft. Ueber Risiken und Sichtbarkeit » (Les représentations du futur. Sur le risque et la sécurité). **KunstlerHaus, Stuttgart**. <http://www.kuenstlerhaus.de>

\* 10 mars 2008, Lundi du CEVIPOF, **Sciences Po Paris**. "Refuser la misère. Quelle est l'actualité de la pensée politique de Joseph Wresinski?" Séance organisée en collaboration avec le Mouvement ATD QUART MONDE. Communication : « L'indicateur de pauvreté « ancré dans le temps » proposé par le Haut commissariat aux solidarités actives est discutable ».

\* 19 mars 2008 **INSEE - ENSAE**, 2ndes Journées d'Histoire des Statistiques. Intervention : « Les enquêteurs du New Deal : des victimes à l'industrialisation ».

\* 11 avril 2008 **University of Wisconsin, Madison**, Center for Culture, History, and Environment. "How do democratic policies and statistical techniques hold together?"\*6 juin 2008 **University of Chicago**, History and Philosophy of Science Workshop "Did New Deal Federal Statisticians Oppose Foucault?"

#### Fonctions éditoriales.

Membre du comité de rédaction de *Questions Pénales*.

Reviewing pour *Social Studies of Science* et pour les *Annales de la Communication*.

#### Consulting.

\*14 février 08 Consultance pour ATD-Quart Monde sur les indicateurs de la pauvreté du Haut commissariat. Envoi d'une lettre consignée avec Bruno Tardieu, délégué national ATD Quart Monde, à Marie-Odile Simon, du cabinet de Martin Hirsch, sur les indicateurs de mesure de la pauvreté. *Le Monde* et *Alternatives Economiques*, entre autre, ont fait écho de notre intervention. L'indicateur a été modifié suite à notre intervention.

\* 8 janvier 2008 consultance à l'Ecole des Mines de Paris, Centre de Sociologie de l'Education, sur le projet ANR PragmaLOLF et sur les indicateurs statistiques de performance.

\* 23 Février 2007 Réunion de consultation au ministère des finances, direction de la prévision, sur la question de l'indépendance statutaire de l'INSEE (à propose de la querelle sur le taux de chômage) à l'invitation de Marie-Cécile Misak.

**Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité**

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

**Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009**

Date :

Signature :

**Contractualisation vague D 2010-2013**

**Unité de recherche : dossier unique**

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>  
concernant les 4 dernières années  
à joindre à la partie "bilan" et/ou à la partie "projet"**

**Enseignant-chercheur, chercheur,  
ingénieur de recherche ou cadre scientifique,  
autres personnels ayant une activité de recherche**

*(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)*

*Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :*

- pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> <i>(label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)</i>	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> <i>(intitulé, établissement support, responsable)</i>
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>

**Nom :** DOUAT  
**Prénom :** Étienne  
**Date de naissance :** 15 juin 1974  
**Courriel :** etiennedouat@hotmail.fr

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance :** IUFM Poitou-Charentes

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :** MCF

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Ingénieur de recherche  
ou cadre scientifique**  **HDR**  **Grade :**

**Situation particulière :**  
*(délégation, détachement, mise à disposition...)*

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :**  
**19**

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou  
commissions spécialisées d'un organisme :**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

## **1) Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :**

*Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.*

*Thème de recherche principal : l'absentéisme scolaire*

J'ai dans un premier temps proposé une déconstruction de la montée en puissance politique et médiatique de l'absentéisme scolaire, à travers une étude des manières de dire et de faire, travaillées au cours d'un processus de socialisation collectif, qui ont constitué la pratique de l'absentéisme comme problème social digne d'intérêt. J'ai ainsi pu mettre en évidence que ce processus de construction s'est essentiellement opéré à l'ombre de la problématique des jeunes de banlieue, indissociablement conçus comme dangereux et en danger. La question de l'absentéisme scolaire s'est imposée et thématifiée comme un problème préoccupant, à partir du moment où elle a été subsumée sous la question de la sécurité intérieure et de sa composante centrale, la délinquance des mineurs.

L'analyse des présupposés à l'œuvre dans les discours et pratiques concernant l'absentéisme et l'étude de leurs agencements, a permis de construire un point de vue sociologique et d'élaborer des hypothèses fondatrices pour le travail de recherche. Cette déconstruction a d'abord permis de rompre avec l'analyse déficitaire particulièrement mobilisée dans la construction commune du phénomène, et de considérer au contraire qu'il faut s'interroger sur ce qui, dans la socialisation des élèves – en plein – permet de rendre compte de leurs pratiques. Ensuite, il est apparu nécessaire de rompre avec le discours de responsabilisation-culpabilisation des parents des élèves absentéistes : la recherche s'est donc orientée vers une approche relationnelle, interrogeant les pratiques des élèves au carrefour d'une pluralité d'espaces de socialisation, plus ou moins contradictoires. À cet égard, le rôle de l'institution scolaire dans la formation de dispositions anti-scolaires, dans la plupart des cas écarté des discours politiques, médiatiques et institutionnels, m'a paru devoir être pleinement intégré dans le cadre des interrogations de l'enquête. Enfin, cette déconstruction m'a permis de mettre en lumière l'importance de la préoccupation sociale dominante pour assurer un contrôle des corps, et confirme l'intuition que cette dimension est centrale dans le phénomène.

Dans un second temps, j'ai donc proposé une contribution à l'analyse de la variation du rapport à l'impératif d'assiduité scolaire à partir d'une enquête qualitative auprès de 32 élèves absentéistes dans deux collèges ZEP de la région parisienne. En restituant leur trajectoire, j'ai à la fois analysé les processus de construction d'habitudes contradictoires par rapport à l'obligation scolaire et mis en évidence la manière dont celles-ci pouvaient s'actualiser, se retravailler ou au contraire rester en veille en fonction des différentes situations scolaires et extra scolaires vécues par les élèves (de manière à rendre compte de l'oscillation de leur comportement entre présence et absence.)

Les collégiens rencontrés connaissent une scolarité primaire relativement facile avec un respect presque sans faille de l'impératif d'assiduité. Les difficultés qu'ils rencontrent alors dans les apprentissages sont souvent masquées par une organisation pédagogique qui minore les erreurs et survalorise les succès. En entrant au collège, les difficultés s'actualisent rapidement dans des situations d'apprentissage plus exigeantes. La plupart d'entre eux ne sont plus inscrits dans des activités formelles extra scolaires. Ce qui constituait un lien avec l'école, voire se confondait avec elle (proximité des modes d'encadrement, des rythmes, etc.) et palliait partiellement la distance culturelle entre milieu d'origine et école, disparaît pour laisser précisément à cette distance toute sa force. La disparition des encadrements associatifs donne davantage de poids aux expériences socialisatrices concurrentes avec les exigences scolaires. La dévalorisation croissante de ces élèves sur le plan scolaire favorise une recherche de reconnaissance dans des activités informelles de quartier dont les rythmes et l'organisation ne les soutiennent guère dans l'acceptation des règles institutionnelles. Tandis que la forme scolaire de la contrainte corporelle semble de moins en moins supportable, les désordres se développent. L'exclusion comme réponse quotidienne aux transgressions constitue alors une manière d'inviter les élèves à se conformer aux verdicts de certains enseignants en disparaissant. Néanmoins, la sociabilité qu'ils entretiennent au collège, certaines pratiques familiales, une relation privilégiée avec un enseignant, l'organisation pédagogique et /ou le contenu de certaines matières peuvent contribuer à mettre en veille plus ou moins durablement leurs résistances à l'assiduité. Malgré leurs pratiques absentéistes régulières, les élèves rencontrés demeurent donc quotidiennement travaillés par l'obligation scolaire. Parce qu'ils évoluent successivement et simultanément dans des univers de socialisation complexes, ces élèves absentéistes ne deviennent pas mécaniquement déscolarisés mais sont susceptibles de demeurer tiraillés durablement par des habitudes contradictoires. A la fois distants et familiers de l'univers scolaire (thèse soutenue en 2005).

**Ce travail sur les phénomènes d'absentéisme et de décrochage s'est poursuivi en 2007-2008** par une recherche action autour de l'absentéisme et du décrochage scolaire dans une dizaine de lycées et collèges parisiens.

**Titre de la recherche :** *Recherche action autour de la lutte contre l'absentéisme et le décrochage scolaire et pour un renforcement de l'assiduité des élèves*, Rectorat de Paris / Fond social européen, octobre 2007-mai 2009.

*Equipe de recherche :*

- Maryse Esterle Hedibel, direction,
- Étienne Douat, chercheur associé au CESDIP,
- Karine Soguet et Clémence Neel, étudiantes en Master à l'Université de Versailles-Saint-Quentin, volet quantitatif.

## **2) Production scientifique :**

**Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :**

*Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.*

DOUAT É., 2007, La construction de l'absentéisme scolaire comme problème de sécurité intérieure dans la France des années 1990-2000, *Déviance et Société*, 2, 149-171.

### **3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :**

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

#### **Expertise**

- Chargé de mission auprès de la ligue de l'Enseignement du Val d'Oise : mise en place et suivi d'une consultation (Ville de Soisy) auprès de la population (habitants, élus, enseignants, adolescents, responsables institutionnels...) afin d'élaborer le Projet Educatif Local (PEL) de ce territoire (2007-2008).
- Chargé de mission auprès de l'Association Je Tu II (actions d'éducation à la responsabilité sexuelle et affective dans un but de prévention des violences, prévention des actes pédophiles, prévention des violences et des abus sexuels chez les pré-adolescents...) : évaluation du programme "éducation à la responsabilité sexuelle et affective" mis en œuvre dans vingt collèges parisiens à travers une enquête par questionnaire auprès de l'ensemble de la population concernée (2007-2008)

#### **Enseignement**

- *École Normale Sociale (Paris XVIII<sup>e</sup>) :*
  - . TD de théorie sociologique sur plusieurs thématiques : déviance, socialisation, exclusion, échec scolaire, absentéisme scolaire, déscolarisation, "les émeutes de 2005" ;
  - . Encadrement de quatre mémoires de fin d'études ;
  - . Encadrement d'un stage de terrain de 8 semaines d'un groupe d'étudiants : cours de méthodologie, suivi de l'enquête ethnographique, aide à la construction du rapport et participation au jury dans le cadre d'un module intitulé "découverte du milieu du travail social".
- *Université Paris Descartes :*
  - . Contribution à l'analyse de l'évolution des nouveaux profilages du risque dans la France contemporaine (cours sur l'absentéisme scolaire et la toxicomanie) + étude des nouveaux cadres de la coopération entre "experts" et "citoyens ordinaires" pour définir les risques (Master pro 2 "Évolution et gestion des risques sociaux", module "Comportements privés, risques et problèmes sociaux") ;
  - . Coordination de ce module : élaboration du programme, recherche des intervenants extérieurs et évaluation.
- *Protection judiciaire de la jeunesse / Pôle territorial de Formation Île-de-France :*
  - . Méthodologie d'enquête et participation au suivi des mémoires de fin d'études.

#### **Actions de valorisation de la recherche**

- Intervention sur l'absentéisme scolaire auprès de l'association Synergie / réseau Ville Hôpital du Val d'Oise (Sarcelles) dans le cadre d'un cycle de conférences sur "*la souffrance psychique des jeunes*" ;
- Communication au II<sup>e</sup> congrès de l'AFS, Bordeaux, 5-8 septembre 2006 : "*La construction de l'absentéisme scolaire comme question de sécurité intérieure*" ;
- Communication au colloque international "*Jeunes, dynamiques identitaires et frontières culturelles*" organisé par le réseau tunisien de l'AISLF et le CR28 ("Sociologie de la jeunesse") de l'AISLF, Hammamet (Tunisie), 15-17 février 2007 : "*Collégiens absentéistes dans le contexte de massification scolaire. Quête de reconnaissance et contradictions de l'institution*" ;
- Intervention sur l'*absentéisme scolaire* à l'IUFM de Versailles dans le cadre de la formation initiale des conseillers principaux d'éducation (20 décembre 2007) ;
- Communication dans le cadre de la seconde journée de la plateforme des droits de l'enfant "*La parole des enfants et des jeunes à la table des familles*" organisée par le Conseil Général de Seine-Saint-Denis à Aubervilliers : "*Années collèges, échanges possibles et impossibles entre adolescents et parents*" (14 février 2008).

#### **Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité**

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

#### **Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009**

Date :

Signature :



**Contractualisation vague D 2010-2013**

**Unité de recherche : dossier unique**

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>  
concernant les 4 dernières années  
à joindre à la partie "bilan" et/ou à la partie "projet"**

**Enseignant-chercheur, chercheur,  
ingénieur de recherche ou cadre scientifique,  
autres personnels ayant une activité de recherche**

*(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)*

*Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :*

- pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> <i>(label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)</i>	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> <i>(intitulé, établissement support, responsable)</i>
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>

**Nom :** ESTERLE-HEDIBEL  
**Prénom :** Maryse  
**Date de naissance :** 11 décembre 1951  
**Courriel :** meh@cesdip.com

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance :** Université d'Artois, IUFM (9 rue du Temple - 62030 Arras Cedex)

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Ingénieur de recherche  
ou cadre scientifique**  **HDR**  **Grade :**

**Situation particulière :**  
*(délégation, détachement, mise à disposition...)*

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :**  
**70 ou 19**

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou  
commissions spécialisées d'un organisme :**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

## **1) Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :**

*Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.*

*Le thème principal de mes recherches est celui des normes et déviances en milieu scolaire, à travers le prisme de la déscolarisation et des absences répétées des élèves (absentéisme).*

Sont étudiées les interactions entre élèves, parents/familles, agents scolaires, travailleurs sociaux afin d'analyser les processus d'arrêts de scolarité et d'établir des corrélations entre les décisions institutionnelles et les trajectoires des élèves. Ces processus multifactoriels rendent compte de la catégorisation d'élève "absentéiste" ou en voie de déscolarisation comme acteurs de déviances devant être redressées en vue d'une adéquation aux normes scolaires, considérées par les agents scolaires comme prémisses des normes sociales.

Les élèves en difficulté deviennent des personnes "difficiles", et l'ensemble des acteurs scolaires s'entend pour traiter leur situation par des injonctions et des sanctions plutôt que par des solutions leur permettant de poursuivre leurs études. La gestion des "déviants scolaires" tend ainsi à être pensée et mise en actes en termes de préservation de l'ordre scolaire, sanctionnant les manquements aux règles, tant d'assiduité que de comportement, les mauvais résultats étant quasiment inclus dans le registre des transgressions.

Cependant, nous avons pu observer des positionnements institutionnels différents, marqués par un regard moins stigmatisant sur les élèves déviants, par l'affirmation de l'éducabilité de tous les élèves, et par la recherche de solutions individualisées, faisant appel à des partenaires extérieurs à l'école (éducateurs spécialisés ou organismes d'insertion par exemple). Dans ces cas là, l'accent n'est pas tant mis sur le rapport à la loi ou à la norme, que sur la problématique générale du sujet, considéré comme un "enfant" ou un "adolescent" autant que comme un "élève". Ainsi se développent, soit à la marge soit avec le soutien des autorités académiques, des démarches éducatives et pédagogiques dont la présence et l'action n'entament pas les mécanismes de sélection et d'exclusion, mais qui sont susceptibles de proposer des alternatives à certains élèves très en difficulté dans le système scolaire classique, tout en permettant aux établissements scolaires de se délester des élèves les plus déviants dans le contexte actuel du système scolaire.

Ces démarches coexistent avec une tendance forte à la pénalisation des conduites juvéniles en milieu scolaire et à l'intervention accrue de la police et de la justice dans la vie des établissements scolaires. Cette problématique, commencée par les recherches portant sur les processus d'arrêts de scolarité et l'étude des dispositifs relais autour de 3 collèges sur la ville de Roubaix (2000-2004) et synthétisée dans l'ouvrage référencé *infra*, se poursuit en 2007-09 par une recherche action autour de l'absentéisme et du décrochage scolaire dans une dizaine de lycées et collèges parisiens.

**Titre de la recherche :** *Recherche action autour de la lutte contre l'absentéisme et le décrochage scolaire et pour un renforcement de l'assiduité des élèves, Rectorat de Paris / Fond social européen, octobre 2007-mai 2009.*

*Equipe de recherche :*

- Maryse Esterle Hedibel, direction,
- Étienne Douat, chercheur associé au CESDIP,
- Karine Soguet et Clémence Neel, étudiantes en Master à l'Université de Versailles-Saint-Quentin, volet quantitatif.

## **2) Production scientifique :**

**Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :**

*Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.*

### **Ouvrage scientifique**

ESTERLE-HEDIBEL M., 2007, *Les élèves transparents. Les arrêts de scolarité avant 16 ans*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion.

### **Chapitres dans des ouvrages collectifs**

ESTERLE-HEDIBEL M., 2007, Absentéisme, in BARREAU J.M., (dir), *Le dictionnaire des inégalités scolaires en France*, Paris, Editions ESF, 21-24.

ESTERLE-HEDIBEL M., 2007, Déscolarisation, in BARREAU J.M., (dir), *Le dictionnaire des inégalités scolaires en France*, Paris, Editions ESF, 69-72.

ESTERLE-HEDIBEL M., 2007, Controverses théoriques autour des bandes de jeunes, in MUCCHIELLI L., MOHAMED M., (dir.), *Les bandes de jeunes. Des "Blousons Noirs" à nos jours*, Paris, La Découverte, 85-96.

ESTERLE-HEDIBEL M., 2005, Arrêts de scolarité et délinquance, in BRUNELLE N., COUSINEAU M.M., (dir.), *Trajectoires de délinquance juvénile, les éclairages de la recherche qualitative*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 121-152.

ESTERLE-HEDIBEL M., 2004, Précarité, stratégies familiales et déscolarisation, in GLASMAN D., ŒUVRARD F., (dir.), *La déscolarisation*, Paris, La Dispute, 201-217.

ESTERLE-HEDIBEL M., 2004, Quelle construction identitaire pour les jeunes déscolarisés ?, in GLASMAN D., ŒUVRARD F., (dir.), *La déscolarisation*, Paris, La Dispute, 247- 264.

### **Reuves à comité de lecture**

ESTERLE-HEDIBEL M., 2006, Absentéisme, déscolarisation, quand la marge interroge le centre, enseignants et élèves au cœur de l'enseignement pour tous, *Les Temps Modernes*, 637-638-639, 258-286.

ESTERLE-HEDIBEL M., 2006, Les formations des enseignants à la diversité culturelle en France : les mots pour le dire, *Revue des Hautes Ecoles Pédagogiques, de Suisse Romande et du Texin*, 4, 207-222.

ESTERLE-HEDIBEL M., 2006, Absentéisme, déscolarisation, décrochage scolaire, les apports des recherches récentes, *Déviance et Société*, 30, 1, 41-65.

ESTERLE-HEDIBEL M., 2005, Prévention et traitement del absentismo y de la desescolarización en Francia : experiencias y nuevas formas de actuar, *Revista Electrónica Iberoamericana Sobre Calidad, Eficacia y Cambio en la Educación (REICE)* (Prévention et traitement de l'absentéisme et de la déscolarisation en France : de nouvelles façons d'agir, *Revue Electronique Ibéro-Américaine sur la Qualité, l'Efficacité et le Changement en Education*).

### **3) Points forts de mes activités relevant des missions autres que la recherche :**

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

#### **Enseignement IUFM du Nord-Pas-de-Calais**

Formation initiale et continue des Professeurs des Écoles 1 et 2 et Professeurs lycées et collèges 1 et 2, Conseillers principaux d'éducation, chefs d'établissements.

#### **Autres enseignements**

##### **- Protection judiciaire de la jeunesse (CNFE Vaucresson) :**

- . mai 2004-mai 2005 : stage de formation continue "*Bandes de jeunes et prises de risque*" (30 h),
- . mai 2006-mai 2007 : stage de formation continue "*Comprendre prévenir et remédier au décrochage scolaire*" (24 h),
- . mai 2008 : stage de formation continue "*Comprendre prévenir et remédier au décrochage scolaire*" (30 h).

**- Centre National de Formation des Éducateurs de la PJJ de Vaucresson : 2004-2007 :** interventions "*Les bandes de jeunes, le décrochage scolaire*", éducateurs, responsables de services, personnels techniques.

**- Pôle territorial de formation de la PJJ de Rouen :** décembre 2005-décembre 2006 : stage de formation initiale "*Les bandes de jeunes*" (12 h).

##### **- Pôle territorial de formation de la PJJ de Paris :**

- . octobre 2007, mai 2008 : formation initiale "*Trajectoires scolaires des jeunes de milieu populaire, les élèves transparents*",
- . février 2005, mars 2006 : formation initiale "*Les bandes de jeunes*".

**- École Nationale de l'Administration Pénitentiaire, Agen : 2004-2007 :** formation des surveillants en adaptation quartiers mineurs, "*Approche sociologique de la délinquance des mineurs*" (2 journées par an).

**- Licence et maîtrise "*Normes déviance et criminalité*" : 2004-2006 :** "*Marginalités et sous-cultures déviantes, les bandes de jeunes*" (responsable : Michel Kokoreff) et co-direction de mémoires de maîtrise.

**- Université d'Alicante (Espagne), Departamento de Humanidades contemporáneas :** octobre 2006 : "*Conflictos y realidades en la Europa del 2006*" ("*Conflits et réalités dans l'Europe de 2006*") :

- . "Los alborotos en los suburbios franceses en octubre-noviembre de 2005 : olvido, discriminaciones y violencias" ("*Les désordres dans les banlieues françaises en octobre-novembre 2005 : oubli, discriminations et violences*").
- . "Inmigrantes de ayer y de hoy: un reto para la convivencia democrática" ("*Migrants d'hier et d'aujourd'hui : un défi pour le vivre ensemble démocratique*").

**- Université d'Alicante (Espagne), Departamento de Humanidades contemporáneas :** 11-15 juillet 2005 : université d'été 2005 "*Ciudadanía y diversidad en la Unión europea*" ("*Citoyenneté et diversité dans l'Union européenne*") :

- . 13 juillet 2005 : conférence "*Clandestinos y legales : evolución de las leyes y representaciones en Francia*" ("*Clandestins et réguliers : évolution des lois et des représentations en France*"),
- . 14 juillet 2005 : conférence "*Los descendientes de inmigrantes en Francia : ciudadanos entre el individuo y el grupo*" ("*Les descendants d'immigrants en France : des citoyens entre l'individu et le groupe*").

**- Université autonome de Barcelone :** 18 avril 2006 : formation professorale du second degré "*Los acontecimientos de noviembre de 2005 en los suburbios franceses, un reto para la educación en Francia ?*", "*Les événements de novembre 2005 dans les banlieues françaises, un défi pour l'éducation en France ?*".

**- Diplôme inter-universitaire : 2005-2006 :** "*Adolescents difficiles, pour une approche plurielle*", Formation continue éducation permanente (FCEP), Universités Lille II-Lille II, Département des Sciences de l'Éducation, "*Déscolarisation et décrochage scolaire*".

**- IUT Carrières sociales de Tourcoing : 2004-2005 :** "*Groupes de pairs et bandes de jeunes*" (1 journée par an).

#### **Direction de mémoires**

2003-2004, 2005-2006 et 2006-2007 : mémoires de maîtrise des sciences et techniques, Interventions et sciences sociales, mention "Protection Judiciaire de la Jeunesse", Université de Versailles-Saint-Quentin et ministère de la Justice, Centre national de Formation et d'Etudes de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, Vaucresson.

#### **Jury de soutenance de thèse**

Benjamin Moignard : "*De l'école à la rue : la construction et la structuration des conduites et des pratiques déviantes et délinquantes des adolescents dans et autour de l'école dans les quartiers populaires, une étude comparative entre la France et le Brésil*" (sous la direction d'Éric Debarbieux, professeur en sciences de l'Éducation à l'Université Victor Segalen-Bordeaux II), 27 novembre 2006, Université Victor Segalen-Bordeaux II.

#### **Évaluation d'articles, critique raisonnée d'ouvrages**

- *Revue Française de Pédagogie*,
- *Revue Spirale* (IUFM du Nord-Pas-de-Calais).

### Communications à des colloques avec publication des actes

- 14-16 novembre 2007 : colloque "Les jeunes et la loi, nouvelles transgressions, nouvelles pratiques ?" organisé par l'Association Française de Criminologie, Poitiers : "Déscolarisation et délinquance".
- 8-10 juin 2006 : colloque "Bandes de jeunes, des 'Blousons Noirs' à nos jours" organisé par le CESDIP, Juvisy-sur-Orge : "Controverses théoriques autour des bandes".
- 5-6 avril 2006 : Colloque national "L'école et la diversité culturelle : nouveaux enjeux, nouvelles dynamiques" organisé par le FASILD, Marseille : "La question de la formation des enseignants".
- 2-5 janvier 2005 : Colloque international "Innovación y transformación de la educación" organisé par l'International Congress for School Effectiveness and Improvement (ICSEI), Barcelone : "Prevención y tratamiento del absentismo y de la desescolarización en Francia : experiencias y nuevas formas de actuar" ("Prévention et traitement de l'absentéisme et de la déscolarisation en France : de nouvelles façons d'agir").

### Communications à des colloques sans publication des actes

- 24-26 novembre 2005 : colloque "Pour une école inclusive... Quelle formation des enseignants ?" organisé par l'IUFM de Créteil, atelier 3 : "Quelle formation des enseignants pour la prise en compte du multiculturalisme et plurilinguisme ?", Créteil : "La diversité culturelle dans les formations des enseignants : une réflexion à partir des pratiques".
- 26-28 octobre 2005 : colloque "Construction/déconstruction du collège unique : les enjeux de l'école moyenne" organisé par l'IUFM de Créteil, l'Université Paris VIII et l'AECSE, atelier 2 : "Logiques d'action, logiques professionnelles", Créteil : "Hétérogénéité, difficultés scolaires et déscolarisation : les enseignants face aux enjeux du collège unique".
- 8-9 septembre 2005 : colloque "L'établissement in situ" organisé par l'IFRÉSI/CLERSÉ, Lille : "Changer de regard : évolution des pratiques en direction des élèves en difficultés dans trois collèges".
- 20-21 juin 2005 : journées d'études "Travailler sur la déviance. Problèmes méthodologiques et déontologiques des recherches en sciences sociales" organisées par l'Association Française de Sociologie, Réseau thématique "Normes, déviations et régulations sociales", Paris : "L'accès au terrain et le recueil des données : de l'intérieur vers l'extérieur".
- 1<sup>er</sup>-3 mars 2005 : IX Congreso de educación comparada organisé par la Asociación española de educación comparada, Grenade (Espagne) : "La formación intercultural del personal docente en Francia, el ejemplo del Norte y Pas-de-Calais" ("La formation interculturelle des enseignants en France, l'exemple du Nord-Pas-de-Calais").
- 25-29 octobre 2004 : XII Congrès mondial d'éducation comparée, La Havane (Cuba) : "Los dispositivos de prevención y tratamiento del fracaso escolar y del absentismo en Francia" ("Les dispositifs de prévention et de traitement de l'absentéisme en France").
- 24-27 février 2004 : 1<sup>er</sup> congrès de l'Association Française de Sociologie, Villetaneuse, Réseau "Normes déviations, réactions sociales" : "La déscolarisation, une nouvelle forme de déviance juvénile ?" ; Réseau "Éducation" : "Les arrêts de scolarité avant 16 ans : étude des processus et remédiations".

### Expertises, responsabilités scientifiques

- **Responsabilité scientifique** (avec Cécile Carra) du colloque européen "Évolution des déviations et violences en milieu scolaire", programme CrimPrev "Assessing Deviance, Crime and Prevention in Europe", Paris, janvier 2009.
- **Expert scientifique** du séminaire interministériel "L'éducation des 16-18 ans : première chance", mai 2007-février 2008.
- **Membre du comité d'orientation et du comité de valorisation** de la revue *Diversité Ville École Intégration*, Centre National de Documentation Pédagogique (depuis 2002).
- **Participation au comité scientifique et pédagogique** de la commission "Citoyenneté et immigration", Inspection académique et commission pour l'Égalité des chances, et la citoyenneté, COPEC, préfecture du Nord) animé par Alcide Carton, inspecteur honoraire de l'Éducation Nationale, dont les travaux doivent contribuer au lien entre éducation à la citoyenneté, lutte contre les discriminations et disciplines enseignées à l'école, au collège et au lycée (depuis 2004).

### Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

### Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009

Date :

Signature :

## Contractualisation vague D 2010-2013

Unité de recherche : dossier unique

**Fiche individuelle d'activités<sup>1</sup>**  
concernant les 4 dernières années  
à joindre à la partie « bilan » et/ou à la partie « projet »

**Enseignant-chercheur, chercheur,  
ingénieur de recherche ou cadre scientifique,  
autres personnels ayant une activité de recherche**

(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)

Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :

- pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> (label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> (intitulé, établissement support, responsable)
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>

**Nom :** GODEFROY  
**Prénom :** Thierry  
**Date de naissance :** 24 juillet 1947  
**Courriel :** godefroy@cesdip.com

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance :** CNRS

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Ingénieur de recherche  
ou cadre scientifique**  **HDR**  **Grade :** IEHC

**Situation particulière :**  
(délégation, détachement, mise à disposition, ...)

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :**

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou  
commissions spécialisées d'un organisme :**  
**SHS**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

### **1) Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :**

Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.

Economiste de formation, Thierry Godefroy poursuit des travaux sur les relations entre l'économie et le système pénal, abordées sous plusieurs angles. Au cours des quatre dernières années, il a travaillé sur diverses formes des pratiques économiques irrégulières, qu'il s'agisse des économies dites informelles, des flux financiers illégaux, des délinquances économiques, de la corruption ou du crime organisé.

- *Le crime organisé* : membre du Comité de spécialiste du Conseil de l'Europe sur le "Crime organisé" (2000 -2003) ; interventions au Groupe de haut Niveau de l'UE (décembre 2004) dans le cadre du travail piloté par C. Fijnaut (Université de Tilburg) et L. Paoli (Max-Planck Institute for foreign and International Criminal Law) sur le Crime Organisé en Europe .
- *La régulation internationale des flux financiers illégaux* : le problème des "places offshore" et la mobilisation internationale avec Pierre Lascoumes (Sciences Po-CEVIPOF) et Jean Cartier-Bresson (Université de Versailles-Saint-Quentin). Cette action a reçu le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice dans le cadre du programme européen Grotius.
- *Le contrôle de l'argent sale par les institutions financières (banques, assurances...)* : l'émergence d'une spécialisation professionnelle dans le domaine du blanchiment avec Gilles Favarel-Garrigues (Sciences Po-CERI) et Pierre Lascoumes (Sciences Po-CEVIPOF). Cette action a reçu le soutien de la Mission de recherche "Droit et Justice" et de l'INHES (Institut National des Hautes Études de la Sécurité).
- *La fraude fiscale* : Co-rapporteur avec E. Macron (Inspection des finances) au Conseil des Prélèvements Obligatoires sur la fraude fiscale des personnes physiques et morales.

### **2) Production scientifique :**

**Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :**

GODEFROY Th., LASCOUMES P., 2004, *Le capitalisme clandestin - l'illusoire régulation des places offshore*, Paris, La Découverte.

GODEFROY Th., 2004, The Control of Organized Crime in France : a Fuzzy Object but a Handy Reference, in PAOLI L., FIJNAUT C., (eds.), *Organized Crime in Europe : Concepts, Patterns, and Control Policies in the European Union and Beyond*, La Haye, Kluwer Law International-Springer, 763-795.

GODEFROY Th., LASCOUMES P., 2005, *El capitalismo clandestino - La obscena Realidad de los Paraísos Fiscales*, Barcelona, Paidós.

FAVAREL-GARRIGUES G., GODEFROY Th., LASCOUMES P., 2006, *Les banques, sentinelles de l'anti-blanchiment. L'invention d'une spécialité professionnelle dans le secteur financier*, Paris, CERI.

FAVAREL-GARRIGUES G., GODEFROY Th., LASCOUMES P., 2007, Les sentinelles bancaires de l'antiblanchiment. Acteurs privés et policing économique, *Sociologie du Travail*, 49, 1, 10-27.

GODEFROY Th., 2007, La mobilisation contre le crime organisé, entre criminalités ordinaires et capitalisme clandestin, in KOKOREFF M., PERALDI M., WEINBERGER M., (dir.), *Economies criminelles et mondes urbains*, Paris, Presses Universitaires de France, 89-109.

FAVAREL-GARRIGUES G., GODEFROY Th., LASCOUMES P., 2008, Sentinels in the Banking Industry : Private Actors and the Fight against Money Laundering in France, *British Journal of Criminology*, 48, 1, 1-20.

### **Autres formes de production (brevets, ouvrages, rapports d'expertise,...)**

GODEFROY Th., 2007, La fraude fiscale des personnes physiques et morales (co-rapporteur avec E. MACRON), in CONSEIL DES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES, *La fraude aux prélèvements obligatoires et son contrôle*, Paris, La Documentation Française.

### **3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :**

Après en avoir été le rédacteur en chef (2004-2007), Thierry Godefroy est depuis 2007 responsable légal d'une nouvelle revue *Champ Pénal / Penal Field*, mise en ligne au sein de *Revue.org*. Numérique, pluridisciplinaire, bilingue et gratuite, cette revue est soutenue par le CNRS.

#### **Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité**

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

#### **Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009**

Date :

Signature :

**Contractualisation vague D 2010-2013**

**Unité de recherche : dossier unique**

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>**  
**concernant les 4 dernières années**  
**à joindre à la partie « bilan » et/ou à la partie « projet »**

**Enseignant-chercheur, chercheur,**  
**ingénieur de recherche ou cadre scientifique,**  
**autres personnels ayant une activité de recherche**

*(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)*

*Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :*

- pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> <i>(label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)</i>	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> <i>(intitulé, établissement support, responsable)</i>
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>

**Nom :** JOBARD  
**Prénom :** Fabien  
**Date de naissance :** 5 juillet 1971  
**Courriel :** fabjob@cesdip.com

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance :** CNRS

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :** CR1

**Ingénieur de recherche**  **HDR**  **Grade :**

**ou cadre scientifique**

**Situation particulière :**  
*(délégation, détachement, mise à disposition, ...)*

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :**

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou**  
**commissions spécialisées d'un organisme :**  
**SHS/CNRS/Section 40 CN**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

## 1) Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :

Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.

### Thèmes de recherche :

Thème majeur : *sociologie politique de la police*, qu'on peut décliner en :

- sociologie de l'activité policière
- sociologie des mobilisations politiques liées à police & justice
- sociologie de la justice pénale
- sociologie comparée de la police et des politiques de sécurité
- sociologie des discriminations

### Points forts de mon activité :

a/ *Intégration internationale.*

- Je dirige un Laboratoire européen associé consacré à la sociologie de la déviance, qui inclut une unité française, ainsi que le Max-Planck Institut de Freiburg-im-Breisgau consacré au droit pénal (2002-2010).

- Je co-dirige, avec Dave Waddington (Sheffield Hallam University), un *collaborative workshop* sur les émeutes France/Royaume-Uni (2006-2008).

- Publications en allemand et en anglais, ainsi que dans le numéro-anniversaire de la revue canadienne *Criminologie*.

- Intégration au comité de rédaction de la revue internationale *Déviance et Société* (rappel : 8 Français sur 39 membres).

b/ *Activité de terrain* (enquêtes ethno) et activité de *production de données stats*, confrontation quali/quant.

## 2) Production scientifique :

### Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :

*Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.*

### Direction d'ouvrages

JOBARD F., FAVRE P., FILLIEULE O., 2007, *L'atelier du politiste. Théories, action, représentation*, Paris, La Découverte/Pacte, Collection « Recherches », Série « Territoires du Politique ».

JOBARD F., GROENEMEYER A., 2005, Déviances et modalités de contrôle. La France et l'Allemagne en perspective, *Déviance et Société*, 3, 235-368.

### Articles dans des revues scientifiques

JOBARD F., 2008, La militarisation du maintien de l'ordre, entre sociologie et histoire, *Déviance et Société*, 31, 1, 101-109.

JOBARD F., NÉVANEN S., 2007, La couleur du jugement. Discriminations dans les décisions judiciaires en matière d'infractions à agents de la force publique (1965-2005), *Revue Française de Sociologie*, 48, 2, 243-272.

JOBARD F., 2005, Le nouveau mandat policier. Faire la police dans les zones dites "de non-droit", *Criminologie* (Montréal), 38, 2, 103-121.

JOBARD F., 2004, Der Ort der Politik. Politische Mobilisierung zwischen Aufstandsversuchung und Staatsgewalt in einer Pariser Vorstadt, *Berliner Journal für Soziologie* (Berlin), 3, 319-338.

### Contributions à des ouvrages de recherche

JOBARD F., LINHARDT D., 2008, Control and guardianship. A comparison between two surveillance spaces, Orly international airport and Dammarie's housing project, in DEFLEM M., (dir.), *Surveillance and Governance. Crime Control and Beyond*. (*Sociology of crime, law and deviance*, vol. 10), Amsterdam, Elsevier, 77-102.

JOBARD F., 2007, L'usage de la force par la police, in CUSSON M., LEMIEUX F., DUPONT B., (dir.), *Traité de la sécurité intérieure*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 530-540 (réédité aux Presses de l'Université de Lausanne, 2008, 530-540).

JOBARD F., 2007, Quand droit et politique sont à la fête. La *Love* et la *Fuckparade* sous les fourches civilisatrices du droit administratif allemand, in FAVRE P., FILLIEULE O., JOBARD F., (dir.), *L'atelier du politiste*, Paris, La Découverte/Pacte, Collection « Recherches/Territoires du Politique », 241-255.

JOBARD F., FILLIEULE O., 2007, Avant-propos, in FAVRE P., FILLIEULE O., JOBARD F., (dir.), *L'atelier du politiste*, Paris, La Découverte/Pacte, Collection « Recherches/Territoires du Politique », 7-12.

JOBARD F., 2006, Sociologia politica della racaille, in LAGRANGE H., OBERTI M., (dir.), *La rivolta delle periferie. Precarietà urbana e protesta giovanile. Il caso francese*, Milan, Bruno Mondadori, 65-98 (traduction italienne de : JOBARD F., 2006, Police, justice et discriminations raciales, in FASSIN D., FASSIN É., (dir.), *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*, Paris, La Découverte, 211-229).

JOBARD F., 2006, Police, justice et discriminations raciales, in FASSIN D., FASSIN É., (dir.), *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*, Paris, La Découverte, 211-229.

JOBARD F., 2006, Sociologie politique de la racaille. Les formes de passage au politique des "jeunes bien connus des services de police", in LAGRANGE H., OBERTI M., (dir.), *Émeutes urbaines et protestations. Une singularité française*, Paris, Presses de Sciences-Po, 59-79.

JOBARD F., 2006, L'impossible répression. Leipzig, RDA, 1989, in FILLIEULE O., DELLA PORTA D., (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Presses de Sciences-Po, Collection "Sociétés en Mouvement", 175-200 (version modifiée de : JOBARD F., 2003, Analyse narrative d'une dynamique d'écroulement. La *Volkspolizei* face aux manifestants de Leipzig, 9 octobre 1989, *Cahiers du Centre Marc Bloch* (Berlin), 14, 31 pages).

JOBARD F., FILLIEULE O., 2005, Le maintien de l'ordre en France. Éléments d'un modèle d'analyse de la police des foules, in DUPONT B., LEMIEUX F., (dir.), *La militarisation des appareils policiers*, Saint-Nicolas (Québec), Presses de l'Université de Laval, 77-107 (traduction française de : JOBARD F., FILLIEULE O., 1998, The Maintenance of Order in France. Towards a Model of Protest Policing, in DELLA PORTA D., REITER H., (dir.), *The Policing of Mass Demonstrations in Contemporary Democracies*, Minneapolis, University of Minnesota Press).

JOBARD F., BRODEUR J.P., 2005, Le pouvoir obscur de la délation, in BRODEUR J.P., JOBARD F., (dir.), *Citoyens et délateurs. La délation peut-elle être civique ?*, Paris, Autrement, Collection "Mutations", 195-211.

JOBARD F., 2005, Quand les policiers vont au tribunal. Étude sur les outrages, rébellions et violences à agents, *Questions Pénales*, XVIII, 2, 1-4 (traduction anglaise : JOBARD F., 2005, When the Police Go to Court. A Study of Contempt, Obstruction and Assault on Police Officers, *Penal Issues*, XVI, 5, 1-4).

JOBARD F., 2004, The Lady Vanishes. The Silent Disappearance of the GDR Police after 1989, in CAPRINI M., MARENIN O., (dir.), *Transforming Police in Central and Eastern Europe. Process and Progress*, Hambourg, LIT-Verlag, 45-64 (traduit en russe et en ukrainien).

JOBARD F., 2004, L'ajustement et le hiatus. La prison allemande après la Réunification, in LASCOUMES P., ARTIÈRES Ph., (dir.), *Gouverner et enfermer*, Paris, Presses de Sciences-Po, 83-110.

### Articles dans des revues sans comité et contributions à ouvrages de synthèse

JOBARD F., 2008, CRS, in REY H., CAPDEVIELLE J., (dir.), *Dictionnaire de Mai 1968*, Paris, Larousse, 156-157.

JOBARD F., 2008, Maurice Grimaud, in REY H., CAPDEVIELLE J., (dir.), *Dictionnaire de Mai 1968*, Paris, Larousse, 246.

JOBARD F., 2008, Provocations, in REY H., CAPDEVIELLE J., (dir.), *Dictionnaire de Mai 1968*, Paris, Larousse, 359-360.

JOBARD F., 2008, Matraques, gaz et boucliers, in ZANCARINI-FOURNEL M., ARTIÈRES Ph., (dir.), *1968, une histoire collective*, Paris : La Découverte, Collection "Cahiers Libres", 281-285.

JOBARD F., 2008, Ce que Mai fit à la police, in ZANCARINI-FOURNEL M., ARTIÈRES Ph., (dir.), *1968, une histoire collective*, Paris : La Découverte, Collection "Cahiers Libres", 577-582.

JOBARD F., 2007, Avant-propos, *Ginzburg/Vacarme*.

JOBARD F., 2006, Le médecin et la garde à vue. Aspects juridiques de doctrine et de jurisprudence, in CHARIOT P., (dir.), *L'intervention du médecin en garde à vue*, Paris, Dalloz, Collection "Thèmes et Commentaires", 539-555.

JOBARD F., 2006, Les émeutes urbaines. Anatomie d'une crise, in *Universalis 2006*, Paris, Encyclopaedia Universalis, 189-191.

JOBARD F., 2006, La potencia de la duda, *Contrapoder*, n° spécial « frontieras interiores e exteriores », 71-91 (traduction espagnole de : JOBARD F., 2002, La puissance du doute, *Vacarme*, 15-22).

JOBARD F., 2005, Police, in HARRINGTON A., MARSHALL B., MÜLLER H.P., (dir.), *The Routledge Encyclopedia of Social Theory*.

JOBARD F., 2005, Preuves pénales et technologies. De nouvelles garanties de vérité et d'équité ?, *Revue de la Gendarmerie Nationale*, 216, 42-48.

JOBARD F., 2005, Police et discriminations. Evaluation du récent tournant "law and order" en France, Colloque "Police et citoyens", Centre International de Criminologie Comparée, Montréal, 31 mai-2 juin 2005 (publication des actes en ligne : [http://www.cicc.umontreal.ca/policecitoyens/texte\\_conferenciers/JOBARD%20Fabien.pdf](http://www.cicc.umontreal.ca/policecitoyens/texte_conferenciers/JOBARD%20Fabien.pdf)).

JOBARD F., 2005, Notices "Arme administrative" et "Bavure", in AUBOUIN M., TEYSSIER A., TULARD J., (dir.), *Dictionnaire historique de la police française*, Paris, Robert Laffont, Collection "Bouquins", 554-555 et 564-565.

JOBARD F., 2005, Géopolitiques d'une cité militante. Une mobilisation en lointaine banlieue parisienne, *Contre-temps*, 13, 30-38.

### Autres formes de production (brevets, ouvrages, rapports d'expertise...)

#### Rapports d'expertise :

JOBARD F., 2005, *Quand les policiers vont au Tribunal. Analyse d'un échantillon de jugements rendus en matière d'infraction à personnes dépositaires de l'autorité publique dans un TGI parisien (1965-2003)*, Guyancourt, CESDIP, Collection « Études et Données Pénales », 97.

JOBARD F., 2004, Participation à l'enquête (non participation à la rédaction) de LORIOL M. (dir.), BOUSSARD V., CAROLY S., JOBARD F., LECLERC C., PLAZA D., BUSCATTO M., WELLER J.M., 2004, *Construction du stress, psychologisation du social et rapport au public. Les cas des infirmières hospitalières, des conducteurs de bus et des policiers*, Bourg-la-Reine, Laboratoire Georges Friedmann, ACI « Travail dans la fonction publique ».

JOBARD F., 2004, Le médecin et la garde à vue. Aspects juridiques de doctrine et de jurisprudence, in Conférence de consensus « L'intervention du médecin en garde à vue », Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé (ANAES), Paris, ministère de la Santé.

JOBARD F., SCHULZE-ICKING N., 2004, *Preuves hybrides. L'apport de la technique dans l'administration de la preuve et ses conséquences*, Paris, CESDIP, Collection « Études et Données Pénales », 96.

JOBARD F., 2004, France, in GREENWOOD D., HUISMAN S., (dir.), *Transparency and Accountability of Police Forces, Security Services and Intelligence Agencies*, Sofia-Geneva, Centre for the Democratic Control of Armed Forces-Centre for European Security Studies, 55-73.

#### Traductions :

(de l'anglais au français) JOBARD F., 2007, ROSE N., *Vacarme*, 40.

(de l'allemand au français) JOBARD F., DÉCARPES P., 2005, DÜNKEL F., FRITSCHÉ M., *L'aménagement de la peine et la libération conditionnelle dans les systèmes pénitentiaires allemand et français*, *Déviance et Société*, 3, 335-348.

### **Participation à des revues ou ouvrages de vulgarisation :**

- JOBARD F., 2008, La baleine et la police, *Mediapart*, 23 avril.
- JOBARD F., 2008, La police et l'autorité, *Vacarme*, 43, 36-37.
- JOBARD F., 2007, Les juges font-ils la différence ?, *La République des Idées*.
- JOBARD F., 2007, Les discriminations face à la justice pénale, *Les Cahiers de Louise*.
- JOBARD F., 2007, Fractions de classe, *Vacarme*, 39, 59-62.
- JOBARD F., 2007, Repenser les politique de sécurité, *Alternatives Économiques*, Guide Pratique n° 28.
- JOBARD F., 2007, Le gouvernement des conduites. L'expérience blairiste du pouvoir, entretien avec P. LE GALÈS et F. FAUCHER-KING, *Vacarme*, 38, 57-61.
- JOBARD F., GRELET S., POTTE-BONNEVILLE M., 2006, Haut, bas, fragile. Sociologie des classes populaires, entretien avec O. SCHWARTZ et A. COLLOVALD, *Vacarme*, 37, 50-55.
- JOBARD F., 2006, Le cil des siècles (éditorial), *Vacarme*, 36, 1.
- JOBARD F., 2006, Les Verts, avenir de la gauche allemande, *Vacarme*, 36, 57-60.
- JOBARD F., 2006, La racaille en politique. La politisation des "jeunes connus des services de police", *Vacarme*, 35, 78-81.
- JOBARD F., 2006, Gauches de gouvernement, *Vacarme*, 35, 96-98.
- JOBARD F., GRELET S., ASSOCIATION PÉNOMBRE, 2005, Prendre la mesure, *Vacarme*, 33, 60.
- JOBARD F., 2005, D'Allemagne (éditorial), *Vacarme*, 33, 1.
- JOBARD F., 2005, La rémunération des indicateurs de police en France, entretien avec Th. MARIANI (député UMP du Vaucluse), in BRODEUR J.P., JOBARD F., (dir.), *Citoyens et délateurs. La délation peut-elle être civique ?*, Paris, Autrement, Collection « Mutations », 189-194.
- JOBARD F., 2005, Drame préfectoral, *Vacarme*, 31, 46-47.
- JOBARD F., 2004, Peurs entretenues. Quand la police fait l'armée, l'armée la police, *Vacarme*, 30, 55-57.
- JOBARD F., CHANTRAINE G., 2004, Trajectoires du contrôle, *Vacarme*, 29, 142-145.
- JOBARD F., 2004, Trop de plaisir nuit. Le droit administratif à l'assaut de la *Love* et de la *Fuckparade* berlinoises (2001-2004), *Vacarme*, 28, 25-29.
- JOBARD F., 2004, La réunion des contraires. L'absorption de la *Volkspolizei* dans la police berlinoise (1989-1990), *Vacarme*, 27, 43-46.
- Chroniqueur (auto-invité) de la rédaction « police & co » sur le média en ligne « mediapart ».

### **3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :**

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

#### **Responsabilités administratives locales, nationales ou internationales,**

- Secrétaire scientifique de la section 40 du Comité national du CNRS
- Directeur exécutif du LEA « Délinquances, politiques de sécurité et de prévention ; recherches comparatives franco-allemandes »
- Co-directeur du séminaire franco-anglais ANR/ESRC « *Collaborative Workshop. A Comparative Analysis of French and British Riots* » (CESDIP/Sheffield Hallam University).
- Membre des comités de rédaction de :
  - international : *Déviance et Société* (Berne)
  - national : *Sociétés Contemporaines* (Paris)

#### **Enseignements :**

- Séminaire de recherche de science politique du Master 1 - Université de Versailles-Saint-Quentin : 36 h annuelles.
  - Module sociologie Master Pro - IPAG Clermont-Ferrand (formation continue policiers et gendarmes, essentiellement) : 17 h annuelles.
  - Intervention 6 h in Master Pro - Université de Dijon (même public).
- Je ne mentionne pas ici les interventions ponctuelles dans des séminaires de recherche.

### **Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité**

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

### **Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009**

Date :

Signature :

**Contractualisation vague D 2010-2013**

**Unité de recherche : dossier unique**

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>**  
**concernant les 4 dernières années**  
**à joindre à la partie "bilan" et/ou à la partie "projet"**

**Enseignant-chercheur, chercheur,**  
**ingénieur de recherche ou cadre scientifique,**  
**autres personnels ayant une activité de recherche**

*(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)*

Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :

- pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> <i>(label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)</i>	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> <i>(intitulé, établissement support, responsable)</i>
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>

**Nom :** LEVAN  
**Prénom :** Véronique  
**Date de naissance :** 10 mars 1977  
**Courriel :** vlevan@cesdip.com

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance :** Université Paris IV-Sorbonne

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Ingénieur de recherche ou cadre scientifique**  **HDR**  **Grade :**

**Situation particulière :** Chercheuse associée  
*(délégation, détachement, mise à disposition, ...)*

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :** 11

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou commissions spécialisées d'un organisme :**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

## 1) **Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :**

*Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.*

### **Recherche achevée**

#### ***La mise en place de la prévention situationnelle dans le logement social à Paris et à New York***

Cette recherche est l'objet d'une thèse de civilisation américaine à l'Université Paris IV-Sorbonne, sous la direction de Sophie Body-Gendrot. Elle a reçu le soutien financier de la Commission Européenne, du Comité Français de la Fondation Franco-Américaine, de la Société des Anglicistes de l'Enseignement Supérieur. Elle a bénéficié d'une collaboration avec les départements de criminologie de l'Université de Keele (UK) et de l'Université Rutgers (USA).

#### *Descriptif de la recherche :*

Tandis que l'on assiste à une reconfiguration du rôle de l'État dans le domaine de la régulation sociale, un constat s'impose. Les acteurs publics et privés recourent davantage aux technologies de la sécurité face au phénomène de délinquance urbaine, signe d'une extension du contrôle social préventif. C'est le cas des bailleurs sociaux, qui auparavant n'ont pas eu la charge de pourvoir la sécurité de leurs locataires. Une grande majorité d'entre eux a ainsi tenté de mettre en œuvre une version "socialisée" de la prévention situationnelle dans les quartiers populaires ces dernières décennies. Celle-ci s'actualise par des dispositifs de sécurité active et passive, qui contribuent à transformer de façon parfois radicale les paysages des complexes sociaux.

La recherche doctorale achevée en février 2007 envisage le processus de sécurisation des îlots sociaux dans sa dimension interactive avec les usagers des systèmes défensifs. Ces derniers doivent participer activement à la coproduction de la sécurité à l'échelle de la communauté de voisinage, sous peine de ne pas pouvoir bénéficier directement des effets préventifs éventuels de ces formules de régulation sociale axées sur le contrôle d'accès et le durcissement des cibles. Cela se traduit nécessairement par des changements significatifs dans les pratiques sociales quotidiennes. Les victimes potentielles se retrouvent dès lors au centre de ce processus sécuritaire.

#### *Méthode :*

Le développement fulgurant de la prévention situationnelle dans les espaces publics, et particulièrement dans les grands ensembles d'habitat social en France et sur l'autre rive de l'Atlantique, résulte curieusement rarement d'une légitimation à partir du corpus évaluatif existant, peu exploité par les praticiens. C'est plutôt une logique expérimentale qui est à l'œuvre, à l'initiative des bailleurs sociaux, parfois sur les conseils d'experts policiers. Quelle légitimité accorder à cette progression ? Concorde-t-elle avec les demandes sociales des résidents ? Sont-ils prêts à coopérer ? L'acceptation des techniques situationnelles uniformes, par leurs principaux bénéficiaires, aux sensibilités culturelles variées, est loin d'être une évidence au premier abord. La présence de celles-là peut en effet constituer un ferment du sentiment d'insécurité.

Aussi, l'hypothèse est que le mouvement d'uniformisation des paysages d'habitat social est susceptible de générer des effets collatéraux potentiellement préjudiciables à l'intervention préventive. En effet, tout système de sécurité jugé peu ou prou efficace à l'épreuve de la pratique, représente en quelque sorte une contrainte permanente pour ses usagers, qu'ils doivent gérer au quotidien. Afin de réduire cette dernière, des stratégies de déviation de l'usage originellement prévu sont imaginées et routinisées par ces derniers. Il s'agit donc d'explorer le décalage entre usage théorique et usage social.

L'analyse, essentiellement qualitative, vise à saisir les modes de réaction des résidents en réponse aux stratégies de responsabilisation déployées par les institutions, les nouvelles formes d'inégalités émergentes sur le plan de l'offre de sécurité, les modalités de développement de formules privées de régulation sociale.

#### *Résultats :*

Les principaux résultats se résument à ces deux points :

- . À New York, les programmes de patrouilles de résidents sont la clé de voûte du dispositif préventif mis en œuvre dans une perspective de reconquête des espaces de la cité, à rebours de l'expérience parisienne, où les garants de l'ordre social dans l'ensemble ont une fonction plus formelle.
- . La confusion entre cibles et bénéficiaires, au niveau de l'élaboration de la réponse préventive, engendre des réactions de résistance aux systèmes de surveillance. De la diversité des pratiques d'usage naissent des failles dans le dispositif préventif.

Une publication sous forme d'ouvrage est envisagée.

### **Recherche en cours**

#### ***La gouvernance endogène de la sécurité dans les HLM montréalais***

Cette recherche a été menée en 2007 dans le cadre d'un séjour post-doctoral au centre Urbanisation, Culture et Société, de l'Institut National de la Recherche Scientifique. Le financement provient d'une bourse post-doctorale AFFDU-PUECH et j'ai en outre reçu le soutien logistique de l'Office Municipal d'Habitation Montréalais.

Une enquête qualitative a été menée dans trois quartiers montréalais, ciblés par des systèmes de vidéosurveillance, afin de cerner l'impact de ceux-ci sur le sentiment d'insécurité, notamment en matière de mobilisation collective en faveur de la sécurité. Soit à Duff Court (Lachine), Saint-André (Ville-Marie), Verdun I (Verdun), avec plus d'une centaine d'acteurs locaux et de résidents. Cette étude constitue un prolongement de ma recherche comparative doctorale. Il s'agira de construire un cadre théorique permettant d'élaborer des outils conceptuels pour l'analyse comparative.

## **2) Production scientifique :**

### **Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :**

*Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.*

#### **Thèse**

LEVAN V., 2007, *La mise en place de la prévention situationnelle dans le logement social à Paris et à New York*, thèse sous la direction de Sophie Body-Gendrot, Paris, Université Paris IV-Sorbonne, Maison de la Recherche.

#### **Revue à comité de lecture**

LEVAN V., 2007, Résilience et formes de régulation sociale informelle dans un quartier de Brooklyn, *Lien Social et Politiques*. Numéro spécial "Les compétences civiles. Entre État sécuritaire et État social", 57, 77-90.

#### **Article de diffusion de résultats de recherche**

LEVAN V., 2008, Second-Generation CPTED in Canada : Embedding Crime Prevention in the Community, *CPTED Perspective*, 7, 2, 5-6.

LEVAN V., 2006, Situational Crime Prevention in Public Housing : Letter from America, *Penal Issues*, XVII, 19-22.

LEVAN V., 2006, La prévention situationnelle dans l'habitat social : une comparaison franco-américaine, in COLLECTIF, *Actes du Colloque "Rénovation urbaine et sécurité"*, Nancy, École d'Architecture de Nancy, 26-27 janvier 2006, 30-33.

LEVAN V., 2005, La prévention situationnelle dans l'habitat social : lettre d'Amérique, *Questions Pénales*, XVIII, 5, 1-4.

LEVAN V., 2004, Sécurisation des quartiers "sensibles" : l'inéluctable ascension de la prévention situationnelle ?, *Champ Pénal/Penal Field*, 11 (article téléchargeable sur le site : <http://champpenal.revues.org/document64.html>).

## **3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :**

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

#### **Communications Savantes – invitations**

- 7 novembre 2007 : communication à l'Institute for the Prevention of Crime (IPC), Université d'Ottawa (Canada), Séminaire d'enseignement Master en criminologie "Crime Prevention" dirigé par Irvin WALLER : "Assessing the Impacts of Situational Schemes in Public Housing : a Cross-National Perspective".

- 10 octobre 2007 : communication au Centre International de Criminologie Comparée (CICC), Université de Montréal (Canada), lors du séminaire déjeuner-débat sous la direction de Stéphane Leman-Langlois, avec une réplique de Maurice Cusson : "Les enjeux sociaux, culturels et politiques du recours à la prévention situationnelle dans les ensembles d'habitat dits 'sensibles'".

- 16-17 avril 2007 : communication à la Chaire de Recherche du Canada "La ville et les enjeux politiques liés à l'insécurité", lors de l'Atelier International "Fear, the City, and Political Mobilization", Institut National de la Recherche Scientifique/Centre Urbanisation, Culture et Société, Montréal (Canada) : "Resilience and Political Mobilization in the Fight Against Crime : the Case of Tenant Patrols in a Brooklyn Low-Income Neighborhood".

- 26-27 janvier 2006 : communication au Forum Français sur la Sécurité Urbaine, lors de l'atelier "Espaces et sécurité : Quels outils ? Quelle méthode ?" pour le colloque "Rénovation urbaine et sécurité", École d'Architecture de Nancy : "La prévention situationnelle dans l'habitat social : une comparaison franco-américaine".

#### **Communications savantes – sans invitation**

- 2-5 septembre 2008 : communication à l'European Society of Criminology, conférence "Criminology in the Public Sphere", Edinburgh (UK) : "Fear of Crime and the Elderly in Montréal Public Housing : When Invisibility Matters".

- 26-29 septembre 2007 : communication à l'European Society of Criminology, conférence "Crime, Crime Prevention and Communities in Europe", Université de Bologne (Italie) : "Marketing Fear in a Low-income Neighbourhood in Paris : Its Impact on Collective Mobilization".

- 22-25 août 2007 : communication au Research Committee 21 on Sociology of Urban and Regional Development (International Sociological Association), conférence "Urban Justice and Sustainability", University of British Columbia, Vancouver (Canada) : "The Marketization of Fear in a Poor Neighborhood in Paris: Its Impacts on Collective Mobilization".

#### **Travaux d'expertise**

Experte externe auprès de l'Agence Nationale pour la Recherche : en 2007, pour les programmes Jeunes Chercheurs et les programmes Blanc.

#### **Responsabilité administrative en France et à l'étranger**

16-17 avril 2007 : membre du comité organisateur de l'Atelier International "Fear, the City, Political Mobilization", Chaire de Recherche du Canada sur la Ville et les Enjeux Politiques liés à l'Insécurité, Institut National de la Recherche Scientifique, Centre Urbanisation, Culture et Société, Université du Québec, Montréal (Canada).

**Expérience d'enseignement**

*Novembre 2006-janvier 2007* : formatrice à la pratique de l'anglais pour la communication scientifique internationale, Université Paris IV-Sorbonne. Responsable scientifique : Marie-Madeleine Martinet. Niveau : chercheurs/ doctorants.

**Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité**

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

**Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009**

Date :

Signature :

## Contractualisation vague D 2010-2013

Unité de recherche : dossier unique

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>**  
concernant les 4 dernières années  
à joindre à la partie « bilan » et/ou à la partie « projet »

**Enseignant-chercheur, chercheur,  
ingénieur de recherche ou cadre scientifique,  
autres personnels ayant une activité de recherche**

(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)

Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :

- pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> (label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> (intitulé, établissement support, responsable)
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>

**Nom :** LÉVY  
**Prénom :** René  
**Date de naissance :** 23 juillet 1952  
**Courriel :** rlevy@cesdip.com

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance :** CNRS

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :** DR2

**Ingénieur de recherche  
ou cadre scientifique**  **HDR**  **Grade :**

**Situation particulière :**  
(délégation, détachement, mise à disposition...)

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :**

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou  
commissions spécialisées d'un organisme :**

**Section 36**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

## 1) Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :

Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.

- ◆ Recherche de sociologie législative sur les pouvoirs de police (1 chapitre, 1 article revue à comité, plusieurs autres publications).
- ◆ Recherche sur le placement sous surveillance électronique (1 ouvrage collectif, 2 articles revues à comité [et 1 traduction en Espagnol], 1 chapitre ; plusieurs autres publications, dont 1 en Espagnol).
- ◆ Recherche sur l'étatisation des polices de Seine-et-Oise et Seine-et-Marne (1935-1937) (1 communication; article en préparation).
- ◆ Recherche sur les grâces et les amnisties (2 chapitres dans des ouvrages collectifs, dont un en Anglais ; autres publications).
- ◆ Recherche sur les discriminations policières (recherche en cours, en collaboration avec Fabien Jobard) ; partenariat avec la Open Society Foundation (New York) ; 1 chapitre d'ouvrage collectif.
- ◆ Création d'un séminaire international de recherche sur l'histoire des justices militaires en Europe (partenariat avec la Fondation de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris) (2 volumes en préparation, Éditions de la MSH).
- ◆ Recherche sur les récits de vie des policiers (1930-1970) (en collaboration avec Jean-Marc Berlière ; Financement INHES ; partenariat BNF) (1 rapport [papier/CD] ; 1 ouvrage collectif en préparation ; 2 chapitres ; 1 colloque international).
- ◆ Collaboration scientifique avec le Center for Public Affairs (Professeur Ajay Mehra, Delhi, Inde) : 2 colloques internationaux, 1 ouvrage sous presse, 2 chapitres.

## 2) Production scientifique :

### Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :

Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.

#### Ouvrages

SREBNICK A.G., LÉVY R., (eds.), 2005, *Crime and Culture: an Historical Perspective*, Aldershot, Ashgate.

LÉVY R., LAMEYRE X., (dir.), 2006, *Poursuivre et punir sans emprisonner. Les alternatives à l'incarcération*, Bruxelles, La Chartre (Les dossiers de la *Revue de Droit Pénal et de Criminologie*, 12).

LÉVY R., MUCCHIELLI L., ZAUBERMAN R., (dir.), 2006, *Crime et insécurité, un demi-siècle de bouleversements*, Paris, l'harmattan.

#### Articles dans des revues à comité de lecture

LÉVY R., HAVERKAMP R., MAYER M., 2004, Electronic Monitoring in Europe, *European Journal of Crime, Criminal Law and Criminal Justice*, 1, 36-46.

LÉVY R., PITOUN A., 2004, L'expérimentation du placement sous surveillance électronique en France et ses enseignements (2001-2004), *Déviante & Société*, 4, 411-437 (traduction en espagnol : LÉVY R., PITOUN A., 2005, La experiencia de la vigilancia electrónica en Francia y sus enseñanzas (2001-2004), in Secretaria de politica criminal y asuntos penitenciarios, *Control penal y desarrollo tecnológico*, Buenos-Aires, Ministerio de Justicia y Derechos Humanos, 9-41.

LÉVY R., 2008, Quand les ministères s'affrontent sur les pouvoirs de police. La législation de l'infiltration dans la lutte contre le trafic de stupéfiants, *Revue Française de Science Politique*, 58, 4, 569-593.

#### Chapitres d'ouvrages

LÉVY R., 2005, Facts and Fiction in Police Illegalisms : the Case of Controlled Deliveries of Drugs in France in the Early 1990s, in SREBNICK A.G., LÉVY R., (eds.), *Crime and Culture: an Historical Perspective*, Aldershot, Ashgate, 121-138.

LÉVY R., 2005, Electronic Monitoring in France : The Present Situation and Perspectives, in EMSLEY C., (ed.), *The Persistent Prison: Problems, Images and Alternatives*, Milton Keynes, Open University Press, 173-195.

LÉVY R., KENSEY A., 2006, Le placement sous surveillance électronique en France : comment ? qui ? pour quoi ?, in LÉVY R., LAMEYRE X., (dir.), *Poursuivre et punir sans emprisonner. Les alternatives à l'incarcération*, Bruxelles, La Chartre (Les dossiers de la *Revue de Droit Pénal et de Criminologie*, 12), 71-89.

LÉVY R., 2006, Les grâces et les amnisties en France: un instrument de politique criminelle, in COLLECTIF, *Une criminologie de la tradition à l'innovation. En hommage à Georges Kellens*, Bruxelles, Larcier, 341-371

LÉVY R., 2006, Ordre social et répression pénale: y a-t-il un "tournant managérial " ? Commentaire des rapports de Pierre Landreville et Dan Kaminski, in LÉVY R., MUCCHIELLI L., ZAUBERMAN R., (dir.), *Crime et insécurité, un demi-siècle de bouleversements*, Paris, l'harmattan, 347-360.

LÉVY R., 2007, Pardons and amnesties as instruments of criminal policy in contemporary France, in TONRY M., (ed.), *Crime, Punishment, and Politics in Comparative Perspective*, Chicago-London, The University of Chicago Press, 551-590 (*Crime & Justice*, 36).

LÉVY R., 2007, Mario Sbriccoli et la revue *Crime, Histoire & Sociétés/Crime, History & Societies* : dix années de compagnonnage, in LACCHÉ L., (dir.), *Penale giustizia potere. Questioni di metodo, problemi di ricerca, dibattito storiografico (Nel ricordo di Mario Sbriccoli)*, 435-444.

LÉVY R., 2008, L'émergence des recherches en sciences sociales sur la police en France : les séminaires sur la police organisés au sein du GERN, 1986-1991, in MONJARDET D., *Notes inédites sur les choses policières, 1999-2006*, suivi de : CHAUVENET A., OCQUETEAU F., (dir.), *Le sociologue, la politique et la police*, Préface de Pierre Joxe, Paris, La découverte, 187-204.

## **Autres formes de production (brevets, ouvrages, rapports d'expertise...)**

### **Articles de dissémination**

LÉVY R., 2004, Vigilancia electrónica. Valoración de la fase experimental, *Abogados (Revista del colegio publico de abogados de la capital federal)*, 77, 42-44 (traduction et adaptation par D. Doval).

LÉVY R., HAZARD A., KENSEY A., 2005, Le placement sous surveillance électronique: une mesure désormais prise en compte, *Cahiers de démographie pénitentiaire*, 16, 1-6.

LÉVY R., 2006, Une particularité française : les grâces et amnisties à répétition, *Questions Pénales*, XIX, 2, 1-4.

LÉVY R., 2007, A Distinctively French Custom : Recurrent Pardons and Amnesties, *Penal Issues*, XVIII, 7-10.

**Communications** : 25 communications depuis 2004

### **Organisation de rencontres scientifiques**

*Civil Society, State and the Police in India & France*, Colloque organisé par le Center for Public Affairs, la Maison des Sciences de l'Homme et le CESDIP, Delhi (Inde), India International Centre, 9-11 février 2004.

Colloque *Poursuivre et punir sans emprisonner : les alternatives à l'incarcération*, organisé par le CESDIP, l'Ecole nationale de la magistrature et l'Ecole nationale de l'administration pénitentiaire (avec Xavier Lameyre et Marc Renneville), Paris, ENM, 3-5 mai 2004.

Colloque international *Crime et insécurité : un demi-siècle de bouleversements. Colloque organisé en l'honneur de Philippe Robert*, Versailles, Université de Versailles-Saint-Quentin, 29 septembre-1<sup>er</sup> octobre 2005 (co-organisé avec Laurent Mucchielli, Renée Zauberman et Sylvie Zemb).

Colloque international *Crime, Migration, Ethnicity*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, 8-10 juin 2006 (co-organisé avec C. Emsley, B. Godfrey et A. Mehra).

*European Social Science History Conference*, Amsterdam, 2006, organisée par le International Institute of Social History, coordination du réseau "Criminal Justice" (avec X. Rousseaux, Université Catholique de Louvain et Anja Johansen, University of Dundee).

*Atelier sur la situation de la surveillance électronique en France*, 5<sup>th</sup> European Electronic Monitoring Conference : "Electronic monitoring : ethics, politics and practice", Conférence Européenne de la Probation, Egmond aan Zee (Pays-Bas), 10-12 mai 2007.

*L'historien, le sociologue et les récits de vie, archives orales : usages et problèmes*, Journées d'étude organisées par la BNF et le CESDIP, Paris, BNF, 31 mai-1<sup>er</sup> juin 2007 (co-organisation avec J.M. Berlière).

*Les justices militaires en Europe*, Séminaire de recherche (FMSH-GERN-IAHCCJ), Coordination scientifique (6 journées d'étude, 2005-2009).

## **3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :**

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

### **1. Responsabilités administratives :**

#### **a. Nationales**

**1999 +** : Représentant de l'administration (membre nommé) à la Commission administrative paritaire des chargés de recherche de 1<sup>ère</sup> classe du CNRS (CAP n°2), 3<sup>e</sup> mandat

#### **b. Internationales**

**2001-2009** : Président (jusqu'en 2005), puis membre du directoire du LEA franco-allemand CNRS-MPG *Politiques de sécurité et de prévention: recherches comparatives franco-allemandes*.

**2004-2006**: Représentant du "Point de contact scientifique" français auprès du *European Crime Prevention Network* de l'Union Européenne (EUCPN-REPC, Réseau européen de prévention de la criminalité) et vice-président du Research & Validation Committee (2006) .

**2004 +** : Directeur-adjoint (2004-2005), puis **Directeur** du *Groupe Européen de Recherche sur les Normativités* (GDR-E).

**2005-2009** : Coordinateur scientifique de l'Action de Coordination *Assessing Crime and Prevention in Europe* (*CrimPrev*), Union Européenne, 6<sup>e</sup> PCRDT.

2. **Directions de thèse** : Jérémie Gauthier (UVSQ, Sociologie, en cours) ; Xavier de Larminat (UVSQ, Science politique, en cours).

### **3. Enseignement régulier :**

*Approches du processus pénal*, Enseignement de Master 2, Master *Régulation des conflits dans l'espace public*, Université de Versailles-Saint-Quentin (18 heures, en collaboration avec Renée Zauberman), depuis 2005.

### **4. Travaux d'expertise :**

Membre du Comité de programmation de l'évaluation des politiques pénales (ministère de la justice), 2002-2003.

Audition par la Commission de suivi de la détention provisoire : *La situation du placement sous surveillance électronique en France et en Europe*, ministère de la Justice, Paris, 13 janvier 2004.

*Rapporteur d'une candidature à un poste de directeur d'études de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (Paris)*, novembre 2004.

*Evaluation d'une candidature à un poste de "reader", University of Keele (UK), janvier 2005.*

*Evaluation d'une candidature à un poste de "Professor", Warwick University School of Law (UK), mai 2005.*

*Audition relative à la politique française en matière de police de proximité, par la Commission de la Justice de la Législature de la Ville de Buenos-Aires (Argentine), 22 juin 2005.*

*Evaluation d'une candidature à une bourse, Frank Harry Guggenheim Foundation (New York, USA), juillet 2005.*

*Evaluation d'une candidature à un poste de "Professor", University of Keele (UK), novembre 2005.*

*Mission d'expertise dans le cadre du Programme Institutional Support to the Brazilian State Secretariat of Human Rights, contrat avec l'Union Européenne (2004-2006), consortium INA/CIVI-POL Conseil/FESU/GERN (Rio de Janeiro, Niteroi, Sao Paulo, 9-15 juillet 2006).*

*Mission d'expertise dans le cadre du Programme Institutional Support to the Brazilian State Secretariat of Human Rights, contrat avec l'Union Européenne (2004-2008), consortium INA/CIVI-POL Conseil/FESU/GERN (Rio de Janeiro, Niteroi, Sao Paulo, 30 juin-8 juillet 2007).*

*Candidature à une Bourse Hermes, Fondation de la maison des Sciences de l'Homme, janvier 2008.*

*Candidature à une Bourse Hermes, Fondation de la maison des Sciences de l'Homme, mai 2008.*

#### 5. Contrats :

**2002-2005 : Co-direction** (avec J.M. Berlière), Convention de recherche n° 02/115 (2002-2005) avec l'Institut National des Hautes Etudes de Sécurité. Publication : BERLIÈRE J.M., LÉVY R., (dir.), 2005, *Les récits de vie de policiers à l'IHESI-INHES : quatorze ans de recherche*, Guyancourt, CESDIP, 2005, Collection "Études et Données Pénales", hors série.

**2004-2008 : Institutional Support to the Brazilian State Secretariat of Human Rights**, contrat avec l'Union Européenne, **Membre du directoire** du consortium INA/CIVI-POL Conseil/FESU/GERN, budget 60 K€

**2006-2009 : Coordination scientifique** de l'Action de coordination "Assessing Deviance, Crime and Prevention in Europe" (<http://crimprev.eu>). Référence FP6-2004-Citizens-5 / Priority 7 / Citizens-2004-6.2.3, Contrat n°: 028300. 31 partenaires dans 10 pays ; budget 1,1 M€. Durée : 1<sup>er</sup> juillet 2006-30 juin 2009.

#### 6. Responsabilités éditoriales :

*Crime, Histoire & Sociétés/Crime, History & Societies* : Directeur et Rédacteur en chef (1997-2007), puis Directeur (2007+) ; (revue scientifique semestrielle, publiée sous l'égide de l'*International Association for the History of Crime and Criminal Justice*, paraissant depuis 1997 aux Editions Droz, Genève. Soutenue par le CNRS, le CNL et la MSH).

*Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice/Revue Canadienne de Criminologie et de Justice pénale* : membre du Comité consultatif (**depuis 1995**).

*Policing and Society* : membre du *Editorial board* (**depuis 2003**).

*European Journal of Criminology* : membre du *International Advisory Board* (**depuis 2005**).

*Questions Pénales et Penal Issues* : membre du comité de rédaction.

*The Sage Dictionary of Policing* : membre du comité scientifique (**2006**).

*Studi sulla questione criminale* : membre du comité scientifique (**depuis 2006**).

*Digital Journal: Democracy, Human Rights and Violence* : membre du *Editorial Committee* (**depuis 2008**).

*British Journal of Criminology* : membre du *International Advisory board* (**1997-2005**).

#### 7. Actions de promotion de la science

**2000 +** : Membre du Conseil scientifique de la *European Social Science History Conference*, congrès biennal organisé par le *International Institute of Social History* (Amsterdam).

**2002-2004** : Membre du Comité scientifique du colloque *La gendarmerie au XX<sup>e</sup> siècle* (Sorbonne, juin 2004).

**2003-2008** : Membre du Comité scientifique du projet *Prison du Cherche-Midi* (Maison des Sciences de l'Homme, Paris).

**2005** : Membre du comité scientifique du colloque international *Les enquêtes judiciaires en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle : acteurs, imaginaires, pratiques*, Paris, Centre de Recherches en Histoire du XIX<sup>e</sup> Siècle (Universités Paris I et IV, 19-21 mai 2005).

**2006** : Membre du comité scientifique de la conférence internationale *Démocratie, Sécurité et Villes* (Forum Européen de la Sécurité Urbaine, Saragosse, 2-4 novembre 2006).

**2006 +** : Membre du comité scientifique de *Criminocorpus* (<http://www.criminocorpus.cnrs.fr>).

**2007 +** : Membre du Comité scientifique du colloque international *Être policier : les métiers de police(s) en Europe, XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle* (Université de Caen, 15-17 mars 2007).

#### Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

#### Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009

Date :

Signature :

**René Lévy**  
**Perspectives 2010 +**

Comme au cours de la période sous examen, mon activité future se partagera entre des tâches d'administration lourdes (Direction du GERN, suivi de projets européens, fonctions éditoriales) et des travaux de recherche (le déroulement de ces dernières étant largement conditionné par le poids des précédentes). La présente note vise uniquement les opérations de recherche.

Les recherches que je compte entreprendre au cours du quadriennat débutant en 2010 se situent dans le prolongement de mes travaux actuels, avec une accentuation de leur dimension historique.

**1. Le droit de la police**

Il s'agit d'un chantier ouvert depuis plusieurs années et qui vise à analyser les conditions dans lesquelles s'effectue la légalisation de pratiques policières initialement déviantes. Ce travail se situe dans une double perspective socio-historique et de sociologie du droit et il s'appuie principalement sur les de l'administration centrale du ministère de la Justice. Dans le prolongement de mes publications antérieures sur l'infiltration policière en matière de trafic de stupéfiants, je compte à l'avenir travailler sur la réglementation des contrôles d'identité et sur celle des écoutes téléphoniques, domaines pour lesquels j'ai déjà recueilli l'essentiel de la documentation.

**2. La surveillance électronique**

Sous la forme du "bracelet électronique", l'utilisation du placement sous surveillance électronique (PSE) s'est, en quelques années, imposé à toutes les étapes du processus pénal, évolution que j'ai suivi depuis l'origine et à laquelle j'ai consacré une part significative de mon activité au cours des dernières années. En fonction de l'ouverture dont feront preuve les services concernés du ministère de la Justice, j'envisage de poursuivre ces travaux, dans deux directions, l'une d'analyse quantitative et l'autre d'analyse qualitative: d'une part, le suivi d'une cohorte de personnes placées en vue d'évaluer l'efficacité du dispositif en matière de récidive; et de l'autre, la perception de ce dispositif par les personnes placées et les agents chargés de sa mise en œuvre.

**3. Les discriminations policières**

Revenant, sous un angle différent, à un thème que j'avais abordé au début de ma carrière, je compte poursuivre au cours de cette période un travail récemment engagé portant sur les discriminations ethniques ou raciales en matière policière. Cette enquête se situe dans le courant actuel de la mesure des discriminations touchant les minorités visibles. Cette recherche, fondée sur une méthodologie innovante d'observation systématisée des pratiques policières devrait connaître des prolongements, au cours de la prochaine période. En l'absence des résultats de la première phase, il est toutefois trop tôt pour indiquer précisément quelles en seront les suites.

**4. Histoire de la police française**

Dans le prolongement de mes différents travaux ponctuels d'histoire et de sociologie de la police, et en collaboration avec Jean-Marc Berlière (professeur à l'Université de Bourgogne et chercheur au CESDIP), qui est lui-même l'auteur de considérables travaux d'histoire de la police, je prévois de publier en 2010 un ouvrage de synthèse sur l'histoire de la police française, du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours (contrat d'édition signé). Il est à prévoir que ce travail nécessitera un travail de recherche spécifique, surtout pour la période postérieure à la Guerre d'Algérie, pour laquelle les archives ne sont pas encore ouvertes.



**Contractualisation vague D 2010-2013**

**Unité de recherche : dossier unique**

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>**  
**concernant les 4 dernières années**  
**à joindre à la partie « bilan » et/ou à la partie « projet »**

**Enseignant-chercheur, chercheur,**  
**ingénieur de recherche ou cadre scientifique,**  
**autres personnels ayant une activité de recherche**

*(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)*

*Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :*

- pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> <i>(label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)</i>	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> <i>(intitulé, établissement support, responsable)</i>
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>

**Nom :** MARLIÈRE  
**Prénom :** Éric  
**Date de naissance :** 12 avril 1972  
**Courriel :** e.marliere@orange.fr

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance :**

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Ingénieur de recherche**  **HDR**  **Grade :**  
**ou cadre scientifique**

**Situation particulière :** chercheur associé, inscrit aux ASSEDIC  
*(délégation, détachement, mise à disposition...)*

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :**  
**19**

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou**  
**commissions spécialisées d'un organisme :**  
**36**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

## **1) Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :**

Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.

La fin du monde ouvrier et de son système social et ses conséquences sur les enfants d'ouvriers et d'immigrés (pour certains). Je m'intéresse aux modes de vie des jeunes évoluant dans les quartiers sensibles à travers une méthode de recherche empirique.

## **2) Production scientifique :**

### **Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :**

Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.

#### **Ouvrage**

MARLIÈRE É., 2008, *La France nous a lâchés ! Le sentiment d'injustice chez les jeunes des cités*, Paris, Fayard.

#### **Entrée dans un dictionnaire**

MARLIÈRE É., 2007, Jeunes des cités et parcours scolaires, in BARREAU J.M., (dir.), *Dictionnaire des inégalités scolaires en France*, Paris, ESF, 169-172.

#### **Contributions et chapitres :**

MARLIÈRE É., 2007, Les "jeunes de cité" face aux institutions municipales. Distance, méfiance et défiance, in Bouquet B., Madelin B., Nivolle P., (dir.), *Territoires et action sociale*, Paris, l'Harmattan, Collection "Logiques Sociales/ Les Cahiers du Griot", 263-276.

MARLIÈRE É., 2007, Les habitants des quartiers : adversaires ou solidaires des émeutiers ?, in Mucchielli L., Le Goaziou V., (dir.), *Quand les banlieues brûlent. Retour sur les émeutes de novembre 2005* (édition revue et augmentée), Paris, La Découverte, Collection "Sur le Vif", 77-92.

MARLIÈRE É., 2007, Les jeunes face à l'éclatement des familles, ou l'impact des mutations d'un monde ouvrier au sein d'une cité HLM, in GUÉRIN (S.), (dir.), *De la famille aux familles*, Paris, La Documentation Française, Collection "Guides Entreprise Sociale pour l'Habitat", 51-67.

#### **Contributions et chapitres d'ouvrages réalisés à l'étranger**

MARLIÈRE É., 2007, Violence between Young People Going out at Night in Paris and the Surrounding Region, in RECASENS I BRUNET A., (ed.), *Violence between Young People in Night-Time Leisure Zones. A European Comparative Study*, Bruxelles, Brussels University Press, 31-57.

MARLIÈRE É., 2007, La violencia de los jovenes en las salidas nocturnas en Paris y su region, in RECASENS I BRUNET A., (ed.), *La violencia entre jovenes en espacios de ocio nocturno. Un estudio comparativo europeo*, Barcelona, Escola de Policia de Catalunya, Atelier, 29-54.

#### **Articles et revues à comités de lecture**

MARLIÈRE É., 2008, "Les jeunes des cités". Histoire, déconstruction, perspective, *Les Cahiers du DSU*, 48, 6-7.

MARLIÈRE É., 2008, "Les jeunes des cités". Territoire et pratiques culturelles, *Ethnologie Française*, 4, 711-721.

MARLIÈRE É., 2007, Les "jeunes de cité" et la police : de la tension à l'émeute, *Empan*, 67, 26-29.

MARLIÈRE É., 2007, Chroniques socio-historiques des pratiques déviantes d'une jeunesse populaire dans un quartier de "banlieue rouge", *Socio-Logos. Revue de l'Association Française de Sociologie*, 2, 1-26 (article téléchargeable sur le site Internet : <http://socio-logos.revues.org>).

MARLIÈRE É., 2006, Changement, incertitude et transition sécuritaire : vers un nouveau management de la question sociale ?, *Management & Sciences Sociales*, 2, 183-193.

MARLIÈRE É., 2006, Le sentiment d'injustice chez les jeunes d'une cité HLM, *Société et Jeunesses en Difficulté*, 2, 1-22 (article téléchargeable sur le site Internet : <http://sejed.revues.org>).

MARLIÈRE É., 2006, Les jeunes des cités en visite au "bled". "Ennemis de l'intérieur" en France et "touristes étrangers" au Maghreb, *Hommes & Migrations*, 1262, 99-113.

#### **Autres formes de production (brevets, ouvrages, rapports d'expertise,...)**

MARLIÈRE É., 2006, Jeunes de cité : unité ou diversité. Une enquête de terrain, *La Revue Socialiste*, 25, 79-91.

MARLIÈRE É., 2006-2007, Audition au Sénat (Salle Médicis), Un nouveau pacte de solidarité pour les quartiers, in *Les rapports du Sénat, Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années*, Tome II, 49, 193-199.

### **3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :**

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

#### **Membre d'un comité scientifique de lecture :**

Dans le cadre de la revue universitaire *Management et Sciences Sociales* (Paris, l'Harmattan) depuis 2007.

#### **Membre de l'Association Française de Sociologie :**

- Rtf 3 (Déviance),
- Rtf 9 (Sociologie urbaine),
- Rtf 15 (Jeunesse).

#### **Membre du jury et expert scientifique au conseil régional d'Ile-de-France :**

En tant qu'évaluateur des bourses doctorales (juillet 2008).

#### **Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité**

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

#### **Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009**

Date :

Signature :

#### **Projets d'Éric Marlière :**

Je compte travailler sur le même thème : autour de la fin du monde ouvrier et des jeunes des milieux populaires.

J'aborde progressivement les logiques d'acteurs notamment autour du rapport jeunes et institutions.

Dans les possibilités d'une certaine stabilité financière, j'aimerais pouvoir poursuivre ce type de recherche empirique.



**Contractualisation vague D 2010-2013**

**Unité de recherche : dossier unique**

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>**  
**concernant les 4 dernières années**  
**à joindre à la partie « bilan » et/ou à la partie « projet »**

**Enseignant-chercheur, chercheur,**  
**ingénieur de recherche ou cadre scientifique,**  
**autres personnels ayant une activité de recherche**

*(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)*

*Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :*

- pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> <i>(label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)</i>	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> <i>(intitulé, établissement support, responsable)</i>
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>

**Nom :** MATELLY  
**Prénom :** Jean-Hugues  
**Date de naissance :** 10 décembre 1965  
**Courriel :** jean-hugues.matelly@orange.fr

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance :**

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Ingénieur de recherche**  **HDR**  **Grade :**  
**ou cadre scientifique**

**Situation particulière :** Chercheur associé  
*(délégation, détachement, mise à disposition, ...)*

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :**

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou**  
**commissions spécialisées d'un organisme :**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

**1) Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :**

*Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.*

Analyse du fonctionnement des institutions policières, police nationale et gendarmerie nationale dans le contexte du nouveau management public et d'efficacité statistique. Mise en évidence des erreurs statistiques dans les données du ministère de l'Intérieur et des directions policières sur toute la période de 1995 à 2006, analyse de leurs variations, élaboration de schémas explicatifs, propositions en vue d'améliorer la fiabilité des outils et la pertinence de l'évaluation des politiques publiques de sécurité.

**2) Production scientifique :**

**Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :**

*Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.*

MATELLY J.H., 2006, *Une police judiciaire... militaire ?*, Paris, l'Harmattan.

MATELLY J.H., MOUHANNA Ch., 2007, Pratiques policières : le "travail" des chiffres, *Actualité Juridique Pénal*, 5, 238-242.

MATELLY J.H., MOUHANNA Ch., 2007, *Police : des chiffres et des doutes*, Paris, Michalon.

**3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :**

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

**Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité**

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

**Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009**

Date :

Signature :

**Contractualisation vague D 2010-2013**

**Unité de recherche : dossier unique**

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>**  
**concernant les 4 dernières années**  
**à joindre à la partie "bilan" et/ou à la partie "projet"**

**Enseignant-chercheur, chercheur,**  
**ingénieur de recherche ou cadre scientifique,**  
**autres personnels ayant une activité de recherche**

*(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)*

*Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :*

- pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> <i>(label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)</i>	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> <i>(intitulé, établissement support, responsable)</i>
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>

**Nom :** MOHAMMED  
**Prénom :** Marwan  
**Date de naissance :** 13 juin 1975  
**Courriel :** marwan@cesdip.com

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance :**

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Ingénieur de recherche**  **HDR**  **Grade :**  
**ou cadre scientifique**

**Situation particulière :** Chercheur associé  
*(délégation, détachement, mise à disposition, ...)*

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :** **19**

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou**  
**commissions spécialisées d'un organisme :**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

## 1) **Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :**

Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.

- Déviations juvéniles,
- Relations familiales et transgressions,
- Fonctionnement informel des quartiers pauvres,
- Émeutes et protestations violentes,
- École, famille et bandes de jeunes,
- Politiques de prévention de la délinquance,

Ces dernières années, le cœur de mes recherches se trouve dans ma thèse doctorale sur la place et le rôle des familles et de l'école dans la formation des bandes de jeunes. Mes travaux ont porté sur l'impact des ressources et des relations familiales sur la propension à transgresser en groupe chez les jeunes. Le principal apport de cette enquête est d'avoir mis à jour les processus symboliques de déprise éducative des familles, tout en montrant à l'inverse la légitimation progressive de l'univers des bandes.

Actuellement, mes recherches portent sur les sorties de trajectoires déviantes. Ce **projet** propose de développer l'analyse des conduites déviantes en aval, c'est-à-dire lorsqu'elles perdent de leur vigueur. La question posée n'est pas comment adopte-t-on mais comment abandonne-t-on des comportements délinquants ? Il est surprenant de constater que cette problématique se situe dans un angle mort, entre le champ de la déviance et celui de l'intégration sociale. Le déviant intéresse peu lorsqu'il retourne à une certaine conformité sociale, ou du moins lorsqu'il cesse d'être visible. L'idée selon laquelle les déviations juvéniles ne seraient qu'une étape biographique fait l'objet d'un certain consensus scientifique sans que l'on sache vraiment pourquoi et comment s'organise cette perte d'attraction des logiques transgressives. De manière générale, le raisonnement sociologique privilégie l'analyse de l'adoption de pratiques sociales significatives plutôt que celle de leur renoncement. On veut ici démontrer qu'une réflexion sur les processus d'abandon des comportements déviants est tout aussi nécessaire à la compréhension de la délinquance.

Il s'agira d'abord de clarifier la notion de comportement déviant et d'en cibler certains aspects. Les pratiques transgressives sont multiples, tout comme leur intensité selon les individus, les groupes ou les espaces d'où ils émergent. Dans ce projet, nous mettrons d'abord l'accent sur les conduites délinquantes visibles, répétées et collectives, par opposition à celles plus ponctuelles ou plus endémiques (par exemple la fraude dans les transports publics). Les transgressions en bandes ont de ce point de vue un double avantage pour l'analyse. Elles s'enracinent dans des identités et des représentations collectives, elles sont visibles dans l'espace et relativement stables dans le temps. En outre, l'éloignement de l'univers des bandes n'est pas forcément synonyme d'une mise à distance des déviations. Il peut être le signe d'un repositionnement vers une délinquance rémunératrice moins visible. L'entrée par les bandes est donc la première étape d'une entreprise scientifique plus vaste ayant pour but d'interroger les normes, les déviations et les régulations publiques en déplaçant l'axe de la problématique.

Plusieurs aspects seront simultanément traités. Je partirai des acteurs pour saisir l'évolution de leurs représentations (statut symbolique de la bande et des délits, vision du monde, rapport à la société et à l'avenir), les modalités de leur conversion normative et identitaire. Ces parcours biographiques seront déconstruits afin de faire émerger le rôle des différents intervenants dans ce processus. On s'interrogera sur les ressources mobilisées, les événements et les calendriers qui structurent ces cheminements, ainsi que les différents obstacles rencontrés en fonction de l'origine sociale et ethnique, du niveau de qualification ou de différentes formes de discriminations.

On tentera également d'interroger le rôle des institutions dans les cheminements qui nous intéressent. L'évaluation des politiques publiques bute en effet souvent sur la question des impacts. Elle s'appuie essentiellement sur les indicateurs sociodémographiques ou judiciaires, souvent finement territorialisés, mais qui ne proposent que des clichés instantanés à des moments précis. Ces tableaux de bord sont très utiles, mais ils ne permettent pas d'imputer avec précision les évolutions constatées aux différents dispositifs, ils ne permettent pas non plus d'interroger leurs effets à plus long terme, notamment pour ceux qui ne résident plus dans les territoires considérés. Que deviennent-ils ?

Plus largement, l'analyse de ces itinéraires sociaux ouvre la porte à une comparaison entre différentes classes d'âge, à différentes périodes, dans différents espaces urbains, avec le monde rural et dans une perspective internationale. On s'appuiera sur la sociologie de la stratification sociale pour saisir le lien entre désengagement et mobilité. Ces processus seront l'occasion d'interroger la structure des économies locales et les effets de conjoncture. La dimension spatiale est donc omniprésente dans ce projet, à la fois dans l'analyse des inégalités territoriales ou des structures locales de la délinquance, mais aussi à travers la question des mobilités sociales et géographiques.

## 2) **Production scientifique :**

**Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :**

*Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.*

### **Ouvrage**

MOHAMMED M., MUCCHIELLI L., (dir.), 2007, *Les bandes de jeunes, des "Blousons Noirs" à nos jours*, Paris, La Découverte.

### **Participations à des ouvrages collectifs**

MOHAMMED M., MUCCHIELLI L., 2006, La police dans les "quartiers sensibles" : un profond malaise, in MUCCHIELLI L., LE GOAZIOU V., (dir.), *Quand les banlieues brûlent. Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte, 98-119.

MOHAMMED M., 2007, Les enjeux de la période du collège dans la formation des bandes d'adolescents, in RESEO, (dir.), *Changement technique, changement social*, Paris, l'Harmattan, 141-155.

MOHAMMED M., 2007, Des "bandes d'ici" aux "gangs d'ailleurs" : comment définir et comparer ?, in MOHAMMED M., MUCCHIELLI L., (dir.), *Les bandes de jeunes, des "Blousons Noirs" à nos jours*, Paris, La Découverte, 265-286.

MOHAMMED M., 2007, Fratries, collatéraux et bandes de jeunes, in MOHAMMED M., MUCCHIELLI L., (dir.), *Les bandes de jeunes, des "Blousons Noirs" à nos jours*, Paris, La Découverte, 97-122.

### Articles revues à comité de lecture

MOHAMMED M., 2007, Les voies de la colère : "violences urbaines" ou révolte d'ordre "politique" ? L'exemple des Hautes-Noues à Villiers-sur-Marne, *Socio-Logos*, 3 (article téléchargeable sur le site Internet : <http://socio-logos.revues.org/index.html>).

### Articles revues sans comité de lecture

MOHAMMED M., 2004, La bande et la dimension de l'intergénérationnel : comment définir l'objet "bande de jeunes" ?, *Informations Sociales*, 119, 20-27.  
MOHAMMED M., 2007, Entre école, famille et quartier : l'émergence des bandes de jeunes, *Urbanisme*, 356, 55-58.  
MOHAMMED M., 2008, Bandes de jeunes et "embrouilles de cité", *Questions Pénales*, XXI, 1, 1-4.  
MOHAMMED M., 2008, Youth bands and "Trouble in the Projects", *Penal Issues*, XX, 1, 1-4.  
MOHAMMED M., MUCCHIELLI L., 2006, La police dans les quartiers populaires : un vrai problème !, *Mouvements*, 44, 58-66.  
MOHAMMED M., MUCCHIELLI L., 2006, La police dans les "quartiers sensibles" : un handicap supplémentaire ?, *Regards sur l'Actualité*, 319, 58-68.

### Communications à des colloques scientifiques

"Accomplissement de soi et sociabilité collectives : le groupe de pairs en situation d'exclusion économique", Colloque "*Le devenir des enfants de familles défavorisées en France*", Paris, CERC, CNAF, DEP, DREES, avril 2004.  
"Les bandes de jeunes et les institutions", colloque international "*Les bandes de jeunes, des 'Blousons Noirs' à nos jours*", Savigny-sur-Orge, CESDIP-PJJ, juin 2006.  
"Fratries et bandes de jeunes", Congrès de l'Association Française de Sociologie "*RT3 Normes, déviances et réactions sociales*", Université Victor Segalen-Bordeaux II, juin 2006.  
"Pourquoi les émeutes n'ont pas eu lieu là où on les attendait ?", colloque "*Les émeutes de l'automne 2005*", Paris, Université Paris V-Sorbonne-CEAQ, décembre 2006.  
"Les bandes de jeunes, les émeutes de l'automne 2005 et le politique", colloque "*Violences urbaines et protestation de la jeunesse. Perspectives franco-allemandes sur les émeutes dans les banlieues en 2005*", Berlin, Centre Marc Bloch, Bauhaus-Universität Weimar, Humboldt-Universität, mars 2007.  
"La convivència en los barrios", colloque "*La convivència als barris. L'experiència a França un any després dels aldarulls*", Barcelona, Associació per la Cooperació, la Inserció Social i la Interculturalitat (ACISI), Conseil Départemental de la Vallée Occidentale de la province de Barcelone, Barbérà del vallès, février 2007.  
"Familles et bandes de jeunes : approche ethnographique", colloque "*La responsabilisation des parents, une réponse à la délinquance des mineurs ? Perspectives internationales*", Paris (Maison de la Chimie), Centre d'Analyse Stratégique, Délégation Interministérielle à la Ville, Mission de Recherche "Droit et Justice", 21 janvier 2008.

### Communications à des séminaires

"Entrées et sorties de bandes, parcours de violence et reconversions", séminaire "*Métamorphoses de la violence contemporaine*", Paris, CERI, Sciences-Po, décembre 2006.  
"Les jeunes en bandes et leurs familles", séminaire de recherche du CESDIP, Guyancourt, mars 2007.  
"La place des familles dans la formation des bandes de jeunes", séminaire "*Sociologie des inégalités et des ruptures sociales*", Paris, ERIS (Centre Maurice Halbwachs, ENS-EHESS), novembre 2007.

### **3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :**

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

Pendant 3 ans, ma thèse doctorale a bénéficié du soutien financier du pôle recherche de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales, à travers le dispositif des "bourses doctorales". Parallèlement, j'ai multiplié les participations à des moments d'échanges, de formation et de réflexion, qu'ils soient académiques ou professionnelles. Tantôt auditeur, tantôt intervenant, ma présence à des rencontres, séminaires, colloques ou formation des praticiens, fut en permanence guidée par ma proximité aux thèmes abordés. Le travail d'analyse a largement bénéficié de la confrontation régulière de mes résultats sur les rapports entre familles, délinquance et bandes de jeunes. Les aspects théoriques et méthodologiques étaient prioritairement abordés en séminaire de recherche (notamment au CESDIP, à l'EHESS ou à l'ENS de Lyon) et les aspects empiriques étaient souvent discutés en colloque, mais surtout lors d'interventions auprès d'acteurs institutionnels confrontés directement ou non à la problématique des bandes de jeunes. Ces moments d'échanges généralement longs, où se croisaient des points de vue élaborés dans différents contextes, ont contribué à nourrir mes réflexions sur les rôles, les représentations et les contraintes de nombreux acteurs institutionnels (éducateurs, élus, gendarmes, policiers, magistrats, militants associatifs, journalistes et enseignants).

À cela s'ajoutent depuis 2003, des activités régulières d'enseignement. Pour l'année en cours j'ai à ma charge des enseignements à l'université Versailles Saint-Quentin pour les étudiants de Master de Sciences Politiques (sociologie des déviances et des politiques de prévention), ainsi qu'au centre de formation initial des éducateurs de la PJJ, dans lequel j'occupe la fonction de responsable national de l'enseignement de sociologie. Cette diversification des rôles s'est par ailleurs enrichie de l'organisation d'un colloque international en collaboration avec Laurent Mucchielli et avec le soutien de différentes institutions<sup>2</sup>.

Un ouvrage collectif récemment publié est le produit de ces journées d'étude. Ce document regroupe des contributions qui reviennent sur la période des Blousons Noirs (1959-1965), offrant ainsi une profondeur historique à la situation actuelle. Cette dernière est abordée sous l'angle des débats théoriques, d'analyses de la signification des pratiques actuelles de ces groupes, enfin la dernière partie de l'ouvrage s'intéresse aux situations internationales. Mes deux contributions à cet ouvrage sont différentes : la première est un texte sur le rôle des fratries dans l'adoption des attitudes et des conduites délinquantes, la seconde est une réflexion théorique sur les modes de définition et les conditions d'une comparaison dans le temps et dans

<sup>2</sup> Colloque "*Les bandes de jeunes, des 'Blousons Noirs' à nos jours*", AHES-PJM, CESDIP, CNFE-PJJ, Centre d'exposition historique (DRPJJ), Juvisy-sur-Orge, 8-10 juin 2006 ([http://www.blousonsnoirs.info/P10\\_colloque/012\\_programme.html](http://www.blousonsnoirs.info/P10_colloque/012_programme.html)).

l'espace du phénomène des bandes. À ce premier livre, s'ajoutera prochainement la parution de mes résultats de thèse aux Presses Universitaires de France (collection "Lien Social").

Tout en restant connecté à l'étude des déviations juvéniles et de leur milieu de vie, je me suis attaché à participer à des entreprises collectives de recherche qui me permettent d'élargir mon champ d'expérience et de connaissance. C'est ainsi que je me suis familiarisé à l'analyse des politiques publiques à l'hiver 2002-2003, en évaluant les modes de ciblage des publics juvéniles dits "prioritaires" dans le cadre de la politique de la ville. Cela a donné lieu à un rapport collectif pour la Délégation Interministérielle à la Ville sous la direction de Didier Lapeyronnie (MOHAMMED, MUCCHIELLI, 2003). Plus récemment, j'ai participé (au courant de l'année 2007) à une recherche collective (CESDIP-DPJJ) sur le "traitement judiciaire de la délinquance des mineurs" dirigée par Laurent Mucchielli. Ce fut une manière directe de me confronter à un matériau empirique nouveau (dossiers judiciaires), dans un cadre inhabituel (archives du tribunal) et à partir de méthodes habituellement moins utilisées (traitement statistique). Ce dernier point fut d'ailleurs approfondi quelques mois plus tard à l'occasion d'un appel d'offre de la Direction de la Prévention et de la Protection de la Ville de Paris. L'exercice a consisté à définir les outils méthodologiques en vue de la réalisation d'une étude relative aux "causes de l'augmentation des violences physiques non crapuleuses à Paris". Cette expérience avait un double intérêt : le premier étant de faire un bilan analytique des données existantes (statistiques de police, de la justice, enquêtes de victimation) et des méthodes utilisées pour les recueillir, le second est le travail d'élaboration d'une méthode alternative permettant d'établir des comparaisons dans le temps.

Dans un autre registre, j'ai eu l'occasion d'intégrer différents réseaux scientifiques internationaux. À l'échelle européenne d'abord, avec une participation au groupe de travail franco-britannique sur les émeutes urbaines (*Collaborative Workshops : a Comparative Analysis of Recent French and British Riots* : [http://extra.shu.ac.uk/crr/draft\\_riots/index.html](http://extra.shu.ac.uk/crr/draft_riots/index.html)). Dans ce cadre, ma contribution porte essentiellement sur l'activité des bandes de jeunes lors des émeutes. En aval, c'est la question des formes non conventionnelles de politisation que je souhaite développer dans ce type d'échanges scientifiques. Différents séminaires ont eu lieu pendant l'année 2007, ils donneront lieu à la publication de ces résultats dans les deux langues.

### **Enseignements 2003-2007**

- Chargé de cours à l'Université de Versailles-Saint-Quentin, Département de Droit et Sciences Politiques, Master 1 de Sciences Politiques (12 h CM et 12 h TD).
- Responsable national de l'enseignement de sociologie pour la formation des éducateurs de la PJJ (ministère de la Justice).
- Intervenant auprès des professionnels du travail social, du monde judiciaire ainsi qu'en faveur des collectivités territoriales.
- 2006-2007 : "*Déviations et Prévention*", Master de science-politique, Université de Versailles-Saint-Quentin.
- 2003-2004 : "*Sociologie de la ville*", École d'Architecture de Marne-la-Vallée (2<sup>e</sup> semestre, niveau Licence et Master 1, 24 h TD).
- 2004-2006 : "*Violences et bandes de jeunes*", Master de science politique "Régulation des conflits dans l'espace public", Université de Versailles-Saint-Quentin.
- 2004-2006 : "*Groupes de pairs et bandes de jeunes*", Master pro en sociologie-démographie "Développement social urbain et action publique", Université de Versailles-Saint-Quentin.
- 2003-2007 : Intervenant en formation professionnelle.

### **Activités de recherche**

- 2008-2009 : Participation au groupe de recherche INTERSECTS (Intelligence territoriale des menaces contre la sécurité et l'ordre dans les quartiers sensibles en France et aux États-Unis) "*Analyse sociologique des dispositifs publics d'intelligence territoriale et de prévention des risques en France et aux États-Unis*", CNRS, ENS Cachan, Mission de Recherche "Droit et Justice", INHES, Centre de Prospective de la Gendarmerie.
- Juillet-octobre 2007 : Réalisation d'une étude de définition des outils méthodologiques en vue de la réalisation d'une *étude relative aux causes de l'augmentation des violences physiques non crapuleuses à Paris*, Ville de Paris, Direction de la Prévention et de la Protection, Observatoire Parisien de la Tranquillité Publique.
- Mai-octobre 2007 : Collaboration à la Recherche sur "*Le traitement judiciaire de la délinquance des mineurs*" (CESDIP-DPJJ). Équipe de recherche : Laurent Mucchielli, directeur du CESDIP, Véronique Le Goaziou, sociologue, chercheuse associée au CEVIPOF et Sophie Névanen, ingénieure d'études au CESDIP.
- Février, juin et octobre 2007 : Participation au groupe de travail franco-britannique sur "*Les émeutes urbaines*", sous la direction de Fabien Jobard (CESDIP-CNRS) et Dave Waddington (Université de Sheffield) dans le cadre du Franco-British Social Science and Humanities Collaborative Programme, Sheffield (février 2007), Paris (juin 2007) et Birmingham (octobre 2007).

### **Responsabilités scientifiques**

Direction scientifique (avec Laurent Mucchielli) du colloque "*Les bandes de jeunes, des 'Blousons Noirs' à nos jours*", AHES-PJM, CESDIP, CNFE-PJJ, Centre d'exposition historique (DRPJJ), Juvisy-sur-Orge, 8-10 juin 2006.

### **Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité**

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

### **Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009**

Date :

Signature :

**Contractualisation vague D 2010-2013**

**Unité de recherche : dossier unique**

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>**  
**concernant les 4 dernières années**  
**à joindre à la partie "bilan" et/ou à la partie "projet"**

**Enseignant-chercheur, chercheur,**  
**ingénieur de recherche ou cadre scientifique,**  
**autres personnels ayant une activité de recherche**

*(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)*

*Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :*

- pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> <i>(label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)</i>	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> <i>(intitulé, établissement support, responsable)</i>
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>

**Nom :** MOUHANNA  
**Prénom :** Christian  
**Date de naissance :** 23 novembre 1964  
**Courriel :** mouhanna@cesdip.com

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance : CNRS**

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade : CR1**

**Ingénieur de recherche**  **HDR**  **Grade :**  
**ou cadre scientifique**

**Situation particulière :** Entrée au CNRS le 1<sup>er</sup> novembre 2007  
*(délégation, détachement, mise à disposition, ...)*

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :**

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou**  
**commissions spécialisées d'un organisme :**  
**CNRS-Section 36**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

### **1) Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :**

*Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.*

Le système politico-administratif de gestion de la sécurité et ses transformations : dimensions socio-organisationnelles, professionnelles et politiques :

- Le juge des enfants et la justice des mineurs
- Les statistiques de la criminalité : modalités de production et impact sur les services de police et de gendarmerie
- La gestion dans les tribunaux et son impact sur les pratiques des magistrats : la justice rapide et ses conséquences ; standardisation, effets pervers et transformation du sens de l'action.
- Projet de recherche franco-belge sur "les temps judiciaires". Analyse de la question du temps dans différents types de procédures et leur impact sur les décisions.
- Projet de recherche franco-québécois sur la répartition des forces de sécurité en zone rurale et ses conséquences.
- Projet de recherche européen sur le management et les réformes au sein des polices.

### **2) Production scientifique :**

**Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours de la dernière année, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :**

*Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.*

#### **Ouvrages**

MOUHANNA Ch., MATELLY J.H., 2007, *Police : des chiffres et des doutes*, Paris, Michalon.

MOUHANNA Ch., BASTARD B., 2007, *Une justice dans l'urgence, Le traitement en temps réel des affaires pénales*, Paris, Presses Universitaires de France, Collection "Droit et Justice".

#### **Participation à des ouvrages collectifs**

MOUHANNA Ch., 2008, The Failure of *Ilôtage* and *Police de Proximité* Systems to Withstand the Law and Order Rhetoric in Contemporary France, in WILLIAMSON T., (ed.), *The Handbook of Knowledge Based Policing : Current Conceptions and Future Directions*, London, John Wiley & Sons.

MOUHANNA Ch., Les parquets entre productivité et sens de l'action, in COLLECTIF, *Actes du Colloque de la Cour de Cassation "Quel avenir pour le ministère public ?"*, Paris, Dalloz.

MOUHANNA Ch., 2008, Police : de la proximité au maintien de l'ordre généralisé ?, in MUCCHIELLI L., (dir.), *La frénésie sécuritaire. Retour à l'ordre et nouveau contrôle social*, Paris, La Découverte, Collection "Sur le Vif", 77-86.

MOUHANNA Ch., 2007, Négocier ou sanctionner : le travail policier au quotidien, in CUSSON M., DUPONT B., LEMIEUX F., (dir.), *Traité de sécurité intérieure*, Montréal, Éditions Hurtubise, Collection "Droit et Criminologie", 140-151.

MOUHANNA Ch., 2007, Les mutations de la justice pénale, in COLLECTIF, *Quelles perspectives pour la recherche juridique ? , Actes du Colloque de La Sorbonne*, Paris, Presses Universitaires de France, Collection "Droit et Justice".

#### **Articles**

MOUHANNA Ch., 2007, La répartition des forces de sécurité sur le territoire : des leçons à tirer pour la carte judiciaire ?, *Actualité Juridique Pénal*, 12, 518-521.

MOUHANNA Ch., 2007, Le miracle de la sécurité, vu de l'intérieur, *Mouvements*, 11-12, 35-44.

MOUHANNA Ch., MATELLY J.H., 2007, Pratiques policières : le travail des chiffres, *Actualité Juridique Pénal*, 2007.

#### **Autres formes de production (brevets, ouvrages, rapports d'expertise,...)**

#### **Rapport de recherche**

MOUHANNA Ch., BASTARD B., 2008, *Le juge des enfants n'est pas un juge mineur. Étude sociologique d'un groupe professionnel sous tension*, Paris, Mission de Recherche "Droit et Justice".

### **3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :**

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

- Responsable d'un groupe de travail chargé de faire des propositions sur "*Les violences en prison*". Il s'agit de faire travailler ensemble des chercheurs et des praticiens de différents échelons hiérarchiques (Administration centrale, directeurs d'établissements, surveillants) afin de faire baisser le niveau des violences en apportant des modifications d'ordre organisationnel dans les établissements pénitentiaires.
- Participation aux travaux du CEPOL (Collège européen de police) sur "*La coopération recherche-police*".
- Chargé de cours de *Sociologie des Organisations et de la Décision* à l'École Nationale des Ponts et Chaussées (Master "Action Publique").
- Interventions à l'École Nationale de la Magistrature sur "*L'organisation de la justice pénale et ses réformes*".
- Membre du jury du concours de l'ENA ("sociologie des organisations").

**Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité**

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

**Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009**

Date :

Signature :



**Contractualisation vague D 2010-2013**

**Unité de recherche : dossier unique**

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>**  
**concernant les 4 dernières années**  
**à joindre à la partie "bilan" et/ou à la partie "projet"**

**Enseignant-chercheur, chercheur,**  
**ingénieur de recherche ou cadre scientifique,**  
**autres personnels ayant une activité de recherche**

*(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)*

*Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :*

- pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> <i>(label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)</i>	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> <i>(intitulé, établissement support, responsable)</i>
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>

**Nom :** MUCCHIELLI  
**Prénom :** Laurent  
**Date de naissance :** 25 mai 1968  
**Courriel :** mucchielli@cesdip.com

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance :**

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :** DR2

**Ingénieur de recherche**  **HDR**  **Grade :**

**ou cadre scientifique**

**Situation particulière :**  
*(délégation, détachement, mise à disposition...)*

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :** 19

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou**  
**commissions spécialisées d'un organisme :**  
**SHS – section 36**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

## 1) **Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :**

Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.

**Caractéristiques globales des recherches :** pluralité des thèmes de recherches au sein d'un même domaine, pluralité des méthodes (analyses statistiques, dépouillement de dossiers judiciaires, entretiens semi-directifs), pluridisciplinarité (sociologie, histoire, sciences politiques).

Ces travaux se déroulent pour partie en équipes et j'y ai fonction de chef d'équipe.

Chacun de ces thèmes de recherches a également donné lieu à des demandes d'expertise internationales.

Quatre grands thèmes de recherches :

1. *Sociologie et sociohistoire des violences interpersonnelles des années 1970 à nos jours* (homicides, coups et blessures diverses, violences sexuelles, violences envers les institutions).

Résultats marquants : synthèse des différents types de données statistiques disponibles, analyse de plusieurs centaines de dossiers judiciaires, dépouillement de la littérature spécialisée en langue anglaise, élaboration d'un modèle sociologique globale pour comprendre l'évolution de ces violences, publication de la matrice dans une revue scientifique en 2008, livre en préparation pour 2009 (qui clôturera ce champ de recherches), co-organisation d'un séminaire européen en cours de publication.

2. *Sociologie et sociohistoire de la délinquance juvénile et de son traitement judiciaire, des années 1950 à nos jours.*

Résultats marquants : synthèse des différents types de données statistiques disponibles, dépouillement de la littérature spécialisée en langue française depuis les années 1960, analyse de plusieurs centaines de dossiers judiciaires, publication des principaux résultats dans des revues scientifiques prévu en 2009, livre en préparation pour 2010 (qui clôturera également ce champ de recherches), nombreuses valorisations.

3. *Sociologie des émeutes urbaines et de leur traitement politique et judiciaire.*

Résultats marquants : organisation et pilotage d'une équipe de recherches, réalisation d'un ouvrage collectif sur les émeutes de novembre 2005, réalisation d'interviews et dépouillement de +/- 4 000 dépêches AFP, co-organisation d'un séminaire européen en cours de publication, nombreuses valorisation. Un manuel universitaire est également en préparation pour 2010-2011.

4. *Histoire de la sociologie et de la criminologie.*

Résultats marquants : publication d'un livre (traduit en vietnamien) et de deux publications internationales.

## 2) **Production scientifique :**

**Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :**

Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.

### **Livres individuels**

MUCCHIELLI L., 2004, *Mythes et histoire des sciences humaines*, Paris, La Découverte (traduction vietnamienne :

MUCCHIELLI L., 2006, *Huyen Thoai Va Lich Su Cac Khoa Hoc Nhan Van*, Ha Noi, Thé Gioi).

MUCCHIELLI L., 2005, *Le scandale des "tournantes". Dérives médiatiques et contre-enquête sociologique*, Paris, La Découverte.

### **Livres collectifs et direction de numéros spéciaux de revues**

MUCCHIELLI L., LE GOAZIOU V., (dir.), 2006, *Quand les banlieues brûlent. Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte (2<sup>ème</sup> édition augmentée et actualisée 2007).

MUCCHIELLI L., (dir.), 2006, Travailler sur la déviance. Problèmes méthodologiques et déontologiques des recherches en sciences sociales, *Socio-Logos*, 1 (dossier téléchargeable sur le site Internet : <http://socio-logos.revues.org>).

LÉVY R., MUCCHIELLI L., ZAUBERMAN R., (dir.), 2006, *Crime et insécurité : un demi-siècle de bouleversements. Mélanges pour et avec Philippe Robert*, Paris, l'Harmattan.

MUCCHIELLI L., (dir.), 2007, *Gendarmes et voleurs. De l'évolution de la délinquance aux défis du métier*, Paris, l'Harmattan.

MOHAMMED M., MUCCHIELLI L., (dir.), 2007, *Les bandes de jeunes, des "Blousons Noirs" à nos jours*, Paris, La Découverte.

MUCCHIELLI L., (dir.), 2008, *La frénésie sécuritaire. Retour à l'ordre et nouveau contrôle social*, Paris, La Découverte.

MUCCHIELLI L., SPIERENBURG P.C., (dir.), 2009, *Histoire des homicides en Europe, du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, La Découverte (à paraître).

### **Articles dans revues à comité de rédaction**

MUCCHIELLI L., 2004, Homicide, anomie, pauvreté et désaffiliation, *Revue Européenne des Sciences Sociales*, 129, 261-273.

MUCCHIELLI L., 2004, L'impossible constitution d'une discipline criminologique en France. Cadres institutionnels, enjeux normatifs et développements de la recherche des années 1880 à nos jours, *Criminologie*, 1, 13-42.

- MUCCHIELLI L., 2004, L'évolution de la délinquance juvénile en France (1980-2000), *Sociétés Contemporaines*, 53, 101-134.
- MUCCHIELLI L., 2004, Les caractéristiques démographiques et sociales des meurtriers et de leurs victimes. Une enquête sur un département de la région parisienne dans les années 1990, *Population*, 59, 2, 203-232.
- MUCCHIELLI L., 2006, Les "centres éducatifs fermés" : rupture ou continuité dans le traitement des mineurs délinquants ?, *Revue d'Histoire de l'Enfance "Irrégulière". Le Temps de l'Histoire*, 7, 113-146.
- MUCCHIELLI L., 2006, L'élucidation des homicides : de l'enchantement technologique à l'analyse du travail des enquêteurs de police judiciaire, *Déviance et Société*, 30, 1, 91-119.
- MUCCHIELLI L., MARCEL J.Ch., 2006, André Davidovitch ou le deuxième âge de la sociologie criminelle en France, *L'Année Sociologique*, 56, 1, 83-117.
- MUCCHIELLI L., CLÉMENT S., 2006, Renseignement humain et recherche des aveux. Les compétences relationnelles des enquêteurs de police judiciaire, *Les Cahiers de la Sécurité*, 62, 3, 255-285.
- MUCCHIELLI L., AÏT-OMAR A., 2007, Les émeutes de l'automne 2005 dans les banlieues françaises du point de vue des émeutiers, *Revue Internationale de Psychosociologie*, 30, 2, 137-156.
- MUCCHIELLI L., 2007, Entre politique sécuritaire et délinquance d'exclusion : le malaise de la prévention spécialisée, *Socio-Logos*, 2 (article téléchargeable sur le site Internet : <http://sociologos.revues.org/document79.html>).
- MUCCHIELLI L., 2007, L'éphémère question des viols collectifs en France (2000-2002) : étude d'une panique morale, *Logos. Comunicação e conflitos urbanos*, 26, 1 (article téléchargeable sur le site Internet : [http://www.logos.uerj.br/pdfs/26/01\\_laurent\\_mucchielli.pdf](http://www.logos.uerj.br/pdfs/26/01_laurent_mucchielli.pdf)).
- MUCCHIELLI L., 2008, Le "nouveau management de la sécurité" à l'épreuve : délinquance et activité policière sous le ministère Sarkozy (2002-2007), *Champ Pénal / Penal Field*, V (article téléchargeable sur le site Internet : <http://champpenal.revues.org/document3663.html>).
- MUCCHIELLI L., 2008, Une société plus violente ? Analyse socio-historique des violences interpersonnelles en France, des années 1970 à nos jours, *Déviance et Société*, 2008, 2, 115-147.

### Chapitres de livres collectifs

- MUCCHIELLI L., MARCEL J.Ch., 2004, La place d'André Davidovitch dans l'histoire de la sociologie du crime en France, in KOKOREFF M., KAMINSKI D., (dir.), *Sociologie pénale. Systèmes et expériences*, Toulouse, Érès, 17-38.
- MUCCHIELLI L., 2004, Violences et délinquances des jeunes, in PUGEAULT-CICCHELLI C., CICCHELLI V., RAGI T., (dir.), *Ce que nous savons des jeunes*, Paris, Presses Universitaires de France, 83-98.
- MUCCHIELLI L., 2004, Les rapports entre la sociologie durkheimienne et la criminologie en France (1880-1914), in PÉREZ ALVAREZ F., (dir.), *Serta. In Memoriam Alexandri Baratta*, Salamanca, Ediciones Universidad, 489-508.
- MUCCHIELLI L., 2005, La prévention et l'action éducative auprès des jeunes dans les quartiers populaires, in COLLECTIF, *Actes du colloque "Prévention de la délinquance des mineurs. Une responsabilité collective"*, Paris, Assemblée Nationale, 33-41.
- MUCCHIELLI L., 2005, Évolution de la délinquance juvénile en France au cours des vingt dernières années, in COLLECTIF, *Troubles des conduites chez l'enfant et l'adolescent*, Paris, Les Editions de l'Insem, 417-424.
- MUCCHIELLI L., 2005, Evolucao das delinquencias juvenis em Francia : um olhar sociologico, in VIEIRA C., et al., (eds.), *Ensaio sobre o comportamento humano: do diagnostico a intervencao*, Coimbra, Edicoes Almedina, 71-94.
- MUCCHIELLI L., 2005, Et les médias inventèrent les tournantes, in CYRAN O., BA M., *Almanach critique des médias*, Paris, Les Arènes, 214-223 [le titre est de la responsabilité de l'éditeur].
- MUCCHIELLI L., 2005, L'évolution des délinquances et des politiques de sécurité en France, in ALBANESE J., (ed.), *Current Issues in International Crime Prevention and Criminal Justice*, Milano, ISPAC of the United Nations, 157-186.
- MUCCHIELLI L., 2006, Les émeutes de l'automne 2005 : les raisons de la colère, in MUCCHIELLI L., LE GOAZIOU V., (dir.), *Quand les banlieues brûlent. Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte, 5-30.
- MUCCHIELLI L., MOHAMMED M., 2006, La police dans les "quartiers sensibles" : un profond malaise, in MUCCHIELLI L., LE GOAZIOU V., (dir.), *Quand les banlieues brûlent. Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte, 98-119.
- MUCCHIELLI L., 2006, Immigration et délinquance : fantasmes et réalités, in GUÉNIF-SOUILAMAS N., (dir.), *La république mise à nu par son immigration*, Paris, La Fabrique, 39-61.
- MUCCHIELLI L., 2006, Analyse de la délinquance et conception de la personne humaine. Ce que révèle en creux le rapport de l'INSERM, in COLLECTIF, *Pas de zéro de conduite pour les enfants de 3 ans*, Toulouse, Érès, 171-186.
- MUCCHIELLI L., 2006, Il faut changer la façon de "faire la police" dans les "quartiers sensibles", in COLLECTIF, *Banlieues, lendemains de révolte*, Paris, La Dispute, 93-106.
- MUCCHIELLI L., 2006, Les émeutes urbaines : formes élémentaires de la contestation urbaines, in CRETTEZ X., SOMMIER I., (dir.), *La France rebelle*, Paris, Michalon, 29-44.
- MUCCHIELLI L., 2006, "La violence des jeunes" : peur collective et paniques morales au tournant du XX<sup>e</sup> et du XXI<sup>e</sup> siècles, in LÉVY R., MUCCHIELLI L., ZAUBERMAN R., (dir.), *Crime et insécurité : un demi-siècle de bouleversements. Mélanges pour et avec Philippe Robert*, Paris, l'Harmattan, 195-223.
- MUCCHIELLI L., 2006, Criminology, Hygienism and Eugenics in France (1870-1914) : the Medical Debates on the Elimination of "incurable" Criminals, in BECKER P., WETZELL R., (ed.), *Criminals and their Scientists. The History of Criminology in International Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 207-230.
- MUCCHIELLI L., 2007, De quelques points aveugles de la recherche dans le champ pénal, in MISSION DE RECHERCHE "DROIT ET JUSTICE", *Quelles perspectives pour la recherche juridique ?*, Paris, Presses Universitaires de France, 227-233.

- MUCCHIELLI L., 2007, Les émeutes urbaines : formes élémentaires de la contestation politique, in MUCCHIELLI L., LE GOAZIOU V., (dir.), *Quand les banlieues brûlent. Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte (2<sup>e</sup> édition augmentée), 159-170.
- MUCCHIELLI L., SAURIER D., 2007, L'évolution de la délinquance enregistrée par la gendarmerie (1988-2004) : énigmes et enseignements, in MUCCHIELLI L., (dir.), *Gendarmes et voleurs. De l'évolution de la délinquance aux défis du métier*, Paris, l'Harmattan, 17-58.
- MUCCHIELLI L., 2007, Une incursion dans les archives des brigades territoriales, in MUCCHIELLI L., (dir.), *Gendarmes et voleurs. De l'évolution de la délinquance aux défis du métier*, Paris, l'Harmattan, 59-76.
- MUCCHIELLI L., LE GOAZIOU V., MIGNON P., 2007, L'évolution du métier de gendarme : quelques réflexions et préconisations finales, in MUCCHIELLI L., (dir.), *Gendarmes et voleurs. De l'évolution de la délinquance aux défis du métier*, Paris, l'Harmattan, 271-280.
- MUCCHIELLI L., 2007, La criminalité de sang en Corse, du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours, in SERPENTINI A.L., (dir.), *Dictionnaire historique de la Corse*, Ajaccio, Albiana, 305-308.
- MUCCHIELLI L., 2007, Les bandes et la question des viols collectifs. Esquisse d'une analyse sociologique, in MOHAMMED M., MUCCHIELLI L., (dir.), *Les bandes de jeunes, des "Blousons Noirs" à nos jours*, Paris, La Découverte, 167-202.
- MUCCHIELLI L., 2007, La prévention spécialisée prise entre le marteau et l'enclume, in APASE, *Le nouveau contexte de la prévention spécialisée. Regards croisés*, Fontaine, APASE, 39-62.
- MUCCHIELLI L., 2007, La place de la famille dans la genèse de la délinquance, in DEMIATI N., (dir.), *L'éducation en débat. Apports des savoirs universitaires pour l'action locale*, Paris, Éditions Jeunesse et Droit, 85-104.
- MUCCHIELLI L., 2008, Faire du chiffre : le nouveau management de la sécurité, in MUCCHIELLI L., (dir.), *La frénésie sécuritaire. Retour à l'ordre et nouveau contrôle social*, Paris, La Découverte, 99-112.
- MUCCHIELLI L., MARCEL J.Ch., 2008, Maurice Halbwachs's *mémoire collective*, in ERLI A., NÜNNING A., (eds.), *Cultural Memory Studies. An International and Interdisciplinary Handbook*, Berlin-New York, Walter de Gruyter, 141-149.
- MUCCHIELLI L., MOHAMMED M., 2008, Délinquance juvénile, in VAN ZANTEN A., (dir.), *Dictionnaire de l'éducation*, Paris, Presses Universitaires de France, 109-111.

#### Articles dans revues sans comité de rédaction

- MUCCHIELLI L., 2004, L'enquête de police judiciaire en matière d'homicide, *Questions Pénales*, XVII, 1, 1-4.
- MUCCHIELLI L., 2004, L'islamophobie, une myopie intellectuelle ?, *Mouvements*, 31, 90-96.
- MUCCHIELLI L., 2004, Regard sociologique sur l'évolution des délinquances juvéniles, leur genèse et leur prévention, *Comprendre*, 5, 199-220.
- MUCCHIELLI L., 2005, Recherche sur les viols collectifs : données judiciaires et analyse sociologique, *Questions Pénales*, XVIII, 1, 1-4.
- MUCCHIELLI L., 2005, Le débat sur l'"insécurité" en France, progrès ou régression de la citoyenneté ?, *Erytheis*, 1 (article téléchargeable sur le site Internet : [http://www.erytheis.net/texte-integral.php3?id\\_article=66](http://www.erytheis.net/texte-integral.php3?id_article=66)).
- MUCCHIELLI L., 2005, Éduquer sous contrainte. Réflexions sur les "centres éducatifs fermés", *Les Cahiers du CRPPC*, 15, 5-36.
- MUCCHIELLI L., 2005, Délinquances et violences dans la société française contemporaine, *Cahiers Français*, 326, 59-63.
- MUCCHIELLI L., 2005, Contribution à la critique du traitement médiatique de "la violence" : l'exemple des viols collectifs, *Les Cahiers du Journalisme*, 14, 202-229.
- MUCCHIELLI L., 2006, A Research on Gang Rape Cases : Judicial Date and Sociological Analysis, *Penal Issues*, XVII, 3-7.
- MUCCHIELLI L., 2006, Aspects de la violence dans les relations sociales. Les Coups et blessures volontaires suivis d'ITT jugés par un tribunal correctionnel de la région parisienne en l'an 2000, *Questions Pénales*, XIX, 1, 1-4.
- MUCCHIELLI L., MOHAMMED M., 2006, La police dans les "quartiers sensibles" : un handicap supplémentaire ?, *Regards sur l'Actualité*, 319, 58-68.
- MUCCHIELLI L., AÏT-OMAR A., 2006, Les raisons de la colère, paroles d'émeutiers, *Migrations & Société*, 105, 275-286.
- MUCCHIELLI L., MOHAMMED M., 2006, La police dans les quartiers populaires : un vrai problème, *Mouvements*, 44, 58-66.
- MUCCHIELLI L., LE GOAZIOU V., 2006, L'insécurité : miroir des inquiétudes contemporaines, *Nouvelles Fondations*, 2, 5-12.
- MUCCHIELLI L., DELON A., 2006, Les mineurs émeutiers jugés au tribunal de Bobigny, *Claris. La revue*, 1, 5-16 (article téléchargeable sur le site Internet : [http://90plan.ovh.net/~groupecl/img/pdf/claris\\_la\\_revue\\_no1.pdf](http://90plan.ovh.net/~groupecl/img/pdf/claris_la_revue_no1.pdf)).
- MUCCHIELLI L., 2007, Les juges ont-ils "démissionné" ? Repères statistiques sur le traitement judiciaire de la délinquance des mineurs, *Melampoulos. Revue de l'Association Française des Magistrats de la Jeunesse et de la Famille*, 10, 67-76.
- MUCCHIELLI L., DELON A., 2007, Qui étaient les mineurs émeutiers de novembre 2005 ?, *Melampoulos. Revue de l'Association Française des Magistrats de la Jeunesse et de la Famille*, 10, 97-104.
- MUCCHIELLI L., DELON A., 2007, Le traitement judiciaire des mineurs : le cas des émeutiers déferés en novembre 2005, *Questions Pénales*, XX, 6, 1-4.
- MUCCHIELLI L., 2007, Dix ans d'évolution des délinquances en France, *Regards sur l'Actualité*, 336, 5-16.

MUCCHIELLI L., 2008, Judicial Processing of Juveniles : the Case of Rioters "d'été" in November 2005, *Penal Issues*, XVIII, 11-14.

### Préfaces

MUCCHIELLI L., 2004, Préface, in BOUCHER M., *Repolitiser l'insécurité. Sociographie d'une ville ouvrière en recomposition*, Paris, l'Harmattan, 15-20.

MUCCHIELLI L., 2005, Préface, in NAGELS C., *Jeunes et violence. Une rencontre programmée par la crise de solidarité. Analyse du discours de la Chambre des représentants de Belgique (1981-1999)*, Bruxelles, Bruylants, VII-XVII.

MUCCHIELLI L., 2008, Préface, in MARLIÈRE É., *La France nous a lâchés. Le sentiment d'injustice chez les jeunes de cités*, Paris, Fayard, I-VII.

### Vulgarisation

MUCCHIELLI L., 2004, Délinquance juvénile : déconstruire les fantasmes, analyser les problèmes, discuter les solutions, in ACSE, *La prévention spécialisée à la croisée des chemins*, Colomiers, ACSE-Conseil Général de Haute-Garonne, 19-42.

MUCCHIELLI L., 2005, Violence et délinquance : de quoi parle-t-on ?, *Comme la Ville (Magazine de la Délégation Interministérielle à la Ville)*, 17, 20-22.

MUCCHIELLI L., 2005, Regards croisés sur le colloque "Point de vue d'un chercheur", *Lettre de la Mission de Recherche "Droit et Justice"*, 20, 8-9.

MUCCHIELLI L., 2005, À quoi servent les "chiffres de la délinquance" ? Trois questions à Laurent Mucchielli, *Revue d'Action Juridique et Sociale*, 242, 29.

MUCCHIELLI L., KOKOREFF M., 2005, Face aux problèmes de la jeunesse défavorisée : un engagement dans la prévention spécialisée, *Lien Social*, 754, 4-10.

MUCCHIELLI L., 2005, Sciences dures et sciences "molles" ont une démarche commune, *La Recherche. L'Actualité des Sciences*, 386, 59-62.

MUCCHIELLI L., 2005, CESDIP and Criminal Sociology in France, *Criminology in Europe. Newsletter of the European Society for Criminology*, 4, 2, 1 et 17-19.

MUCCHIELLI L., 2005, Délinquance juvénile : le cas des viols collectifs, *Sciences Humaines*, 47 (hors-série "Violences"), 50-53.

MUCCHIELLI L., 2005, "Tournantes" : démystifier un incendie médiatique, *Sciences de l'Homme et de la Société*, 75, 54-57.

MUCCHIELLI L., 2006, Au cœur de la sociologie du crime en France : le CESDIP, *La Lettre de la Mission de Recherche "Droit et Justice"*, 23, 6-7.

MUCCHIELLI L., 2006, Lien social et insécurité : (de quoi) faut-il avoir peur ?, *Alternatives Economiques*, Hors-série 69, 54-57.

MUCCHIELLI L., 2007, Explosion de la violence des mineurs, laxisme de la justice. Le diagnostic qui sous-tend la loi sur la prévention de la délinquance est-il fondé ?, *Journal du Droit des Jeunes. Revue d'Action Juridique et Sociale*, 261, 22-30.

MUCCHIELLI L., 2007, Pour une analyse scientifique de la "question de la sécurité", *Nouveaux regards. Revue de l'Institut de Recherches de la FSU*, 39, 21-25.

MUCCHIELLI L., 2007, Le processus de ghettoïsation : éléments d'introduction, *Journal du Droit des Jeunes. La Revue d'Action Juridique et Sociale*, 266, 31-32.

### Rapports de recherches

MUCCHIELLI L., SAURIER D., 2005, *Les enquêtes quantitatives portant sur les victimes* (Rapport pour la Mission de Recherche "Droit et Justice"), Guyancourt, CESDIP, Collection "Études et Données Pénales", hors-série.

MUCCHIELLI L., 2005, *L'élucidation des homicides : de l'enchantement technologique à l'analyse des compétences des enquêteurs. Contribution à la sociologie du travail de police judiciaire*, Guyancourt, CESDIP, Collection "Études et Données Pénales", 98.

MUCCHIELLI L., (dir.), 2005, *Gendarmerie et délinquances : quelles évolutions dans la société française contemporaine ?* (Rapport pour le Centre de Prospective de la Gendarmerie Nationale), Guyancourt, CESDIP.

MUCCHIELLI L., LE GOAZIOU V., NÉVANEN S., 2007-2008, *Les évolutions des faits de violence et des mineurs impliqués (1991-2005)*, Guyancourt, CESDIP (3 volumes).

### 3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

1) Directeur d'un laboratoire de recherche : le Centres de Recherches Sociologiques sur le Droit et les Institutions Pénales (CESDIP), UMR 8183 associant le CNRS, le ministère de la Justice et l'Université de Versailles-Saint-Quentin (52 membres).

2) Responsable d'un des 6 axes d'une Action concertée dans le cadre du 6<sup>e</sup> PCRD de l'Union Européenne, 2006-2008 ("*Priority 7 – Citizens and Governance in a knowledge based society*"). Axe n°2 consacré à l'évolution et aux facteurs des comportements délinquants en Europe.

- 3) Chef d'équipes de recherches.
- 4) Enseignant à l'Université de Versailles-Saint-Quentin, séminaire de Master 2.
- 5) Intervenant à l'École Nationale de la Magistrature et dans des Instituts Régionaux du Travail Social.
- 6) Administrateur de l'Association Française de Sociologie.
- 7) Fondateur et codirecteur d'une revue scientifique (la *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*), co-animateur d'une revue scientifique internationale (*Déviance et Société*), membre du conseil scientifique de plusieurs autres revues.
- 8) Expert au niveau européen.

**Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité**

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

**Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009**

Date :

Signature :

**Contractualisation vague D 2010-2013**

**Unité de recherche : dossier unique**

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>**  
**concernant les 4 dernières années**  
**à joindre à la partie « bilan » et/ou à la partie « projet »**

**Enseignant-chercheur, chercheur,**  
**ingénieur de recherche ou cadre scientifique,**  
**autres personnels ayant une activité de recherche**

*(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)*

*Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :*

- pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> <i>(label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)</i>	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> <i>(intitulé, établissement support, responsable)</i>
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>

**Nom :** NÉVANEN  
**Prénom :** Sophie  
**Date de naissance :** 1<sup>er</sup> juin 1982  
**Courriel :** snevanen@cesdip.com

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance :** CNRS

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Ingénieur de recherche**  **HDR**  **Grade :** IE2  
**ou cadre scientifique**

**Situation particulière :**  
*(délégation, détachement, mise à disposition, ...)*

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :**

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou**  
**commissions spécialisées d'un organisme :**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

## **1) Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :**

*Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.*

### **Participation à différentes activités de recherche :**

- Analyse d'enquêtes de victimation, évolution de la criminalité et ses combinaisons avec le sentiment d'insécurité (dans le cadre d'un projet ANR) :  
Analyse statistique d'enquêtes locales et régionales de victimation, sérialisation des données nationales, comparaison avec les données disponibles (enquêtes régionales et locales, statistiques institutionnelles), mise au contexte sur le long terme.
- Evolution de la violence des mineurs.
- Justice pénale : détermination des peines prononcées.

## **2) Production scientifique :**

### **Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :**

*Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.*

#### **Rapports de recherche**

MUCCHIELLI L., LE GOAZIOU V., NÉVANEN S., 2008, *Les évolutions des faits de violence et des mineurs impliqués (1991-2005)*, Guyancourt, CESDIP (3 volumes).

NÉVANEN S., DIDIER E., ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., 2007, *Enquêtes locales 2005 sur la victimation et l'insécurité (Aubervilliers)*, Guyancourt, CESDIP, Collection "Études et Données Pénales" (rapport téléchargeable sur le site Internet : <http://www.cesdip.com>).

DIDIER E., NÉVANEN S., ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., 2007, *Enquêtes locales 2005 sur la victimation et l'insécurité (Aulnay-sous-Bois)*, Guyancourt, CESDIP, Collection "Études et Données Pénales" (rapport téléchargeable sur le site Internet : <http://www.cesdip.com>).

ZAUBERMAN R., ROBERT Ph., NÉVANEN S., 2007, *Enquêtes locales 2005 sur la victimation et l'insécurité (Communauté urbaine du Grand Lyon)*, Guyancourt, CESDIP, Collection "Études et Données Pénales" (rapport téléchargeable sur le site Internet : <http://www.cesdip.com>).

DIDIER E., NÉVANEN S., ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., 2007, *Enquêtes locales 2005 sur la victimation et l'insécurité (Gonesse)*, Guyancourt, CESDIP, Collection "Études et Données Pénales" (rapport téléchargeable sur le site Internet : <http://www.cesdip.com>).

ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., NÉVANEN S., 2007, *Enquêtes locales 2005 sur la victimation et l'insécurité (Saint-Denis)*, Guyancourt, CESDIP, Collection "Études et Données Pénales" (rapport téléchargeable sur le site Internet : <http://www.cesdip.com>).

FOUQUET A., LOTODÉ H., NÉVANEN S., ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., 2006, *Victimation et insécurité en Île-de-France ; deuxième enquête de l'IAURIF*, Guyancourt, CESDIP, Collection "Études et Données Pénales" (rapport téléchargeable sur le site Internet : <http://www.cesdip.com>).

#### **Valorisation**

ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., DIDIER E., NÉVANEN S., 2006, Victimations et insécurité en milieu urbain. Les enquêtes 2005, *Questions Pénales*, XIX, 5, 1-4.

ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., DIDIER E., NÉVANEN S., 2007, Victimations et statistiques policières en Île-de-France, *Questions Pénales*, XX, 1, 1-4.

ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., DIDIER E., NÉVANEN S., 2006, Victimization and Insecurity in Urban Areas. The 2005 Surveys, *Penal Issues*, XVII, 19-22.

ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., DIDIER E., NÉVANEN S., 2007, Victimization and Police Statistics in the Île-de-France Region, *Penal Issues*, XVIII, 1-4.

#### **Article**

JOBARD F., NÉVANEN S., 2007, La couleur du jugement. Discriminations dans les décisions judiciaires en matière d'infractions à agents de la force publique (1965-2005), *Revue Française de Sociologie*, 48, 2, 243-272.

## **3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :**

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

**Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité**

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

**Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009**

Date :

Signature :



**Contractualisation vague D 2010-2013**

**Unité de recherche : dossier unique**

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>**  
**concernant les 4 dernières années**  
**à joindre à la partie "bilan" et/ou à la partie "projet"**

**Enseignant-chercheur, chercheur,**  
**ingénieur de recherche ou cadre scientifique,**  
**autres personnels ayant une activité de recherche**

*(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)*

*Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :*

- pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> <i>(label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)</i>	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> <i>(intitulé, établissement support, responsable)</i>
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>

**Nom :** PRUVOST  
**Prénom :** Geneviève  
**Date de naissance :** 30 juin 1973  
**Courriel :** gpruvost@free.fr

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance :** CNRS

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :** CR2

**Ingénieur de recherche ou cadre scientifique**  **HDR**  **Grade :**

**Situation particulière :**  
*(délégation, détachement, mise à disposition...)*

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :** **19**

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou commissions spécialisées d'un organisme :**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

## **1) Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :**

*Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.*

En sociologie, ma thèse sur la féminisation de la police est la première en France (contrairement aux pays anglo-saxons où l'étude des genres dans les métiers de la sécurité est développée depuis trente ans). Mes recherches ont permis d'ouvrir une réflexion sur les fondements anthropologiques et historiques de la différence des sexes : l'un des fondements de la division sexuelle du travail est en effet de réserver en effet aux seuls hommes le maniement des armes et d'interdire aux femmes l'accès aux métiers d'ordre qui font usage de la force. Dès lors, l'entrée des femmes dans l'institution policière, avec les mêmes habilitations judiciaires, le même armement et la même formation que les hommes, constitue une rupture anthropologique qui met fin au monopole masculin de la force publique. La féminisation "par le haut", c'est-à-dire par la hiérarchie médiane et supérieure, et non par le bas, de la profession, transgresse un autre interdit : depuis 1935, les femmes sont proportionnellement plus admises dans les métiers de commandement que dans les métiers d'exécution.

Partant du principe d'une interrelation entre les genres et m'appuyant des récits de carrière, menés avec des policiers des deux sexes, ainsi que sur une analyse quantitative portant plus généralement sur les conditions de travail des policiers des deux sexes, mes recherches font avancer dans la connaissance de la profession de policier, avec l'analyse comparée de la fabrique familiale de la vocation, de la conciliation entre famille et profession, et des arrangements avec le conjoint. Le résultat marquant de cette analyse de la gestion de la carrière, c'est la symétrie des motivations initiales (les femmes n'entrent pas dans la police pour exercer un métier social, mais pour l'aventure), les convergences entre carrières masculines et féminines. En adoptant les codes virils en vigueur, les femmes policiers recrutées tentent en effet d'échapper aux stéréotypes de fragilité et d'indisponibilité. L'intégration des femmes passe par l'imitation des hommes et le déni des discriminations dont elles sont victimes. Apparaît alors en pleine lumière le caractère central de la virilité dans la profession, autrement dit de la force physique, de l'endurance et la bravoure, à la fois dans l'échelle de prestige de métiers policiers et dans l'exercice concret du métier.

J'ai par ailleurs mis en évidence un concept central dans l'étude des professions, notamment les professions à risque, fondée sur une forte solidarité de corps : les coulisses (Goffman). Les coulisses autorisent des comportements de relâchement régressifs (scatologiques, sexuels, entre autres) qui sont théoriquement proscrits sur la scène du travail, mais qui rendent tolérables l'exercice du métier. Loin d'être périphériques, ces coulisses occupent une place déterminante dans la socialisation professionnelle et constituent parfois une condition sine qua non de la cooptation. L'intégration aux coulisses constituent un critère d'autant plus important d'intégration professionnelle qu'elles sont invasives et peuvent faire irruption au cœur même de la scène de travail. La solidarité entre membres de même grade, plutôt qu'entre membres du même sexe, joue alors à plein.

J'ai par ailleurs mis à l'épreuve le principe de "dynamique des professions" (Strauss) en considérant la profession policière comme un ensemble de segments en concurrence les uns avec les autres, faisant chacun valoir leur légitimité à imposer leur conception du métier dans une arène de pairs, strictement professionnelle, mais aussi publique (fortement déterminée par le politique), permettant de redéfinir régulièrement les contours de sa licence et de son mandat, selon des arbitrages constants, qui varient selon les périodes, depuis les années 1930. Le point fort de la recherche est de mettre en évidence la dimension politique de l'événement de la féminisation, qui, loin d'être traitée à la marge, fait l'objet d'une surveillance constante par le pouvoir politique et révèle à chaque période à la fois la place qui est réservée à la police et aux femmes. Une constante se dégage néanmoins : les acteurs du débat (féministes réformistes, Préfecture de Police, ministère de l'Intérieur, syndicats policiers, médias) s'accordent autour d'une ouverture prudente, balisée par des quotas restrictifs officiels, puis officieux – prouve que l'interdit anthropologique d'une féminisation indifférenciée du pouvoir de protection et d'attaque armée reste agissant.

En sociologie et en Histoire de l'État et de la police, mes recherches, parce qu'elles adoptent une perspective socio-historique et qu'elles s'appuient sur des sources qui n'avaient pas été défrichées, constituent un levier pour explorer, tout au long du siècle, l'inédite collaboration entre police, travail social et féminisme réformiste, les arrangements policiers sous le régime de Vichy à la brigade des mineurs, la dénonciation de la violence d'État par les syndicats policiers de la génération "1968", puis la constitution du féminisme d'État autour du principe d'égalité professionnelle, le rôle d'arbitrage joué par le conseil de l'Europe et les syndicats policiers, enfin la fabrique médiatique de "battantes" et la place accordée aux minorités dans la police de proximité.

Sur le plan des méthodes sociologiques, une réflexion a été entamée sur les récits de vie, à la fois en terme de contenu et de forme. Dans les 139 récits recueillis, les policiers oscillent entre la retenue et l'héroïsation, la langue de bois et le souci d'authenticité, marquant la difficulté qu'impose l'exercice d'un "sale boulot" (Hughes) à la fois dénigré et valorisé, invitant à s'interroger sur les compétences narratives proprement policières en matière de présentation de soi, et à mettre en évidence toutes les occasions dont disposent les policiers pour se raconter, en plus de l'entretien sociologiques. Sur le plan formel, le non-enregistrement des entretiens, en raison du devoir de réserve invoqué par les policiers, impliquant des entretiens peu conversationnels, en raison de la lenteur de la prise de note, accentue cet effet de maîtrise du discours par les policiers.

### **Principaux projets de recherches pour les années à venir**

Un autre livre est en projet sur la police dans une perspective de sociologie des professions et de l'espace public pour la collection "Repère" de La Découverte. Il s'agira d'explorer les notions d'arène publique (Strauss), de socialisation et de trajectoire familiale et professionnelle.

Je compte par ailleurs exploiter pleinement toutes les données de l'enquête sociodémographique que j'ai dirigée dans le cadre du programme de recherche de l'Institut National des Hautes Etudes de Sécurité (INHES) sur un effectif représentatif de la variété de la population policière (N=5221), notamment en croisant l'âge, le sexe, l'origine sociale, le grade et l'ancienneté avec le point de vue politique sur la profession, la gestion de la carrière et la satisfaction professionnelle. L'objectif est d'apporter des compléments et des contrepoints à l'enquête longitudinale "Cohorte" de Dominique Monjardet qui ne portait que sur les gardiens de la paix. Sont en projet la rédaction d'articles et/ou d'un livre dans la collection que dirige la revue *Déviance et Société* à l'Harmattan afin de rendre enfin publics les résultats de l'unique enquête quantitative, depuis 1982, portant sur l'ensemble du corps policier.

Je souhaiterais faire également une journée d'étude internationale sur le second volet de mon projet de recherche pour le CNRS, à savoir l'accès des femmes à la violence organisée illégale, en me concentrant sur les groupes politiques.

## **2) Production scientifique :**

### **Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :**

*Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.*

#### **Livres**

PRUVOST G., 2008, *De la sergote à la femme flic. Une autre histoire de la police nationale*, Paris, La Découverte, Collection "Texte à l'Appui – Politique et Sociétés".

PRUVOST G., 2007, *Profession : policier. Sexe : féminin*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme.

#### **Articles dans revues à comité de lecture**

PRUVOST G., 2008, La production d'un récit maîtrisé : les effets de la prise de note des entretiens et de la socialisation professionnelle, *Langage et Société*, 123.

PRUVOST G., 2007, L'anatomie politique, professionnelle et médiatique des femmes policiers, *Les Cahiers du Genre*, numéro spécial : "Les corps à l'épreuve de l'inversion du genre", 43-60.

PRUVOST G., 2007, La dynamique des professions à l'épreuve de la féminisation : l'ascension atypique des femmes commissaires, *Sociologie du Travail*, 49, 1, 84-99 (article primé parmi les 5 meilleurs articles de l'année 2007 par la revue *Sociologie du Travail*, traduit à ce titre en Anglais).

CARDI C., NAUDIER D., PRUVOST G., 2006, Les rapports sociaux de sexe à l'université : au cœur d'une triple dénégation, *L'Homme et la Société*, 158, 59-71.

#### **Articles dans des revues scientifiques et ouvrages collectifs**

PRUVOST G., 2007, Enquêter sur les policiers. Entre devoir de réserve, héroïsation et accès au monde privé, *Terrain*, 48, 131-148.

#### **Autres formes de production (brevets, ouvrages, rapports d'expertise,...)**

PRUVOST G., COULANGEON Ph., ROHARIK I., 2005, *1982-2003 : enquête sociodémographique sur les conditions de vie et d'emploi de 5221 policiers*, Paris, ministère de l'Intérieur-Institut des Hautes Études de la Sécurité Intérieure.

#### **Compte-rendu**

PRUVOST G., 2008, Compte-rendu du livre de Lapeyre N., 2008, *Les professions face aux enjeux de la féminisation*, Paris, Octarès, *Sociologie du Travail*, 5-6, 263-265.

## **3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :**

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

#### **Animation de séminaire**

2008 : co-animation avec Gilles Chantraine du séminaire bi-mensuel du CESDIP.

#### **Activité dans des comités de lecture et l'évaluation des bourses**

2007-2008 :

- . Membre du comité de lecture de *Champ Pénal/ Penal Field* et évaluation de deux articles pour la revue,
- . Évaluation d'un article pour *Déviance et Société*,
- . Évaluation d'un article pour la *Revue de l'AFS*,
- . Évaluation des dossiers pour la bourse Île-de-France.

#### **Enseignements**

2007-2008 :

- . CM en Master 1 à l'Université de Versailles-Saint-Quentin sur "La police" (6 h dans un cours de Philip Milburn),
- . CM en Master 1 à l'Université d'Évry sur "Les paradigmes des sciences sociales",
- . CM en Licence 3 à l'Université d'Évry sur "Sexe, genre et identité".

2004-2008 :

- . CM en Licence 3 sur "L'interactionnisme, la méthode biographique et ses prolongements contemporains".

2004-2007 :

- . TD en Licence 3 de méthodologie sur "L'aide à la rédaction d'un pré-mémoire de licence".

#### **Expérience administrative**

Coordination des enseignements méthodologiques de licence (prémémoire) à l'Université d'Évry.

**Projets en cours**

La publication et la coordination avec Laurence Proteau (CURAPP) d'un numéro pour la revue *Sociétés Contemporaines* sur "*les métiers d'ordre et de force est en bonne voie*".

Tous les articles ont été évalués une première fois, deux (dont le mien "Ordre et désordre dans les coulisses d'une profession. L'exemple de la Police nationale") ont été acceptés tels quels, les autres sont en cours de réécriture pour courant septembre 2008.

**Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité**

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

**Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009**

Date :

Signature :

**Contractualisation vague D 2010-2013**

**Unité de recherche : dossier unique**

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>**  
**concernant les 4 dernières années**  
**à joindre à la partie « bilan » et/ou à la partie « projet »**

**Enseignant-chercheur, chercheur,**  
**ingénieur de recherche ou cadre scientifique,**  
**autres personnels ayant une activité de recherche**

*(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)*

*Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :*

- *pour le dossier bilan* : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- *pour le dossier projet* : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> <i>(label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)</i>	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> <i>(intitulé, établissement support, responsable)</i>
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>

**Nom :** RENOUARD  
**Prénom :** Jean-Marie  
**Date de naissance :** 26 janvier 1948  
**Courriel :** renouard@cesdip.com

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance :** Université Victor Segalen-Bordeaux II

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :** Maître de conférences

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Ingénieur de recherche**  **HDR**  **Grade :**  
**ou cadre scientifique**

**Situation particulière :**  
*(délégation, détachement, mise à disposition...)*

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :**  
**19**

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou**  
**commissions spécialisées d'un organisme :**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

### **1) Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :**

*Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.*

- Police et sécurité,
- aménagement de peines pour le compte de la direction de l'Administration pénitentiaire (en cours),
- théories de la déviance (en cours).

### **2) Production scientifique :**

**Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :**

*Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.*

RENOUARD J.M., 2007, *Baigneurs et bagnards. Tourismes et prisons dans l'île de Ré*, Paris, l'Harmattan.

RENOUARD J.M., 2007, Du rural profond au tourisme estival de masse, in MUCCHIELLI L., (dir.), *Gendarmes et voleurs. De l'évolution de la délinquance aux défis du métier*, Paris, l'harmattan, 225-260.

RENOUARD J.M., OBLET Th., 2006, Inégalités d'accès à la sécurité en ville, la police n'est pas coupable, *Les Cahiers de la Sécurité*, 61, 9-29.

RENOUARD J.M., 2006, Les effets de la répression sur les comportements d'infractions routières, in COLLECTIF, *La Gendarmerie Nationale. Les armées françaises à l'aube de XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, l'Harmattan, tome IV, 117-126.

### **Autres formes de production (brevets, ouvrages, rapports d'expertise...)**

RENOUARD J.M., 2008, *Rurbanisation, modernité et insécurité*, La Plaine-Saint-Denis, INHES.

RENOUARD J.M., OBLET Th., 2005, *Offre publique de sécurité et production sociale de l'urbain. L'exemple de la agglomération bordelaise*, Paris, PUCA-ministère de l'Équipement, Centre d'Etudes et de Prévision du Ministère de l'Intérieur, Programme de recherche "Services Publics et Polarisation Sociale de l'Urbain".

### **3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :**

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

- Activités d'enseignement de la sociologie de la 1<sup>ère</sup> année aux masters (principalement criminologie, déviances et sécurité).
- Responsable du Master pro "Chargé d'études sociologiques" de l'Université Victor Segalen-Bordeaux II.
- Membre du jury du Prix Gabriel Tarde (Prix Français de Criminologie)

### **Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité**

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

### **Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009**

Date :

Signature :

**Contractualisation vague D 2010-2013**

**Unité de recherche : dossier unique**

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>**  
**concernant les 4 dernières années**  
**à joindre à la partie « bilan » et/ou à la partie « projet »**

**Enseignant-chercheur, chercheur,**  
**ingénieur de recherche ou cadre scientifique,**  
**autres personnels ayant une activité de recherche**

*(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)*

*Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :*

- pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

**Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :**  
*(label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)*

**CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli**

**Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :**  
*(intitulé, établissement support, responsable)*

**CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli**

**Nom :** ROBERT  
**Prénom :** Philippe  
**Date de naissance :** 23 juillet 1939  
**Courriel :** probert@gern-cnrs.com

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance : CNRS**

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :** DR émérite

**Ingénieur de recherche**  **HDR**  **Grade :**  
**ou cadre scientifique**

**Situation particulière :**  
*(délégation, détachement, mise à disposition, ...)*

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :**

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou**  
**commissions spécialisées d'un organisme :**  
**SHS/CNRS/Section 36**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

## 1) Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :

Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.

Mes recherches concernent (principalement) l'évolution de la délinquance sur le moyen ou long terme, mesurée à travers la confrontation de différents outils de mesure. Dans ma perspective, la mesure ne constitue pas une fin mais seulement le point de départ d'une analyse des mutations en cours dans le champ de la délinquance et de l'insécurité, comme un prolongement des hypothèses exposées dans mon ouvrage de 1999 (*Le Citoyen, le crime et l'État*, Genève-Paris, Droz). En outre, elles possèdent une implication européenne marquée et une forte dimension méthodologique.

**1. Analyse de l'enquête sur la victimation et l'insécurité en Île-de-France.** En 2003, l'IAURIF a répliqué une enquête selon un protocole que nous avons mis au point et mis en œuvre en 2001. Tant par l'ampleur de l'instrument que par la taille de l'échantillon, il s'agit de la plus solide enquête de ce type existant en France.

Ont pris part à l'analyse 1 DR, 1 CR, 1 IE, 2 ingénieurs contractuels. Comme celui de l'enquête 2001, le rapport a été mis sur le site du CESDIP.

L'IAURIF a répliqué cette enquête en 2005 et 2007, mais il n'a malheureusement pas été possible d'obtenir communication des données d'enquêtes (pourtant financées sur crédits publics) alors qu'on aurait disposé là d'un début de série régionale solide.

**2. Réalisation et analyse de cinq enquêtes locales sur la victimation et l'insécurité** à la demande du Forum français pour la sécurité urbaine (FFSU) selon un protocole mis au point pour une enquête réalisée à Amiens en 1999 et réutilisé dans les enquêtes franciliennes précitées.

1 DR, 2 CR, 1 IE ont pris part à ces cinq recherches.

Les rapports ont été mis en ligne sur le site du CESDIP.

**3. CRIMINSEC.** Analyse secondaire de toutes les enquêtes françaises disponibles sur la victimation et l'insécurité

- mise en série

- analyse des explications de l'évolution à partir de variables internes et externes aux enquêtes

- construction de typologies combinant victimation, insécurité et localisations

... soit une des plus grosses recherches quantitatives sur la délinquance actuellement en chantier en Europe (financement sur appel d'offres en blanc de l'ANR, de fin 2007 à fin 2010 ; 1 DR, 2 CR, 2 IE ; prévision de 8 à 10 articles et un ouvrage)

**4. CrimPrev.** Coresponsabilité, au sein d'une action de coordination du 6°PCRDT, d'un programme visant à faire le point sur la pratique et les usages

- des enquêtes sur la victimation et l'insécurité,

- des enquêtes sur la délinquance autoreportée,

- des comparaisons entre enquêtes et statistiques administratives,

- des évaluations des politiques publiques de sécurité

(financement par la Commission européenne ; de 2006 à 2009 ; 4 séminaires, 4 brochures bilingues, 4 ouvrages en anglais, 4 en français)

Cette action me permet de maintenir des activités scientifiques communes avec la petite communauté des scientifiques européens spécialisés dans l'étude quantitative de la délinquance.

## 2) Production scientifique :

**Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :**

*Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.*

ROBERT Ph., 2008, L'avocat dans une justice des mineurs à l'avenir incertain (préface), in BÉNEC'H-LE ROUX P., *Au tribunal pour enfants ; l'avocat, le juge, le procureur et l'éducateur*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 11-16.

ROBERT Ph., 2008, Violence in Present-Day France : Data and Sociological Analysis, in BODY-GENDROT S., SPIERENBURG P.C., (eds.), *Violence in Europe ; Historical and Contemporary Perspectives*, New York, Springer, 95-114.

ROBERT Ph., 2008, Ordre, insécurité, liberté : les incertitudes de la procédure pénale, in COUR DE CASSATION, (sous l'égide de la), *La procédure pénale en quête de cohérence*, Paris, Droit In Situ, DVD.

ROBERT Ph., 2007, Ordre, insécurité, liberté : les incertitudes de la procédure pénale, in COUR DE CASSATION, (sous l'égide de la), *La procédure pénale en quête de cohérence*, Paris, Dalloz, 37-55.

ROBERT Ph., 2007, Il sociologo e lo storico davanti allo studio del crimine. Lezioni incrociate di una cooperazione scientifica europea, in LACCHÉ L., et al., *Penale Giustizia Potere. Metodi, Ricerche, Storografie. Per ricordare Mario Sbriccoli*, Macerata, Edizioni Università di Macerata, 423-434.

ROBERT Ph., 2007, *Sociologia do crime*, Petropolis, Vozes.

ROBERT Ph., 2007, Préface. Des "Blousons Noirs" aux banlieues, in MOHAMMED M., MUCCHIELLI L., (dir.), *Les bandes de jeunes. Des "Blousons Noirs" à nos jours*, Paris, La Découverte, 3-9.

ROBERT Ph., 2007, Prólogo. Las políticas de seguridad ante el reto de la globalización y de la construcción europea, in RECASENS I BRUNET A., *La seguridad y sus políticas*, Barcelona, Atelier, 7-10.

ROBERT Ph., 2007, V° Insecurity and fear of crime, in RITZER G., (ed.), *The Blackwell Encyclopedia of sociology*, Oxford, Blackwell Publishing, 2339-2344.

ROBERT Ph., 2007, Les transformations de la pénalité, in VACHERET M., MARY Ph., (dir.), *Peines et pénalités au Canada. Autour des travaux de Pierre Landreville, Criminologie*, 40, 2, 53-66.

ROBERT Ph., 2007, V° Norme, in BARREYRE J.Y., BOUQUET B., (dir.), *Nouveau dictionnaire critique d'action sociale*, Paris, Bayard, 2007, 385-387.

ROBERT Ph., 2007, Un regard critique sur trente années de la revue *Déviance et Société*, *Déviance et Société*, 31, 4, 375-386.

- ROBERT Ph., 2007, *Research on victimisation and insecurity in France*, FP6, Coordinated action Assessing Deviance, Crime and Prevention in Europe (CrimPrev), WP7 Surveys, statistics, evaluation. Methodology and good practices, WS1 Victimisation surveys, Barcelona, 16-17 march (<http://www.crimprev.eu>).
- NÉVANEN S., DIDIER E., ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., 2007, *Enquêtes locales 2005 sur la victimation et l'insécurité (Aubervilliers)*, Guyancourt, CESDIP, Collection "Études et Données Pénales" (rapport téléchargeable sur le site Internet : <http://www.cesdip.com>).
- DIDIER E., NÉVANEN S., ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., 2007, *Enquêtes locales 2005 sur la victimation et l'insécurité (Aulnay-sous-Bois)*, Guyancourt, CESDIP, Collection "Études et Données Pénales" (rapport téléchargeable sur le site Internet : <http://www.cesdip.com>).
- ZAUBERMAN R., ROBERT Ph., NÉVANEN S., 2007, *Enquêtes locales 2005 sur la victimation et l'insécurité (Communauté urbaine du Grand Lyon)*, Guyancourt, CESDIP, Collection "Études et Données Pénales" (rapport téléchargeable sur le site Internet : <http://www.cesdip.com>).
- DIDIER E., NÉVANEN S., ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., 2007, *Enquêtes locales 2005 sur la victimation et l'insécurité (Gonesse)*, Guyancourt, CESDIP, Collection "Études et Données Pénales" (rapport téléchargeable sur le site Internet : <http://www.cesdip.com>).
- ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., NÉVANEN S., 2007, *Enquêtes locales 2005 sur la victimation et l'insécurité (Saint-Denis)*, Guyancourt, CESDIP, Collection "Études et Données Pénales" (rapport téléchargeable sur le site Internet : <http://www.cesdip.com>).
- ROBERT Ph., 2006, Intervention, in COLLECTIF, *12 heures pour la prévention de la délinquance*, Paris, Forum Français pour la Sécurité Urbaine, 13-17.
- ROBERT Ph., 2006, Seguridad objetiva y seguridad subjetiva, in COLLECTIF, *Los retos globales de la seguridad urbana*, Girona, Ajuntament de Girona, 87-100.
- ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., 2006, Insécurité et traitement policier des victimations, in COLLECTIF, *Une criminologie de la tradition à l'innovation. En hommage à Georges Kellens*, Bruxelles, De Boeck, Larcier, 147-169.
- ROBERT Ph., 2006, Die paradoxen Kombinationen von Viktimisierung und Unsicherheit in der Region Île-de-France, in OBERGFELL-FUCHS J., BRANDENSTEIN M., (hrsg.), *Nationale und internationale Entwicklungen in der Kriminologie. Festschrift für Helmut Kury zum 65. Geburtstag*, Frankfurt-im-Main, Verlag für Polizeiwissenschaft, 315-331.
- ROBERT Ph., 2006, Des "Blousons Noirs" au sentiment d'insécurité, in LÉVY R., MUCCHIELLI L., ZAUBERMAN R., (dir.), *Crime et insécurité : un demi-siècle de bouleversements. Mélanges pour et avec Philippe Robert*, Paris, l'Harmattan, 17-41.
- ROBERT Ph., POTTIER M.L., 2006, Security, Law and Order : a Profound Transformation ?, *Revue Française de Sociologie*, 47, annual english selection, 35-64.
- ROBERT Ph., 2006, Seguridad objetiva y seguridad subjetiva, *Revista Catalana de Seguretat Pública*, 16, 91-102.
- FOUQUET A., LOTODÉ H., NÉVANEN S., ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., 2006, *Victimation et insécurité en Île-de-France ; deuxième enquête de l'IAURIF*, Guyancourt, CESDIP, Collection "Études et Données Pénales" (rapport téléchargeable sur le site Internet : <http://www.cesdip.com>).
- ROBERT Ph., 2005, *Sociologie du crime*, Paris, La Découverte, Collection "Repères".
- ROBERT Ph., 2005, *Bürger, Kriminalität und Staat*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften/GmbH.
- ROBERT Ph., 2005, La naissance de l'État de sécurité, in RÖSEL J., VON TROTHA T., (eds), *The Reorganisation or the End of Constitutional Liberties ?*, Köln, Rüdiger Köppe Verlag, 115-124.
- ROBERT Ph., 2005, Vis Désorganisation sociale, 169-171 ; Shaw Clifford R., 1885-1957, 636, in BORLANDI M., BOUDON R., CHERKAOUI M., VALADE B., (dir.), *Dictionnaire de la pensée sociologique*, Paris, Quadrige Presses Universitaires de France.
- ROBERT Ph., 2005, La recherche pénale au ministère de la Justice, in BEZES PH., CHAUVIÈRE M., CHEVALLIER J., MONTRICHER N. DE, OCQUETEAU F., *L'État à l'épreuve des sciences sociales. La fonction recherche dans les administrations sous la V<sup>e</sup> République*, Paris, La Découverte, 177-187.
- ROBERT Ph., 2005, Opinion publique et administration de la justice ; recherches françaises, in PARMENTIER S., VERVAEKE G., DOUTRELEPONT R., KELLENS G., *Public Opinion and the Administration of Justice*, Brussel, Politeia, 77-90.
- ROBERT Ph., 2005, Du Groupe de sciences sociales de la jeunesse aux bandes d'adolescents, in CHAPOULIE J.M., KOURCHID O., ROBERT J.L., SOHN A.M., (dir.), *Sociologues et sociologies*, Paris, l'Harmattan, 135-142.
- ROBERT Ph., 2005, *La misura della delinquenza*, seminario di Philippe Robert, dottorato *honoris causa*, Macerata, Università di Macerata, Facoltà di Giurisprudenza.
- ROBERT Ph., 2005, *La rilevanza del diritto nello studio sociologico del crimine*, lezione all'occasione di una collazione di dottorato *honoris causa*, Macerata, Università di Macerata, Facoltà di Giurisprudenza.
- ROBERT Ph., 2005, L'insécurité est-elle fongible dans le maintien de l'ordre ?, in La sociologie, les sociologues et l'insécurité (suite), *Sociologie du travail*, 47, 89-113.
- ROBERT Ph., 2005, Normes, déviances, réactions sociales sous le regard de jeunes sociologues français, *Déviante et Société*, 29, 2, 99-101.
- ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., 2004, Un autre regard sur la délinquance, *Déviante & Société*, 28, 3, numéro spécial (numéro téléchargeable sur le site Internet : [http://mhsrvweb.medhyg.ch/revues/r\\_accueil.php4?revue=4](http://mhsrvweb.medhyg.ch/revues/r_accueil.php4?revue=4)).
- ROBERT Ph., 2004, Retour sur la création de *Déviante et Société*, in KAMINSKI D., KOKOREFF M., (dir.), *Sociologie pénale : système et expérience pour Claude Faugeron*, Ramonville-Sainte-Agne, Erès, 55-66.
- ROBERT Ph., KELLENS G., 2004, Avant-propos, in COTTINO A., *Vie de clan. Un repentini se raconte*, Paris, l'Harmattan, 7-21.
- ROBERT Ph., POTTIER M.L., ZAUBERMAN R., 2004, Les enquêtes de victimation et la connaissance de la délinquance, in ARDILLY P., (dir.), *Échantillonnage et méthodes d'enquêtes*, Paris, Dunod, 326-334.
- ROBERT Ph., 2004, Vis Contrôle social, 225-226 ; Délinquance, 246-248 ; Déviante, 263-264, in *Notions*, Encyclopaedia Universalis.
- ROBERT Ph., POTTIER M.L., 2004, Les préoccupations sécuritaires : une mutation ?, *Revue Française de Sociologie*, 45, 2, 211-242.
- ROBERT Ph., 2004, La maldición de la criminología, *Anthropos* (Alessandro BARATTA. El pensamiento crítico y la cuestión criminal), 204, 152-162.
- ROBERT Ph., 2004, Introduction, in Un autre regard sur la délinquance, *Déviante et Société*, 28, 3 (numéro spécial), 259-266.
- LAGRANGE H., POTTIER M.L., ZAUBERMAN R., ROBERT Ph., 2004, Enquêtes de victimations et statistiques de police : les difficultés d'une comparaison, in Un autre regard sur la délinquance, *Déviante et Société*, 28, 3 (numéro spécial), 285-316.

ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., POTTIER M.L., 2004, Profils de victimes, profils de victimations, *in* Un autre regard sur la délinquance, *Déviance et Société*, 28, 3 (numéro spécial), 369-384.

### **Autres formes de production (brevets, ouvrages, rapports d'expertise,...)**

ROBERT Ph., 2004, *Audit sur les enquêtes de victimation en Catalogne*, Demandé par le Centre d'Estudis de Seguretat, Secretaria de Seguretat Publica, Departament d'Interior, Generalitat de Catalunya.

### **3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :**

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

#### **Enseignements réguliers :**

- \* Sociologie de la déviance, M2R Sociologie, Université de Versailles Saint Quentin et direction de thèses
- \* Le politiche di prevenzione e di sicurezza in Europa, Master Prevenzione della devianza e sicurezza sociale, Università degli studi di Padova
- \* Approches contemporaines en criminologie, Module Criminologie, École nationale de la magistrature
- \* La sociologie du crime (Université de La Réunion)

Steering Committee, Coordination Action CrimPrev, FP6

Comité scientifique, Groupe européen de recherches sur les normativités (GERN-CNRS, GDR-E)

Comité directeur, Europäischer Verband über Deutsch-Französische Forschungen zu Kriminalität und Sicherheits- und Präventionspolitik (LEA Max-Planck Gesellschaft/CNRS)

Comité éditorial, *Déviance & Société*

Comité, *Crime, Histoire et Sociétés*

Comité, *Studi sulla questione criminale*.

### **Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité**

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

### **Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009**

Date :

Signature :

### **Projets 20010-2013 :**

Dans le projet scientifique pour mon éméritat, j'avais indiqué que je voulais concentrer mes recherches sur trois domaines :

- développer des grandes enquêtes en population générale et leur exploitation,
- terminer la révision des concepts et théories de la sociologie du crime,
- éventuellement développer une analyse sociopolitique des mutations du judiciaire.

♦ Le premier axe a bénéficié de la plus grande partie des opérations entreprises depuis 2006 avec CRIMINSEC – qui ne se terminera qu'à la fin de 2010 – et l'appui du WP7 de CrimPrev. Il faudra probablement prévoir sa prolongation, mais il est difficile d'en prévoir à un tel délai les modalités précises. Elles dépendront beaucoup de la conjoncture scientifique et notamment des développements dans ce champ de l'Europe des sciences.

Toutefois, l'essentiel des investissements devrait bénéficier aux deux autres axes.

♦ En ce qui concerne la théorie sociologique du crime, j'envisage d'abord la réalisation d'un manuel sur *La mesure de la délinquance* qui permettrait de capitaliser les acquis de CRIMINSEC et de CrimPrev. Il faudra y ajouter peut-être une réédition complètement révisée des *Comptes du crime*. Peut-être faudra-t-il également prévoir une réédition de mon ouvrage sur *Les bandes d'adolescents* (en considération de sa théorie de la spirale de ségrégation réciproque) puis, dans un dernier temps, je voudrais boucler ce cycle par la mise au point d'un *Traité de sociologie du crime*.

♦ En ce qui concerne le dernier axe, je me demande s'il ne serait pas intéressant de l'aborder par un réinvestissement des recherches sur les représentations sociales de la loi, du crime et de la justice. En tous cas, je suis en train de tester la faisabilité d'un tel programme à l'occasion d'un colloque à l'Université de Genève (qui fait suite à un autre colloque sur le même thème il y a quelques années à la Katholieke Universiteit Leuven). Si je me persuade à cette occasion de la faisabilité d'un tel projet, il faudra monter une équipe de recherche et chercher un financement selon une procédure de type appel d'offres en blanc de l'ANR.

**Contractualisation vague D 2010-2013**

**Unité de recherche : dossier unique**

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>**  
**concernant les 4 dernières années**  
**à joindre à la partie "bilan" et/ou à la partie "projet"**

**Enseignant-chercheur, chercheur,**  
**ingénieur de recherche ou cadre scientifique,**  
**autres personnels ayant une activité de recherche**

*(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)*

Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :

- pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> <i>(label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)</i>	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> <i>(intitulé, établissement support, responsable)</i>
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>

**Nom :** SAURIER  
**Prénom :** Delphine  
**Date de naissance :** 6 octobre 1975  
**Courriel :** delphine.saurier@free.fr

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance :** Université Rennes II

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Ingénieur de recherche ou cadre scientifique**  **HDR**  **Grade :**

**Situation particulière :** Professeur contractuel  
*(délégation, détachement, mise à disposition, ...)*

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :**  
**71e et 19e**

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou commissions spécialisées d'un organisme :**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

## 1) Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :

Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.

Mes activités de recherche se structurent autour de 3 axes :

### - **Modélisation et évaluation d'un dispositif pénal : le stage de citoyenneté**

Le stage de citoyenneté est un dispositif prévu par la loi Perben 2 : il constitue soit une alternative aux poursuites, soit une peine. Il peut être mis en place en milieu ouvert (TGI, SPIP), comme en milieu fermé.

Dans le cadre d'une collaboration avec l'Association Dialogue citoyen, la DIV (Délégation Interministérielle à la Ville), le tribunal de grande instance de Bobigny, le FIPD (Fond Interministériel pour la Prévention de la Délinquance), nous cherchons à élaborer et modéliser ce dispositif pénal selon la démarche de l'intervention sociologique (Touraine) et en utilisant des outils de la psychologie. Le stage concerne 7 départements (Paris, le 93, le 92, le 78, le Loiret, l'Eure-et-Loir et le Nord) et le milieu ouvert (les Services de Probation et d'Insertion Pénitentiaire) comme le milieu fermé (les maisons d'arrêt). Il s'agit, sur une durée de 4 jours, d'inciter les stagiaires à s'interroger sur les raisons de leur condamnation, les institutions et leur propre histoire de vie, en les conduisant, d'un principe d'identification au principe de l'altérité, vers une démarche citoyenne. C'est aussi l'occasion pour le chercheur d'analyser la place des logiques de personnification, d'identification et d'exemplarité dans l'intégration – ou le rejet – des normes sociales.

Par ailleurs, cet axe n'est pas sans lien avec les questions de culture : sa perspective est d'interroger la "volonté de réinsertion sociale par la culture", particulièrement, par l'intervention théâtrale, la lecture et la littérature. Quels sont les actions engagées et leurs acteurs ? Qu'est-ce qui les motive ? Comment et par quels biais agissent-ils ? Au final, il s'agirait de confronter cette forme d'idéologie aux réalisations sur le terrain et d'identifier ce que cette "nouvelle" rencontre triviale (Jeanneret) provoque, du côté de ceux qui agissent, de celui des délinquants et enfin, pour l'œuvre littéraire et la figure de l'auteur.

### - **Les figures de créateurs : constructions symboliques, médiatisations des savoirs et médiations**

La figure de l'écrivain est analysée comme une des médiations contribuant à la compréhension et à la patrimonialisation de l'œuvre littéraire. Je me suis prioritairement intéressée aux figures de Proust et aux médiations qui contribuent à leur évolution. La *Maison de tante Léonie* (Illiers-Combray, Eure-et-Loir) est l'une de ces médiations et son analyse au cours de mon doctorat a permis de dégager des usages professionnels et patrimoniaux des figures de l'écrivain (par les membres de l'association en charge de la conservation des lieux) et des usages de sens commun (par des publics non spécialisés). D'autres espaces de production des représentations sur Proust retiennent actuellement mon attention (comme les écrits de Proust lui-même, le monde de l'édition et celui des médias) dans la perspective d'identifier d'autres usages sociaux des figures du créateur, ainsi que d'interroger l'évolution des savoirs selon leurs sphères de production et leurs sphères de réappropriation. Par ailleurs, un matériau de recherche concernant Marie Curie et Rubens est recueilli, selon une même logique, dans une perspective contrastive.

### - **Objets culturels et patrimoine : institutionnalisation, processus de légitimation et co-construction**

Cet axe questionne les modalités de co-construction des objets et lieux de culture et implique de nombreuses collaborations avec des laboratoires de recherche (Laboratoire Culture et Communication de l'Université d'Avignon ; CERLIS, CNRS, Université Paris V), des institutions muséales (Palais de la Découverte, Musée des Beaux-arts de Lille, Musée Curie, Musée Guimet, Maison de tante Léonie...) et des ministères (ministère de la Recherche, ministère de la Culture). Il s'agit de comprendre comment sens et forme leur sont attribués à travers : le travail d'interprétation des publics (par des études de réception des publics) ; la démarche institutionnelle ; la forme qui est donnée au patrimoine (par des analyses sémiotiques des expositions et espaces culturels) ; les médiations qui le rendent lisible (par des analyses de contenu) ; les médiations qui le rendent visible, etc.

La diversité des champs culturels (littérature, sciences, beaux-arts) abordés et des lieux culturels étudiés constituent un atout supplémentaire pour approcher, par le biais d'une démarche contrastive, les modalités de construction et de médiatisation des savoirs, mais également pour identifier les processus et acteurs transversaux ou, au contraire, spécifiques au champ auquel se rattache l'objet étudié.

## 2) Production scientifique :

### **Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :**

Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.

#### **Articles**

MUCCHIELLI L., SAURIER D., 2007, L'évolution de la délinquance enregistrée par la gendarmerie (1988-2004) : énigmes et enseignements, in MUCCHIELLI L., (dir.), *Gendarmes et voleurs. De l'évolution de la délinquance aux défis du métier*, Paris, l'Harmattan, Collection "Sécurité et Société", 17-58.

SAURIER D., 2007, Proust dans ses meubles. Patrimonialisation de la *Maison de tante Léonie*, *Ethnologie Française*, XXXVII, 3, 541-549.

SAURIER D., 2007, L'œuvre littéraire et ses créateurs. *La Recherche du Temps perdu* comme co-construction, in COLLECTIF, *Actes du colloque OPuS "Sociologie des Arts, Sociologie des Sciences"* (Toulouse, Université du Mirail, 17-19 novembre 2004), Paris, l'Harmattan.

SAURIER D., 2006, Marcel Proust selon des commentateurs "ordinaires", *Langages et Communication*, 150, 45-64.

SAURIER D., 2006, Les lieux historiques consacrés aux personnes célèbres : interprétations de professionnels et de visiteurs, *La Lettre de l'OCIM*, 106, 27-33.

## **Autres formes de production (brevets, ouvrages, rapports d'expertise...)**

Nombreux rapports de recherche couvrant les champs culture (principalement en collaboration avec le CERLIS, Centre de Recherche sur les Liens Sociaux, laboratoire CNRS/Université Paris V) et pénal (en collaboration avec l'Association "Dialogue Citoyen", la DIV et le FIPD).

### **3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :**

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

- Enseignements à l'Université Rennes II depuis 2005, en tant qu'ATER puis professeur contractuel, dans les départements sociologie, AES, MASS, Information-Communication.
- Responsabilités pédagogiques à l'Université Rennes II : tutorat, direction de mémoire, coordination pédagogique des enseignements en sociologie en 2005 et 2006 (département AES), responsabilité pédagogique du Master 1 "Information-communication" (à partir de septembre 2008).
- Engagements contractuels auprès de :
  - . l'Association "Dialogue Citoyen" (2008),
  - . l'Institut Curie (2007),
  - . la Fondation 93, Centre de Culture Scientifique, Technique et Industrielle (2007, 2008),
  - . le Laboratoire "Culture et Communication" de l'Université d'Avignon (2006),
  - . le CESDIP (Centre de Recherches Sociologiques sur le Droit et les Institutions pénales, CNRS/ministère de la Justice/Université de Versailles-Saint-Quentin) (2005),
  - . le ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du Territoire, du Tourisme et de la Mer (2005),
  - . la Mission de Recherche "Droit et Justice" (2004),
  - . le CERLIS (Centre de Recherche sur les Liens Sociaux, CNRS/Université Paris V) (2004).

### **Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité**

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

### **Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009**

Date :

Signature :



**Contractualisation vague D 2010-2013**

**Unité de recherche : dossier unique**

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>**  
**concernant les 4 dernières années**  
**à joindre à la partie « bilan » et/ou à la partie « projet »**

**Enseignant-chercheur, chercheur,**  
**ingénieur de recherche ou cadre scientifique,**  
**autres personnels ayant une activité de recherche**

*(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)*

*Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :*

- pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> <i>(label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)</i>	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> <i>(intitulé, établissement support, responsable)</i>
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>

**Nom :** VENTRE  
**Prénom :** Daniel  
**Date de naissance :** 25 février 1964  
**Courriel :** daniel.ventre@gern-cnrs.com

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance : CNRS**

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Ingénieur de recherche**  **HDR**  **Grade :** IE2  
**ou cadre scientifique**

**Situation particulière :**  
*(délégation, détachement, mise à disposition, ...)*

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :**

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou**  
**commissions spécialisées d'un organisme :**  
**SHS**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

## 1) Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :

Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.

### Thème de recherche : la guerre de l'information

- Conflits et équilibres dans l'espace informationnel,
- Doctrines militaires, sécurité et défense nationale,
- Cyberconflits, cyberguerre, netwar, cybercriminalité,
- Droit, stratégie, politique, technologies de l'information.

### Objectifs des recherches / Prospective à 4 ans :

- Identifier et analyser les doctrines de guerre de l'information et leurs modalités de mise en œuvre dans le monde,
- Proposer une modélisation du concept de guerre de l'information,
- Comprendre les nouvelles modalités d'affrontements entre Etats, acteurs militaires et civils, légitimes et non légitimes, dans l'espace informationnel,
- Identifier les acteurs des affrontements dans l'espace informationnel, décrire les comportements de ces acteurs,
- Identifier les centres de gravité des acteurs (agresseurs et cibles),
- Confronter les logiques de « guerre froide » et de « choc des civilisations » aux équilibres qui émergent des affrontements dans le cyberspace : à nouvel espace de souveraineté, nouvel ordre international ?,
- Les travaux s'appuient sur une étude comparative internationale.

### Apports des travaux réalisés :

- Le premier ouvrage publié en France sur le thème de la guerre de l'information,
- Etude comparative internationale qui a mis en valeur la spécificité des approches américaine, russe, chinoise, indienne, japonaise, et (partiellement) Singapourienne,
- Etude comparative des doctrines de défense et sécurité qui a mis en évidence l'orientation agressive des doctrines militaires des grandes puissances,
- Redéfinition du concept de guerre de l'information,
- la compréhension des logiques en œuvre dans les affrontements au sein de l'espace informationnel apporte des éléments de décision aux acteurs de la sécurité et de la défense nationale : comment sécuriser les systèmes d'information, quelles réponses adopter, quelles réactions, comment identifier les adversaires/menaces/risques, faut-il être agressif, défensif, réactif, préemptif ?

## 2) Production scientifique :

### Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :

Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.

#### Livres

VENTRE D., 2007, *La guerre de l'information*, Paris, Hermès Lavoisier, Collection "Finance Gestion Management" (version anglaise "*Information Warfare*" : à paraître fin 2008 aux Éditions Wiley).

#### Articles (revues spécialisées - sécurité des systèmes d'information, sécurité et défense nationale):

VENTRE D., 2005, Innovation, Science and Technology Transfers : French Orientations, *Symbiosis Revue*, 46-48 (publication of Technology Park Malaysia).

VENTRE D., 2005, La protection juridique du secret, *Revue MISC*, 18, 14-19.

VENTRE D., 2005, Translating Research into Innovation, *Innovation Magazine*, 70-71 (publication of The National University of Singapore and World Scientific Publishing Co., USA).

VENTRE D., 2005, Mentir, falsifier, tromper, escroquer, *Revue MISC*, 21, 16-21.

VENTRE D., 2005, La régulation des systèmes d'information en Chine, *Revue MISC*, 22, 12-17.

VENTRE D., 2006, Guerre de l'information en Chine, *Revue MISC*, 23, 4-8.

VENTRE D., 2006, Le droit international de la cryptologie, *Revue MISC*, 24, 10-15.

VENTRE D., 2006, Information War in China, *Revue MISC* (édition allemande), 2, 13-17.

VENTRE D., 2006, Systèmes d'information et sécurité à Singapour, *Revue MISC*, 25, 16-22.

VENTRE D., 2006, L'Inde et la Guerre de l'information, *Revue MISC*, 26, 4-11.

VENTRE D., 2006, La protection du secret dans les processus de R&D, innovation et transfert de technologies, *Revue ECRIN*.

HARAYAMA Y. (Prof., Tohoku University), NISHIO K. (Fujitsu Research Institute), VENTRE D., 2006, 産学連携による人材育成 : フランスCIFREを事例として, 1017-1020 (publié par le JAIST (Japan Advanced Institute of Science and Technology) et la Japan Society for Science Policy and Research Management).

VENTRE D., 2007, Guerre de l'information au Japon, *Revue MISC*, 29, 10-20.

VENTRE D., 2007, Guerre de l'information en Russie, *Revue MISC*, 30, 26-35.

VENTRE D., 2008, Cybercriminalité, recours à la force, attaque armée, *Revue Défense Nationale et Sécurité Collective*, 5, 114-224.

VENTRE D., 2008, Cybercrime, Resort to Force and Armed Attack, *Revue Défense Nationale* (English version), 110-119.

## **Autres formes de production (brevets, ouvrages, rapports d'expertise,...)**

### **Rapport d'expertise**

VENTRE D., 2006, *French Policies on Innovation*, Internal Report of Fujitsu Research Institute (FRI), Japan.

### **3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :**

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

#### **Diffusion d'information scientifique et technique :**

##### ***Magazines spécialisés à destination de l'industrie***

VENTRE D., 2006, La protection du secret dans les processus de R&D, innovation et transfert de technologies, *Revue de l'association ECRIN*.

##### ***Cartes blanches, brèves, billets :***

VENTRE D., 2007, *Offshore* et risques de la guerre de l'information, *OffShore Development*, novembre.

VENTRE D., 2008, Carte blanche "Les entreprises dans la guerre de l'information" publiée dans la revue *01 Informatique*, 1949 (15 mai), 26.

VENTRE D., 2008, Cyberattaques contre la Belgique, *Revue Militaire Suisse*, Brève, juin.

##### ***Entretiens accordés aux médias :***

Entretien accordé à *NetEco*, Les TIC sont devenues le talon d'Achille de toutes les sociétés, propos recueillis par Jérôme Bouteillier, 16 novembre 2007

Entretien accordé à *L'Atelier* (BNP Paribas), Les TIC sont des armes quand elles sont utilisées pour affronter un adversaire, 21 novembre 2007.

Cybercriminalité ou guerre de l'information?, interview accordée à Éric Charton disponible sur "le Technoblog d'Eric Charton"? 31 mars 2008.

Entretien accordé à *Mediapart*, L'OTAN redoute internet nouvelle arme de guerre, propos recueillis par David Dufresne, 4 avril 2008.

Entretien accordé au quotidien *Sud-Ouest*, Les cyberbatailles ont déjà commencé, 9 juin 2008.

Entretien accordé à la revue *Défense et Sécurité Internationale (DSI)*, Guerre de l'information, la prolifération des capacités, propos recueillis par J. Henrotin, 38, juin 2008, 30-35.

Entretien accordé à la revue *Technologie & Armement (T&A)*, États-Unis, Chine, Russie. La prolifération de la guerre de l'information, 12, juillet-août 2008, 22-27.

Version anglaise de l'entretien accordé à *T&A* : United-States, China, Russia. The Proliferation of Information Warfare, July-August 2008.

Émission radio sur *BFM*, Thème : La cybercriminalité, 11 juillet 2008.

#### **Enseignement :**

- Chargé de cours TELECOM ParisTech (ENST Paris) depuis 2005. Cours "Droit des NTIC". Masters "Management des Systèmes d'Information répartis (MSIR)" et Master "Spécialisé Réseaux".

- TELECOM ParisTech. Responsable de la formation "Droit des TIC dans un milieu professionnel : théorie et pratique". Responsable de la formation "Régulation des systèmes d'information et guerre de l'information". Catalogue formation inter-entreprises 2008.

- Chargé de cours à l'Université Lyon II (2007-2008). Cours "Droit des Logiciels Libres". Licence Co-Libre.

- Chargé de cours à l'ISEP (Institut Supérieur d'Electronique de Paris) (2008). Cours "Protection des Données à Caractère Personnel dans un contexte de guerre de l'information". Master "Management et Protection des Données à Caractère Personnel".

- Chargé de cours SUPELEC Rennes (2008-2009). "Guerre de l'information".

- Chargé de cours à l'ESSEC Business School (2008-2009). Cours "Droit de l'ingénierie des affaires et SI". Master spécialité "Ingénierie des affaires en systèmes d'information et en télécom" (ESSEC – TELECOM ParisTech).

#### **Responsabilité administrative :**

Secrétaire général du GERN (GDRE CNRS-ministère de la Justice).

#### **Réseau international :**

Membre de l'association AILCC (Association Internationale de Lutte contre la Cyber Criminalité). Expert pour les questions de sécurité et défense.

**Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité**

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

**Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009**

Date :

Signature :

**Contractualisation vague D 2010-2013**

**Unité de recherche : dossier unique**

**Fiche individuelle d'activités <sup>1</sup>**  
**concernant les 4 dernières années**  
**à joindre à la partie « bilan » et/ou à la partie « projet »**

**Enseignant-chercheur, chercheur,**  
**ingénieur de recherche ou cadre scientifique,**  
**autres personnels ayant une activité de recherche**

*(la fiche ne devra pas dépasser 4 pages)*

Fiche à remplir obligatoirement par tous les enseignants-chercheurs et chercheurs, ainsi que par les ingénieurs de recherche et cadres scientifiques et les autres personnels ayant une activité de recherche :

- pour le dossier bilan : personnels présents dans l'unité au 1<sup>er</sup> octobre 2008
- pour le dossier projet : personnels appelés à faire partie de la future unité au 1<sup>er</sup> janvier 2010

<b>Unité de recherche d'appartenance en 2006-2009 :</b> <i>(label et n°, intitulé, établissement principal, responsable)</i>	<b>Unité soumise à une reconnaissance en 2010-2013 :</b> <i>(intitulé, établissement support, responsable)</i>
<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>	<b>CESDIP - UMR 8183 - Laurent Mucchielli</b>

**Nom :** ZAUBERMAN  
**Prénom :** Renée  
**Date de naissance :** 23 août 1952  
**Courriel :** zauberman@cesdip.com

**Établissement d'affectation ou organisme d'appartenance : CNRS**

**Enseignant-chercheur**  **HDR**  **Corps-grade :**

**Bénéficiaire de la PEDR :**

**Membre IUF junior**   
**senior**

**Chercheur**  **HDR**  **Corps-grade : CR1**

**Ingénieur de recherche**  **HDR**  **Grade :**  
**ou cadre scientifique**

**Situation particulière :**  
*(délégation, détachement, mise à disposition...)*

**Domaine scientifique principal :**

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités
- 7 Sciences de la société
- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

**Rattachement scientifique :**

**Section du CNU :**

ou

**Département(s) scientifique(s) et/ou commissions spécialisées d'un organisme :**  
**SHS/CNRS section 36**

<sup>1</sup> Les fiches individuelles complètent la présentation de l'unité et ne sont pas destinées à l'évaluation des personnes.

## 1) Points forts de vos activités de recherche et résultats marquants :

Thèmes de recherche développés ; précisez le cas échéant les collaborations nationales ou internationales associées.

Étude quantitative de la délinquance, à travers trois programmes :

- **Enquêtes régionales/locales** : exploitation d'un instrument d'enquête de victimation/insécurité mis au point par l'équipe du CESDIP :
  - **Île-de-France** : analyse par l'équipe victimation/insécurité de la deuxième enquête régionale conduite par l'IAURIF sur échantillon de 10 000 personnes, incluant comparaison avec la première enquête.
  - **FORUM** : Contrat 051104 avec le Forum français pour la sécurité urbaine aux fins de réaliser 5 enquêtes de victimation/insécurité à Aulnay-sous-Bois, Aubervilliers, Gonesse, Saint-Denis et dans la Communauté urbaine du Grand Lyon. En deux vagues pour chacun des cinq sites (taux de victimation et d'insécurité d'abord, analyses multivariées ensuite), les données ont été analysées par l'équipe, à cheval sur les années 2005-2006 et les rapports intermédiaires puis définitifs remis au FFSU, les données restituées aux villes commanditaires au cours de nombreuses réunions municipales.
- **CRIMINSEC** : attribution d'un contrat ANR (BLAN07-3\_184143, 190 000€) sur 3 ans (fin 2007-fin 2010) ; 1 DR, 2 CR, 2 IE ; il doit me permettre de **diriger** un programme d'analyse secondaire de toutes les enquêtes française victimation/insécurité (nationales, régionales, locales). Deux axes de travaux :
  - CHANGEMENTS DE LA DÉLINQUANCE SUR LE LONG TERME
    - \* sérialisation des données
    - \* comparaison entre séries provenant d'enquêtes et séries institutionnelles
    - \* mise au contexte sur le long terme
  - COMBINAISON DE L'EXPOSITION AU RISQUE DÉLINQUANT ET DE L'INSÉCURITÉ
    - \* construction de typologies combinant victimation et insécurité
    - \* étude de l'inscription territoriale de la victimation et de l'insécurité

... soit l'une des plus grosses recherches quantitatives sur la délinquance actuellement en chantier en Europe. Du premier axe, les deux premières séries de travaux ont été menées à bien, complétées par une analyse systématique du renvoi des victimations à la police. Les 4 articles qui en ont été tirés sont actuellement en lecture.

- **CRIMPREV Programme action de coordination du 6<sup>ème</sup> PCRD de l'UE sur la période 2006-2009** : implication dans deux sous-programmes (*workpackages*) :

- MÉTHODOLOGIE ET BONNES PRATIQUES, **co-direction** de ce sous-programme destiné à fournir aux décideurs et administrateurs des instruments de diagnostics précis des délinquances et d'évaluation des programmes de prévention en œuvre. Quatre domaines couverts, chacun dans un atelier international :

- \* enquêtes victimation/insécurité,
- \* enquêtes de délinquance auto-reportée
- \* évaluation des politiques de prévention
- \* comparaison entre statistiques de police et enquêtes de victimation.

Les deux premiers ateliers se sont tenus en mars 2007 et janvier 2008, deux suivants sont programmés en juillet et septembre 2008.

Chaque atelier réunissant chercheurs et décideurs a pour tâche de :

- \* produire un état des savoirs méthodologiques dans les pays d'Europe
- \* définir, sur la base de ces évaluations, des règles d'utilisation de ces méthodes à différents paliers de gouvernement, incluant le niveau local
- \* améliorer le potentiel de recherche par l'unification des méthodes, qui doit permettre des recherches comparatives européennes
- \* disséminer, à destination des décideurs à différents paliers de gouvernement et des évaluateurs, des guides de bonnes pratiques de la mesure de la délinquance et de l'évaluation des politiques de prévention.

Cet aspect de valorisation constituera encore un élément important de ma programmation de 2009. Il nous a paru en effet essentiel de rassembler de façon accessible et précise, les questions techniques, scientifiques et politiques posées par les mesures (à l'échelle européenne) de la victimation. Nous visons deux publics :

- d'une part, les acteurs des politiques publiques avec une série de publications bilingues qui leur sont destinées : le Forum Européen pour la sécurité urbaine, l'un des coorganisateur de ce WP a déjà publié une brochure présentant en Français et en Anglais la synthèse du séminaire sur les enquêtes de victimation/insécurité et en chargé de publier les synthèses des trois autres séminaires.
- par ailleurs, nous avons prévu la publication de l'ensemble des contributions à chacun des séminaires, qui se verront éditées dans les deux langues de travail. À ce jour, le contrat pour la publication en langue anglaise des contributions au séminaire victimation/insécurité est signé avec VUB Press et le manuscrit français est en lecture.

Je suis, dans ces deux opérations éditoriales, en charge de la très lourde tâche de supervision et de contrôle des traductions vers l'anglais ou le français (suivant la langue de production)

- FACTEURS DES COMPORTEMENTS DÉVIANTS, **organisation et présidence** de l'atelier international *Property crime*, Bruxelles, 7-8 février 2007.

## 2) Production scientifique :

**Liste (auteurs, titres, références) de vos principales publications au cours des quatre dernières années, dans et hors le cadre de l'activité du laboratoire d'appartenance :**

*Des indicateurs bibliométriques (facteur d'impact de la revue, citations...) pourront être fournis par l'enseignant-chercheur ou le chercheur s'il le souhaite, en précisant la ou les bases de données utilisées.*

ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., POTTIER M.L., 2004, Les enquêtes de victimation et la connaissance de la délinquance, in ARDILLY P., (dir.), *Échantillonnage et méthodes d'enquêtes*, Paris, Dunod, 326-341.

ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., 2004, Un autre regard sur la délinquance. Introduction au n° spécial de la revue *Déviante et Société* sur les enquêtes de victimation, de délinquance autodéclarée et d'insécurité, *Déviante et Société*, 3, 259-266.

ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., LAGRANGE H., POTTIER M.L., 2004, Enquêtes de victimation et statistiques de police : les difficultés d'une comparaison, *Déviante et Société*, 3, 285-316.

ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., POTTIER M.L., 2004, Profils de victimes, profils de victimations, *Déviante et Société*, 3, 369-384.

ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., 2006, Insécurité et traitement policier des victimations, in BORN M., KÉFER F., LEMAÎTRE A., (dir.), *Une criminologie de la tradition à l'innovation*, Bruxelles, Larcier, 147-169.

ZAUBERMAN R., 2006, Données et interrogations autour des enquêtes de victimation, in TURSZA A., (dir.), *Violence et santé. Rapport préparatoire au plan national*, Paris, La Documentation Française, 173-180.

ZAUBERMAN R., 2006, Quelques données de cadrage sur l'importance et l'évolution quantitatives des mesures de mise en garde-à-vue, in CHARLOT P. (dir.), *Conférence de consensus. L'intervention du médecin en garde-à-vue*, Paris, Dalloz, 29-41.

ZAUBERMAN R., Les limites du concept de panique morale : quelques réflexions à propos de l'antisémitisme in LÉVY R., MUCCHIELLI L., ZAUBERMAN R., (dir.), *Crime et insécurité : un demi siècle de bouleversements*, Paris, l'Harmattan, 241-250.

### **Autres formes de production (brevets, ouvrages, rapports d'expertise,...)**

LÉVY R., MUCCHIELLI L., ZAUBERMAN R., (dir.), 2006, *Crime et insécurité : un demi siècle de bouleversements*, Paris, l'Harmattan.

ZAUBERMAN R., 2008, *Les enquêtes sur la victimation et l'insécurité en Europe / Surveys on victimisation and insecurity in Europe*, Paris, CrimPrev-Forum Européen pour la Sécurité Urbaine.

### **Articles de diffusion de résultats de résultats de recherche :**

ZAUBERMAN R., 2004, Vous sentez-vous insécurisé ?, *Champs de Vision*, Fondation Roi Baudouin, 59, 6.

ZAUBERMAN R., 2005, Punir le délinquant ? La réponse des victimes, *Informations Sociales*, 127, 54-57.

ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., 2007, Mesure et analyse sociologique de la violence dans la société française contemporaine, *Soins*, 715, 30-33.

ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., DIDIER E., NÉVANEN S., 2006, Victimations et insécurité en milieu urbain. Les enquêtes 2005, *Questions Pénales*, XIX, 5, 1-4.

ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., DIDIER E., NÉVANEN S., 2007, Victimations et statistiques policières en Île-de-France, *Questions Pénales*, XX, 1, 1-4.

ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., DIDIER E., NÉVANEN S., 2006, Victimization and Insecurity in Urban Areas. The 2005 Surveys, *Penal Issues*, XVII, 19-22

ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., DIDIER E., NÉVANEN S., 2007, Victimization and Police Statistics in the Île-de-France Region, *Penal Issues*, XVIII, 1-4.

### **3) Points forts de vos activités relevant des missions autres que la recherche :**

*Par exemple responsabilité pédagogique, enseignement, diffusion d'information scientifique et technique et autres actions de promotion de la science, actions de valorisation et de transfert, engagements contractuels, responsabilités administratives locales, nationales ou internationales, travaux d'expertise...*

#### **1. Enseignements réguliers**

- *le processus pénal* dans le cadre du Master *Régulation des conflits dans l'espace public* à partir de l'année académique 2005-2006 (Université de Versailles-Saint-Quentin).
- *les enquêtes de victimation* depuis 2006 dans le cadre de la participation du CESDIP au Master professionnel *Management de la sécurité urbaine en France et en Europe* de l'Université de Bourgogne.

#### **2. Enseignements ponctuels**

- Les enquêtes de victimation, un autre regard sur la délinquance intervention dans le cadre du Master *Analyse économique et gouvernance du risque*, INSTN, Université de Versailles-Saint-Quentin, 24 janvier 2005.
- *Les enquêtes de victimation*, séminaire de recherche *Comportements collectifs et interactions sociales* du Centre d'Analyse et de Mathématiques Sociales de l'École des Hautes études en sciences sociales, Paris, 23 février 2006.
- *Les enquêtes de victimations en France*, séminaire de doctorat de Sergio Adorno, Université de Sao Paulo, 14 juillet 2006.
- *The French Republican Ideal and Police Centralisation as Obstacles to Ethnic Diversity in French Police Agencies*, 14<sup>th</sup> European Senior Police Officers Course, Association of European Police Colleges, Warnsveld, Pays Bas, 19 septembre 2006.
- *La société française face à la délinquance : les enquêtes auprès des victimes*, École nationale de la magistrature *Impact et évaluation des politiques publiques*, Paris, 25 septembre 2006.
- *La montée de la criminalité et l'émergence du sentiment d'insécurité. Analyse des causes et des différentes formes d'expression du phénomène*, École nationale des Ponts et Chaussées *La ville et ses quartiers : comprendre pour agir*, Paris, 28 septembre 2006.
- *The French Republican Ideal and Police Centralisation as Obstacles to Ethnic Diversity in French Police Agencies* École nationale supérieure de police, Saint-Cyr-au Mont d'Or, 16 novembre 2006.
- *La répression des infractions routières : le gendarme comme juge*, École nationale des services vétérinaires/ Institut national du travail et de la formation professionnelle, Marcy l'Étoile, 6 mars 2007.

#### **3. Autres conférences et communications**

- *Crime Victims and the Legitimacy of the Criminal Justice System : An Illustration from a French Regional Victimization Survey* communication à la conférence *Legitimacy, Accountability and Social Order : Majority and Minority Community Perspectives on Law and Legal Authorities*. Conference on International Perspectives, Russell Sage Foundation Working Group, Paris, 16-18 janvier 2004.
- *Crime Victims and the Criminal Justice System : An Illustration from a French Regional Victimization Survey* communication à la conférence *Civil Society, State and the Police in India and France*, organisée conjointement par le CESDIP et le Centre for Public Affairs, Delhi, 9-11 février 2004.

- *Mesurer le sentiment d'insécurité en France* communication à la Table Ronde organisée dans le cadre du Rapport général sur l'insécurité par la Fondation Roi Baudouin, Bruxelles, 12 juillet 2004.
- *Les limites du concept de panique morale : quelques réflexions à propos de l'antisémitisme* au colloque *Crime et insécurité : un demi siècle de bouleversements*, Versailles, 29 septembre-1<sup>er</sup> octobre 2005.
- *Mesure et analyse sociologique de la violence dans la société française contemporaine* communication aux 66<sup>e</sup> journées du groupe d'études et de réflexion des hôpitaux non universitaires (GERHNU) sur *L'hôpital malade de sa violence ? Diagnostic et traitement*, Haguenau, 9-10 juin 2006.
- *Les enquêtes de victimations en France* communication au *Seminário Internacional de Gestão em Segurança Pública*, Universidade Federal Fluminense, Rio de Janeiro, 11-13 juillet 2006.
- *Police et discrimination en France: pourquoi si peu de recherches ?*, communication au *workshop CrimPrev La violence politique en Europe : États, groupes sociaux, communautés*, Nice, 24-25 juin 2008 (avec René Lévy).

#### 4. Fonctions éditoriales

au sein du laboratoire :

- *Questions Pénales* : membre du comité éditorial de cette lettre d'information assurant cinq fois par an la diffusion des résultats des recherches menées au CESDIP auprès d'un public large d'utilisateurs (magistrats, police, gendarmerie, journalistes...).
- *Penal Issues* : responsable de l'édition en langue anglaise (supervision et contrôle des traductions) de *Questions Pénales* diffusée annuellement auprès de quelques 800 destinataires répartis dans plus d'une trentaine de pays.

au plan international :

- Revues :
  - *Déviante et Société* :
    - \* membre du comité éditorial
    - \* 2004 : **co-direction** du n° spécial *Un autre regard sur la délinquance* (2004/3), avec traduction d'articles depuis l'anglais
    - \* depuis 2005, **co-présidence**.
  - *International Review of Victimology* : membre de l'*Editorial Board*.
  - *European Journal of Criminology* : membre de l'*Editorial Board*.
- Livres : depuis 1999, **co-direction** de la série de livres *Déviante et Société* chez l'Harmattan (lecture, évaluation et suivi des modifications des manuscrits) ; en 2007-2008, direction de la traduction vers le français de l'ouvrage anglais : SHAPLAND J., 2008, *Justice, Community and Civil Society*, Cullompton, Willan.

#### 5. Expertises

- Institut d'Accompagnement Psychologique Post-traumatique, de Prévention et de Recherche : membre du comité scientifique 2002-2004 ;
- plan Violence et Santé du Ministère de la santé : membre de la commission *Institutions, organisation et violences* (automne 2004) ;
- conférence nationale de consensus sur l'intervention du médecin auprès des personnes gardées à vue (décembre 2004) : membre du jury et révision de l'édition anglaise des recommandations qui en sont issues (2005-2006).
- **Contrat 051104 avec le Forum français pour la sécurité urbaine** aux fins de réaliser 5 enquêtes de victimation/insécurité à Aulnay-sous-Bois, Aubervilliers, Gonesse, Saint-Denis et dans la Communauté urbaine du Grand Lyon. Restitutions des résultats aux représentants techniques et politiques des municipalités dans de multiples réunions entre octobre 2005 et juin 2006.
- **COFECUB** : évaluation projet de recherche en coopération avec le Brésil en réponse à un appel d'offres octobre 2006 :
  - **assistance technique européenne au gouvernement brésilien, projet n° BRA/B7-3100/IB/98/0364** :
    - expertise du projet d'enquête de victimation conçu conjointement par l'Institut de Sécurité Publique de l'État de Rio de Janeiro et l'Université Fédérale Fluminense comme pilote d'une enquête nationale brésilienne (Rio de Janeiro, 11-13 juillet 2006).
    - suivi de l'enquête de victimation menée conjointement par l'Institut de Sécurité Publique de l'État de Rio de Janeiro et l'Université Fédérale Fluminense, (Rio de Janeiro, 3-6 septembre 2007).
- **COFECUB** : évaluation projet de recherche en coopération avec le Brésil en réponse à un appel d'offres octobre 2007.

#### Signature de la personne concernée par cette fiche d'activité

Je certifie n'avoir demandé mon rattachement qu'à une seule unité de recherche en demande de reconnaissance.

Date :

Signature :

Il est difficile de prévoir une programmation précise de recherche à une échéance aussi éloignée.

La mise en œuvre du contrat ANR doit se poursuivre jusqu'à la fin 2010. Il est probable qu'à ce moment-là, d'autres enquêtes de victimation, notamment nationales, seront disponibles et que la stabilisation des principes de mise en série établis dans le cours de cette recherche permettra de la poursuivre.

Par ailleurs, la suite la plus naturelle de la constitution du corpus d'enquêtes et des analyses qu'il aura permis de conduire sera la rédaction d'un ouvrage de synthèse.

#### Signature du responsable de l'unité de recherche d'appartenance en 2006-2009

Date :

Signature :